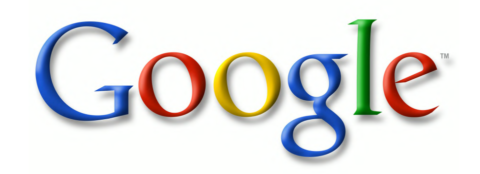








HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE.

TOME XVII.

PARIS, IMPRIMERIE DE COSSON,
RUE S.-GERMAIN-DES-PRÉS, N° 9, PRÈS LA POSTE AUX CHEVAUX.

HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE,

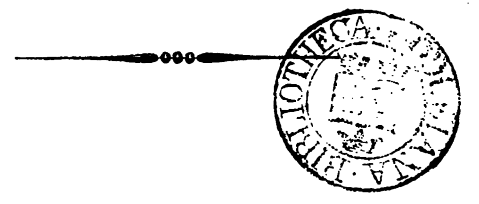
DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES DU CINQUIÈME SIÈCLE
JUSQUE VERS LE MILIEU DU DIX-HUITIÈME ;

PAR

M. LE COMTE DE LACÉPÈDE,

PAIR DE FRANCE,
GRAND'CROIX DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGION-D'HONNEUR,
L'UN DES PROFESSEURS-ADMINISTRATEURS DU MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE,
MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES, DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE LONDRES,
ET DE TOUTES LES SOCIÉTÉS SAVANTES DE L'EUROPE.

TOME DIX-SEPTIÈME.



PARIS,
MAME ET DELAUNAY-VALLÉE, ÉDITEURS,
RUE GUÉNÉGAUD, N° 25.
1826.

HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE,

DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES DU CINQUIÈME SIÈCLE JUSQUE VERS LE MILIEU DU DIX-HUITIÈME.

SUITE DE LA VINGT-CINQUIÈME ÉPOQUE.

DEPUIS 1689 JUSQUES EN 1750.

Avec quelle horreur des hommes tels que Vauban, Catinat et Fénelon avaient-ils dû apprendre que, lors du mariage du roi d'Espagne Charles II avec la princesse Louise, fille du duc d'Orléans, on avait ordonné à Madrid, en réjouissance de ce mariage, un *auto-da-fé* où vingt-deux victimes de l'inquisition avaient été brûlées (1689)!

Cette jeune princesse était morte en trois jours; et Charles II, en se remariant avec Marie-Anne de

Neubourg, fille de l'électeur palatin, et belle-sœur de l'empereur Léopold, avait fait voir combien l'Espagne partageait les sentiments de l'Europe contre Louis XIV (1690). Le duc de Savoie Victor-Amédée II, que Louvois avait désespéré par ses hauteurs, avait d'ailleurs abandonné le parti de la France, traité avec l'Espagne et avec l'empereur, et, bien loin de chasser les Vaudois, appelés alors *Barbets*, des vallées de Luzerne et d'Angrone, et de quelques autres, comme Louis XIV l'avait demandé, il s'était engagé avec les Provinces-Unies à les rétablir dans tous leurs biens, et à leur accorder le libre exercice de leur culte, de même qu'à tous ceux qui voudraient s'établir dans leurs vallées (1690). Le roi de Danemark Christiern V avait renoncé à l'alliance de la France, et conclu un traité de subside avec l'Angleterre, dont la reine Marie était sœur d'Anne Stuart, épouse du prince George de Danemarck, frère cadet de Christiern.

Le maréchal duc de Luxembourg, que sa campagne de Hollande avait déjà élevé au rang des grands capitaines, fut rappelé au commandement malgré Louvois, et gagna sur le prince de Waldeck la bataille de Fleurus. Catinat, le digne ami de Fénelon et de Vauban, répondit à cette victoire par celle de Staffarde, et, après avoir battu le duc de Savoie, s'empara de la place de Suze.

Mais une véritable calamité publique affaiblit la

joie que donnèrent ces deux victoires; la France perdit Jean-Baptiste Colbert, marquis de Seignelai, qui, marchant avec honneur sur les traces de son père le fameux Colbert, avait achevé d'élever le commerce et la marine à un très-haut degré de splendeur, et continué de favoriser les progrès des sciences et des arts par les bienfaits de la protection royale.

Le roi cependant voulant profiter de la victoire de Fleurus, résolut d'assiéger la ville de Mons. Cette place, bien fortifiée et entourée d'eaux et de marais de manière à n'être accessible que sur un petit nombre de points, n'avait pas été attaquée dans les guerres précédentes. Louvois, en préparant le siége de cette ville, montra plus que jamais cet esprit d'ordre, cette prévoyance, cette adresse à voiler ses opérations les plus importantes, cette facilité à manier les plus nombreux détails, cette habileté à les coordonner, à les faire valoir les uns par les autres, à les diriger vers le même but, ces qualités éminentes d'un grand ministre dont on déplore la gloire ternie par une hauteur insultante, un caractère dur et une politique barbare. Les instructions qu'il donna pour la marche de l'armée et pour les mouvements préliminaires des troupes ont été citées par les maîtres de l'art comme renfermant le plan le plus vaste et les plus savantes combinaisons. Les troupes destinées au siége, tirées de quartiers éloignés les uns des autres, diri-

gées d'abord sur des points bien différents de Mons, réunies tout d'un coup par des contre-ordres concertés avec soin, arrivèrent en même temps devant la place qui allait être assiégée. Les vivres et les munitions, rassemblés de tous côtés, et achetés jusques en Hollande, abondèrent dans le camp. Le roi s'y rendit avec Louvois, Luxembourg et Vauban : il s'attendait à une défense très-vive; elle fut courte et sans vigueur.

Dès que cette place fut prise, Vauban l'environna d'une ceinture formidable d'ouvrages placés dans les marais inaccessibles, et prenant des revers sur tous les points d'attaque.

L'évêque de Liége venait de rompre le traité qu'il avait fait avec la France; Boufflers bombarda sa capitale.

Le maréchal de Noailles, général de l'armée de Catalogne, entra dans la vallée de La Sègre, obligea la ville de Puycerda à lui ouvrir ses portes, fortifia le poste de Belver, fit sauter de grandes portions de rochers, parvint à faire arriver du canon jusques à la seu d'Urgel, la prit, la fit démolir, détruisit dans le val de Noguerra les châteaux de Soer et de Valence, employa de petits mortiers portés à dos de mulets et lançant de grosses grenades, repoussa les Espagnols qui investissaient Prats de Mollo dans la vallée du Ter; et le comte d'Estrées bombarda Barcelonne et Alicante.

En Italie l'importante place de Coni était as-

siégée par le lieutenant général de Bulonde, le marquis de Feuquières, auquel ses talents militaires et ses *Mémoires sur la guerre* devaient donner une si grande réputation, et le célèbre ingénieur de Lappara. Un jeune général, le prince Eugène de Savoie, élève de Charles V, duc de Lorraine, ou plutôt de son propre génie, et qui, par ses fameuses campagnes, devait si bien mériter d'être compté parmi les plus grands capitaines de tous les siècles, arriva en Italie pour y combattre ces Français dont le gouvernement avait refusé de l'employer; il fit tomber entre les mains de Bulonde un faux avis de secours pendant qu'il était encore loin, et que des renforts envoyés par Catinat étaient près d'arriver. Bulonde trompé leva le siége en abandonnat une partie de ses blessés et de son artillerie; le prince se joignit au duc de Savoie, reprit Carmagnole et voulut assiéger Suze; mais Catinat se jette dans la place, en sort à la tête de douze bataillons, réunit à l'habileté du général surnommé *la Pensée* le feu du plus ardent courage, parvient à combattre séparément contre chacune des colonnes ennemies qui s'avancent pour investir la place, et, plus faible que ces colonnes réunies, mais plus fort que chacune en particulier, les bat successivement et les disperse.

Le vainqueur du prince Eugène s'empresse de traverser les Alpes avec Lappara, court devant le château de Montmélian, s'en empare après trente-

sept jours de tranchée pour laquelle il faut souvent cheminer sur le roc avec des sacs à laine et des terres apportées de loin, et achève de conquérir la Savoie.

La gloire de Catinat s'accroissait; la puissance de Louvois allait s'écrouler. Madame de Maintenon haïssait le ministre qui s'était opposé à son mariage avec le roi, et qui avait empêché que ce mariage ne fût reconnu publiquement; les généraux et les courtisans qui détestaient l'humeur impérieuse de Louvois, son esprit tranchant, son caractère inflexible, sa hauteur insolente, font oublier aisément au roi, fatigué de ses contrariétés et de son obstination, les belles institutions qu'il avait données à l'armée, ses grands talents, les services éclatants qu'il avait rendus à la France, la force qu'il lui avait imprimée, les forteresses dont il avait hérissé ses frontières agrandies. On rappelle au monarque asservi par la plus grande ennemie de Louvois, l'incendie du Palatinat et les autres ordres si violents dont l'odieux, comme celui de cet horrible incendie, s'élevait jusques au trône. La perte de Louvois est décidée; la résolution est prise de le faire arrêter; Louvois l'apprend au milieu de travaux multipliés et des remèdes que lui prescrit sa santé altérée; il ne peut résister à la révolution qu'il éprouve, et meurt comme Colbert en maudissant l'ingratitude de Louis XIV.

Le marquis de Barbezieux, fils de Louvois, suc-

cède néanmoins à son père; mais on détache du ministère de la guerre la direction des forteresses et du corps des ingénieurs, et on donne ce nouveau département à M. Le Pelletier de Souzy, digne frère du vertueux contrôleur-général (1691).

Le margrave de Bade-Bade, commandant en chef les Impériaux en Hongrie, avait pris Nissa et Widdin; la Porte consternée avait demandé la paix. L'empereur, malgré tous les efforts du duc de Lorraine qui désirait de voir toutes les forces impériales et germaniques réunies sur le Rhin, avait exigé des Turcs un tribut annuel de deux millions d'écus, et la Porte avait résolu de courir les hasards d'une nouvelle campagne (1690).

Les électeurs réunis à Augsbourg nommèrent roi des Romains Joseph, fils aîné de l'empereur et roi de Hongrie; et, dans la même année, Léopold perdit son allié le plus fidèle et son plus grand général, Charles V, duc de Lorraine.

Les Turcs, qui ne redoutaient plus le génie de Charles V, battirent dans plusieurs combats les troupes impériales, prirent d'assaut Belgrade, et secoururent le grand Waradin (1690). Le margrave de Bade les défit l'année suivante; mais sa victoire n'eut pas les suites qu'espéraient les Impériaux (1691).

Pendant ces événements le parlement d'Angleterre avait présenté des adresses de félicitation au roi Guillaume et à la reine Marie, et accordé au

monarque un subside de quatre millions pour l'entretien de l'armée et de la flotte, les droits sur les marchandises importées pendant cinq ans, et une somme très-forte pour la construction de nouveaux vaisseaux de guerre. Le roi d'Angleterre était allé en Hollande, où il avait été accueilli avec les démonstrations de la plus grande joie, et où il n'avait rien négligé pour donner plus d'activité et de succès à la guerre que presque toute l'Europe faisait à Louis XIV.

Plusieurs personnes avaient été arrêtées en Angleterre pour une conspiration tramée contre Guillaume pendant son absence; l'une d'elles avait été jugée, condamnée et exécutée. Lord Preston, déclaré coupable du même crime, avait eu sa grâce; le comte de Clarendon, prévenu du même complot, avait été uniquement envoyé à la Tour, et ensuite relégué dans sa maison de campagne, en considération de la reine dont il était cousin-germain; les autres prévenus s'étaient cachés.

Guillaume, à son retour de Hollande, disposa des évêchés devenus vacants par le refus des titulaires de prêter les serments prescrits par la loi; il donna l'archevêché de Cantorbery au docteur Tillotson, célèbre par ses sermons, sa modération et ses vertus évangéliques; les autres siéges furent conférés à des ecclésiastiques des plus estimés; mais les *non-jurants* n'en publièrent pas moins des écrits contre la conduite de ceux qui les avaient

remplacés, leurs principes, leurs réponses, leur justification et le gouvernement qui les favorisait. Guillaume, peu inquiet de leurs clameurs, et fortement occupé de la guerre européenne dont il était l'âme, repassa en Hollande, prit le commandement de l'armée des alliés, s'avança contre le maréchal duc de Luxembourg, qui avait pris Halle en présence des confédérés, et, déployant tout l'art d'un des plus grands généraux, il eut recours aux marches, aux contre-marches, aux feintes, aux mouvements inattendus et à toutes les manœuvres les plus propres à forcer le maréchal à recevoir une bataille; tous ses talents furent inutiles: Luxembourg, dont les troupes étaient inférieures en nombre à celles du roi d'Angleterre, se montra plus que jamais grand capitaine, occupa des positions si fortes, et manœuvra avec tant d'habileté qu'il ne put jamais être forcé au combat.

Guillaume vint enfin camper entre Ath et Leuze; dix-huit mille Hessois ou soldats de Liége se séparèrent alors de son armée; il laissa le commandement de ses troupes au prince de Waldeck, et retourna à La Haye; Waldeck leva le camp de Leuze. Luxembourg, qui examinait tous ses mouvements avec la plus grande attention, l'attaqua si rapidement que son arrière-garde fut surprise et défaite (1691).

Guillaume était revenu en Angleterre. Un nombre assez considérable d'officiers français étaient

arrivés à Limerick avec des commissions du roi Jacques; le lieutenant général François de Saint-Ruth et le comte de Tyrconnel y avaient conduit une grande quantité de provisions, de munitions et d'habits. Les bandes d'Irlandais, connues sous le nom de *Rapparées*, joignirent Tyrconnel et Saint-Ruth. Le baron Ginckle, général de Guillaume, vit arriver sous ses drapeaux Mackay et les troupes qui, sous ses ordres, avaient soumis les montagnards d'Écosse. Il résolut d'exécuter promptement les ordres de Guillaume; et, malgré la grande supériorité des forces de Saint-Ruth, il conçoit l'espérance de terminer bientôt la guerre; il prend la ville de Ballimore, s'avance vers Athlone que soutient l'armée irlandaise, campée presque sous ses murailles, se détermine à passer la rivière de Shannon sous le feu de l'ennemi, est admirablement secondé par l'audace de ses grenadiers qui traversent à gué une rivière profonde et rapide sur un fond fangeux et pierreux, au travers d'une grêle de balles, de grenade et de boulets, ne cesse de recevoir les plus grands secours des talents et de l'intrépidité de Mackay, de Tetteau, de Talmash et de Rouvigne, établit des pontons, s'empare du pont, emporte la place qu'abandonnent les Irlandais consternés, n'a que dix-huit mille hommes, suit néanmoins Saint-Ruth, qui prend poste auprès du château d'Agrim, et retire des garnisons vingt-cinq mille hommes pour augmenter son armée, le

trouve placé de la manière la plus avantageuse, passe la rivière Suc qui le sépare de l'ennemi, et malgré la grande habileté de Saint-Ruth et la fureur avec laquelle combattent les jacobites, surmonte les obstacles que lui opposent une fondrière, un marais, des hauteurs escarpées, des haies et des fossés bordés de mousquetaires, remporte une victoire d'autant plus complète que Saint-Ruth est tué d'un coup de canon, envoie sa cavalerie à la poursuite des fuyards dont elle fait un horrible carnage, s'empare des tentes, des bagages, de l'artillerie, des drapeaux, des étendards, de presque toutes les armes de l'infanterie, réduit les postes importants situés sur le Shannon, oblige Galway à se rendre, croit n'avoir rien fait tant que sa grande entreprise n'est pas terminée, marche pour prendre Limerick, la seule place importante qui tient encore pour Jacques, fait jouer ses batteries, écrase la ville sous ses bombes, détruit une partie des remparts, trompe par de fausses démonstrations les troupes irlandaises campées auprès de la place, les contraints à prendre la fuite, renouvelle ses attaques, les multiplie, force les assiégés à se rendre, et termine une des plus cruelles guerres civiles par une capitulation fameuse que les catholiques d'Irlande regardent comme leur grande charte (1691).

D'après cette célèbre convention de Limerick, considérée comme relative à toute l'Irlande, les catholiques romains recouvrent la liberté de leur

culte autant qu'elle peut s'accorder avec les lois de l'Irlande, comme ils en ont joui sous le règne de Charles II. Tous les Irlandais doivent être protégés par les lois et rétablis dans leurs biens, priviléges et immunités, en se soumettant au gouvernement et en prêtant serment de fidélité à Guillaume et à Marie; personne ne sera recherché pour aucune trahison, pour aucun crime, pour aucun délit politique, ni tenu à aucune restitution, à aucune rente, terre ou maison reçue depuis le commencement de la guerre; les nobles pourront garder une épée, une paire de pistolets et un fusil; les Irlandais pourront se retirer avec leurs familles et leurs effets dans les pays qu'ils choisiront, excepté l'Angleterre et l'Écosse; les garnisons sortiront des places qu'elles occupent avec tous les honneurs de la guerre; les militaires qui voudront passer la mer marcheront en corps jusques au lieu de leur embarquement; ils seront transportés sur le continent avec les troupes françaises; et ceux qui voudront rester en Irlande y jouiront de la liberté de tous les citoyens après avoir remis leurs armes.

Les protestants d'Irlande voient aveo peine tant d'avantages accordés, disent-ils, à des rebelles vaincus qui avaient commis contre eux tant d'actes de cruauté; mais Guillaume était d'autant plus pressé de terminer les sanglantes discordes civiles de ses royaumes qu'il voulait pouvoir employer toutes ses forces dans la guerre du continent.

Douze mille Irlandais néanmoins aiment mieux quitter leur pays natal que de reconnaître Guillaume.

Le baron Ginckle retourne en Angleterre. Les communes le remercient solennellement de ses grands services, et le roi le crée comte d'Athlone.

Les deux chambres présentent au roi et à la reine des adresses dans lesquelles elles louent l'administration de Marie, félicitent Guillaume de la réduction de l'Irlande, et lui promettent de l'aider de tout leur pouvoir dans la poursuite de la guerre contre la France; mais le mécontentement et l'inquiétude régnaient sur plusieurs membres du parlement et sur une grande partie de la nation. On voyait avec peine les faveurs du roi accordées aux Hollandais avec tant de partialité, une armée de terre si nombreuse qu'elle paraissait destinée à rendre le monarque absolu, la corruption employée pour obtenir des voix dans le parlement, le grand attachement du roi à sa prérogative, et l'introduction dans le conseil de jacobites, connus pour être de chauds partisans et des instruments serviles de la puissance arbitraire. Les whigs faisaient entendre des plaintes, et les jacobites fomentaient les soupçons qui se répandaient contre Guillaume (1691).

Ce prince d'ailleurs, mécontent de la conduite des presbytériens d'Écosse, avait voulu que le clergé épiscopal eût part à l'administration de l'église écossaise. Les épiscopaux, encouragés

par cette décision, devinrent insolents envers leurs adversaires. Les presbytériens, irrités et invoquant l'autorité des lois, refusèrent de concourir avec les épiscopaux et d'introduire le plus léger changement dans leur discipline. L'assemblée ecclésiastique fut dissoute; les presbytériens protestèrent contre la dissolution, ils déclarèrent qu'ils useraient du droit qu'ils avaient de se réunir sans convocation royale; le roi regarda leur démarche comme un attentat contre sa prérogative, et conçut une grande aversion contre eux.

Mais on commet dans les montagnes de l'Écosse un crime épouvantable : une déclaration royale condamnait à une exécution militaire les montagnards d'Écosse qui avaient porté les armes contre Guillaume et qui n'auraient pas prêté serment de fidélité à ce prince avant la fin de l'année. Macdonald de Glencoe, l'un des plus puissants *lairds* ou lords des montagnes, se présente le 31 décembre devant le gouverneur du fort Guillaume, et demande à prêter son serment; le gouverneur, n'étant pas magistrat civil, ne peut recevoir sa promesse; Macdonald part à l'instant, et malgré les neiges et les glaces qui couvrent la campagne il fait tant de diligence que le terme prescrit par la proclamation royale n'est passé que d'un jour lorsqu'il arrive auprès du shérif du comté : le shérif considérant que Macdonald s'est présenté avant la fin de l'année devant le gouverneur du fort Guillaume,

reçoit son serment et celui de ses adhérents. Un ennemi particulier et implacable de Macdonald le représente à Guillaume comme un rebelle qui n'a jamais été soumis aux lois, s'est souillé de meurtres et de rapine, ne sera jamais fidèle à aucun souverain, ne s'est pas conformé à la proclamation, et assure que la tranquillité publique exige qu'il soit puni par une exécution militaire et mis à mort avec tous ses adhérents; d'autres Écossais appuient la calomnie de l'ennemi de Macdonald; le roi, qui ignore que ce chef des montagnards a prêté serment de fidélité, signe un warrant. Des ordres sont donnés; un capitaine marche avec sa compagnie et sous divers prétextes vers la vallée de Glencoe, trompe Macdonald, lui dit qu'il vient comme ami, est accueilli de la manière la plus cordiale, passe quinze jours avec sa troupe au milieu des habitants de la vallée, et lorsque la nuit fatale arrive, Macdonald est massacré dans les bras de sa femme, qui meurt bientôt de douleur et d'effroi. Le *laird* de Auchentrinken, qui demeure avec lui, s'était soumis trois mois auparavant et avait un acte royal de protection, est mis à mort; on immole tous les hommes de la vallée qui ne peuvent pas parvenir à s'échapper; on emmène les bestiaux; on met le feu aux maisons; les femmes et les enfants meurent de froid, de faim, de misère et de désespoir au milieu des glaces, des neiges, débris fumants de leurs asiles et des

cadavres mutilés de leurs maris ou de leurs pères. Un cri d'indignation s'élève dans l'Écosse et retentit en Angleterre et jusque dans le continent; Guillaume s'en alarme, assure qu'il a signé sans le lire et sans en avoir aucune idée l'ordre qui lui inspire tant de regrets, destitue le secrétaire d'état de l'Écosse; mais, comme ceux qui l'ont trompé pour assouvir ou favoriser une vengeance si criminelle ne sont pas punis sévèrement, le ressentiment le plus implacable contre Guillaume est dans le cœur de tous les montagnards.

Ce prince s'embarque de nouveau pour la Hollande, arrive auprès des états généraux, rassemble ses troupes, et s'avance vers Namur, que Louis XIV commence d'assiéger.

Le roi de France reconnaissait la place avec Vauban ; les dames de Namur lui font demander des passe-ports. Il veut abréger le siége; il les refuse; mais bientôt il les voit arriver accompagnées de leurs enfants que portaient dans leurs bras des soldats français attendris. ÉmRu de ce spectacle, il les fait conduire avec une escorte à une abbaye voisine.

Vauban combine si bien ses diverses attaques que dans sept jours la ville est obligée de se rendre; mais il doit prendre encore le château situé sur une élévation entre la Sambre et la Meuse, environné de cinq lignes de fortifications, et le fort Guillaume, construit récemment sur une émi-

nence par le célèbre Coëhorn, et que ce grand ingénieur hollandais défend avec son propre régiment; une lutte mémorable s'engage entre les deux plus habiles ingénieurs du monde. Vauban se surpasse lui-même; les deux armées saisies d'étonnement voient tout d'un coup une sorte de parallèle irrégulière, une ligne immense s'étendre à la fois sur le front et les deux flancs du fort Guillaume, s'avancer à droite sur les rochers qui s'élèvent au-dessus de la Meuse, descendre des hauteurs qui dominent la Sambre, cheminer dans les prairies basses, qui bordent cette rivière, se plier par des détours et des sinuosités sans nombre à la forme et à la nature du terrain, se soutenir à des niveaux différents sur des roches couvertes de glaise, ou sur des terres marécageuses et presque inondées, réunir ses deux extrémités, former un cercle, envelopper le fort, le séparer du château, l'isoler et le réduire à ses propres forces.

Coëhorn néanmoins défendra avec constance le fort qu'il a construit. Mais les Français veulent répondre par une ardeur nouvelle à l'admirable invention de Vauban, se précipitent dans les chemins couverts, renversent les ennemis dans les fossés, les poursuivent; et Coëhorn, obligé de se rendre, se retire dans le château, triste, pensif, et comme accablé par le génie de Vauban, dont il évite la présence en sortant du fort qu'il a perdu.

Il lui reste le château, sa quintuple enceinte et

vernement avaient voulu répandre ; ces officiers avaient signé une adresse dans laquelle ils exprimaient à sa majesté leur entier dévouement; et la flotte hollandaise s'était réunie à celle de l'amiral anglais.

Russel s'avance vers les côtes de France à la tête de quatre-vingt-dix-neuf vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates ou brûlots; il rencontre Tourville qui n'avait que soixante-trois vaisseaux, et qui, malgré l'infériorité de sa flotte et le désavantage du vent, accepte le combat d'après la volonté de Louis XIV, dont le contre-ordre ne lui était pas encore parvenu. L'amiral français, monté sur *le Soleil royal*, qui portait cent quatre canons, combat contre le vaisseau de Russel à une très-petite distance et pendant plusieurs heures; ses manœuvres et ses voiles sont alors dans un tel état qu'il est obligé de se faire remorquer. La bataille continue néanmoins avec acharnement; mais un brouillard épais sépare les deux flottes; celle de Tourville se retire. Le brouillard s'éclaircit; les Anglais poursuivent Tourville, l'attaquent, et le combat recommence avec une nouvelle ardeur; l'amiral Carter et le capitaine Hastings sont tués en se battant avec une grande valeur; les Français très-maltraités avaient perdu plusieurs vaisseaux : la nuit favorise leur retraite. Le lendemain Russel continue de les poursuivre; *le Soleil royal*, qui avait perdu ses mâts, est poussé vers la terre

et brûlé, ainsi que *l'Admirable* et *le Conquérant* de quatre-vingts canons; dix-huit vaisseaux de la flotte de Tourville gagnent La Hogue. Le courage admirable des Français ne peut les sauver; sir Ralph de Laval les détruit, ainsi qu'un grand nombre de bâtiments de transport chargés de munitions, sous les yeux de Jacques et de ses Irlandais; les autres vaisseaux de la flotte s'échappent du côté du ras d'Alderney, et par des passages si dangereux que les Anglais n'osent les suivre. Jacques est consterné d'une défaite qui renverse tous ses projets; il retourne à Saint-Germain, accablé d'une douleur d'autant plus forte qu'il se représente le désespoir de ses amis d'Angleterre.

Guillaume, que la victoire de sa flotte rend maître de la Manche, et tranquillise sur les tentatives de Jacques et les invasions de ses ennemis, éprouve une satisfaction bien vive. Mais combien la joie que lui donne cet événement lui est nécessaire pour calmer la peine de n'avoir pu tromper la vigilance de Luxembourg, le combattre, le vaincre, et sauver la ville et le château de Namur! Mais la victoire navale de Russel ne suffisait pas à sa gloire offensée; il voulait battre le général français.

Le maréchal, après avoir laissé une forte garnison dans Namur, avait campé à Soignies et ensuite à Steinkerque. Guillaume s'approche de l'armée française, contraint un espion découvert dans son camp, de tromper Luxembourg, et de lui faire

croire que les mouvements des alliés ne seront destinés qu'à couvrir un fourrage général, et donne l'ordre d'attaquer l'ennemi. Le prince de Wurtemberg, à la tête de dix bataillons, et soutenu par un gros corps que commande le lieutenant général Mackay, se jette sur les Français de la droite, et les charge avec tant d'impétuosité qu'il les chasse de leurs postes : tout le camp est dans la confusion; le maréchal oublie qu'il est malade, usè de toutes les ressources de son génie, rallie ses bataillons, met ses troupes en bataille, et les conduit à la charge. Les ducs de Chartres, de Bourbon et de Vendôme, le prince de Conti, et un grand nombre de jeunes grands seigneurs se mettent à la tête de la maison du roi, et se précipitent sur les Anglais. Les alliés résistent en vain avec un grand courage; Boufflers arrive avec ur gros corps de dragons; et la victoire n'est plus douteuse. Les alliés perdent le comte d'Angus, Mackay, plusieurs autres braves généraux ou officiers, un grand nombre de soldats, beaucoup de drapeaux, d'étendards et de pièces de canon; mais il reste à Guillaume cette grande réputation que lui ont donnée ses talents, la force de sa tête, l'attachement de la Hollande, le dévouement de l'Angleterre, et cet effet magique que produit le nom seul d'un homme extraordinaire.

Ce fut dans cette bataille de Steinkerque, célébrée avec enthousiasme par les Français, que les

soldats de l'armée de Luxembourg jetèrent leurs mousquets et leurs piques pour se servir des fusils qu'ils venaient d'arracher à leurs ennemis; et ce fut bientôt après que Vauban détermina le ministère de France à remplacer les piques et les mousquets par des fusils à baïonnette, qui réunissent les propriétés des armes de choc et de celles de jet, et dispensent d'avoir dans l'infanterie des corps de diverse nature.

Quels soins cependant se donnaient l'empereur Léopold et son ministère pour soutenir avec succès la guerre contre la France, et pour continuer d'accroître le pouvoir et l'influence de la maison d'Autriche! L'empereur avait fait un traité avec Ernest-Auguste, duc de Brunswick-Lunebourg-Hanover. Il s'était engagé à conférer à ce prince la dignité électorale avec l'office d'archi-banneret du saint Empire, et à obtenir à ce sujet l'agrément du collége électoral, ainsi que le consentement de l'Empire; et le duc avait promis d'entretenir un corps de six mille hommes au service de l'empereur tant que la guerre d'Allemagne ou celle de Hongrie dureraient; de payer pendant le même temps, à Léopold, un subside de 500,000 écus; d'employer toutes ses forces si le roi d'Espagne venait à mourir sans enfants, pour procurer le trône de ce prince à un archiduc; de contribuer par toute son influence à rétablir les rois de Bohême dans tous les droits

électoraux; de ne disposer, ni lui ni ses successeurs, du suffrage électoral dans les élections des empereurs et des rois des Romains qu'en faveur des aînés de la maison d'Autriche; d'agir, de concert avec la cour impériale, dans toutes les assemblées générales et particulières de l'Empire, et de donner aux catholiques l'exercice public de leur religion à Zell et à Hanover. Les électeurs de Mayence, de Bavière, de Saxe et de Brandebourg consentent à l'élévation du duc à l'électorat; mais ceux de Trèves, de Cologne et l'électeur palatin s'y opposent. Le collége des princes fait les objections les plus fortes : « Le nombre des électeurs, » disent-ils, a été fixé à sept, et ensuite à huit par » des lois fondamentales, la bulle d'or et le traité » de Westphalie; d'après ce traité, la capitulation » impériale et l'observance invariable de tous les » siècles, le concours, l'avis et consentement des » états sont nécessaires pour changer les lois. » C'est violer les droits les plus sacrés des princes » et des états d'Allemagne que d'augmenter le » nombre des électeurs sans l'aveu et la partici- » pation de ces états et de ces princes; et nous » protestons solennellement contre tout ce que » l'empereur pourrait entreprendre à cet égard » sans le consentement légitime du corps germa- » nique. » Les princes ecclésiastiques se plaignent d'ailleurs de l'autorité que l'électorat de Hanovre donnerait aux protestants; le duc de Brunswick-

Wolfenbuttel réclame les prérogatives attachées à son droit d'aînesse, contre l'élévation de la branche cadette de sa maison à une dignité plus éminente que la sienne. Le duc de Wurtemberg, en qualité de grand guidon de l'Empire, proteste contre la création de l'office d'archibanneret; mais l'empereur, accoutumé à régner sur la diète et sur les états, par la haine que Louis XIV a inspirée, ne tient aucun compte des réclamations des princes, et donne aux plénipotentiaires du duc de Brunswick-Lunebourg l'investiture solennelle du neuvième électorat (1692).

Et comme si la politique, l'ambition et l'intolérance n'avaient pas répandu assez de malheurs sur le monde, des tremblements de terre plus ou moins effrayants agitent, vers le même temps, la Sicile, Malte, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Angleterre; bouleversent la Jamaïque, y détruisent la ville de Port-Royal, y soulèvent la mer, et y produisent une inondation si grande et si rapide que quinze personnes y périssent dans les flots.

Boufflers s'était emparé de Furnes au milieu de l'hiver suivant, et avait fait fortifier cette place ainsi que Dixmude, évacuée par les alliés.

Le maréchal de Lorges avait pris en Allemagne Pfortzheim, battu les alliés à Otersheim, et obligé le landgrave de Hesse-Cassel à lever le siége d'Ebernbourg.

Louis XIV, avant le commencement de la campagne de 1693, institua l'ordre militaire de Saint-Louis, que les grands talents et la bravoure des Français devaient tant illustrer. Le maréchal de Villeroi prit la ville de Huy; et le maréchal de Luxembourg, rival de plus en plus célèbre, sachant combien l'armée des alliés avait été affaiblie par des détachements, résolut de leur livrer bataille, feignit un mouvement vers la ville de Liége, et vint camper à quelques lieues de Guillaume. Le roi d'Angleterre avait son aile gauche appuyée sur Neerlanden, et son aile droite étendue le long de la Geet jusques à Neerwinde, derrière des haies et des chemins creux. Instruit de l'approche de Luxembourg, il fait réunir ces deux villages par un retranchement, règle la disposition de ses troupes, parcourt tous les postes, donne les ordres nécessaires, se repose pendant quelques moments; et, dès le lever du soleil du jour suivant, le canon se fait entendre. Le vainqueur de Fleurus et de Steinkerque avait rangé ses troupes en bataille avec cette prévoyance qui le distingue : le combat commence; les Français s'emparent deux fois des deux villages, et en sont deux fois repoussés. Le prince de Conti revient à la charge à la tête d'une partie de l'infanterie française, s'empare de Neerlanden, et, la retraite des alliés postés dans ce village laissant à découvert le côté gauche de leur camp, Villeroi attaque ce côté avec un corps de

cavalerie. Le comte d'Arco, général des cuirassiers de Bavière, repousse Villeroi; mais Luxembourg, le prince de Conti, le comte de Marsin et Joyeuse chargent la droite des confédérés avec tant d'impétuosité qu'ils la renversent. En vain les alliés défendent en désespérés le village de Neerwinde et celui de Laen : ces villages sont emportés; la cavalerie hollandaise est rompue, et celle de Hanovre subit le même sort. Le roi d'Angleterre s'avance à la tête de la cavalerie anglaise : on se bat avec une fureur nouvelle; la victoire paraît incertaine : le marquis d'Harcourt arrive de Huy avec vingt-deux escadrons, et le sort de la bataille est décidé. La plus grande confusion règne parmi les alliés; la déroute est générale; un grand nombre de fuyards se jettent dans la rivière et y périssent. Guillaume, qui n'est jamais si grand que dans les revers, fait une retraite admirable, rappelle auprès de lui le duc de Wurtemberg, les troupes de Liége, celles de plusieurs autres garnisons, se forme une nouvelle armée, et, supérieur à sa fortune, repousse pour ainsi dire en héros une destinée ennemie, et se prépare à tenter de nouveau les hasards des combats (1693).

Il avait perdu plusieurs milliers d'hommes, soixante pièces de canon, neuf mortiers, et un si grand nombre d'étendards et de drapeaux que ces trophées ayant été réunis dans l'église de Notre-Dame de Paris avec ceux de Steinkerque et

de Fleurus, le grand Condé appelait Luxembourg le tapissier de Notre-Dame.

Ce maréchal cependant, après avoir vaincu le roi Guillaume à Neerwinde, avait formé le siége de Charleroi. Vauban avait dans le temps fortifié cette place; il la contraignit à capituler après vingt-sept jours de tranchée ouverte, pendant lesquels, voulant rendre les succès aussi peu sanglants qu'assurés, il montra une habileté nouvelle à combiner les plus heureuses dispositions, à choisir les instants les plus favorables, à varier les attaques de jour et de nuit, et à faire connaître aux soldats le but de chaque entreprise, les obstacles à vaincre et les moyens de les surmonter (1693).

Noailles commandait toujours l'armée française en Catalogne; le roi d'Espagne Charles II avait assemblé un conseil pour délibérer sur les moyens de soutenir la guerre. « Il faut, avait dit le duc » d'Ossone, que le roi, imitant Louis XIV, pa» raisse à la tête de son armée : son exemple en» traînera les grands, les chevaliers des ordres » militaires et la noblesse, qui n'ont pas pris les » armes depuis le règne de Philippe IV. — Quel » conseil! s'étaient écriés les courtisans; perdons la » Catalogne et même la moitié du royaume plutôt » que d'exposer la vie ou la santé du roi. » Et la nation espagnole avait encore néanmoins une si haute idée de sa valeur que, dans un cartel conclu pour l'échange des prisonniers avec l'empereur de

Maroc, on avait réglé qu'on rendrait dix Maures pour un Espagnol (1691). Le ministère de Charles II fut obligé de vendre la ville de Sabionetta dans le Milanais, de retrancher le tiers de la dépense de la maison du roi, de suspendre le paiement des pensions, et d'avoir recours à une taxe que les grands s'imposèrent eux-mêmes. Mais Noailles, ayant sous ses ordres Lappara, prit Roses après neuf jours de tranchée, malgré tous les efforts du cabinet de Madrid, des pluies continuelles et des débordements.

Après ce succès, une partie de son armée ainsi que divers corps de l'armée d'Allemagne allèrent en Italie renforcer celle de Catinat. Le duc de Savoie assiégeait Pignerol, et avait bombardé la ville; apprenant que Catinat descendait des Alpes, il marche au-devant de lui. Catinat, que Louis XIV venait de nommer maréchal de France, attaque le duc de Savoie dans la plaine de la Marsaille auprès de Turin; Lappara lui servait d'aide-de-camp. Les Français se précipitent sur les confédérés; le combat devient terrible: l'aile droite de Catinat charge l'épée à la main; l'aile gauche des alliés est d'abord repoussée, mais revient sur l'ennemi avec tant de fureur que la cavalerie milanaise et napolitaine se débande, met le désordre dans la cavalerie allemande, qui se jette sur l'infanterie de son aile, et y produit la confusion la plus funeste. Le corps de bataille et l'aile droite des alliés soutenaient sans

de Fleurus, le grand Condé appelait Luxembourg le tapissier de Notre-Dame.

Ce maréchal cependant, après avoir vaincu le roi Guillaume à Neerwinde, avait formé le siége de Charleroi. Vauban avait dans le temps fortifié cette place; il la contraignit à capituler après vingt-sept jours de tranchée ouverte, pendant lesquels, voulant rendre les succès aussi peu sanglants qu'assurés, il montra une habileté nouvelle à combiner les plus heureuses dispositions, à choisir les instants les plus favorables, à varier les attaques de jour et de nuit, et à faire connaître aux soldats le but de chaque entreprise, les obstacles à vaincre et les moyens de les surmonter (1693).

Noailles commandait toujours l'armée française en Catalogne; le roi d'Espagne Charles II avait assemblé un conseil pour délibérer sur les moyens de soutenir la guerre. « Il faut, avait dit le duc » d'Ossone, que le roi, imitant Louis XIV, pa- » raisse à la tête de son armée : son exemple en- » traînera les grands, les chevaliers des ordres » militaires et la noblesse, qui n'ont pas pris les » armes depuis le règne de Philippe IV. — Quel » conseil! s'étaient écriés les courtisans; perdons la » Catalogne et même la moitié du royaume plutôt » que d'exposer la vie ou la santé du roi. » Et la nation espagnole avait encore néanmoins une si haute idée de sa valeur que, dans un cartel conclu pour l'échange des prisonniers avec l'empereur de

Maroc, on avait réglé qu'on rendrait dix Maures pour un Espagnol (1691). Le ministère de Charles II fut obligé de vendre la ville de Sabionetta dans le Milanais, de retrancher le tiers de la dépense de la maison du roi, de suspendre le paiement des pensions, et d'avoir recours à une taxe que les grands s'imposèrent eux-mêmes. Mais Noailles, ayant sous ses ordres Lappara, prit Roses après neuf jours de tranchée, malgré tous les efforts du cabinet de Madrid, des pluies continuelles et des débordements.

Après ce succès, une partie de son armée ainsi que divers corps de l'armée d'Allemagne allèrent en Italie renforcer celle de Catinat. Le duc de Savoie assiégeait Pignerol, et avait bombardé la ville; apprenant que Catinat descendait des Alpes, il marche au-devant de lui. Catinat, que Louis XIV venait de nommer maréchal de France, attaque le duc de Savoie dans la plaine de la Marsaille auprès de Turin; Lappara lui servait d'aide-de-camp. Les Français se précipitent sur les confédérés; le combat devient terrible : l'aile droite de Catinat charge l'épée à la main; l'aile gauche des alliés est d'abord repoussée, mais revient sur l'ennemi avec tant de fureur que la cavalerie milanaise et napolitaine se débande, met le désordre dans la cavalerie allemande, qui se jette sur l'infanterie de son aile, et y produit la confusion la plus funeste. Le corps de bataille et l'aile droite des alliés soutenaient sans

de Fleurus, le grand Condé appelait Luxembourg le tapissier de Notre-Dame.

Ce maréchal cependant, après avoir vaincu le roi Guillaume à Neerwinde, avait formé le siége de Charleroi. Vauban avait dans le temps fortifié cette place; il la contraignit à capituler après vingt-sept jours de tranchée ouverte, pendant lesquels, voulant rendre les succès aussi peu sanglants qu'assurés, il montra une habileté nouvelle à combiner les plus heureuses dispositions, à choisir les instants les plus favorables, à varier les attaques de jour et de nuit, et à faire connaître aux soldats le but de chaque entreprise, les obstacles à vaincre et les moyens de les surmonter (1693).

Noailles commandait toujours l'armée française en Catalogne; le roi d'Espagne Charles II avait assemblé un conseil pour délibérer sur les moyens de soutenir la guerre. « Il faut, avait dit le duc » d'Ossone, que le roi, imitant Louis XIV, pa» raisse à la tête de son armée : son exemple en» traînera les grands, les chevaliers des ordres » militaires et la noblesse, qui n'ont pas pris les » armes depuis le règne de Philippe IV. — Quel » conseil! s'étaient écriés les courtisans; perdons la » Catalogne et même la moitié du royaume plutôt » que d'exposer la vie ou la santé du roi. » Et la nation espagnole avait encore néanmoins une si haute idée de sa valeur que, dans un cartel conclu pour l'échange des prisonniers avec l'empereur de

Maroc, on avait réglé qu'on rendrait dix Maures pour un Espagnol (1691). Le ministère de Charles II fut obligé de vendre la ville de Sabionetta dans le Milanais, de retrancher le tiers de la dépense de la maison du roi, de suspendre le paiement des pensions, et d'avoir recours à une taxe que les grands s'imposèrent eux-mêmes. Mais Noailles, ayant sous ses ordres Lappara, prit Roses après neuf jours de tranchée, malgré tous les efforts du cabinet de Madrid, des pluies continuelles et des débordements.

Après ce succès, une partie de son armée ainsi que divers corps de l'armée d'Allemagne allèrent en Italie renforcer celle de Catinat. Le duc de Savoie assiégeait Pignerol, et avait bombardé la ville; apprenant que Catinat descendait des Alpes, il marche au-devant de lui. Catinat, que Louis XIV venait de nommer maréchal de France, attaque le duc de Savoie dans la plaine de la Marsaille auprès de Turin; Lappara lui servait d'aide-de-camp. Les Français se précipitent sur les confédérés; le combat devient terrible : l'aile droite de Catinat charge l'épée à la main; l'aile gauche des alliés est d'abord repoussée, mais revient sur l'ennemi avec tant de fureur que la cavalerie milanaise et napolitaine se débande, met le désordre dans la cavalerie allemande, qui se jette sur l'infanterie de son aile, et y produit la confusion la plus funeste. Le corps de bataille et l'aile droite des alliés soutenaient sans

s'ébranler les attaques des Français; mais rien n'échappe à l'œil perçant du génie : Catinat fait marcher son aile droite victorieuse contre le centre; elle le prend en flanc; il ne peut résister à la double attaque dirigée contre lui : la seconde ligne n'ose aller au secours de la première; l'armée entière est en déroute, se retire avec la plus grande précipitation, abandonne ses canons, et laisse huit mille hommes tués ou blessés sur le champ de bataille. Les gendarmes français avaient eux seuls pris vingt-huit étendards ou drapeaux; ils rencontrent pendant la nuit qui suit la victoire Catinat endormi sur la terre nue; ils l'entourent de ces étendards et de ces drapeaux, et sont ravis en voyant le général qu'ils admirent, qu'ils aiment et qu'ils vénèrent comme un père, se réveiller au milieu de ces trophées, et sourire à l'affection comme à la bravoure de ses enfants.

Les victoires de Luxembourg et de Catinat affectaient d'autant plus vivement l'âme de Guillaume que, malgré tous ses soins et ceux de la reine Marie, les agitations de l'Angleterre se renouvelaient souvent de manière à donner de l'inquiétude aux amis du nouveau roi de la Grande-Bretagne; on avait, depuis l'avénement de Guillaume à la couronne d'Angleterre, arrêté tant de personnes d'un rang élevé, et respectées pour leurs qualités personnelles, que, suivant les jacobites et les autres mécontents, la tyrannie existait comme

avant la révolution. « Pourrait-on, disaient-ils, plus
» mal exécuter la loi d'*habeas corpus?* et combien
» ne doit-on pas déplorer la perte des vaisseaux
» pris par l'ennemi, la diminution du nombre des
» matelots, une sorte d'abandon des pêcheries,
» l'interruption du commerce, les faveurs accor-
» dées aux alliés au détriment de la nation, l'épui-
» sement du trésor, l'emploi des subsides à payer
» sur le continent des troupes qui combattent pour
» des intérêts étrangers au peuple anglais, et la
» mort de tant de braves Anglais dont le sang a
» coulé pour des alliançes plutôt nuisibles qu'a-
» vantageuses à l'Angleterre! Le gouvernement,
» ajoutaient-ils, pourra-t-il d'ailleurs être solidement
» établi avant qu'une déclaration solennelle ait
» confirmé la légitimité du titre de leurs majestés?
» L'existence du parlement ne dépend-elle pas en-
» tièrement de la volonté du monarque qui ne le
» tient assemblé que pendant le temps nécessaire
» pour en obtenir des secours? ne met-on pas les
» soldats en quartier dans les maisons des parti-
» culiers, malgré les anciennes lois du royaume et
» l'acte passé sous le règne de Charles II? ne prend-
» on pas les vaisseaux des citoyens pour le service
» du gouvernement sans assurer le paiement de
» ces vaisseaux? et combien l'état actuel de la mi-
» lice n'est-il pas à charge à la nation anglaise! »

Les effets du mécontentement pouvaient devenir
d'autant plus dangereux que les whigs, les torys et les

jacobites éprouvaient une grande animadversion les uns contre les autres; les passions qui les animaient étaient si vives que l'intérêt particulier de chacun des trois partis l'emportait facilement sur l'intérêt général du royaume; l'aveuglement était allé jusques à ériger en maxime cette violation des devoirs les plus sacrés envers la patrie. On était tombé d'erreur en erreur jusques à l'égoïsme le plus condamnable; les avantages privés l'emportaient sur le bien public; cette dépravation était devenue d'autant plus générale que la corruption employée par le ministère, pour obtenir des voix dans les chambres, avait eu une influence des plus pernicieuses sur les mœurs non-seulement des candidats, mais encore des électeurs du plus petit bourg de l'Angleterre; et à cette corruption s'étaient joints les excès de tout genre auxquels se livraient ceux qui avaient acquis rapidement une grande fortune dans les avances, la levée ou le maniement des subsides établis pour payer les grandes dépenses du gouvernement.

Le parlement cependant avait adopté un bill en vertu duquel une taxe de quatre schellings par livre devait être imposée pendant un an sur le revenu de toutes les terres ainsi que de tous les autres biens et sur le traitement de tous les offices, excepté les emplois militaires de terre ou de mer. Cet acte avait établi de nouveaux droits sur l'importation de plusieurs marchandises, renouvelé la dernière capita-

tion, continué les impôts sur le vin, le vinaigre, le tabac, le sucre, et plusieurs marchandises des Indes orientales, mis un impôt de huit pour cent sur le capital de la compagnie de ces grandes Indes, d'un pour cent sur celui de la compagnie d'Afrique, et de cinq livres sur chaque action de la compagnie d'Hudson; et le même bill avait autorisé le roi à emprunter 500,000 livres sur ces fonds, une autre somme à sept pour cent sur le crédit de la taxe des terres, et un million sur le crédit général de l'échiquier, en accordant des annuités aux prêteurs.

Sir George Rooke avait fait voile avec vingt-trois vaisseaux pour la Méditerranée, où il devait protéger le commerce de sa nation; il escortait quatre cents vaisseaux marchands anglais, hollandais, danois, suédois, hambourgeois ou flamands (1693). Il rencontra près du cap Saint-Vincent une flotte française, commandée par Tourville et par d'Estrées; son courage et son habileté ne purent sauver qu'un très-petit nombre des bâtiments qu'il escortait; trois de ses vaisseaux de guerre furent pris ou brûlés; on évalua à un million de livres sterling la perte des Anglais ou des alliés de l'Angleterre; et les amiraux français bombardèrent Gibraltar, obligèrent les capitaines des vaisseaux marchands qui étaient dans le port de cette ville à couler leurs bâtiments à fonds, et détruisirent d'autres vaisseaux anglais ou hollandais

à Malaga, à Alicante ou dans d'autres ports de l'Espagne orientale.

Le gouvernement d'Angleterre voulut prendre une vengeance terrible de leurs succès; le chef d'escadre Benbow mit à la voile avec douze vaisseaux de ligne, quatre galiotes à bombe, et dix brigantins, vogua vers Saint-Malo, sur lequel devait tomber la foudre, jeta l'ancre à un mille de la ville, la canonna et la bombarda pendant trois jours: une nuit très-obscure, un vent frais et une forte marée succédèrent à ce bombardement; les Anglais, pendant ces ténèbres épaisses, firent avancer un brûlot d'une nouvelle construction, et appelé *l'Infernal*; ce brûlot donna contre un rocher avant d'être arrivé à l'endroit où on voulait le faire parvenir; l'ingénieur qui le dirigeait se hâta d'y mettre le feu et de se retirer; le bâtiment brûla pendant quelque temps; et tout d'un coup il sauta en l'air avec une explosion si violente que la terre trembla dans toute la ville de Saint-Malo et à une grande distance; les toits furent détruits, les murs voisins de la mer renversés en grande partie, les habitants saisis de consternation; mais il n'y avait aucun soldat sur l'escadre, et le gouvernement anglais ne retira de sa tentative que la réputation infernale d'avoir voulu en quelque sorte lutter contre le génie de la destruction.

Cette horrible et inutile explosion fut le signal de nouveaux murmures dans la Grande-Bretagne.

« On trahit les intérêts de la nation, disait-on hau-» tement; les Français sont toujours instruits des » mouvements de l'Angleterre assez tôt pour en » prévenir les effets. » On accusait particulièrement le secrétaire d'état; on réunissait tous les détails qui paraissaient confirmer les soupçons, et en effet, on n'aurait pu approuver la politique de Guillaume, qui avait introduit dans son conseil des hommes de partis opposés, qu'autant qu'il leur aurait imprimé des intentions nouvelles, des vœux semblables aux siens, des mouvements dirigés vers le même but, et un véritable oubli du passé: au lieu d'agir de concert pour le bien public et pour la cause de Guillaume, ils ne tendaient qu'à faire échouer les mesures de leurs collègues, afin de détruire leur réputation. On criait surtout contre le marquis de Caermarthen, le comte de Nottingham et le comte de Rochester, qui étaient parvenus à jouir d'un grand crédit auprès de la reine; on ne doutait pas que la haine de ces torys contre les whigs ne les portât à trahir sans cesse les intérêts de la nation; et combien ce terrible esprit de parti si funeste pour les peuples, parce qu'il les trompe, les aigrit, les irrite, les rend injustes, les corrompt, et leur inspire la cruauté, s'allia souvent en Angleterre avec l'ambition servile qui, pour parvenir, ne s'effraie de commettre aucun crime, et encourage ces honteuses délations et ces faux témoignages qui ajoutent aux horreurs de la tyrannie, et

font couler sur l'échafaud le sang des plus vertueux !

Johnston, secrétaire d'état d'Écosse, était parvenu cependant, par une habile distribution des faveurs de la cour, à calmer les presbytériens du royaume; le duc d'Hamilton, réconcilié avec le roi, fut nommé grand commissaire; le parlement répondit à une lettre de Guillaume, de manière à montrer de l'attachement pour ce prince, lui accorda un secours de plus de 150,000 livres sterling, ordonna des levées pour le service des vaisseaux du monarque, condamna à l'amende les Écossais absents, déclara vacantes les places de ceux qui refuseraient de prêter le serment d'*assurance* ou d'*abjuration du roi Jacques*, et voulut qu'on informât contre les fauteurs d'une invasion : mais Guillaume laissa en possession de leurs bénéfices des membres du clergé épiscopal qui avaient refusé de souscrire *la confession de foi*, ainsi que de reconnaître le presbytéranisme comme l'unique gouvernement de l'Église d'Écosse, et qu'on avait déclarés privés de tout droit légal aux bénéfices auxquels ils avaient été nommés. La tolérance, le premier droit des citoyens et le premier devoir des gouvernements, peut produire des effets dangereux lorsqu'elle n'est pas générale, entière, précédée des précautions convenables, liée avec des institutions analogues, dégagée de tout esprit de parti, supérieure à toute influence étrangère,

animée par une charité évangélique, et fondée sur la séparation si nécessaire des affaires ecclésiastiques et des affaires civiles; la civilisation n'était pas encore assez avancée pour que Guillaume eût une idée bien précise de cette admirable tolérance: la protection qu'il accorda aux épiscopaux *non-jurants* d'Écosse irrita de nouveau les presbytériens de ce royaume.

Ce prince, revenu en Angleterre, vit de plus près le mécontentement de la nation, le dépérissement du commerce, les vices de l'administration et la mauvaise conduite des ministres occupés uniquement à se détruire. « Les torys, lui dit le comte » de Sunderland, en qui il avait une grande con» fiance, sont très-opposés à la continuation de la » guerre: les whigs se prêteront plus facilement à » vos vues; ils redoutent le papisme; ils craignent » une invasion; ils se verront avec plaisir recher» chés par votre majesté; ils trouveront d'ailleurs » des avantages particuliers dans les avances qu'ils » feront sur les fonds accordés par le parlement. »

Le roi commença par exclure du conseil le comte de Nottingham, qui était le plus odieux au peuple; il nomma pour le remplacer le comte Shrewsbury, et donna aux whigs un grand nombre de places.

On présenta cependant à la chambre des communes un état de l'emploi des revenus publics; et de révélation en révélation, on découvrit le honteux système de corruption qui tenait asservis un

si grand nombre d'hommes de toutes les opinions, et donnait tant de voix à la couronne dans le parlement que les chambres adoptaient tous les bills désirés par le monarque, se taisaient sur les griefs, et ne recevaient que pour la forme les comptes des ministres. Les communes néanmoins, lorsque Guillaume demanda quarante mille hommes pour la marine et plus de cent mille hommes pour le service de terre, crurent devoir montrer qu'elles n'avaient pas entièrement oublié les intérêts de leur patrie, exigèrent qu'on leur communiquât les traités conclus par Guillaume avec les alliés; et examinèrent les différents contingents que chaque puissance avait promis de fournir. Ce ne fut qu'après cet examen qu'elles fixèrent l'établissement de l'armée de terre à quatre-vingt-trois mille cent vingt et un hommes, y compris les officiers; votèrent pour l'entretien de ces militaires la somme de deux millions 530,590 livres, accordèrent pour la marine quarante mille hommes et deux millions, établirent pour payer ces subsides une taxe de quatre schellings par livre sur les revenus des terres, une augmentation dans les annuités, de nouveaux droits sur la bière et le sel, et eurent recours à l'impôt le plus désastreux, à une loterie.

Elles adoptèrent ensuite un bill pour assurer la liberté des délibérations et des résolutions dans les chambres : les lords donnèrent leur assenti-

ment à ce bill; mais le roi, toujours occupé de sa prérogative, et plus habile dans l'art de la guerre que dans celui de gouverner un peuple jaloux de ses libertés, refusa sa sanction à cet acte. La nation témoigna son mécontentement; les communes, malgré la corruption d'un si grand nombre de leurs membres, se formèrent en comité pour prendre l'état du royaume en considération, déclarèrent ennemis de leurs majestés et du royaume ceux qui avaient conseillé au monarque de refuser au bill son consentement royal, et supplièrent le roi d'écouter les avis de son parlement plutôt que les conseils de quelques particuliers dont les intérêts secrets étaient bien différents de ceux du prince et de la nation.

Le roi remercia les communes de leur zèle : « J'aurai toujours, leur dit-il, les plus grands égards » pour vos constitutions, et je regarderai comme » ennemis tous les partis qui voudraient affaiblir » ma confiance dans mes sujets et celle de mes » sujets dans leur monarque. » Mais cette réponse satisfit peu les communes, et encore moins le peuple anglais.

Guillaume cependant adressa au parlement un bill pour l'établissement d'une banque à l'instar de celles d'Amsterdam et de Gênes; ce bill assignait des fonds pour la sûreté et l'avantage des souscripteurs, et autorisait leurs majestés à former ces souscripteurs en corporation, sous le nom de *gou-*

verneur et compagnie de la banque d'Angleterre, avec la condition qu'au bout de dix ans cette compagnie pourrait être dissoute après avoir été avertie un an d'avance, et après le remboursement de 1,200,000 livres avancées. Le parlement adopta le bill, et la souscription fut remplie en dix jours.

Les communes, avant de se séparer, établirent des droits sur les *voitures de louage et relais* et sur les papiers parchemins et vélins, dont on se servirait pour des actes privés.

Vers le même temps, deux sujets importants d'économie publique occupèrent le gouvernement, les pairs, les communes et la nation; la compagnie des Indes orientales étant sur le point d'obtenir du monarque une nouvelle charte, les anciennes réclamations des négociants contre cette compagnie se renouvelèrent avec force; les drapiers, les marchands de toiles et les autres commerçants présentèrent des adresses. « La compa» gnie, dirent-ils, s'est rendue coupable d'actes » injustes inexcusables et tendants au scandale » de la religion, au déshonneur de l'Angleterre, » au renversement des lois, à l'oppression du peu» ple, à la ruine du commerce. Deux vaisseaux par» ticuliers ont exporté en une année trois fois plus » de draps que la compagnie n'en a exporté dans » trois ans. Nous offrons d'envoyer en un an plus » de draps et d'autres marchandises d'Angleterre » aux grandes Indes que la compagnie n'en fait

» passer en cinq ans dans ces contrées orientales.
» Jamais la compagnie ne chargera dans le royaume
» les vaisseaux pour lesquels elle a présenté des pé-
» titions, et elle ne les rechargera jamais dans les
» Indes. »

De grandes sommes furent comptées en secret par la compagnie au gouvernement : la nouvelle charte fut expédiée ; mais les concessions renfermées dans cette charte ne formèrent pas de véritable privilége exclusif. Le gouvernement se réserva le droit d'y faire les changements qu'il jugerait convenables avant une époque déterminée ; et néanmoins de grandes clameurs s'élevèrent contre le ministère. Les négociants s'adressèrent à la chambre des communes ; ils demandèrent que la liberté du commerce dans les grandes Indes fût reconnue par un acte du parlement. La compagnie de son côté présenta une pétition pour obtenir que sa nouvelle charte fût confirmée par une loi. La chambre, après un long examen, décida que tous les Anglais avaient un droit égal au commerce des Indes orientales, à moins que ce commerce ne leur fût interdit par un acte parlementaire.

Un autre objet excita une fermentation plus grande encore ; le ministère engagea des membres de la chambre des communes à présenter un bill d'après lequel les protestants étrangers seraient naturalisés. « La plus grande partie des terres de » l'Angleterre, dirent les partisans de ce bill, ne

sieurs princes séculiers ou ecclésiastiques avaient protesté contre cette investiture, et s'étaient ligués sous le nom de *princes correspondants* contre les projets ambitieux de la cour impériale; le roi de Danemarck était entré dans cette association en qualité de duc de Holstein-Glackstadt; les résultats que cette ligue pouvait produire relativement à la guerre soutenue contre la France avaient effrayé le ministère impérial; sa fermeté ordinaire avait été ébranlée; l'empereur avait annoncé à la diète que les effets de l'investiture accordée au duc Ernest-Auguste seraient suspendus jusques au moment où le corps germanique approuverait cette investiture, et les *princes correspondants* s'étaient calmés.

De grands événements militaires n'ont lieu cependant ni en Allemagne ni en Flandre : les victoires de l'armée française l'avaient affaiblie; et la misère de la France, désolée par une disette générale, n'avait pas permis de nouvelles levées. Luxembourg néanmoins signale cette campagne par une marche admirable : son armée était campée à Vignamont, auprès de Huy. Le roi d'Angleterre s'éloigne subitement de cette armée, et marche avec rapidité vers l'Escaut, dans l'espérance de forcer les lignes françaises entre ce fleuve et la Lys. L'armée de Luxembourg part aussitôt; une partie de cette armée est portée sur des chariots ou sur des barques; l'autre s'avance à grandes journées,

et en sûreté derrière les places fortes, les lignes, les rivières; et toutes les troupes françaises font une si grande diligence qu'elles arrivent au pont d'Espierre, sur la rive gauche de l'Escaut, avant que le roi d'Angleterre paraisse sur la rive droite. Guillaume étonné descend le long de l'Escaut, le passe, traverse la Lys et s'arrête devant Luxembourg. Il le voit retranché dans la belle position de Courtrai; il admire le génie et l'activité de son adversaire, s'approche de Furnes, trouve Mégrigny posté dans un camp inattaquable à la droite de Furnes, à la gauche de marais, et derrière d'autres marais et des canaux, prend Dixmude, que les Français ne défendent pas, et, ne pouvant attaquer Luxembourg ni le forcer à combattre, cantonne une grande partie de sa nombreuse armée, et envoie ses autres troupes assiéger la ville de Huy : Cohorn en dirige les attaques; elles sont terribles; un nombre immense de canons et de mortiers écrasent le château : on hisse sur des hauteurs quinze mortiers et soixante-cinq autres pièces d'artillerie; le château et les forts sont ouverts de toutes parts, les parapets rasés, les voûtes des souterrains enfoncées, les puits remplis de décombres, les forts emportés après deux assauts, les deux tiers de la garnison tués ou blessés, les remparts du château près de s'écrouler les poudres jetées au pied des rochers, pour éviter les explosions; le château se rend après dix jours de tranchée.

» défendions que nos droits, ont excédé tout l'ar-
» gent du royaume. Notre commerce est tombé,
» nos ressources sont épuisées; on nous a empê-
» chés d'entretenir nos manufactures. Plusieurs fa-
» milles protestantes ont été obligées de quitter le
» royaume, et d'aller chercher en pays étranger à
» gagner leur nourriture par leur travail. Le dé-
» faut de convocations fréquentes du parlement a
» enhardi des personnes mal intentionnées à op-
» primer les sujets de votre majesté; plusieurs offi-
» ciers civils ont acquis de grandes fortunes dans
» notre malheureux pays, appauvri par la corrup-
» tion et par l'oppression qui l'a suivie. D'autres
» officiers titulaires d'emplois considérables rési-
» dent hors de l'Irlande, et font remplir leurs pla-
» ces de la manière la plus contraire à la justice
» et la plus préjudiciable au public. Nous n'atten-
» dons que de votre majesté la fin de nos mal-
» heurs. » Les communes accordèrent ensuite un subside de 150,000 livres.

Le parlement adopta d'ailleurs différents bills d'après lesquels il fut défendu aux prêtres catholiques d'entrer dans le royaume; on ordonna que tous les biens des papistes seraient partagés par portions égales entre leurs enfants; on prescrivit que personne ne pourrait posséder aucun emploi sans se conformer à l'acte du *test* passé en Angleterre; on permit la naturalisation des protestants étrangers; on fit brûler par le bourreau un livre inti-

tulé *Mémoires de Jacques II;* on prit des mesures contre l'emprisonnement des Irlandais hors du royaume, et on encouragea l'importation des fers travaillés et non travaillés (1703).

La nation anglaise cependant murmurait contre l'expédition inutile et si dispendieuse de l'amiral sir Cloudesley Shovel, ainsi que contre celles qui avaient eu lieu dans les Indes occidentales. Les négociants se plaignaient de ce que leurs bâtiments avaient été mal protégés : « Les vaisseaux de guerre, » disait-on, n'avaient reçu que des provisions altérées; toutes les parties de la marine sont mal » conduites. » Et on accusait hautement les conseillers du mari de la reine, le prince George de Danemarck, auquel la place du grand amiral d'Angleterre avait été conférée.

Au milieu de ces plaintes, un phénomène extraordinaire porte un coup terrible à la marine anglaise : vers le commencement de décembre, une tempête furieuse s'élève dans la Manche, et s'étend sur l'Angleterre; les éclairs les plus vifs sillonnent les nuages; le tonnerre ne cesse de faire entendre ses roulements retentissants; les vents ébranlent jusque dans leurs fondements les maisons de la capitale. Quelques-unes s'écroulent, et ensevelissent sous leurs ruines leurs malheureux habitants; les eaux inondent plusieurs rues; elles s'élèvent à une grande hauteur dans Westminster; le pont de Londres est entouré de débris; Bristol éprouve des

coups plus funestes; treize vaisseaux de guerre sont brisés ou engloutis auprès des dunes, et quinze cents hommes de mer périssent dans les flots. La reine ne néglige rien pour réparer ou diminuer les effets de cet épouvantable désastre; mais Londres gémissait encore au milieu des décombres et des débris lorsque l'archiduc Charles y arrive. Le prince de Danemarck, le duc de Marlborough et le duc de Somerset étaient allés au-devant de ce prince. La reine lui témoigna beaucoup d'égards et d'intérêts; il partit peu de jours après pour le Portugal sur une flotte commandée par sir George Rooke, et avec un corps de troupes à la tête duquel était le duc de Schomberg; et sa réception à Lisbonne fut des plus magnifiques (1704).

Les communes avaient accordé quarante mille hommes de mer, cinquante mille hommes de terre, et les sommes nécessaires pour l'entretien de ces forces, ainsi que pour le paiement des subsides promis aux alliés; de vives contestations s'étaient élevées entre les deux chambres. Les raisons apparentes de cette division avaient été des informations faites par la chambre des pairs relativement à une conspiration que l'on disait tramée pour faire déclarer les montagnards de l'Écosse en faveur du prétendant, et une délibération des lords portant que les communes n'avaient pas seules le droit de prononcer sur les affaires relatives aux

élections parlementaires, et que toute personne à qui on refuserait le droit de voter pourrait poursuivre devant les tribunaux les officiers qui auraient voulu le priver de sa prérogative électorale; mais les véritables motifs de la chaleur de la querelle avaient été la haine des torys, qui dominaient dans les communes, contre les whigs, qui étaient en majorité dans la chambre des pairs.

Un bill remarquable fut néanmoins adopté d'après une sorte d'invitation de la reine en faveur des membres pauvres du clergé; la reine fut autorisée à aliéner en faveur des bénéfices ecclésiastiques les revenus de la couronne consistant en dîmes et premiers fruits, et n'étant assujétis à aucune charge; un statut relatif aux *mains mortes* fut annulé ou modifié; et on accorda la faculté de disposer par testament ou par donation en faveur des bénéfices des sommes qu'on voudrait leur donner.

Un autre bill conféra aux juges-de-paix le pouvoir de prendre par force les paresseux et les vagabonds, et de les faire servir en qualité de soldats ou de matelots. Combien on était encore éloigné, même en Angleterre, des véritables principes sur la bonne composition des armées, et sur les moyens de prévenir les craintes que la force militaire peut inspirer relativement à la tranquillité publique, à la liberté, à la propriété, à la stabilité des trônes et à la sûreté des individus!

Les ministres cependant avaient mis tant de lenteur dans les recherches relatives à la conspiration écossaise que les whigs firent entendre contre eux de violents reproches! « Ce sont des » jacobites déguisés, » dirent-ils; et ils répandirent même dans le public que la reine, qui soutenait ces ministres infidèles à la nation, favorisait son frère le prétendant, et avait pour lui une affection très-grande.

Quelle force ôtaient à l'Angleterre ces divisions intestines! et combien de calamités intérieures faisait naître dans la France, sa rivale, le parti intolérant et persécuteur au pouvoir duquel Louis XIV ne pouvait se soustraire!

Les protestants des Cévennes, ne pouvant plus supporter les rigueurs auxquelles ils étaient en proie, avaient pris les armes pour se défendre contre leurs ennemis acharnés; l'impolitique dureté du maréchal de Montrevel avait augmenté le désespoir et le courage des persécutés : la France, obligée de lutter contre toute l'Europe, aurait succombé sous le fléau d'une guerre de religion qui, allumée dans les Cévennes, eût bientôt couvert de cendres, de ruines et de sang une grande partie du royaume. Heureusement pour sa patrie, le maréchal de Villars succéda à Montrevel; son patriotisme, ses lumières, sa douceur, son habileté éteignirent l'incendie. Il mêla à la force les négociations, et parvint, par des traités signés

de bonne foi, à faire déposer aux insurgés les armes que la persécution leur avait fait aiguiser : Louis XIV consentit à ces traités pacificateurs; mais, séduit par des fanatiques, il ne voulut pas tolérer l'exercice du culte protestant, et vit, au milieu de tant de circonstances critiques, de nouvelles émigrations enlever à la France et donner à ses ennemis des sujets industrieux et des soldats pleins de courage.

Pendant cette déplorable guerre des Cévennes, le prince Eugène était venu près du Rhin dans les lignes de Stollkoffen; et Marlborough, ayant porté son armée de la Meuse sur le Danube, s'était réuni au margrave de Bade. Le margrave et Marlborough marchent sur Donawerth, s'emparent des retranchements de Khillenberg, soumettent Rain-sur-le-Leck, et portent le fer et le feu dans les états de l'électeur de Bavière, *à la honte éternelle*, dit l'Anglais Smolett, des auteurs de cette barbarie.

Le maréchal de Tallard remonte l'Eltz et la Kintzig, prend Hornberg, descend vers le Danube, et joint son armée à celle du maréchal de Marsin et à celle de l'électeur.

Le prince Eugène surprend une marche au maréchal de Villeroi, qui l'observait, se réunit à Marlborough; et le margrave de Bade assiége Ingolstadt. Les maréchaux et l'électeur reprennent la célèbre position de Dillingen; mais bientôt ils

la quittent, et vont dans la plaine de Hochstett. Le duc de Marlborough et le prince Eugène prennent la résolution d'attaquer les Français. Les armées de Tallard, de Marsin et de Bavière réunies comprenaient près de soixante mille hommes; leur droite était couverte par le Danube et le village de Blenheim, leur gauche par le village de Lutzingen, et leur front par un ruisseau dont les bords étaient escarpés, et dont le fond était bourbeux. Tallard avait placé vingt-sept bataillons et douze escadrons dans le village de Blenheim, où il croyait que les alliés attaqueraient avec le plus d'efforts; il avait le commandement de l'aile droite; l'électeur et Marsin commandaient l'aile gauche. On a écrit que les alliés n'avaient que cinquante mille hommes; mais leur droite était commandée par le prince Eugène, et leur gauche par Marlborough. Quelle réunion extraordinaire que celle de deux généraux dignes d'une aussi grande renommée, et qui, au lieu de se déshonorer par une rivalité perfide, n'ont que la noble émulation d'être le plus utiles à la cause qu'ils défendent!

Un corps d'Anglais et de Hessois passe le ruisseau avec beaucoup de difficulté, attaque avec vivacité Blenheim, mais est repoussé trois fois; le centre et une partie de la droite des alliés passent le ruisseau sur des madriers sans être inquiétés par leurs adversaires; mais la cavalerie

française les charge avec tant d'impétuosité, et le feu des troupes postées à Blenheim les prend en flanc avec une vivacité si grande qu'ils sont mis en désordre, et repassent en partie le ruisseau. Des dragons les soutiennent; la cavalerie française est poussée très-près de Blenheim; l'aile gauche des alliés se forme, marche contre la cavalerie française, l'oblige à abandonner plusieurs fois son terrain, la voit se rallier sans cesse avec une grande intrépidité, est contrainte de reculer par dix bataillons, que Tallard fait avancer dans les intervalles de sa brave cavalerie, et dont elle ne peut supporter le feu; mais, secourue par des bataillons de Zell, elle revient à la charge, parvient à mettre la cavalerie en déroute, et taille en pièces les bataillons français, qui ne sont plus soutenus. Tallard rallie en vain sa cavalerie; attaquée en flanc et entièrement défaite, elle cherche en partie à gagner un pont jeté sur le Danube, mais est poursuivie de trop près pour pouvoir échapper aux vainqueurs; et Tallard est enveloppé, et fait prisonnier avec plusieurs officiers généraux.

Le prince Eugène avait rencontré les plus grands obstacles, éprouvé la résistance la plus opiniâtre, vu sa cavalerie repoussée jusqu'à trois fois; mais enfin il culbute l'aile gauche française. Marsin et l'électeur abandonnent Lutzingen, et se retirent à Dillingen et Lawingen; les alliés,

maîtres du champ de bataille, environnent le village de Blenheim; les vingt-sept bataillons et les douze escadrons qu'on y avait placés n'ont plus de communication avec le reste de leur armée. S'ils avaient eu Vendôme à leur tête, ils se seraient ouvert un chemin glorieux au travers des alliés; mais leurs chefs éprouvent cette consternation que les plus braves ne peuvent pas toujours repousser; ils capitulent en frémissant, mettent bas les armes, livrent leurs drapeaux et leurs étendards, et se rendent prisonniers de guerre : la victoire des alliés est des plus funestes à la France. Marsin et l'électeur se hâtent d'aller en Alsace se réunir à Villeroi; toute la Bavière tombe au pouvoir des alliés; le prince Eugène, Marlborough et le margrave de Bade passent le Rhin, et font le siége de Landau.

Cette place était mal approvisionnée, la garnison peu nombreuse, et le gouverneur très-âgé; mais il joignait une constance héroïque à beaucoup d'ordre, de lumières, d'expérience, et à la plus grande habileté pour ménager ses ressources, et les multiplier en les employant dans les moments les plus favorables. Il se nommait de Loubanie; il avait déjà soutenu avec gloire trente jours de tranchée ouverte, lorsqu'une bombe éclate à ses pieds, le blesse à l'estomac, et lui crève les yeux : aveugle et souffrant les douleurs les plus vives, il continue de diriger pendant qua-

rante-un jours la défense de la place qui lui avait été confiée, ne se rend que lorsque ses munitions sont épuisées, et les soldats, les artilleurs et les mineurs réduits à un nombre qui n'a plus de proportion avec de nouvelles attaques. Le roi des Romains, Eugène, Marlborough, le margrave de Bade et tous les alliés rendent hommage au vieux guerrier que les Français admirent et chérissent.

Les armes de Louis XIV ont en Italie des succès bien différents du triste événement d'Hochstett: Catinat n'y était plus; mais Vendôme y commandait.

Son frère le grand prieur enlève aux Autrichiens Rovère, les tours de Seravalle et quelques autres postes; le duc de La Feuillade prend Suze, remonte la Doria-Baltea, s'empare de la ville d'Aoste et du château de Bard; Vendôme soumet Verceil, Ivrée, et met le siége devant Verrue; le duc de Savoie, campé à Crescentin sur la rive gauche du Pô, communiquait avec Verrue par un pont, que défendait le fort de Guerbignan. Vendôme attaque ce fort; la garnison, à laquelle le duc de Savoie fait parvenir plusieurs fois des secours, fait une résistance très-vive; mais les Français minent l'escarpe; une grande quantité de poudre est entassée dans les fourneaux; le duc de Vendôme feint une attaque du côté de Crescentin; le duc de Savoie retire du fort la plus grande partie des troupes; la mine éclate; et ce qui reste

de garnison ne peut résister à l'assaut qui succède. Vendôme déplore la perte du chef des ingénieurs de son armée, le maréchal de camp Guy-de-Richerand; mais, toujours plein d'audace, il veut assiéger Verrue sans forcer le camp de Crescentin, et même sans couper la communication de ce camp avec la place. On ouvre la tranchée: il fallait franchir les dehors et la triple enceinte d'une place fortifiée sur les dessins de Vauban; des sorties, faites par la garnison et par des détachements du camp ennemi, ruinent plusieurs fois les travaux des assiégeants; on essaie en vain de rompre les ponts du Pô; l'armée française est harassée. L'hiver arrive; les pluies, les débordements, les gelées, les neiges, les dégels se succèdent; tantôt les tranchées sont noyées, et tantôt la terre, durcie par un froid rigoureux, résiste aux instruments avec lesquels on veut la remuer; les hôpitaux des Français sont remplis de blessés et de malades; Vendôme, chéri des soldats comme son aïeul Henri IV, soutient leur patience, s'expose à leurs périls, partage leurs travaux, cantonne les troupes les plus fatiguées, barraque les autres, double les rations de vivres, multiplie les distributions d'eau-de-vie et de vin; mais trois mois s'écoulent; et tous les efforts des Français s'évanouissent devant une garnison que le camp de Crescentin renouvelle avec tant de facilité. Le lieutenant-général Lappara est envoyé au siége

par Louis XIV : il démontre à Vendôme la nécessité d'isoler la place en s'emparant de l'île du Pô, par laquelle le camp communique avec la ville. Le prince était prévenu contre Lappara; mais il a trop d'habileté et de grandeur d'âme pour ne pas adopter l'avis de ce célèbre ingénieur. Plusieurs détachements attaquent l'île à l'improviste; un autre détachement se jette sur la rive gauche du fleuve, et parvient à rompre le pont par lequel le camp communiquait avec l'île. Les ennemis surpris ne peuvent se défendre contre les assaillants; l'île est emportée, et Verrue sommée de se rendre, foudroyée par l'artillerie française, et entourée de manière que la garnison doit être bientôt affamée. Le duc de Savoie envoie à la ville assiégée et en reçoit des bombes remplies de terre, et dans le milieu desquelles on place des dépêches; mais, ne pouvant pas rétablir sa communication ni s'exposer aux hasards d'une bataille, il quitte son camp de Crescentin. La place consomme ses munitions et ses vivres, et, privée de tout espoir de secours, demande à capituler; Vendôme exige que la garnison soit prisonnière de guerre; le gouverneur rompt les conférences, fait jouer toutes ses mines, bouleverse les fortifications, se réfugie dans un donjon antique, et se rend enfin à discrétion : Vendôme le traite comme Henri IV traitait les braves (1705).

Philippe V, ayant avec lui le duc de Berwick,

deux gros vaisseaux, de vingt-quatre galères, et d'autres bâtiments. Rooke avait sous ses ordres cinquante-trois vaisseaux de ligne et plusieurs frégates ou galiotes à bombes. La bataille s'engagea entre les deux flottes; elles se battirent pendant six heures. La victoire parut se déclarer pour les Français; mais le comte de Toulouse n'en profita pas. Rooke alla à Lisbonne, où il voulait qu'on radoubât ses vaisseaux, et partit peu de temps après pour l'Angleterre; et le comte de Toulouse, avant de rentrer dans Toulon, détacha M. De Pointis avec treize vaisseaux, neuf frégates, trois mille hommes de troupes, trente-quatre pièces d'artillerie, et une grande quantité de munitions pour seconder le siége de Gibraltar.

Ce siége avançait lentement; il avait néanmoins fait des progrès qui donnaient une grande espérance de succès. Mais M. De Pointis n'avait laissé que cinq frégates devant la ville assiégée, et tous ses autres bâtiments étaient allés se rafraîchir à Cadix. L'amiral Lake entra dans la baie avec dix-huit vaisseaux, prit une des cinq frégates, obligea les autres à s'échouer, et ravitailla Gibraltar.

M. de Bucaro, colonel espagnol, et ancien gouverneur de cette place, exécuta cependant un projet qu'il avait conçu et proposé depuis long-temps; il débarqua pendant la nuit avec quatre-vingts gardes wallones, et quatre cents soldats au pied des rochers de l'est, surprit un poste de cinquante

hommes qui gardait un sentier pratiqué dans le flanc oriental du grand rocher, gravit contre la montagne, et parut à la pointe du jour sur les revers de l'ouest. De très-habiles ingénieurs ont écrit que s'il avait été suivi de nouvelles troupes, ou si on avait dans cet instant donné l'assaut aux brèches du front d'attaque, Gibraltar aurait succombé à la vue de la flotte qui l'avait ravitaillé. Mais, par une faute inconvenable, M. de Villadarias, qui commandait le siége, n'avait ni préparé l'assaut, ni fait soutenir le corps du colonel. La petite troupe de ce valeureux espagnol attaqua les assiégés, combattit avec un grand courage, perdit son chef, et, enveloppée par la garnison, fut faite prisonnière. L'ingénieur français, M. de Rochefort, qui avait accompagné Bucaro, parvint néanmoins, à la tête de quelques braves, à regagner en combattant le sentier et les chaloupes.

Malgré ce mauvais succès, M. de Villadarias n'attendait, pour donner l'assaut qui devenait chaque jour plus facile, que M. De Pointis, qui devait venir de Cadix avec ses vaisseaux; mais les vents et le calme dérangèrent les mouvements de M. De Pointis. Un convoi débarqua à Gibraltar des munitions, des vivres, de l'artillerie, et quatre mille hommes de troupes; il emmena les malades et les blessés, et trente-cinq vaisseaux, commandés par l'amiral Lake, l'obligèrent à rentrer dans Cadix; les assiégés multiplièrent leurs feux et leurs

sorties, réparèrent leurs brèches, élevèrent des retranchements, s'avancèrent sur les flancs de la montagne, et précipitèrent les assiégeants qui avaient escaladé la première terrasse, et s'y étaient logés.

Le maréchal de Tessé, qui avait remplacé le duc de Berwick, continua néanmoins le siége. M. De Pointis reçut l'ordre de revenir dans la baie; il reparut avec cinq vaisseaux. L'amiral Lake arriva; ses trente-cinq bâtiments attaquèrent M. De Pointis. Le chef d'escadre français perdit trois vaisseaux, et ne put que faire échouer les deux autres.

Le maréchal de Tessé ne se découragea pas. On avança les tranchées; on construisit de nouvelles batteries; on fit de nouvelles brèches; mais les troupes des assiégeants ne venaient que les unes après les autres, et étaient incomplètes; les travaux et les maladies avaient fait périr une grande partie des premières avant que les secondes ne fussent arrivées; les anciennes pièces d'artillerie étaient crevées ou démontées lorsque les nouvelles commençaient à servir; les convois étaient irréguliers; les feux cessaient très-souvent, parce que la poudre ou les projectiles manquaient; les assiégés réparaient leurs brèches pendant ces intervalles. Le maréchal de Tessé fut obligé d'aller défendre les frontières de la Castille, et après six mois d'attaques le siége fut converti en blocus.

De mémorables événements attiraient cepen-

dant vers le nord et l'orient de l'Europe l'attention des peuples et des rois. L'homme extraordinaire qui avait conçu l'idée hardie d'y créer un grand empire n'avait cessé de travailler à cette admirable entreprise : instruit par Le Fort, dans les principes de l'art militaire de l'Europe civilisée, Pierre avait auprès de Moscou réuni en bandes, commandées par des officiers étrangers et expérimentés, les jeunes boïards empressés de lui plaire ; voulant donner l'exemple de passer par tous les grades militaires inférieurs, pour parvenir aux plus élevés ; il s'était fait tambour dans sa nouvelle troupe, avait battu la caisse, vécu de sa paie, couché dans une tente, et reçu successivement le grade de sergent et celui de lieutenant de sa compagnie. Cette nouvelle milice, véritablement européenne, s'était accrue; il en forma deux régiments destinés à sa garde (1690); il fit construire un fort qu'il assiégea avec une partie de cette garde, qui fut défendu par l'autre partie, et pour l'attaque et la défense duquel il fit observer avec soin toutes les règles de l'art des siéges. . . .

(1692) La Russie n'avait pas de marine militaire. Pierre alla au port d'Archangel, n'y trouva que des bateaux de pêcheurs et quelques navires étrangers, et s'empressa d'y faire construire par le hollandais Brandt un gros vaisseau, sur lequel il navigua dans la mer Blanche. Des ouvriers vénitiens fabriquèrent sur la mer Noire des galères

dont il se servit pour prendre la ville d'Azof, située à l'embouchure du Don, occupée par les Turcs, et qu'il avait en vain assiégée l'année précédente (1696); il ferma l'embouchure du Don par le moyen de ces galères. La place ne pouvant avoir aucune communication avec les musulmans, ni par terre ni par mer, fut obligée de se rendre; et Pierre voulant agir sur l'imagination des Russes, et leur inspirer de plus en plus l'amour de la gloire militaire, fit entrer son armée victorieuse dans Moscou, sous des arcs de triomphe élevés avec pompe (1697).

Il veut voir par lui-même cette Europe civilisée dont il désire d'introduire les arts dans ses vastes contrées. Il part pour l'Allemagne; il n'a que deux domestiques; mais il est suivi de trois ambassadeurs, Le Fort et les boïards Alexis et Pierre Golokin, qui doivent représenter le czar auprès des gouvernements dont il traversera les états, pendant que Pierre, qui a laissé à Moscou l'appareil de la puissance suprême, s'instruira de tout ce qui doit lui servir à fonder le grand empire qu'il veut étendre des mers glacées boréales jusques aux confins de la Perse, et depuis la Pologne jusques aux limites de l'empire chinois.

Mal reçu à Riga, dont le gouverneur, qui commande pour la Suède, lui refuse la liberté d'examiner les fortifications, il est accueilli avec de grands honneurs à Kœnisberg, par l'électeur de

Brandebourg, qui devait prendre bientôt le titre de roi de Prusse; et après avoir parcouru une grande partie de l'Allemagne, il arrive en Hollande, où il assiste comme un simple particulier, confondu dans la foule, à l'entrée magnifique de ses ambassadeurs; il s'établit à Saardam, village voisin d'Amsterdam, et renommé pour ses chantiers, s'y enrôle dans la compagnie des charpentiers sous le nom de *maître Pierre, fils de Michel*, y travaille avec zèle, devient en peu de temps un des plus habiles ouvriers, reçoit des leçons de pilotage, suit des cours d'anatomie et de physique expérimentale, entend souvent le célèbre Hartsoéker et le grand anatomiste Ruysch, a une conférence secrète avec le roi Guillaume, passe en Angleterre (1698), veut tout voir dans la grande capitale de ce royaume, interroge les chefs de toutes les religions qu'on y professe, consulte les hommes distingués par leurs lumières, visite tous les ateliers, converse avec les artistes, en détermine plusieurs à aller se fixer à Archangel ou à Moscou, part pour Vienne, où ses ambassadeurs font, comme en Hollande, une entrée solennelle, et se dispose à aller en Italie recueillir de nouveaux trésors bien plus précieux pour lui que l'or du Nouveau-Monde.

Mais il apprend que la princesse Sophie, du fond de son cloître, est parvenue à soulever les esprits de ceux qui ne voyaient qu'avec peine abolir les

anciens usages de la Russie, et à exciter une sédition parmi les strélitz. Pierre suspend ces voyages si remarquables, que depuis tant de siècles aucun souverain n'avait entrepris, comme lui, pour apprendre à former une nation, à la gouverner, à la rendre prospère. Il part pour Moscou, fait la plus grande diligence, arrive dans sa capitale sans être attendu, fait trembler les strélitz par sa seule présence, saisit, en grand politique, une occasion de détruire une milice redoutable, la casse, la remplace par dix-huit régiments d'infanterie et deux de dragons, ordonne en despote la punition d'un grand nombre de révoltés, et cédant à son naturel sauvage, farouche et cruel, il pousse la barbarie jusques à faire tomber, de sa propre main, les têtes de plus de quatre-vingts strélitz, et à forcer les boïards à suivre son affreux exemple, en descendant jusques au rôle de bourreau. Quel contraste que celui de Pierre cherchant à s'éclairer dans les écoles et dans les ateliers de Londres ou de la Hollande, et ce même Pierre, échappant, pour ainsi dire, à la civilisation, s'abandonnant à sa férocité, et répandant le sang de ses sujets! Son esprit s'était élevé, mais une éducation convenable n'avait pas assez tôt pénétré dans son âme. C'était toujours un lion terrible sensible aux caresses, et reconnaissant d'un bon traitement, mais dont une offense peut réveiller le caractère sanguinaire et le rugissement épouvantable.

La colère de Pierre se dissipe néanmoins; il redevient homme et grand roi. Il institue l'ordre de Saint-André, et en décore les officiers généraux qui se sont distingués contre les Turcs; il perd son instituteur, son ami, son second père, le général Le Fort; il ordonne qu'on lui rende les plus grands honneurs; il assiste au convoi; et se souvenant qu'il a eu dans le temps le grade de lieutenant dans le régiment de son ami, il veut rappeler une époque dont le souvenir lui est cher, et marche une pique à la main, à la suite des capitaines.

Il joint le Don au Volga par un canal, dont il a appris en Hollande à connaître toute l'utilité : il fait des règlements sur les revenus de l'empire; il soumet à une taxe ceux qui voudront conserver leur barbe et un costume qui lui paraît établir une barrière entre ses peuples et les nations plus éclairées de l'Europe; et, pour se rapprocher davantage de ces nations qu'il a proposées comme des modèles à la sienne, il décide que l'année ne commencera plus au premier septembre, mais au premier janvier, et qu'au lieu de compter depuis l'année où les Grecs placent la création du monde, on les comptera depuis l'incarnation de Jésus-Christ (1699).

L'électeur de Saxe Frédéric-Auguste régnait paisiblement en Pologne; le prince de Conti, élu roi avec lui, avait inutilement attendu dans la rade de Dantzick l'arrivée de ses partisans. On a écrit

que Frédéric-Auguste avait répandu pour son élection de grandes sommes en Pologne, et que c'était pour se les procurer qu'il avait vendu à l'électeur de Brandebourg l'avouerie de l'abbaye de Quedlinbourg, ainsi que celle de la ville impériale de Nordhausen, et qu'il avait cédé pour 600,000 écus à la maison de Brunswick-Lunebourg la succession de Lavenbourg. Quoi qu'il en soit, il avait embrassé la religion catholique lors de son sacre; il conserva néanmoins à la diète de l'empire germanique le directoire du corps évangélique, d'après les assurances qu'il donna à la diète et aux états provinciaux de Saxe, de ne rien innover relativement à la religion, et de faire administrer les affaires d'Empire par un collége entièrement composé de ministres protestants.

Il avait fait avec le grand sultan un traité d'après lequel les Turcs avaient rendu Kaminiéck et la Podolie à la Pologne, qui leur avait cédé la Moldavie.

La Suède possédait toujours la Livonie et d'autres provinces dans le voisinage de la Pologne et de la Russie. La forme du gouvernement avait changé dans ce royaume; Charles XI était parvenu à obtenir des états généraux une sorte de consentement d'après lequel le sénat n'avait plus été que son conseil (1680). Deux ans plus tard, il avait profité avec une adresse perfide de la haine que la noblesse, par ses hauteurs et ses exactions, avait in-

spirée aux autres ordres, et s'était popularisé auprès de ces ordres irrités à un si haut degré que le clergé, l'ordre des bourgeois, et celui des paysans, espérant trouver dans le pouvoir royal une garantie contre les nobles qu'ils détestaient, lui avaient conféré l'autorité absolue (1682). Charles XI avait usé en tyran de cette puissance arbitraire, et porté la barbarie jusques à condamner à mort ceux qui avaient signé une adresse dans laquelle la Livonie, qu'il avait dépouillée de ses priviléges, lui présentait ses justes plaintes, et le tableau des maux qu'elle souffrait (1692). Quelques années après la malheureuse concession des trois ordres humiliés par la noblesse, la mort avait délivré la Suède du despote qui l'opprimait. Charles XII, son fils, lui avait succédé (1697); il n'avait que quinze ans; mais il montrait déjà ces qualités extraordinaires qui devaient lui valoir une si grande renommée, et l'honneur d'avoir pour historien le plus grand littérateur du dix-huitième siècle. On pouvait déjà remarquer dans ce jeune prince un génie élevé, un courage égal à celui des héros de la Grèce ou de Rome, une force d'âme qu'aucun revers ne pouvait ébranler, une imagination vive, que la gloire ou l'ambition exaltaient facilement, le talent de la guerre, une audace extrême pour entreprendre, et une constance admirable pour exécuter. Il s'était fait déclarer majeur par les états; et lorsque, dans la cérémonie de son

couronnement, l'archevêque d'Upsal avait voulu placer la couronne sur la tête du monarque, Charles XII, ne voulant pas paraître la tenir d'un prêtre, l'avait arrachée des mains de l'archevêque, et l'avait mise sur son front avec un air de grandeur et de fierté qui annonçait un favori de la victoire (1697).

Ses voisins cependant étaient loin de le bien connaître ; il ne voyaient que sa jeunesse ; ils crurent pouvoir lui enlever facilement les provinces qui leur convenaient. Le roi de Pologne se ligue contre la Suède avec le czar Pierre ; et Frédéric IV, roi de Danemarck, qui venait de succéder à son père Christiern V, celui qui avait eu la gloire de réunir les diverses lois danoises, et de rendre la jurisprudence uniforme dans son royaume, accède à l'alliance de la Pologne et de la Russie (1699).

Charles XII, bien loin de s'effrayer de cette triple alliance, ne paraît pas douter de ses succès. Il va au secours du duc de Holstein son beau-frère, que Frédéric IV voulait accabler, dissipe la flotte danoise, pénètre dans le Danemarck, et force Frédéric à donner une entière satisfaction au duc de Holstein.

Les troupes du roi de Pologne Frédéric-Auguste étaient entrées dans la Livonie ; elles faisaient le siége de Riga. Charles XII arrivé, fait lever le siége, bat les Saxons, vole vers Narva, assiégée par le général Schémérétof sous les ordres duquel Pierre veut paraître servir, attaque près de quatre-vingt

mille Russes à la tête de huit mille Suédois, remporte une victoire éclatante, traite avec noblesse les officiers russes qu'il a fait prisonniers, leur rend leurs épées, leur fait distribuer de l'argent, et réunit trois couronnes de laurier sur sa jeune et héroïque tête (1700). L'année suivante, le czar, toujours en apparence sous les ordres du général Schémérétof, bat un corps de sept mille Suédois commandés par le général Schlippenbach, et toujours fidèle à sa politique, ordonne de grandes réjouissances (1701). Mais Charles passe la Dwina, bat les Saxons, s'empare de Mittau, soumet la Curlande, se jette dans la Lithuanie comme un torrent impétueux et auquel rien ne résiste, arrive dans la ville de Birsen, où, peu de temps auparavant, ses ennemis avaient conjuré sa perte, forme le dessein de détrôner Frédéric-Auguste, répond aux ambassadeurs que les Polonais lui envoient qu'il ne veut traiter avec la république que dans Varsovie, se présente devant cette capitale, qui lui ouvre ses portes, déclare par un manifeste qu'il ne sortira de la Pologne que lorsque le roi Frédéric-Auguste, son ennemi et celui de toute la république, sera remplacé sur le trône, et, repartant avec dix mille hommes, rencontre le roi de Pologne, posté à Clissow auprès de Cracovie avec vingt-deux mille soldats, lui livre bataille, et remporte sur lui une grande victoire (1702).

En vain le général russe Schémérétof bat le gé-

néral suédois à Pernof, et s'empare de Marienbourg et de Notenbourg. Charles XII est le dominateur de la Pologne; il défait cinq mille cavaliers saxons à Pultausk sur le Naren, assiége Thaurn, et s'en rend maître.

Le czar Pierre, toujours occupé de civiliser son empire, voulant inspirer à ses sujets des idées analogues à la nouvelle destinée qu'il leur prépare, et ne négligeant aucun moyen de frapper et d'élever leur imagination, veut qu'un triomphe pompeux sois décerné dans Moscou à son armée victorieuse, fonde des écoles de mathématiques et d'astronomie, établit un immense hôpital, recommence la guerre dès que la saison le lui permet dans ces contrées septentrionales, où la fortune le traite bien autrement que le roi Frédéric-Auguste, prend le titre de capitaine de bombardiers, dit qu'il est sous les ordres du général Schémérétof, s'empare de Kantzi, se voit avec transport maître d'un port de mer sur la Baltique, enlève une escadre suédoise qui s'approche avec trop de sécurité d'une place qu'elle croit à la Suède, et jette dans une île voisine de l'embouchure de la Néva, les fondements d'une nouvelle capitale, à laquelle il donne son nom (1703).

Une diète, réunie à Varsovie, dépose Frédéric-Auguste, et élit à sa place Stanislas Leczinski, palatin de Posnanie, et dont la noble franchise, l'éloquence touchante et l'ardent patriotisme ont

enchanté Charles XII, qui l'a désigné à la diète. Auguste, toujours poursuivi par le roi de Suède, trompe la vigilance de ce prince, et rentre subitement dans Varsovie, d'où Stanislas est obligé de s'échapper avec sa famille; mais il abandonne bientôt une capitale où Stanislas est couronné en présence de Charles, se retire à Cracovie, et apprenant que les deux rois s'approchent de cette ville, traverse la Silésie et la Bohême, et arrive à Dresde.

Le czar, bien plus heureux que lui, avait repris Nerva qui n'avait pu résister à un assaut terrible, et où il avait eu la gloire d'empêcher les massacres auxquels ses soldats voulaient se livrer.

Pendant que son rival, triomphant en Pologne, avait obtenu des Polonais de renverser du trône le prince qu'ils avaient élevé sur le pavois, le pouvoir de la reine Anne Stuart était ébranlé en Écosse. Les débats avaient été très-animés dans le parlement de ce royaume; le désir de l'indépendance nationale était devenu un enthousiasme violent, et même une sorte de frénésie patriotique; les rues d'Édimbourg étaient remplies d'Écossais de toutes les classes, déclamant avec force contre l'influence anglaise, et menaçant de sacrifier comme traîtres à leur patrie tous ceux qui adopteraient des mesures favorables aux intérêts des étrangers. Le marquis de Twedole, commissaire de la reine, et

de malheurs, des dissensions théologiques et les haines qui en résultent, avaient pénétré dans tous les rangs de la société, et y portaient le trouble. On discutait avec chaleur sur les propositions de Jansénius, et les partisans des opinions de cet évêque ou de celles qu'on lui attribuait, combattaient contre les amis d'un autre étranger nommé *Molina*; les écrits contradictoires des *jansénistes* et des *molinistes* se multipliaient avec rapidité. La distinction de *fait* et de *droit*, insérée dans le *Formulaire*, n'avait pas calmé les esprits: un ouvrage, intitulé *le Cas de Conscience*, et dans lequel quarante docteurs de Sorbonne décidèrent qu'on ne pouvait pas signer ce Formulaire, malgré la distinction du *droit* et du *fait*, anima l'incendie. Le pape Innocent XII publia contre cet écrit une bulle célèbre commençant par ces mots: *Vineam Domini Sabaoth*. Louis XIV, qui ne pouvait rien refuser au parti funeste qui dirigeait madame de Maintenon; voulut qu'on se soumît à une bulle comme à une loi de l'état, fit enregistrer au parlement celle d'Innocent XII, ordonna qu'on s'y conformât, augmenta les dissensions religieuses par cette intolérance impolitique; et combien de viles passions humaines, satisfaisant leur antipathie sous prétexte de punir la désobéissance à la volonté royale, devenue loi du royaume, répandirent de maux en France, par l'exil ou l'emprisonnement de ceux qui refusaient à signer un

formulaire contraire à leur conscience, et entièrement étranger aux affaires civiles !

Ces persécutions, aliénant chaque jour de plus en plus les cœurs d'un grand nombre de Français respectables par leurs vertus, d'un gouvernement qu'ils regardaient comme tyrannique, diminuaient, plus que ce même gouvernement ne paraissait le croire, les moyens de défense et d'attaque que la guerre ne cessait d'exiger.

Les Portugais et leurs alliés cherchaient à s'avancer entre le Tage et la Guadiana; ils s'étaient emparés du Salva-Tierra, et faisaient le siége de Valencia d'Alcantara. L'armée commandée par le maréchal de Tessé était peu nombreuse, manquait de tout, et devait défendre une frontière protégée par de mauvaises places. Valencia et Albuquerque se rendent sous les yeux du maréchal; il fait néanmoins lever deux fois le siége de Badajoz, et arrête l'ennemi.

Mais pendant ce temps, une grande flotte des alliés débarque devant Barcelonne l'archiduc Charles et des troupes commandées par le comte de Péterborough; le prince de Hesse-Darmstadt avoit suivi l'archiduc; dix mille miquelets se joignent à ces troupes. Le duc de Berwick, qui commande dans le Languedoc, presse en vain pour la seconde fois le ministre de la guerre de France, Michel de Chamillard, d'envoyer en Catalogne des troupes inutiles dans le Roussillon. Chamillard se

lade, qui a pris Chives et qui assiége Turin, veut garder toutes ses forces; Vendôme renouvelle ses ordres; La Feuillade obéit; et Eugène renonce au passage de l'Adda; mais Eugène trompe encore le trop confiant Vendôme. Il feint de vouloir rester à Triviglio, et commence à faire barraquer son armée; Vendôme l'imite; Eugène décampe alors à l'improviste, et, poursuivi trop tard par Vendôme, repasse, sans être entamé, le Serrio, l'Oglio et la Chiese, et prend ses quartiers d'hiver derrière cette dernière rivière et la Fossa-Seriola (1705). On vantera toujours cette célèbre campagne; et, malgré l'éclat extraordinaire dont près d'un siècle plus tard le génie de la guerre devait faire briller la Lombardie, on suivra toujours avec respect, dans cette fameuse contrée, les traces de deux grands hommes si dignes de se combattre et de s'admirer.

Le duc de Berwick ajoute bientôt après à sa grande réputation en obligeant par son courage, son talent, et le feu d'une artillerie placée avec beaucoup d'habileté, le gouverneur du château de Nice à rendre ce château, si fort par sa situation, où l'art avait si bien secondé la nature, et dont Louis XIV ordonne de démolir les fortifications.

Marlborough et le margrave de Bade avaient rassemblé quatre-vingt mille hommes auprès de Trèves, et Coëhorn était allé les joindre. Les Français ne doutent pas que leurs ennemis ne veuillent assiéger les

places du Luxembourg et des trois évêchés, et porter la guerre dans l'intérieur de la France; Louis XIV dégarnit la Flandre et l'Alsace, et renforce l'armée de la Moselle : elle n'est cependant que de cinquante-cinq mille hommes; mais Villars la commande. Il fait camper son armée en arrière de Fierck; couvre par cette position Thionville et Sarre-Louis, jette un pont sur la Moselle, et ouvre à travers les bois une route jusques à Luxembourg. Les ennemis s'avancent, reconnaissent le camp de Villars, le jugent inattaquable, renoncent à leur projet d'invasion, et se séparent. Villars prend alors l'offensive, chasse les alliés de Trèves, de Sarbourg et de Hambourg, arrive sur le Rhin avant le margrave de Bade, force les lignes de Weissembourg, passe le Rhin entre le fort Louis et Strasbourg, menace les lignes de Stolhoffen, est contraint par la supériorité des forces de l'ennemi de repasser le fleuve, et ne peut empêcher les alliés de prendre Haguenau, dont néanmoins M. Depéry a la gloire de sauver la garnison, d'établir des lignes le long de la Motter, et de les faire communiquer par des ponts jetés à Drûzenheim avec les lignes de Stolhoffen.

L'électeur de Bavière et le maréchal de Villeroi avaient pris les forts et le château de Huy. Marlborough, en quittant la Moselle et en se séparant du margrave de Bade, était venu sur la Meuse, et après avoir forcé les lignes dans lesquelles l'élec-

torité impériale une patience à toute épreuve, affecté de chercher à dissimuler le plus grand épuisement de forçes, et, profitant avec habileté de toutes les fautes de Louis XIV, du système des réunions, de l'horrible dévastation du palatinat, de l'acceptation de la succession d'Espagne, il était parvenu à rendre la France odieuse aux états d'Allemagne, et à leur faire regarder l'Autriche comme leur véritable soutien contre une puissance qui, au lieu de défendre leurs droits comme garante du traité de Westphalie, les menaçait de les asservir.

Joseph, roi des Romains, en succédant à son père, résolut de maintenir le système politique établi par le ministre de Léopold, prit les mesures nécessaires pour la continuation des séances de la diète de l'Empire, confirma le commissariat principal dans ses fonctions, refusa, à l'exemple de Léopold et de Ferdinand III, de demander au pape l'autorisation du saint siége, pour jouir du droit antique *des premières prières* confirmé solennellement par le traité de Westphalie, et montra un caractère bien différent de celui de son prédécesseur.

Quelques mois après son avénement au trône impérial, il élève à la dignité de prince de l'Empire le duc de Marlborough. La reine d'Angleterre et les deux chambres de ce royaume avaient aussi accordé une marque éclatante de leur reconnaissance envers ce général, et lui avaient donné la

terre de Woodstock dans le parc de laquelle la reine ordonna qu'on construisît un château magnifique; et ce fut peu de temps après que cette princesse, étant allé à Cambridge, y conféra les honneurs de la chevalerie au grand Newton (1705).

La place de commissaire de la reine en Écosse fut donnée au jeune duc d'Argyle, qui avait hérité du grand crédit de son père parmi les presbytériens, et après de longs et de violents débats, le parlement de ce royaume autorisa la reine à nommer des commissaires écossais pour travailler au traité d'union entre l'Écosse et l'Angleterre.

De nouvelles élections eurent lieu pour la chambre des communes du parlement anglais; les whigs l'emportèrent sur les torys dans le choix des députés. Le comte Godolphin se déclare pour eux, et sans crédit, étant secondé par celui de la duchesse de Marlborough, qui avait toujours une très-grande influence sur l'esprit de la reine, il fit nommer garde des sceaux Guillaume Cowper, très-attaché aux principes des whigs, et distingué par ses lumières et ses grands talents; les chambres ayant présenté à la reine des adresses remplies des plus grands témoignages d'affection, de fidélité et de dévouement, accordèrent sans aucune difficulté les subsides nécessaires au soutien de la guerre.

Les pairs torys imaginèrent alors, pour détruire le crédit des whigs, de proposer dans la chambre

des lords, et en présence même de la reine, de prier sa majesté d'inviter la princesse Sophie, héritière présomptive de la couronne, à venir résider en Angleterre. Ils espéraient que les whigs en adoptant leur avis déplairaient extrêmement à la reine, et n'auraient plus d'influence auprès d'elle, ou en refusant leur proposition seraient regardés comme ennemis de la succession protestante, perdraient leur popularité, et deviendraient odieux à la nation. Les whigs ne pensèrent qu'à ne donner aucun sujet de peine à la reine, rejetèrent l'opinion des torys, ne perdirent en aucune manière l'estime du peuple anglais, qui devina aisément l'artifice de leurs adversaires; la reine éprouva plus d'affection pour eux, et conçut un grand ressentiment contre les torys.

Burnet, évêque de Salisbury, présenta, en qualité de pair ecclésiastique, un projet de bill pour établir une régence, laquelle, si on avait le malheur de perdre Anne Stuart, proclamerait le successeur à la couronne, dirigerait l'administration pendant l'absence de ce successeur, et convoquerait le dernier parlement, quand même il aurait été dissous. Les chambres discutèrent ce projet avec la chaleur du zèle, et finirent par l'adopter; elles annulèrent ensuite l'acte qui avait irrité les Écossais en réglant qu'ils seraient considérés comme étrangers jusques après l'établissement de l'*union;* et la reine sanctionna un bill de na-

turalisation en faveur de la princesse Sophie et de ses descendants.

Les torys eurent recours à un autre moyen de recouvrer leur crédit; ils prétendirent plus que jamais que l'Église anglicane courait de grands dangers. Les lords résolurent d'examiner cette question, dont la solution pouvait avoir tant de rapports avec la tranquillité publique; ils tinrent à ce sujet plusieurs séances, et ils se livrèrent à une discussion solennelle à laquelle la reine voulut assister. Plusieurs évêques signalèrent comme très-grands ces dangers auxquels ils croyaient leur Église exposée; on leur répondit avec énergie, et, après une récapitulation lumineuse de tout ce qui avait été dit pour ou contre les alarmes de ces évêques et de ceux qui partageaient leur opinion, la chambre fit rédiger une résolution que les communes adoptèrent, que la reine publia dans une proclamation, et qui portait : « L'Église d'Angle-
» terre, telle qu'elle est établie par les lois, après
» avoir été délivrée du plus grand danger par le
» roi Guillaume III de glorieuse mémoire, est ac-
» tuellement, par la bénédiction divine, sous le
» règne heureux de sa majesté dans l'état le plus as-
» suré et le plus florissant; et quiconque entre-
» prendrait d'insinuer que l'Église est en danger de-
» vrait être regardé comme un ennemi de la reine,
» de l'Église et du royaume (1705). » L'année suivante les commissaires anglais et les commissaires

écossais nommés par la reine pour travailler à l'union de l'Angleterre et de l'Écosse se réunirent à Londres, et après plus de trois mois de discussion signèrent un traité que la reine sanctionna, et qu'elle adressa au parlement d'Écosse pour avoir son adhésion. Les dispositions suivantes en étaient les principales :

La succession du *royaume réuni de la Grande-Bretagne* passera à la princesse Sophie, et à ses héritiers, conformément aux actes déjà passés dans le parlement d'Angleterre; le *royaume réuni* sera *représenté* par un seul parlement. *Tous* les sujets de *la Grande-Bretagne* jouiront des mêmes priviléges, avantages, encouragements et permissions, et seront assujétis aux mêmes prohibitions et réglements relativement au commerce et aux droits. Une somme équivalente aux droits et excise dont l'Écosse sera chargée en vertu de l'union, sera employée à réduire les espèces d'Écosse au même titre et à la même valeur que celles d'Angleterre, à payer les capitaux et intérêts dus aux membres de la compagnie écossaise d'Afrique, qui sera dissoute, à payer les dettes de l'Angleterre ainsi que celles de l'Écosse, et à protéger les manufactures et pêcheries. Les lois relatives au bien public, à la police et au gouvernement civil seront les mêmes dans tout *le royaume réuni;* la cour de session et toutes les autres cours de judicature de l'Écosse seront maintenues dans leur autorité et

dans leurs privilèges; les offices et les juridictions héréditaires, les offices et les juridictions à vie, ainsi que les *supériorités* seront conservés à leurs possesseurs comme droits de propriété, et de la même manière dont ils en jouissent d'après les lois écossaises; les droits et les privilèges des bourgs royaux de l'Écosse seront maintenus; l'Écosse sera *représentée* dans le parlement de la Grande-Bretagne par seize pairs et par quarante-cinq membres des communes élus d'après le mode qui sera réglé par le parlement écossais. Tous les pairs d'Écosse seront *pairs de la Grande-Bretagne*, auront rang et séance immédiatement après les pairs anglais de leur ordre créés au moment de la réunion, et avant tous les pairs de la Grande-Bretagne, et de leur ordre qui pourraient être créés après le traité; ils seront d'ailleurs jugés comme les pairs d'Angleterre, et jouiront de tous les privilèges de la pairie anglaise, excepté le droit de siéger dans la chambre des lords s'ils ne font pas partie des seize pairs représentants de l'Écosse. On avait tenu le traité secret avec beaucoup de soin; on le lit dans le parlement écossais; les conditions en sont bientôt divulguées, et à l'instant une fermentation des plus vives s'élève dans tout le royaume d'Écosse. Les *cavaliers* ou *jacobites* avaient prévu depuis long-temps que l'union anéantirait toutes les espérances d'une révolution favorable au prétendant; les pairs voyaient qu'ils allaient

perdre leur dignité et leur crédit en ne jouissant plus du droit de siéger au parlement; les négociants ne doutaient pas que leur commerce ne fût bientôt chargé d'impôts très-pesants, et paralysé par des restrictions, et ne regardaient la faculté de commercer dans les *plantations* ou colonies anglaises que comme un avantage précaire et très-incertain; les éligibles au parlement ne pouvaient supporter l'idée de voir le parlement anéanti et leur influence détruite : « La dignité de la couronne est abandonnée, s'écriait-on de tous les côtés; notre indépendance est sacrifié par la trahison. Quelques » conditions spécieuses qu'on nous présente, peut- » on s'attendre à les voir observer par un parle- » ment où les Anglais auront une si grande supé- » riorité? Quels dangers ne courra pas notre Église » presbytérienne avec une cour épiscopale et un » parlement d'épiscopaux? »

Les puritains même les plus rigides se joignent aux cavaliers, et promettent de s'opposer avec eux à une mesure aussi préjudiciable et aussi ignominieuse pour leur patrie.

C'était un spectacle bien digne de l'attention d'un ami de l'humanité que de voir deux nations braves, indépendantes, libres, jalouses de leurs droits, éclairées et commerçantes, discuter avec toute la chaleur que peut inspirer l'amour de son pays une question aussi importante que celle de leur réunion, et ne vouloir décider que d'après

leurs véritables intérêts un de ces grands changements presque toujours produits par les armes d'un vainqueur ou la volonté irrésistible d'un despote.

« Quels moyens, dit un membre du parlement, » le traité ne fournirait-il pas à un prince entreprenant qui voudrait anéantir les libertés de » la Grande-Bretagne! Si le parlement d'Écosse » peut altérer ou plutôt détruire sa constitution, » le parlement de la Grande-Bretagne ne voudra-» t-il pas s'arroger un pouvoir semblable? Les re-» présentants de l'Écosse dans leur pauvreté dé-» pendront de ceux qui possèdent les moyens les » plus puissants de corruption; et après avoir mon-» tré si peu de zèle pour le maintien de leur pro-» pre constitution, défendront-ils d'autres lois fon-» damentales?

» — Quoi! dit le duc d'Hamilton, abandonne-» rons-nous en une demi-heure ce que nos ancê-» tres ont maintenu pendant tant de siècles aux » dépens de leurs fortunes et de leurs vies? N'y » a-t-il donc ici aucun descendant de ces dignes » patriotes qui combattaient pour la liberté de » leur pays, et soutenaient le grand roi Bruce lors-» qu'il voulait venger la constitution contre les » perfidies de l'Angleterre et l'usurpation de Baliol? » Où sont les Douglas et les Campbell? où sont les » pairs, où sont les barons qui étaient le boule-» vard de la nation écossaise? Laisserons-nous » périr la souveraineté et l'indépendance de notre

» patrie, lorsque ceux que nous représentons nous
» ordonnent de les soutenir, et nous assurent de
» leur secours?

» — Je proteste, dit le duc d'Athol, contre une
» union par *incorporation*; elle est contraire à
» l'honneur, à l'intérêt, aux lois fondamentales, à
» la constitution de l'Écosse, aux droits que les
» pairs tiennent de leur naissance, aux priviléges
» des barons et des bourgs, aux droits, aux pro-
» priétés, aux libertés des sujets. » Dix-neuf pairs
et quarante-six membres des communes adhèrent
à la protestation du duc d'Athol. « Je proteste aussi,
» dit le comte Maréchal; aucun successeur à la
» couronne d'Angleterre pourrait-il posséder celle
» d'Écosse sans se soumettre aux limitations qui
» assurent l'honneur du trône écossais, la souve-
» raineté du royaume, les fréquentes réunions du
» parlement, la puissance de cette assemblée, la
» religion de la nation, sa liberté et son com-
» merce? »

Quarante-six membres secondent le comte Maréchal. « En consentant, disent avec feu un grand
» nombre de patriotes, à l'article du traité qui
» porte que les deux royaumes seront représentés
» par un seul parlement, nous renverserions notre
» constitution pendant que celle d'Angleterre ne
» recevrait aucune atteinte. Il est dans toutes les
» nations des principes fondamentaux qu'aucune
» puissance n'a le droit d'altérer; les droits du par-

» lement sont en Écosse au nombre de ces prin-
» cipes; il ne peut pas y renoncer; aucune puis-
» sance ne peut empêcher ses assemblées, détruire
» ses libertés, ni priver aucun des trois états du
» droit d'y voter; le traité anéantirait le parlement
» d'Écosse, et le sacrifierait à celui d'Angleterre.
» La constitution de la patrie, les droits de la na-
» tion ne peuvent être assujétis aux suffrages d'une
» majorité; ils sont fondés sur la propriété ces
» droits inviolables; ils ne peuvent être changés
» légitimement qu'avec le consentement de tous
» ceux qui ont le droit d'élire et d'être représentés.»

Le marquis d'Anandole et cinquante-deux autres membres protestent aussi avec une grande force contre l'union par *incorporation;* le lord Belhaven expose les malheurs qui résulteraient de cette union dans un discours si pathétique que tous les auditeurs en sont émus jusques à verser des larmes.

Des adresses contre le traité sont présentées au parlement par la *convention* des bourgs, les commissaires de *l'assemblée générale*, la compagnie commerçante en Afrique et dans les Indes, chaque comté, chaque bourg, chaque ville, chaque paroisse; on ne distingue ni whigs, ni torys, ni épiscopaux, ni presbytériens; tous les Écossais s'élèvent contre le traité; le peuple s'abandonne à une sorte de fureur et parle de vengeance; les presbytériens rigides, connus sous le nom de *caméroniens*, nomment des officiers, se forment en régi-

ments, se pourvoient de chevaux, d'armes, de munitions, se rendent à Dumfries, brûlent les articles de l'union dans la place du marché, publient une déclaration, témoignent au duc d'Hamilton un grand attachement, se réconcilient avec les épiscopaux et les cavaliers, et veulent aller à Édimbourg dissoudre le parlement pendant que le duc d'Athol s'assurerait du pas de Stirling avec ses montagnards pour faire communiquer les parties orientales de l'Écosse avec les contrées septentrionales de ce royaume. Édimbourg est dans le plus grand tumulte; la populace veut mettre en pièces le prevôt de la ville qui a été un des commissaires du traité; on est obligé de placer des gardes autour de l'endroit où les pairs et les communes sont assemblés; le peuple accable le commissaire royal de malédictions; on jette des pierres contre sa voiture; on tire sur ses gardes.

On apprend cependant que des troupes anglaises arrivent sur les frontières, et vont être suivies de troupes de Hollande. Le duc d'Hamilton et d'autres pairs croient qu'il est impossible de résister à la force qui menace l'Ecosse. Ils veulent sauver leur patrie. Le duc d'Argyle et ses amis parlent avec force dans le parlement en faveur de l'union : « Quels avantages, disent-ils, ne retirera » pas l'Écosse du privilége de négocier dans les » *plantations* anglaises et d'être protégée dans son » commerce par une puissante marine! L'union

» ne nous délivrera-t-elle pas à jamais d'un pré-
» tendant *papiste* odieux à la nation? Insérons
» dans le traité un article fondamental qui déclare
» la discipline presbytérienne inaltérable à jamais,
» et le seul gouvernement de l'Église d'Écosse :
» la compagnie d'Afrique ne sera-t-elle pas d'ail-
» leurs indemnisée de toutes ses pertes? »

Leurs promesses gagnent dans le parlement un grand nombre d'adversaires. Leurs partisans réveillent l'ancienne animosité entre les presbytériens et les cavaliers. Vingt mille livres sterling sont distribuées avec adresse; les clameurs s'apaisent insensiblement; les résistances diminuent; elles sont vaincues dans le parlement. Les pairs et les communes ratifient le traité dans lequel on insère les articles désirés par les Écossais. Un acte parlementaire règle l'élection des seize pairs et des quarante-cinq membres des communes qui doivent représenter l'Écosse dans le parlement de la Grande-Bretagne, et les Écossais ne paraissent disposés à opposer aucun obstacle à la décision de leur parlement (1706).

La reine, extrêmement satisfaite du succès qu'elle vient d'obtenir, va au parlement d'Angleterre, annonce aux deux chambres que le traité a été ratifié par le parlement écossais avec quelques changements, et le remet à leur examen :
« J'espère, ajouta-t-elle, que vous donnerez votre
» approbation à l'union des deux royaumes, et je

» me féliciterai comme d'un grand bonheur de » voir un aussi grand et si important ouvrage entrepris tant de fois inutilement, terminé sous » mon règne pour la prospérité des deux na» tions. »

Les communes d'Angleterre, malgré l'opposition de quelques torys, approuvèrent tous les articles du traité. On le porta à la chambre des pairs. Les lords, sur la demande de l'archevêque de Cantorbery, proposèrent qu'on insérât dans l'acte un article qui garantît tous les droits de l'Église anglicane en Angleterre. Cette proposition ayant été adoptée par les communes et sanctionnée par la reine, la discussion relative à l'union commença dans la chambre des pairs en présence de sa majesté (1707) : des objections furent faites avec beaucoup de véhémence par les pairs torys. Le lord Godolphin, d'autres pairs séculiers, l'évêque de Salisbury et deux autres évêques y répondirent avec beaucoup d'éloquence. Un bill solennel de ratification fut adopté par les deux chambres à une très-grande majorité, et sanctionné par la reine avec toutes les marques d'une vive satisfaction.

La reine, en prorogeant ensuite le parlement, lui annonça qu'elle le convoquerait avant peu de mois sous le nom de parlement de la Grande-Bretagne, conformément au traité d'union devenu loi fondamentale des deux royaumes. On rendit

à Dieu des actions de grâces publiques; des adresses de félicitation parvinrent au trône de toutes les parties de l'Angleterre: l'université d'Oxford cependant ne présenta pas d'adresse, et les Écossais gardèrent le silence.

Pendant qu'on préparait ce grand changement dans les destinées de l'Écosse, Louis XIV avait donné le commandement de l'armée de la Moselle à Marsin. Ce maréchal avait reçu l'ordre de seconder sur le Rhin les premières opérations de Villars, et ensuite d'aller en Flandre soutenir les mouvements de l'électeur de Bavière et du maréchal de Villeroi. Le margrave de Bade préparait le siége de Phalzbourg; Villars et Marsin se jettent sur les lignes de la Motter. Le margrave se réfugie derrière les inondations des environs de Drusenheim et de la plaine de Fort-Louis. Villars veut attaquer ce prince; Marsin hésite. Villars l'entraîne, et se précipite à la tête de l'armée au milieu de la plaine submergée. L'ennemi fuit épouvanté; le Fort-Louis est dégagé; le comte de Broglie s'empare de Lauterbourg; Péry reprend Haguenau, qu'il avait défendu avec tant de gloire, et Marsin quitte l'Alsace pour aller vers la Flandre.

Villars place son armée derrière des lignes de redoutes, ayant sa droite au Fort-Louis, et la gauche aux montagnes qui terminent la chaîne des Vosges, s'empare des îles qui environnent

celle où s'élève le Fort-Louis, les fortifie, et rétablit les ouvrages de cette forteresse, démolis après la paix de Ryswick.

Marsin n'avait pas encore joint l'armée française de Flandre. Villeroi, assez présomptueux pour se croire sûr de la victoire, et ne voulant pas partager avec Marsin l'honneur du succès, se détermine à livrer bataille aux alliés. L'électeur de Bavière n'arrive auprès de lui que lorsqu'il n'est plus possible d'éviter le combat. Les Français ont à leur centre le village de Ramillies, garni d'une nombreuse artillerie: c'est contre Marlborough que Villeroi va combattre. Le général anglais fait attaquer Ramillies par douze bataillons et vingt pièces de canon; il ordonne en même temps à une partie de sa gauche de déloger l'infanterie française postée entre des haies. La cavalerie hollandaise et danoise de cette aile gauche charge avec vigueur; mais la maison militaire du roi de France la reçoit si vaillamment qu'elle est obligée de se retirer en désordre. Marlborough la soutient avec son corps de réserve et vingt escadrons qu'il tire de sa droite, placée derrière un marais; il rallie les escadrons rompus; il veut recommencer la charge à leur tête; mais son cheval s'abbat; il est entouré d'ennemis; il va être pris si un corps d'infanterie ne vient le délivrer. Quels effets terribles cependant de l'incapacité du général se succèdent avec rapidité! La

lus grande partie des mousquetaires français a té taillée en pièces ; les troupes placées dans Ramillies ont péri ou sont prisonnières. Le reste de infanterie française commence à se retirer en on ordre, couverte par la cavalerie de l'aile gauhe ; mais la cavalerie anglaise, étant parvenue à asser le ruisseau qui la séparait de cette cavalee française, tombe avec tant d'impétuosité sur lle qu'elle la force à se débander et à s'éloigner e l'infanterie, qui, n'étant plus protégée, est iassacrée ou mise en fuite malgré tout son couage. Le maréchal de Villeroi et l'électeur de Baière ne se sauvent qu'avec beaucoup de peine : ı déroute est complète dans cette funeste journée. endant long-temps il n'y a plus d'armée de Vilroi. Les troupes dispersées se rallient enfin sous s places de Flandre. On évacue Bruxelles, Manes, Gand, Bruges, toutes les villes peu fortiées, et les vainqueurs entrent dans Anvers presue sans résistance.

Marlborough parait vouloir s'avancer entre la ys et la mer, combiner ses mouvements avec ceux es flottes alliées, et pénétrer jusques à Dunkerue. Vauban peut seul sauver la frontière qu'il a ı bien défendue il y a seize ans ; il arrive à Dunerque par ordre de Louis XIV. Marlborough tait à deux lieues d'Ypres ; Ostende était investie. 'électeur de Bavière envoie vers Ypres douze ou uinze mille hommes qu'il a recueillis de la fatale

sont placés à Guildhall, comme on avait placé ceux de Blenheim dans la salle de Westminster.

Le duc de Vendôme avait attaqué dans leurs quartiers de Calcinato les Autrichiens commandés par le général Raventzlau, en l'absence du prince Eugène; ses troupes avaient essuyé à la portée du pistolet le feu de l'ennemi, et n'y avaient répondu qu'avec la baïonnette. Les Autrichiens avaient été battus; Eugène arriva, recueillit les débris de son armée, remonta la vallée de la Chièse et du Mincio, fit le tour du lac de Gorda, passa l'Adige, descendit le long de la rive gauche de ce fleuve, et s'arrêta à Saint-Martin. Vendôme, après avoir laissé des troupes pour garder les défilés de Salo et de la roue d'Anfo, courut vers l'Adige, s'empara des passages, campa entre l'Adige et le Mincio, en face des Autrichiens, et ne négligea rien pour couvrir, conformément à ses instructions, le siége de Turin, que faisait le duc de La Feuillade. Ce duc, bien loin de se conformer au projet fait par Vauban pour le siége de Turin, dont ce maréchal avait dans le temps perfectionné les fortifications, avait pris devant la citadelle de cette ville la même position que l'année précédente. Le duc de Savoie, qu'on a supposé trop bien instruit des secrets du gouvernement français et de ceux de ses généraux, avait, avant l'arrivée du duc de La Feuillade, fait construire en avant de la citadelle et d'un ouvrage à corne de

la porte dite de Suse, des lunettes précédées d'un glacis contreminé; il avait aussi divisé la citadelle en deux par un retranchement, et caché les bastions par des contre-gardes; mais La Feuillade ne voit que sa belle armée, son artillerie nombreuse, ses huit brigades d'ingénieurs et son corps de mineurs augmenté d'une quatrième compagnie. Son beau-père Chamillard, ministre de la guerre et si protégé par la marquise de Maintenon, n'avait rien négligé pour procurer de grands succès à son gendre. La Feuillade fait investir Turin et commencer des lignes. On lui a reproché d'avoir laissé son investissement imparfait, mal placé ses batteries, négligé sur la rive droite plusieurs défilés par lesquels le duc de Savoie correspondait avec la place et lui envoyait des poudres, et perdu des jours précieux à s'emparer de plusieurs villes ou postes voisins, ainsi qu'à poursuivre dans les montagnes le duc de Savoie, qui lui donnait quelquefois l'espoir de le prendre afin de le détourner plus long-temps du siége.

Le désastre de Ramillies oblige la cour de France à rappeler Vendôme d'Italie, et à l'envoyer commander dans la Flandre; le duc d'Orléans, neveu de Louis XIV, passe les Alpes pour remplacer Vendôme : il visite les lignes de Turin, désapprouve les opérations ; mais, voyant le siége avancé, se contente de modifier le plan de La Feuillade.

A peine le prince est-il parti que La Feuillade reprend son dessein de prendre Turin par la mine. Ses troupes se logent au pied des chemins couverts après cinquante-huit jours de tranchée ouverte; mais il apprend que plusieurs centaines de mulets chargés de poudre sont entrées dans la ville par les défilés mal gardés de la rive droite; et ce n'est que de ce moment qu'il rend complet l'investissement de la place.

Louis XIV, inquiet sur les longueurs du siége, consulte Vauban, qui était revenu de la Flandre maritime; ce grand homme offre au monarque d'oublier qu'il est maréchal de France, et d'aller servir sous La Feuillade : le duc l'apprend, ne veut pas partager la gloire d'un succès dont il ne doute pas, répond qu'il veut prendre la ville à la Coëhorn, et les offres de Vauban sont refusées.

La Feuillade reste inébranlable dans ses résolutions; ce n'est qu'après soixante et quinze nuits de tranchée qu'on donne l'assaut aux dehors du front d'attaque; on les emporte; mais les assiégés reprennent ces ouvrages, déblaient le pied des brèches, remplissent les fossés de bûchers en feu, et jettent sur ces bûchers enflammés des huiles et des résines.

Le prince Eugène avait surpris un passage du Bas-Adige; d'Orléans confère à Milan avec Vendôme; Eugène franchit le Tartaro, et se montre

sur la rive droite du Pô; d'Orléans et le maréchal de Marsin, qui l'a accompagné avec de grands pouvoirs, rassemblent leurs troupes, demandent des renforts à La Feuillade, laissent sur le Mincio le comte de Médavi, et se portent derrière la Parmégiana sur la route du prince Eugène, qui traverse le Tanaro, la Secchia, le canal de Lédo, et se met en bataille vis-à-vis l'armée française : aucune des deux armées n'ose franchir le lit vaseux et encaissé de la Parmégiana. Eugène prend Reggio, Coreggio, Carpi, et ordonne au prince de Hesse, qu'il a laissé sur l'Adige, de marcher vers le Mincio. D'Orléans et Marsin courent au secours de Médavi; Eugène, qui, par ce mouvement des Français, a obtenu ce qu'il voulait, passe la Lenza, et s'avance vers le Piémont. Les généraux français l'apprennent, et, faisant monter leur infanterie sur des chariots, cherchent à prévenir les Autrichiens à Stradella, que La Feuillade doit avoir occupé; mais le prince Eugène s'en est emparé, et court au Tanaro. La tête de l'armée française l'y devance; d'Orléans propose de se placer entre Valence et Alexandrie, et d'attaquer l'ennemi lorsqu'il voudra passer la rivière. La Feuillade, qui a quitté le siége de Turin, combat l'avis du duc d'Orléans; Marsin décide que l'armée s'enfermera dans les lignes de la capitale du Piémont. Elle marche vers ces lignes; Eugène passe le Tanaro sans obstacle, se réunit au duc de Savoie,

et s'empare d'un grand convoi destiné pour les Français.

L'armée d'Orléans, de Marsin et de La Feuillade continue le siége; Eugène passe le Pô, tourne autour des assiégeants, traverse la Doire, et campe entre cette rivière et la Stura vis-à-vis de lignes dont il connaît la faiblesse. Le duc d'Orléans a proposé en vain d'attaquer les Autrichiens en flanc ou au passage des rivières; Marsin et La Feuillade s'y sont opposés.

Le lendemain Eugène attaque les Français; Marsin refuse de le croire; d'Orléans l'entraîne sur le champ de bataille : le maréchal est frappé comme d'un coup de foudre; le duc d'Orléans envoie aux quartiers l'ordre d'avancer; La Feuillade craint que la ville ne soit ravitaillée, retient les troupes, rend inutiles quarante-huit bataillons placés sur les hauteurs de la rive droite du Pô. D'Orléans soutient l'attaque avec les soldats qu'il peut rassembler; Marsin est blessé à mort et fait prisonnier; La Feuillade est hors d'état d'agir; le duc d'Orléans, malgré deux blessures qu'il reçoit, arrête encore les Autrichiens; Le Guerchois, à la tête de sa brigade de vieille marine, repousse trois fois les ennemis, et encloue leurs canons; à la fin il est écrasé; la confusion règne dans l'armée française; elle abandonne l'artillerie de siége, met le feu aux magasins, se retire en désordre sur la rive droite du fleuve. Eugène entre victo-

rieux avec le duc de Savoie dans Turin, qu'il a délivré.

Le duc d'Orléans veut rejoindre Médavi, défendre la partie du Piémont qui lui reste, le Milanais, le duché de Mantoue, celui de la Mirandole, obliger l'ennemi à un grand nombre de siéges, et attendre une occasion favorable de reprendre l'offensive; mais la résistance des officiers généraux et de faux avis s'opposent à l'exécution de son noble et courageux dessein.

L'armée française remonte les Alpes; Médavi remporte à Castiglione une victoire inutile contre le prince de Hesse; les places du Piémont se rendent; Médavi reçoit l'ordre de remettre au prince Eugène les forteresses des duchés de la Mirandole, de Mantoue et de Milan; il va ramener en France son armée et les garnisons de ces forteresses : l'Italie est perdue pour Louis XIV comme la Bavière et la Belgique; et les noms de *Hochstett*, de *Ramillies* et de *Turin* sont écrits en traits de sang dans l'histoire des malheurs de la France.

Philippe V avait voulu enlever la Catalogne à son rival, et prendre Barcelonne, dans laquelle était l'archiduc; le maréchal de Tessé commandait sous ses ordres l'armée de terre. Lappara, qui avait pris cette ville en 1697, devait diriger les attaques : Philippe traversa sans obstacle tous les défilés où son armée aurait pu être arrêtée; M. de Légal l'attendait à la vue de la place avec les troupes du

Roussillon; et le comte de Toulouse était devant le port avec vingt-deux vaisseaux. L'archiduc conçut des craintes; mais, rassuré par le dévouement des habitants et par celui du clergé, il se hâta de prendre les mesures que la défense exigeait. On a même écrit que, voulant profiter du fanatisme du peuple et en augmenter l'ardeur, il avait feint d'avoir reçu des inspirations, et prophétisa la délivrance de la place. On arbora l'étendard de Sainte-Eulalie, patrone de la ville : à ce signal d'un grand danger et d'une intervention céleste, les prêtres, les moines, les femmes même coururent aux armes, et travaillèrent aux fortifications; les miquelets parurent sur les sommets des montagnes, se mêlèrent aux assiégés, qui s'étaient jetés sur les tranchées, et, sans cesse repoussés, revenaient avec enthousiasme braver la mort, et chercher en quelque sorte la palme du martyre. Péterborough entra dans la ville avec une partie de ses troupes; Lappara, ayant voulu reconnaître par lui-même l'effet de ses batteries, eut le corps traversé par une balle, et reçut la mort qu'il avait si souvent affrontée avec tant d'audace : le fort de Mont-Joui ne fut pris qu'après vingt jours de tranchée; on perdit beaucoup de temps à reconstruire des batteries trop éloignées de la ville, et à régler de malheureuses prétentions qui s'élevèrent entre les officiers qui commandaient l'artillerie du siége et celle de l'armée; la brèche fut faite néanmoins

après trente-deux nuits de tranchées; mais les assiégés avaient chaque nuit déblayé les décombres; les terres étaient restées à pic, et presque toute l'artillerie était hors de service. Une flotte ennemie parut, mit en fuite celle du comte de Toulouse, ravitailla la place, et y débarqua trois mille hommes : Philippe voulut néanmoins faire attacher le mineur, et préparer l'assaut; mais le découragement s'était mis dans l'armée. Tessé et tous les généraux, excepté Légal, furent d'avis de la retraite. *Je veux vaincre ou périr*, s'écria Philippe. Il fut cependant obligé de céder, et d'ordonner cette retraite à laquelle il aurait préféré la mort; on fut contraint d'abandonner l'artillerie, les munitions, les vivres, l'hôpital même; et tous les passages du côté de l'Aragon étant occupés par les miquelets, on s'approcha des frontières de France. Les Barcelonais et des miquelets, livrés à leur furieux fanatisme, voulaient massacrer les malades et les blessés qui n'avaient pu suivre Philippe. Péterborough, se couvrant de nouveau d'une gloire immortelle, les arracha à leur rage infernale.

L'Aragon se déclara pour l'archiduc comme la Catalogne et le royaume de Valence. Philippe V, opposant à la fortune une constance admirable, et bien digne d'un élève de Fénelon, laissa dans le Roussillon les débris de son armée, vola vers Bayonne, rentra en Espagne, et alla joindre le

maréchal de Berwick, que le mérite de ce général lui avait rendu cher malgré toutes les intrigues, ainsi que toutes les préventions, et qui défendait les frontières de la Castille du côté du Portugal.

Les Anglais et les Portugais réunis, étant supérieurs en nombre à l'armée de Berwick, avaient pris Alcantara, Ciudad-Rodrigo, Salamanque, et s'avançaient vers Madrid. La reine se retire à Burgos avec les tribunaux de la capitale : son courage était digne de celui de Philippe et de la nation anglaise. *Nous avons encore des villes*, disait-elle à ceux qui voulaient lui inspirer de nouvelles alarmes. *Si nous les perdons, chassée la dernière, j'irai dans les montagnes, et je gravirai de rocher en rocher avec mes enfants dans mes bras.* Elle enrôlait elle-même de braves Espagnols, et leur disait : *Mes enfants, ne m'appelez pas votre reine; appelez-moi plutôt la femme d'un pauvre soldat.*

Philippe va avec Berwick vers les sources du Duero, et les alliés proclament l'archiduc roi des Espagnes; mais Louis XIV, malgré les revers qui l'accablent, envoie des renforts à son petit-fils : Philippe a un secours bien plus puissant encore, l'affection des habitants de la Castille. *Je périrai*, leur dit-il, *à la tête de mon dernier escadron, et je n'abandonnerai qu'à la mort mes chers et fidèles Castillans.*

Il reprend l'offensive avec Berwick, rentre dans

Madrid; et le maréchal poursuit les alliés, qui se réfugient dans le royaume de Valence. Ces mêmes alliés se rendent maîtres d'Alicante, et veulent soumettre les évêques de Murcie et d'Orihuela, qui, à la tête de leurs diocésains, combattent pour Philippe; mais Berwick délivre Murcie et reprend Carthagène pendant que, sur les frontières du Portugal, le marquis de Bay enlève Alcantara.

L'empereur Joseph avait, pendant les événements de la Flandre, de l'Italie et de l'Espagne, poursuivi la vengeance de la maison d'Autriche contre l'électeur de Bavière et celui de Cologne, fidèles alliés de la France; le collége des électeurs de l'Empire avait eu la faiblesse de consentir à leur proscription; la sentence impériale du *ban* de ces deux électeurs avait été prononcée à Vienne et publiée avec beaucoup de solennité; le collége des princes avait à la vérité protesté contre cette sentence comme ayant été rendue sans qu'on eût pris son avis; mais Joseph l'avait apaisé en lui promettant de soumettre incessamment à la diète le projet d'une capitulation perpétuelle, désirée depuis long-temps par les états de l'Empire. Il fit transférer à Clagenfurt, en Carinthie, les quatre fils aînés de l'électeur de Bavière, et ordonna qu'on les y élevât sous un ancien nom de leur maison, celui de comtes de Wittelspach; il distribua une grande partie des états de Bavière à l'évêque de Passaw, à celui d'Augsbourg, au duc de

Wurtemberg, à la ville d'Ulm, réunit à la Bohême une portion du Haut-Palatinat, accorda à la ville de Nuremberg la forteresse de Rotenberg, dont il avait fait démolir les fortifications, donna à ses ministres un grand nombre de seigneuries des domaines de l'électeur, et incorpora à la Haute-Autriche le district de Burghausen, situé sur les rives droites de la Saltza et de l'Inn (1706).

Dès le commencement de la campagne suivante, une victoire célèbre, remportée en Espagne, punit pour ainsi dire les Autrichiens de la proscription de l'électeur de Bavière. Le duc d'Orléans devait prendre le commandement de l'armée du maréchal de Berwick. Le maréchal l'attendait, et avait refusé le combat : les alliés l'attaquèrent auprès d'Almanza; il fut vainqueur, et la défaite des alliés fut le commencement d'une suite de succès des armes de Philippe.

Ces succès furent d'autant plus grands et plus nombreux qu'après cette bataille d'Almanza, où le marquis d'Avaray, le chevalier d'Asfeld et le régiment du Maine se distinguèrent d'une manière remarquable, l'armée ennemie, composée de plus de trente mille Portugais, Anglais, Hollandais et Allemands, se trouva, suivant plusieurs historiens, réduite à six ou sept mille. Les Portugais particulièrement furent presque tous blessés mortellement, ou tués, ou faits prisonniers. Cette perte fut une grande calamité pour le Portugal, et une grande

ause de chagrin pour son jeune roi, Jean V, qui vait succédé depuis quatre mois ou environ à son ère, Pierre II, et commençait à se faire connaître ar son humanité, son zèle pour la justice, la failité qu'il donnait à tous ses sujets de parvenir usques à lui, la fermeté avec laquelle il réprimait u punissait les exactions des grands, son attention ne rien négliger de ce qui pouvait contribuer u bien-être des Portugais, et sa constance à mainenir les mesures adoptées par son père pour que es fruits, les légumes et toutes les récoltes réponissent par leur abondance et leur bonté à la ferlité du sol et à l'heureuse influence du climat.

Mais la France venait de faire une perte irréarable : Vauban avait cessé de vivre. On aurait u graver sur sa tombe, et l'admiration a gravé ans tous les cœurs ces paroles remarquables : *Le lus honnête homme et le plus vertueux de son iècle*, dit le duc de Saint-Simon; *et avec la réputation du plus savant dans l'art des siéges et de a fortification, le plus simple, le plus vrai, le lus modeste, le premier des ingénieurs, le meileur des citoyens*, dit Voltaire; *un Romain qu'il emblait que le siècle de Louis XIV eût dérobé au lus heureux temps de la république*, dit Fontenelle en prononçant son éloge devant l'académie ont Vauban était membre. . . . . .

Le bouclier de la France était brisé. Les Autrihiens s'étaient emparés du royaume de Naples;

une armée des alliés menace la Provence et le Dauphiné; une flotte anglo-batave paraît sur les côtes de Provence; les alliés veulent s'emparer de Toulon pour ruiner la marine française. Le maréchal de Tessé va pourvoir à la défense d'une place aussi importante. La ville n'avait qu'une enceinte; son chemin couvert n'était qu'une masse de terre informe. Les alliés espéraient franchir d'autant plus aisément ces faibles obstacles, qu'ils ne doutaient pas que la Provence accablée d'impôts ne se soulevât, ne rallumât dans les Cevènes le feu de l'insurrection, et ne livrât les provinces méridionales de la France à toutes les horreurs d'une guerre étrangère, civile et religieuse.

Saint-Pater est nommé gouverneur de la ville; Niquet, directeur des fortifications, et de Chaumont, ingénieur en chef, palissadent le chemin couvert, minent les glacis, construisent quelques ouvrages en avant du front d'attaque, retranchent les bastions, fortifient les maisons de la ville voisines de l'enceinte pour en former un dernier retranchement. Les Toulonais dépavent les rues, couvrent leurs cuves de fumier, entourent leurs demeures de cuves remplies d'eau; on rase les faubourgs, on détruit les bastides et les plantations voisines des glacis; de Lausières d'Astier établit le camp retranché de Sainte-Anne, l'appuie d'un côté à la place, de l'autre à des montagnes escarpées, le divise en deux par des lignes, et une partie de

armée y entre sous les ordres de Goëbriant; on garnit de retranchements les hauteurs de Sainte-Cathérine et la montagne de la Croix de Faron; les magasins de la marine sont évacués : on fait partir les galères; on coule les vaisseaux auxquels l'ennemi peut mettre le feu; et deux vaisseaux du premier rang, échoués près du rivage, *bastingués* et *blindés* avec des poutres, et entourés de petits bâtiments qui leur servent d'enveloppe et d'estacade, sont comme deux forts destinés à battre la plaine et à prendre des revers sur le front d'attaque.

Les alliés avaient passé sans obstacle le col de Tende, le Var, les bois de Lesterel; ils arrivent devant Toulon; leur flotte prend Hières, l'île de Porquerolles, et fait son débarquement auprès de la ville qu'ils veulent assiéger. Le prince Eugène et le duc de Savoie prennent les hauteurs de Sainte-Catherine, de Faron, de la Malgue, ainsi que les forts de Sainte-Marguerite et de Saint-Louis, qui défendent la rade. Deux navires et quelques maisons sont incendiés; mais le camp de Sainte-Anne paraît inattaquable aux alliés. Les troupes de ce camp et la garnison font sans cesse des sorties terribles; les retranchements, les vaisseaux échoués couvrent de feux les lignes et les batteries des assiégeants. Le maréchal de Tessé arrive avec de nouvelles troupes; il veut reprendre les hauteurs de Sainte-Catherine et du Faron : Goëbriant, Dillon, Broglie et le frère du maréchal con-

duisent les colonnes; on chasse les alliés de ces hauteurs, on encloue leurs canons, on rase leurs ouvrages, on annonce que le duc de Bourgogne et le duc de Berri accourent au secours de la place, et le prince Eugène et le duc de Savoie sont obligés de lever le siége.

Tessé aurait pu harceler leur armée, la couper et la réduire aux extrémités les plus fâcheuses au milieu des défilés et des bois d'une province restée fidèle, et dont les paysans avaient pris les armes contre les étrangers; mais Louis XIV n'avait plus la force de régner. Des ordres de la cour paralysent les mouvements de Tessé; les alliés font sans obstacle une retraite aussi longue que dangereuse, et terminent la campagne par la prise de Suze (1707).

Villars commandait sur le Rhin. Auprès de la rive droite de ce fleuve étaient les fameuses lignes de Stollhoffen; elles descendaient du haut des montagnes jusques au Rhin, et coupaient la plaine qui sépare ce fleuve de la chaîne de la forêt Noire. Des ravins, des inondations, une enceinte couverte par un glacis, et protégée par des redoutes avancées rendaient inattaquable le front de ces lignes; elles suivaient le cours du Rhin en se maintenant sur le sommet des élévations depuis Stollhoffen jusques à Philisbourg. Le fleuve leur servait d'avant-fossé; et des îles retranchées, coupées, couvertes de redoutes et garnies d'artillerie, étaient comme

des ouvrages extérieurs de ces lignes célèbres. Les alliés avaient perdu l'île de Marquisat ; mais ils avaient élevé devant cette île un amphithéâtre de nouveaux ouvrages, et leur sécurité était telle que le margrave de Bade avait fait bâtir le château de Radstadt au milieu de ces lignes comme dans une forteresse inaccessible. Une île seule n'était pas occupée ; c'était celle de Neubourg, à l'embouchure de la Lauter : elle pouvait servir à cacher quelques bateaux ; et vis-à-vis de cette île était, entre le fleuve et les lignes, une bande de terre basse souvent inondée, et négligée par les alliés. De Chermont et les ingénieurs qui étaient sous ses ordres avaient depuis long-temps donné divers plans d'attaque des lignes. Le comte de Broglie forme, d'après ces plans, un projet que le maréchal de Villars s'empresse d'adopter. Le maréchal annonce une grande fête, qu'il veut donner à Strasbourg ; la nuit qui précède cette fête, des voitures chargées d'un train de bateaux s'avançent vers les îles de Dalunde, de Marquisat et de Neubourg : toutes les communications sont interrompues, et les alliés dans la plus grande sécurité. Le bal commence ; chaque officier reçoit son instruction, et court à la tête de sa troupe. A la pointe du jour, le maréchal passe le Rhin, et fait une fausse attaque contre les lignes entre le fleuve et la montagne Noire. Le comte de Broglie traverse le Rhin vis-à-vis de l'île de Neubourg, se retranche sur la rive droite, jette

un pont, reçoit le reste de ses troupes, attaque les lignes et les force; Vivarès et Pery passent aussi le fleuve. Les alliés, menacés de toutes parts, troublés, inquiets, et ne sachant quels points ils doivent préférer de défendre, se retirent avec précipitation. Villars les poursuit, rase les lignes, rétablit un ancien pont vis-à-vis le Fort-Louis, prend Schondorff, met à contribution toutes les contrées situées entre le Rhin, le lac de Constance, le Mein et la Reidnitz, et aurait porté bien plus loin ses drapeaux triomphants s'il n'avait été obligé d'envoyer une partie de son armée au secours de la Provence, et si les Saxons n'étaient venus se réunir à l'armée des alliés; arrêté au milieu de ses victoires, il est forcé à revenir sur le Rhin, et à défendre l'Alsace.

L'année suivante, l'électeur de Bavière et le maréchal de Berwick avaient pris le commandement de l'armée du Rhin, à la tête de laquelle l'électeur espérait recouvrer ses états avec d'autant plus de facilité qu'ils étaient opprimés par l'Autriche; Villars allait commander dans le Dauphiné; et le duc de Bourgogne, secondé par le duc de Vendôme, qui l'accompagnait, devait enlever les villes de Gand et de Bruges, dans lesquelles on avait des intelligences, prendre ensuite l'offensive, et reconquérir les contrées situées entre la mer et l'Escaut.

Les alliés ayant aussi résolu de porter en Flandre

le principal théâtre de la guerre, le prince Eugène rassembla son armée à Coblentz, laissa l'électeur de Hanovre vis-à-vis l'électeur de Bavière, et partit pour aller en Flandre joindre le duc de Marlborough. Le maréchal de Berwick se sépara aussitôt de l'électeur de Bavière, traversa les Ardennes et courut vers le Hainaut avec une partie de l'armée du Rhin. Les ducs de Bourgogne et de Vendôme dérobèrent une marche à Marlborough, passèrent la Senne et la Dender, firent garder les passages et détruire les gués de cette dernière rivière, envoyèrent un détachement qui s'empara de la ville et du château de Gand; et le comte de La Mothe avec un corps détaché se saisit de Bruges, prit d'assaut le fort de Pflaffendaël auprès d'Ostende, masqua cette place, et assura la communication de Gand et de Bruges avec Ypres et Nieuport. Mais bientôt, pour le malheur de la France, le duc de Bourgogne, qui, malgré son esprit, ses talents et ses lumières, avait besoin de trouver dans les autres l'expérience qui lui manquait, eut moins de confiance dans Vendôme que dans un conseil de généraux. Vendôme, souvent contrarié par des avis différents du sien, dégoûté par des préférences qui le blessaient et qu'il croyait funestes, moins sensible aux charmes d'une gloire qu'il devait partager, parut avoir moins de ces inspirations soudaines qui l'avaient si souvent délivré des périls dans lesquels l'avait jeté sa non-

[illegible]

... retour sur ... d'une arm[ée] ... ayant retranché ses tro[upes] ... le canal qui va de Gand à Bruges. ... la Flandre hollandaise, et me[t] ... les forteresses du bas Escaut, qui ouvrirent [les] écluses, et inondèrent tout le pays (1708).

nnication entre
ıd et Bruges,
ıes partis lever
et dans l'Artois.
reçu des ducs de
un détachement de
qui désolaient l'Artois,
infanterie dans Lille et
alliés paraissaient vouloir

Boufflers, gouverneur de la
à Louis XIV d'aller défendre
si importante pour la sûreté de
ji accepte son offre, et le maréchal
rmer dans la ville qu'il veut conser-
rie. Il a soixante-quatre ans; mais son
t admirable comme son courage. Neuf
ımmes formaient la garnison; huit cents
es veulent leur donner l'exemple de tous
vouements, et la garnison veut les surpasser.
ıfflers forme quatre bataillons des soldats sépa-
s de leurs corps dans le combat d'Oudenarde. Les
ırtificiers de la ville sont réunis aux bombardiers;
n organise en compagnies et on divise en ate-
iers les armuriers et les ouvriers en bois et en fer.
Des tireurs choisis dans tous les corps sont char-
gés du service des *arquebuses à croc* qu'on met en
tat d'être portées et manœuvrées par un seul
ıomme; l'artillerie est commandée par La Fréze-
ière, et l'arme du génie par Dupuy-Vauban,

chalance naturelle. Son génie languit; il combattit moins sa malheureuse négligence, il n'y eut plus d'ensemble dans les plans, de suite dans les projets, de rapidité dans l'exécution. La force de l'armée était pour ainsi dire paralysée; et la France, au milieu de tous les maux qui l'accablaient, devait encore avoir à gémir de cette anarchie militaire, suite si funeste et presque nécessaire des gouvernements faibles et délaissés à des mains inhabiles.

Les Français, après plusieurs incertitudes, reçurent, contre l'avis de Vendôme, l'ordre de traverser l'Escaut à Gaveru. Marlborough et Eugène passèrent la Dender à Lessines, traversèrent l'Escaut sous Oudenarde; et une bataille s'étant engagée au milieu des hésitations des généraux français, l'armée du duc de Bourgogne fut battue. La nuit, la confusion et le découragement ayant augmenté la déroute, un grand nombre de Français périrent sur le champ de bataille; cinq mille hommes tombèrent au pouvoir des alliés, deux mille séparés de leurs corps se réfugièrent à Tournai ou à Lille, le gros de l'armée se retira sur Gand; Vendôme protégea sa retraite à la tête d'une arrière-garde, et ce prince, ayant retranché ses troupes derrière le canal qui va de Gand à Bruges, mit à contribution la Flandre hollandaise, et menaça les forteresses du bas Escaut, qui ouvrirent leurs écluses, et inondèrent tout le pays (1708).

Marlborough rétablit la communication entre Menin et Ostende, tint en échec Gand et Bruges, menaça Lille et Ypres, et envoya des partis lever les contributions dans la Flandre et dans l'Artois. Le maréchal de Berwick, ayant reçu des ducs de Bourgogne et de Vendôme un détachement de cavalerie, chassa les partis qui désolaient l'Artois, et jeta ses dragons et son infanterie dans Lille et dans Tournai, dont les alliés paraissaient vouloir faire le siége.

Le maréchal de Boufflers, gouverneur de la Flandre, demande à Louis XIV d'aller défendre Lille, cette place si importante pour la sûreté de la France; le roi accepte son offre, et le maréchal court se renfermer dans la ville qu'il veut conserver à sa patrie. Il a soixante-quatre ans; mais son activité est admirable comme son courage. Neuf mille hommes formaient la garnison; huit cents invalides veulent leur donner l'exemple de tous les dévouements, et la garnison veut les surpasser. Boufflers forme quatre bataillons des soldats séparés de leurs corps dans le combat d'Oudenarde. Les artificiers de la ville sont réunis aux bombardiers; on organise en compagnies et on divise en ateliers les armuriers et les ouvriers en bois et en fer. Des tireurs choisis dans tous les corps sont chargés du service des *arquebuses à croc* qu'on met en état d'être portées et manœuvrées par un seul homme; l'artillerie est commandée par La Frézelière, et l'arme du génie par Dupuy-Vauban.

On devait la citadelle et quelques dehors de la place au fameux Vauban; mais l'enceinte et la plupart des ouvrages extérieurs étaient vieux, défectueux et négligés depuis long-temps. On les répare; on y ajoute de nouveaux ouvrages; on mine les glacis; on tend l'inondation; on ne laisse qu'une plaine rase en avant des fronts d'attaque; le zèle est si grand qu'on achève en quinze jours ce qui paraissait devoir exiger trois mois. La caisse et les magasins militaires étaient presque vides; Boufflers engage tous ses biens pour trouver des fonds. Le pays quoique ravagé fournit des subsistances; le commerce ouvre ses magasins; les habitants se préparent à éteindre les incendies; la ville n'est réunie à la France que depuis trente ans; mais l'ardeur qu'elle témoigne ferait croire qu'elle a toujours été française.

Le prince Eugène cependant investit cette place; et Marlborough se poste de manière à protéger les convois que Bruxelles et Oudenarde doivent envoyer à Menin, dépôt de l'armée assiégeante. Les ducs de Bourgogne et de Vendôme sont joints derrière la Viane par le maréchal de Berwick. Marlborough se hâte de repasser l'Escaut, et va derrière la rivière de la Marque se réunir au prince Eugène.

Ce prince avait ouvert la tranchée des deux côtés de la basse Deule, sur les fronts de la Madeleine et de Saint-André. Des ponts liaient ces deux attaques; l'artillerie et les munitions remontaient jus-

ques à la tranchée par la Lys et la Deule; cent vingt pièces de canon et soixante mortiers étaient en batterie; et néanmoins, après quatorze jours de tranchée, les assiégeants étaient encore au pied des glacis; les Français avaient disputé long-temps des moulins et d'autres positions fortifiées à la hâte; des batteries situées sur les ailes des attaques, et dont on changeait souvent la place, foudroyaient l'artillerie des alliés; le canon, la mousqueterie, les arquebuses couvraient de feu les têtes des sapes, et la garnison dans ses sorties chassait les sapeurs, renversait les gabions et comblait la tranchée.

L'armée française passe l'Escaut, va camper sous Tournai, et tout fait croire qu'elle va tâcher de forcer les lignes des alliés. Si Vendôme ou Berwick eût dirigé seul les mouvements des Français, les alliés auraient été obligés de lever le siége. Mais ces deux grands généraux ne peuvent s'accorder: ils soutiennent leur avis, Vendôme avec violence, et Berwick avec une insurmontable opiniâtreté. Vendôme l'emporte; et le duc de Bourgogne décide que l'on remontera la Marque, et qu'on attaquera les ennemis entre cette rivière et la haute Deule. Mais quelle route suivra-t-on? Vendôme veut se porter sur Cisoing, et côtoyer la Marque. « Nous ne trou» verons le long de cette rivière que des bois et » des marécages, lui dit le duc de Bourgogne, » averti par des cultivateurs du voisinage, et l'en-

» nemi pourra tomber sur nos flancs par les ponts » de Bouvines et de Tressin. » Vendôme attribue ces observations à Berwick, s'emporte, interroge lui-même les cultivateurs, et d'après leur avis fait décider qu'on prendra le chemin d'Orchies.

L'armée française arrive à Mons-en-Puelle; les alliés étaient campés entre Noyelle et Fretain; leurs ailes aboutissaient aux marais de la Deule et de la Marque; des lignes et des ouvrages retranchés couvraient leur front; on voyait en avant une plaine étroite, sur laquelle l'armée française ne devait pas pouvoir se développer, et au-delà étaient des bois au milieu desquels on ne pouvait qu'avec beaucoup de temps ouvrir des routes aux colonnes. Vendôme néanmoins, ardent et audacieux comme dans toutes les grandes circonstances qui donnaient à son génie toute son élévation, veut forcer le camp des ennemis. Berwick déclare le camp inattaquable; tous les généraux sont de l'avis de Berwick. Vendôme persiste et veut combattre. Le duc de Bourgogne, dans une terrible perplexité, envoie demander les ordres de son grand-père. Mais voyez comment un gouvernement asservi par des hommes inhabiles et imprévoyants peut amener une grande nation jusques aux bords de l'abîme. Le monarque, dans l'âme duquel de grands souvenirs réveillent une noble fierté, et tant d'autres qualités éminentes qui ont fait pendant si long-temps la gloire de la France,

ɔpelle la maxime de Turenne, *qu'il faut hasar-r une bataille pour sauver les grandes places*, et ıt qu'on attaque à tout prix. Le duc de Bourgne lui adresse de nouvelles observations. Le ı envoie Chamillard à son petit-fils; quel sujet réflexions! Chamillard va prononcer entre Venme et Berwick. Le ministre décide le combat; canonne les retranchements de l'ennemi; les ulets se perdent dans les terres des parapets. Les iés ont profité de la perte d'un temps très-long ur hérisser leur front de nouveaux ouvrages; ıamillard, le roi, d'après le rapport de son mistre, et Vendôme lui-même renoncent au projet ıttaquer des lignes devenues formidables; et les iés continuent sans combat le siége d'une des ıs grandes villes de guerre, entre une brave et ımbreuse garnison dirigée par Boufflers et une leureuse armée qu'aurait pu si bien commanr le vainqueur d'Almanza, ou le célèbre rival Eugène (1708).

Les alliés attaquent les chemins couverts; mais rès une action très-vive et rendue très-meurère par les mines, les feux de la place et la braure des assiégés, ils ne peuvent se loger que sur ; saillants des tenaillons et des ouvrages à corne. Ils unissent leurs logements par des parallèles, ;tendent à la sape le long des glacis, agrandisnt les brèches et commencent le passage du fossé ;s tenaillons.

Les ducs de Bourgogne, de Vendôme et de Berwick, voulant les empêcher de recevoir les convois qui leur sont nécessaires, ramènent leurs troupes sous Tournai, établissent leur quartier général au Saulchoi, s'étendent le long de l'Escaut, gardent le chemin de Bruxelles, masquent Oudenarde, et font ouvrir les écluses de Nieuport afin d'inonder la communication d'Ostende avec Menin. Malheureusement pour les Français, les inondations sont tendues à un niveau trop bas; les routes ne sont pas couvertes d'eau. Les alliés prennent le poste de Lefingue, et leurs chariots vont à Ostende chercher les munitions qu'on y a débarquées pour eux. Le comte de La Mothe est envoyé avec un corps de troupes pour s'emparer de ces chariots, voit trop tard combien l'inondation est imparfaite, est prévenu par les ennemis à Oudemborgh, dont il voulait se rendre maître, apprend que le convoi parti d'Ostende à son insu s'avance vers Menin, le poursuit, atteint l'escorte derrière un bois au fond d'une trouée, dont les côtés sont garnis de fusiliers, perd du temps à la canonner, l'attaque au fond de la trouée, a ses troupes exposées de front et sur leurs flancs, ne peut vaincre l'escorte, se retire à Bruges et laisse échapper un convoi dont la prise eût sauvé la ville de Lille.

Les assiégeants emploient en vain la mine, la sape et les attaques de vive force; le canon de la

ice et plusieurs batteries flottantes les empê-
ent d'achever leurs ponts sur les fossés des te-
illons. Ils emportent néanmoins ces ouvrages
rès plusieurs assauts, et surprennent la demi-
ne; mais Boufflers dispute l'enceinte et le fossé.
chevalier de Luxembourg, à la tête d'un corps
cavalerie, force les lignes et entre dans la place
ec cent cinquante milliers de poudre divisés
ns les porte-manteaux de ses cavaliers. Les alliés
treprennent de longs travaux pour faire écou-
r les eaux du grand fossé, et pour arriver au
ed des brèches. Les assiégés déblaient les dé-
mbres, forment avec des corps d'arbre une es-
rpe nouvelle, allument des bûchers sous les pas
s alliés, et la France espère encore que Lille
ra délivrée par l'armée française.

Mais quelle fatalité semble poursuivre les Fran-
is! Vendôme va commander lui-même le corps
comte de La Mothe; il donne des ordres pour
l'on achève de tendre les inondations de Nieu-
rt. Toutes les chaussées sont couvertes; mais
s eaux sont près d'envahir le camp des Français,
Marlborough approche. Vendôme se replie sur
canal de Bruges; Marlborough rassemble des
teaux sur l'inondation, et remplit plusieurs de
s petits bâtiments de munitions, et particuliè-
ment de poudre dont manquent les assiégeants.
endôme arme d'autres bateaux pour attaquer
ux de Marlborough; il parvient à les disperser.

Mais les assiégeants avaient déjà reçu la poudre qui leur était si nécessaire; on propose d'attaquer Marlborough dans son camp de Rousselaer. Vendôme et Berwick s'opposent à cette proposition; Vendôme l'adopte ensuite; mais on apprend que Boufflers, après soixante-deux nuits de tranchée, a été contraint de rendre la ville de Lille, et de se retirer dans la citadelle.

La prise de la ville diminue la circonvallation, et permet aux alliés de disposer d'une grande partie de leur armée; ils fortifient La Bassée, et s'étendent dans l'intérieur de la France jusques à Lens et Saint-Venant. Le duc de Bourgogne et Berwick sont d'avis de ramener l'armée française en Artois, et d'empêcher les ennemis de vivre aux dépens de la France. Vendôme veut garder l'Escaut, fermer tout retour aux alliés, et les réduire à mourir de faim ou à demander la paix. Chamillard est de nouveau envoyé par Louis XIV; il décide en faveur du projet de Vendôme : Berwick quitte l'armée.

L'électeur de Bavière assiége Bruxelles, précipite les attaques et va forcer la ville à capituler lorsque Eugène et Marlborough forcent les passages de l'Escaut, délivrent Bruxelles, et contraignent l'électeur à rejoindre le duc de Bourgogne en abandonnant son canon et ses blessés. Le duc de Bourgogne et Vendôme ramènent leur armée sous Douai; le roi ordonne qu'on la mette en quartier d'hiver. Vendôme sollicite inutilement la

rmission de la conduire derrière le canal de ınd à Bruges, de tomber pendant l'hiver sur les nvois des ennemis, et de les empêcher d'approsionner Lille. Le roi veut qu'on finisse une camgne trop malheureuse, nomme le comte de La othe pour défendre Gand avec trente-sept bataillns, et ordonne à Boufflers, qui avait déjà soutenu arante-trois jours de tranchée, de rendre la cilelle et de sauver sa garnison par la capitulation laquelle il consentira.

Les alliés s'empressent d'accepter les propositons de Boufflers; il sort de la ville qu'il à si bien fendue avec la gloire d'être regardé comme le emier des gouverneurs. On célèbre dans l'Eupe entière son admirable prévoyance, son habié dans les préparatifs, son courage dans l'action, caractère noble et généreux qui a inspiré aux dats et aux habitants tant d'affection pour lui tant de dévouement pour la France, cette connce avec laquelle, malgré son âge, il a couché esque toujours sur les remparts, et partagé les igues et les privations comme les périls de solts dont la valeur lui est si chère, et cette chaleur ec laquelle il sollicite de justes récompenses ur ceux qui l'ont si bien secondé (1708).

Les alliés assiégent Gand : Boufflers rassemble en ndre un corps d'armée avec lequel il va marer au secours de cette place; il apprend que le nte de La Mothe a capitulé après six jours de

tranchée, et que Bruges s'est rendue sans se défendre. Un grand cri s'élève en France contre le comte de La Mothe; un siége d'hiver pouvait ruiner l'armée des alliés.

Les Anglais s'étaient emparés de Port-Mahon dans l'île de Minorque et de l'île de Sardaigne; l'empereur Joseph, qui soupçonnait le pape Clément XI de la maison d'Albani de favoriser Philippe V, avait fait mettre des garnisons et exiger des contributions excessives dans les états de ce pontife; il exerçait d'ailleurs des actes de souveraineté sur les duchés de Parme et de Plaisance, et protégeait les prétentions renouvelées sur Comachio par le duc de Modène. Le pape s'étant plaint inutilement de ces griefs, très-mécontent des réponses qu'il recevait de Vienne, et ne pouvant plus supporter la conduite que les généraux autrichiens tenaient dans ses états, menaça l'empereur des foudres de l'Église dont les pontifes de Rome n'osaient plus depuis long-temps se servir contre les grands souverains, leva une armée et en donna le commandement au comte de Marsigli, célèbre non-seulement par ses ouvrages de physique et d'histoire naturelle, mais encore par ses travaux diplomatiques, ses lumières dans l'art de fortifier les places, et ses autres services militaires. L'empereur opposa à l'armée pontificale un gros corps de troupes protestantes, commandé par le prince de Hesse-Cassel.

oseph avait mis au ban de l'Empire Charles IV Gonzague, duc de Mantoue, comme s'étant du coupable de félonie en embrassant les inté-, de Louis XIV et de Philippe V; ce duc de ntoue mourut très-peu de jours après sans laisde postérité. L'empereur garda le duché comme ıbé *en commise*, et comme ouvert à sa directe, ına au duc de Savoie le Montferrat, qu'avait eu ùc Charles; et les ducs de Guastalla, héritiers Charles IV, eurent beaucoup de peine à obtenir principautés de Bozzolo et de Sabionetta; il avait si confisqué la principauté de La Mirandole sur rince de ce nom, dévoué à la France; il la dit au duc de Modène.

.e duc de Savoie cependant, peu content d'a- acquis le Montferrat et quelques districts que pold lui avait assurés par un traité de 1703, ıanda les villes et les territoires de Novare et Vigevano, comme une faible part de tous les ıtages que son accession avait procurés aux s. L'empereur le refusa, accueillit contre ses entions les réclamations des possesseurs de ains fiefs du Montferrat, qu'il considéra ıme relevant directement de l'Empire; et quel entiment n'inspirèrent pas au duc de Savoie un s. et une décision qu'il regarda comme une ıde injustice et une ingratitude qu'il avait été ı éloigné de redouter (1708)!

De grandes fautes et des manœuvres dangereu-

Harley. Ces deux conseillers de la cou-
aidés par leur collègue sir Simon Harcourt,
rent de réconcilier les torys désunis, et de
engager à combiner leurs forces. « La reine,
leur dirent-ils, ne peut plus supporter la tyrannie des whigs; elle a d'ailleurs été toujours attachée aux torys et à la haute Église; elle vous donnera avant peu des marques de son affection; » et en effet ils déterminèrent la reine à onner à des torys deux évêchés vacants.

Ils espéraient d'autant plus de réussir que l'on ommençait à être mécontent du crédit des whigs. n leur reprochait les taxes énormes que suppor-it la nation, que les victoires des alliés avaient it trouver moins pesantes, mais que la défaite Almanza, le mauvais succès de l'expédition de oulon, et la perte de vaisseaux pris ou détruits ir le comte de Forbin et Duguay-Trouin, faisaient iraître intolérables. On accusait aussi l'adminis-ation des whigs de n'avoir pas donné au commerce anglais des escortes assez nombreuses ur le préserver des grandes pertes qu'il avait rouvées, et d'avoir altéré le titre de la mon-ie, diminué le crédit public, et agi avec trop de ateur pour toutes les mesures désirées par la na-n. Le ministère whig, bien loin d'ailleurs de cher, par un gouvernement aussi juste que ux, de réconcilier les Écossais avec une union l'ils avaient si vivement repoussée, les traitait

ses avaient porté le trouble et l'inquiétude dans un royaume dont les forces de terre et de mer et un grand général avaient donné tant de succès à la cause des alliés. De malheureuses intrigues avaient produit ces manœuvres qui pouvaient devenir funestes à l'Angleterre, en agitant non-seulement la cour, mais encore les chambres et la nation entière. Un nouvel objet avait obtenu la faveur particulière de la reine Anne. Mistriss Masham avait supplanté sa cousine la duchesse de Marlborough, qui l'avait retirée de l'indigence. La duchesse avait exercé sur la reine un despotisme contraire aux maximes les plus chères à cette princesse et à ses préventions en faveur des torys et des évêques; elle avait souvent combattu ces maximes, et repoussé ces préventions avec une violence qui avait blessé vivement la reine. Mistriss Masham était soumise, flexible, adroite, attentive à plaire, prompte à se conformer aux opinions de la reine, empressée d'encourager ses projets; elle secondait de son mieux le secrétaire d'état Harley, qui travaillait avec constance à détruire le crédit du comte Godolphin, et même du duc de Marlborough. Ce ministre voulait enlever aux whigs leur influence, augmenter celle des torys, et se placer en quelque sorte à la tête de ces derniers. Henri de Saint-Jean, comte de Bolingbroke, dont on a beaucoup vanté l'imagination, l'esprit, les connaissances, l'éloquence et le goût, favorisa les

vues de Harley. Ces deux conseillers de la couronne, aidés par leur collègue sir Simon Harcourt, tâchèrent de réconcilier les torys désunis, et de les engager à combiner leurs forces. « La reine, » leur dirent-ils, ne peut plus supporter la ty- » rannie des whigs; elle a d'ailleurs été toujours » attachée aux torys et à la haute Église; elle vous » donnera avant peu des marques de son affec- » tion; » et en effet ils déterminèrent la reine à donner à des torys deux évêchés vacants.

Ils espéraient d'autant plus de réussir que l'on commençait à être mécontent du crédit des whigs. On leur reprochait les taxes énormes que supportait la nation, que les victoires des alliés avaient fait trouver moins pesantes, mais que la défaite d'Almanza, le mauvais succès de l'expédition de Toulon, et la perte de vaisseaux pris ou détruits par le comte de Forbin et Duguay-Trouin, faisaient paraître intolérables. On accusait aussi l'administration des whigs de n'avoir pas donné au commerce anglais des escortes assez nombreuses pour le préserver des grandes pertes qu'il avait éprouvées, et d'avoir altéré le titre de la monnaie, diminué le crédit public, et agi avec trop de lenteur pour toutes les mesures désirées par la nation. Le ministère whig, bien loin d'ailleurs de tâcher, par un gouvernement aussi juste que doux, de réconcilier les Écossais avec une union qu'ils avaient si vivement repoussée, les traitait

de manière à les réduire au désespoir. Leur commerce avait été arrêté pendant deux mois, avant qu'ils jouissent des avantages des nouveaux arrangements ; l'indemnité nommée équivalent n'avait été remise à l'Écosse qu'après trois mois ; des vins et d'autres marchandises, envoyés par les Écossais en Angleterre, avaient été saisis avec une sévérité et un mépris qui avaient irrité la nation écossaise. Les jacobites osèrent tenir des conférences, et correspondre avec la cour de Saint-Germain. On parla d'une révolution nouvelle ; et dans plusieurs parties du royaume on célébra publiquement le jour de la naissance du prétendant.

Le premier parlement de la Grande-Bretagne s'assemble à Westminster (1707). Le comte de Warthon, dans la chambre des pairs, s'étendit sur la rareté de l'argent, le déclin du commerce et la mauvaise administration de la marine ; les chefs des torys le soutinrent. Les négociants de Londres se plaignirent des grandes pertes qu'ils avaient faites sur les mers, parce que leurs navires n'avaient été protégés ni par des escortes convenables ni par des vaisseaux armés en course ; la chambre supplia la reine de prendre des mesures pour prévenir de pareils malheurs. Les communes préparèrent un bill que les lords adoptèrent, que la reine sanctionna, et d'après lequel les actes écossais relatifs à la sûreté, à la paix et à la guerre furent annulés ; un seul conseil privé fut établi pour toute la

Grande-Bretagne, la milice d'Écosse mise sur le même pied que celle d'Angleterre, et le pouvoir des juges de paix déclaré semblable dans les deux royaumes.

La reine demanda aux chambres d'augmenter les subsides et les troupes auxiliaires qu'on accordait au roi Charles d'Espagne et au duc de Savoie. Cette demande fit naître dans la chambre des pairs une discussion importante. On donna de grands éloges aux services du comte de Péterborough. « La guerre, dirent plusieurs lords, doit être soutenue jusques à un solide établissement du roi » Charles sur le trône d'Espagne. — Il faut payer » neuf schellings par livre, dit le comte de Péterborough, plutôt que de faire la paix sans cette » condition. Je suis prêt à retourner en Espagne » et même à y servir sous le général que l'on voudra. » — N'oublions pas une maxime du vieux duc de » Schomberg, dit le comte de Rochester; attaquer » la France dans les Pays-Bas, c'est vouloir prendre un taureau par les cornes. Il faut que les » alliés se tiennent sur la défensive en Flandre, et » qu'ils détachent quinze ou vingt mille hommes » pour la Catalogne. — Je m'oppose à cette proposition, dit le duc de Marlborough. Les grandes villes du Brabant ne peuvent être conservées » que par des troupes considérables. Si la supériorité du nombre donnait en Flandre quelque » avantage aux Français, les mécontents de la

» Hollande, qui sont très-nombreux, et qui sup-
» portent impatiemment le poids de la guerre,
» réclameraient la paix à grands cris. — Quelles
» troupes pourrait-on donc se procurer pour l'Ita-
» lie et pour l'Espagne? dit le comte de Rochester.
» — Je puis assurer la chambre, répondit Marl-
» borough, que les mesures sont déjà prises avec
» l'empereur pour former une armée de quarante
» mille hommes sous les ordres du duc de Savoie,
» et pour envoyer de puissants secours au roi
» Charles. » Les lords déclarèrent qu'on ne ferait jamais une paix sûre et honorable si on souffrait que l'Espagne et les Indes occidentales demeurassent au pouvoir de la maison de Bourbon. Ils prièrent la reine de presser l'empereur d'envoyer en Espagne de puissants secours sous les ordres du prince Eugène, de remplir ses engagements avec le duc de Savoie, et de renforcer l'armée du Rhin mise si heureusement sous les ordres du sage et valeureux électeur de Hanovre. Les communes concoururent à l'adresse des lords; la reine, d'après le vœu des chambres, demanda à l'empereur d'envoyer le prince Eugène en Espagne; et les communes accordèrent à la reine un subside de six millions (1708).

Le duc de Marlborough et le comte Godolphin, instruits des intrigues de mistriss Masham, dirigées contre eux, et de ses relations avec Harley, écrivirent à la reine qu'il leur serait impossible de

la servir plus long-temps si M. Harley conservait sa place de secrétaire d'état. La reine tâcha en vain d'apaiser leur ressentiment; elle fut obligée de sacrifier le protégé de sa favorite à l'obligation de conserver un général aussi nécessaire à l'Angleterre que Marlborough. Harley donna sa démission; mais la reine n'eut plus d'affection pour Marlborough ni pour Godolphin.

Quelque temps après, Louis XIV, voulant produire une diversion importante pour ses troupes des Pays-Bas, engagea le prétendant à tenter une invasion en Ecosse, lui fit présent d'une épée enrichie de diamants, et mit à sa disposition une escadre qui se réunit à Dunkerque sous les ordres du comte de Forbin, et un corps de troupes confié au comte de Gacé (Charles-Auguste de Matignon). Le pape voulut contribuer aux dépenses de l'expédition, et envoya des devises religieuses que l'on broda sur les étendards. Le parlement de la Grande-Bretagne ordonna que ceux qui refuseraient le serment d'abjuration fussent traités comme des récusants convaincus, suspendit l'acte d'*habeas corpus* pour ceux que le gouvernement ferait arrêter comme suspects de trahison, déclara le prétendant et ses adhérents traîtres et rebelles, et déchargea les clans d'Écosse de tout vasselage envers les chefs qui prendraient les armes contre la reine. On fit revenir dix bataillons d'Ostende; plusieurs régiments d'infanterie, et quelques es-

cadrons de cavalerie partirent pour l'Écosse; le comte de Forbin mit à la voile avec le prétendant; sir George Byng poursuivit l'escadre française à la tête d'une flotte nombreuse, arriva dans le golfe d'Édimbourg presque aussitôt que le comte de Forbin, que la supériorité de l'amiral anglais obligea à s'éloigner après avoir perdu un vaisseau à l'abordage; les vents, devenus très-violents, s'opposèrent à toute nouvelle tentative de la part des Français; et le comte de Forbin, malgré son audace et son habileté, fut contraint de retourner à Dunkerque avec le prétendant, comme il l'avait prévu, et comme il l'avait écrit dans le temps à Louis XIV.

Le duc d'Hamilton et plusieurs autres grands personnages d'Écosse, soupçonnés d'attachement au prétendant, furent arrêtés; mais peu de temps après ils furent mis en liberté en donnant caution.

Le parlement fut dissous; un *writ* royal ordonna à tous les pairs de l'Écosse ou de la *Grande-Bretagne septentrionale* de s'assembler dans Holyrood-House à Édimbourg pour élire les seize pairs qui devaient les représenter dans le parlement de la Grande-Bretagne; et la reine nomma secrétaire d'état de la guerre, Robert Walpole, qui avait déjà obtenu une très-grande considération dans la chambre des communes.

Vers la fin de l'année le prince George de Danemarck mourut d'une maladie qui le tourmentait

depuis long-temps ; la reine son épouse, qu'il avait toujours beaucoup aimée, n'avait cessé de lui donner les plus grandes preuves de sa tendresse : le lord Pembroke fut nommé à sa place grand-amiral; le comte de Warthon eut le gouvernement de l'Irlande, et le lord Sommers la présidence du conseil. Mais malgré ces nominations de wighs, le crédit du duc de Marlborough diminuait chaque jour, et la reine, ayant toujours la plus grande confiance dans Harley, le consultait très-souvent en secret.

Le nouveau parlement, dans lequel les wighs avaient la plus grande influence, approuva une augmentation de dix mille hommes jugée nécessaire pour soutenir la guerre avec vigueur, accorda sept millions pour le service de l'année suivante, et décida que les fils aînés des pairs écossais, même de ceux qui ne siégeaient pas dans la chambre des lords, ne pouvaient pas être nommés membres de la chambre des communes, qu'un pair d'Écosse créé pair de la Grande-Bretagne perdait le droit de voter en Écosse, et que les pairs écossais renfermés dans le château d'Édimbourg pourraient concourir à la nomination des représentants de la pairie écossaise en prêtant serment au gouvernement. La reine sanctionna les bills relatifs à ces objets, ainsi qu'un autre bill par lequel, malgré la plus forte opposition des torys, tous les protestants réfugiés en Angleterre furent naturalisés, comme des plus capables de faire fleurir de plus

en plus le commerce, l'industrie et les manufactures. Les procès pour trahison, poursuivis en Écosse, furent assujettis presque aux mêmes règles que ceux que l'on poursuivait en Angleterre; la reine accorda le pardon de toutes les trahisons, excepté de celles qui auraient été commises en *haute mer*, et par conséquent des délits des sujets de la Grande-Bretagne qui s'étaient embarqués avec le prétendant (1708). Les chambres félicitèrent la reine de tous les succès qui venaient d'ajouter à la gloire de l'Angleterre; le chancelier remercia au nom des pairs le duc de Marlborough des services éminents qu'il venait de rendre; et les chambres supplièrent la reine d'insister, si on ouvrait des négociations pour la paix, sur la démolition du port de Dunkerque, dont les pirates, dirent-elles, infestaient l'Océan, et causaient un si grand préjudice au commerce anglais.

Les pairs et les communes supplièrent aussi sa majesté de céder aux désirs ardents de ses sujets, et de penser à un second mariage. La reine avait plus de quarante-quatre ans. « Les mesures que » j'ai prises, leur dit cette princesse, pour assurer » la succession protestante prouvent évidemment » combien je m'occupe de ce qui peut faire le bon- » heur de la Grande-Bretagne; mais l'objet de » votre adresse est d'une telle nature que vous ne » devez pas avoir attendu une réponse de moi à ce » sujet. »

Des bills furent adoptés pour détruire l'abus des gageures dans les affaires qui intéressaient le public, et pour maintenir les priviléges des ambassadeurs et des autres ministres étrangers.

L'ambassadeur de Moscovie, continuant à demander la punition capitale de ceux qui l'avaient insulté, le secrétaire d'état Boyle lui notifia que les lois d'Angleterre s'y opposaient; mais la reine consentit à faire faire au czar des excuses solennelles par son ministre, à rétablir par une lettre l'honneur de l'ambassadeur de Pierre, à l'indemniser entièrement; et le czar déclara qu'il était pleinement satisfait (1709).

Quelques mois avant cet arrangement, Woodes-Roger avait entrepris le tour du monde. Il avait avec lui Guillaume Dampierre, qui déjà avait fait trois fois le tour du globe; ce fameux Dampierre, dès l'année 1680, avait commencé d'exécuter le premier de ces voyages autour de la terre, si remarquables à cette époque. Ce fut pendant son second voyage que ce navigateur, aussi audacieux pour braver les tempêtes que pour aller à l'abordage, et s'emparer, malgré toutes les résistances, des bâtiments qu'il attaquait, avait en 1700 découvert la Nouvelle-Bretagne.

Tous les événements paraissaient cependant se réunir pour écraser Louis XIV et la France. La nature elle-même accable de ses rigueurs ce malheureux royaume; un froid excessif se fait ressen-

tir; les méthodes et les instruments employés par la physique étaient, à cette époque (1709), trop peu perfectionnés pour qu'on ait pu mesurer l'intensité de ce froid avec précision; mais cent ans après ce grand abaissement de la température, on déplorait encore les terribles effets de ce froid extraordinaire et des circonstances qui avaient concouru à le rendre plus funeste; les récoltes sont anéanties; on est obligé de tirer des provinces, pour les armées ou les garnisons, près de six cent mille sacs de grains; on achète pour nourrir les provinces qu'on avait privées de leurs dernières ressources des blés de Pologne, de l'Archipel et de la Barbarie : mais les convois n'échappent qu'avec peine aux flottes ennemies; les grains ne traversent qu'au milieu des émeutes des contrées dont la faim réduit au désespoir les malheureux habitants; un grand nombre de vieillards succombent; la capitale s'agite comme les provinces; la magie de la gloire ne donne plus de pouvoir au monarque; des maux extrêmes produisent dans le peuple ces dispositions terribles qui échappent à des yeux vulgaires, mais auxquelles les circonstances les plus légères et les plus fortuites font souvent succéder les explosions les plus désastreuses. La disette achève d'épuiser le trésor; tous les paiements sont retardés, les places mal approvisionnées, les soldats sans prêt, sans vêtements, sans subsistance; les courtisans même n'osent plus

tromper Louis XIV, et au milieu de tant de calamités il ne peut se dissimuler les ressources de ses ennemis, qui, maîtres de la mer et trouvant des secours abondants dans ce commerce de l'Angleterre et de la Hollande, si florissant et accru par l'activité des protestants qu'il a proscrits, se préparent à poursuivre leurs conquêtes avec des armées nombreuses pourvues de tout ce qui manque à ses troupes, et enthousiasmées de leurs victoires.

Il sollicite la paix; ses envoyés ne peuvent rien obtenir; le marquis de Torcy, neveu de Colbert et ministre des affaires étrangères, va à La Haye sous un nom supposé. « Le roi de France, dit-il, consent à céder Ypres, Tournai et Strasbourg : il » fera démolir Dunkerque; il obtiendra de Philippe V l'abandon de la monarchie espagnole, » à l'exception du royaume de Naples. — Que » Louis XIV, disent les alliés, oblige son petit-fils » à ne rien conserver de la monarchie d'Espagne, » ou qu'il joigne ses armes aux nôtres pour le dé» trôner; et, pour prix de la trève qui précédera » la paix définitive, qu'il cède Strasbourg, Brisach, » Landau et dix villes de Flandre. »

Quelle douleur éprouve Louis lorsqu'il compare la position où l'a réduit sa faiblesse avec celle où il commandait en quelque sorte à l'Europe entière ! Il ne refuse néanmoins que de prendre les armes contre son petit-fils; il offre des subsides pour détrôner Philippe. On exige une armée; et

les alliés font supporter à Torcy tous les dédains que peut inspirer la haine d'un prince qui les a humiliés.

Le roi réunit les princes et les ministres; il leur expose les conditions que les ennemis veulent lui imposer; tous les membres de ce conseil extraordinaire gardent un morne silence; le monarque essuie les pleurs qui roulent dans ses yeux, se lève, et s'écrie : *Puisqu'il faut faire la guerre, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfants.*

Chamillard avait depuis un an cédé la direction des finances à Desmarets, élève et neveu de Colbert. On lui ôte le ministère de la guerre; on donne ce ministère à Voisin, sous le nom duquel le maréchal de Boufflers dirige les affaires militaires. Les vaisseaux de la mer du Sud apportent trente millions; la famine force un grand nombre d'habitants des campagnes à s'enrôler sous les drapeaux; Villars va commander seul en Flandre, et parvient à rassembler son armée (1709).

Les alliés, plus forts que lui de cinquante mille hommes, le trouvent retranché entre Lens et Béthune, reconnaissent sa position, voient, comme à Sierck, qu'ils ne peuvent l'attaquer, et se séparent en différents corps.

Le prince Eugène s'avance jusques à Estaires; on craint qu'il ne veuille prendre Saint-Venant, Aire, Boulogne, et séparer du reste de la France

l'Artois et la Flandre maritime. Villars détache cinq cents chevaux, et ordonne qu'on allume des feux comme si toute son armée était en marche; Eugène retourne sur ses pas, se réunit avec Marlborough : Tournai est investi; la faiblesse de la garnison, l'immense artillerie des assiégeants et une disette cruelle forcent à rendre la place. Le comte de Mesgrigny, lieutenant-général des armées et directeur des fortifications du Hainaut, commandait dans la citadelle. Pendant que le grand Vauban vivait encore, les alliés avaient nommé Mesgrigny le second ingénieur de France : ce lieutenant-général était vieux et infirme; il fallait le porter; mais sa tête est toujours celle qui a imaginé le beau système des contremines de Tournai, et son âme est toute française. Il règle toutes les opérations du siége, dirige la guerre souterraine, la prolonge pendant cinquante et un jours, détruit avec un petit nombre de mineurs tous ceux des alliés, et ne cède qu'à la famine.

La prise de Tournai est suivie de l'investissement de Mons. Villars, décidé à combattre pour dégager la place, s'avance jusques à Malplaquet; il a avec lui le maréchal de Boufflers, qui a donné un exemple de patriotisme plus beau et plus rare qu'une grande victoire, et a voulu servir sous ses ordres, quoique son ancien. Les alliés sont campés hors des lignes de Mons entre la Trouille et la Haisne; ils sont inférieurs en infanterie; mais

Villars voit le destin de la France attaché au succès du combat : il n'ose se fier à la fortune; et, au lieu de s'abandonner à son audace ordinaire, il se retranche entre le bois de Sars et celui de Blangies. Les travaux qu'il ordonne demandent deux jours; les alliés ont appelé le camp de Tournai, et attaquent les retranchements de Villars; le feu des lignes françaises tue ou blesse un grand nombre d'ennemis; Boufflers, qui commande la droite, repousse les alliés; la gauche est forcée; Villars y court, et rétablit le combat: une balle lui fracasse le genou; on l'emporte sans connaissance au Quesnoi; la gauche déconcertée paraît près de céder; le centre, affaibli pour la soutenir, abandonne ses lignes; la cavalerie française arrête les alliés: on se bat avec fureur, mais un marais qu'on avait cru impraticable est traversé par l'ennemi: Boufflers ordonne la retraite; et l'armée, que la blessure de Villars a privée de la victoire, se retire en bon ordre, et va camper entre le Quesnoi et Valenciennes. Les alliés ont plus de vingt-cinq mille hommes hors de combat; la perte des Français est moins forte de la moitié; ils ont pris trente drapeaux. Villars et Boufflers veulent attaquer de nouveau leurs ennemis affaiblis par leur succès; des conseils timides, l'oubli du caractère français, des instructions secrètes s'opposent à cet élan généreux, une de ces résolutions hardies qui ont souvent rétabli les affaires les plus désespérées; les

Français tirent des lignes de Valenciennes au Quesnoi; les alliés peuvent continuer le siége de Mons; cette place est obligée de se rendre après vingt-six jours de tranchée, et les alliés cantonnent leurs troupes.

Le maréchal d'Uxelles et l'abbé de Polignac vont à Gertruidenberg demander de nouveau la paix: on les accable de nouvelles humiliations; on ne leur adresse que des propositions encore plus arrogantes que les précédentes; Marlborough, Eugène et Heinsius, grand pensionnaire de Hollande, veulent toujours porter les derniers coups à la France, qu'ils redoutent, et à son monarque, qu'ils détestent. Louis XIV fait rompre ces honteuses conférences; il ne cache aux Français aucune des propositions qu'on a osé faire à leur roi: leur orgueil national s'indigne; il leur fera tout supporter pour sauver le premier bien d'un peuple, l'honneur de la patrie.

Le duc d'Orléans avait reconquis pour Philippe V le royaume de Valence, l'Aragon et la Catalogne, excepté Barcelonne et Gironne; pensant que Philippe serait obligé de renoncer à l'Espagne, il avait imaginé de réclamer pour lui la couronne espagnole, à laquelle il se croyait plus de droits que l'archiduc; quelques grands d'Espagne avaient avec lui des intelligences à ce sujet: Philippe V l'apprit, s'irrita contre son oncle, et demanda le rappel de ce prince. Le maréchal de Bezons, qui remplaça le duc

d'Orléans, laissa prendre Balaguer sous ses yeux; Louis XIV le rappela, et ce monarque ayant été forcé de retirer ses troupes d'Espagne pour les envoyer en Flandre, Philippe V n'eut pour se soutenir que les Espagnols qui lui étaient dévoués et le duc de Noailles, qui, commandant un petit corps d'armée dans le Roussillon, surprit un camp des ennemis près de Gironne, apprit qu'un corps d'Anglais, débarqué sur les côtes du Languedoc, avait pris le fort de Cette, occupé la ville d'Agde, et tout préparé pour aller dans les Cévennes rallumer la guerre civile, courut vers les Anglais avec tant de rapidité que sa cavalerie, son infanterie et son canon arrivèrent en moins de quarante-huit heures sur le canal du Languedoc, tomba sur l'ennemi, le mit en fuite, força les vaisseaux de s'éloigner, reprit le fort de Cette, et retourna en Catalogne continuer de faire une guerre de diversion.

Le marquis de Bay avait battu les Anglais réunis aux Portugais dans la campagne de Lagudena près de Badajoz; il fut vaincu à Sarragosse. Les Autrichiens marchèrent à Madrid; Philippe fut obligé de quitter une seconde fois sa capitale, et de se retirer à Valladolid: il conjurait depuis long-temps son grand-père de lui envoyer le duc de Vendôme, avec lequel il avait triomphé en Italie; Louis XIV y consent; Vendôme arrive en Espagne; il a toute la confiance de Philippe; il va commander seul; il est appelé à décider du sort de Philippe et de la

nation espagnole; son génie se montre avec plus d'éclat que jamais; les grands délibèrent sur le rang qu'ils lui donneront. *Tout rang m'est bon*, leur dit-il; *je ne viens pas vous disputer le pas, mais sauver votre monarque.* Il exalte l'enthousiasme des Espagnols pour Philippe, donne une nouvelle ardeur à leur patriotisme, parvient à réunir une belle armée, empêche la jonction du général anglais Stanhope et du comte de Staremberg, marche avec Philippe vers Brihuega, où les Anglais se sont renfermés, attaque la ville, monte le premier sur la brèche, et, suivi des Espagnols qui se précipitent avec fureur sur ses pas, force Stanhope et ses troupes à mettre bas les armes. Vainqueur des Anglais, il cherche les Autrichiens; les deux armées se rencontrent auprès de Villa-Viciosa; Staremberg, que les Autrichiens comparent au prince Eugène, va lutter contre Vendôme; la victoire doit prononcer entre Charles et Philippe. Le roi d'Espagne se place à la tête de son aile droite, fait des prodiges de valeur, culbute l'aile gauche ennemie, et vient joindre Vendôme, contre lequel Staremberg déployait sa grande habileté: Staremberg est battu; il a la gloire de faire devant Vendôme une retraite que l'Europe admire; il sauve six mille hommes, mais le reste de son armée est détruit. Philippe V tombe de lassitude et de sommeil. *Sire*, lui dit Vendôme, *je vais vous faire dresser le plus beau lit qu'un roi ait jamais eu.* Le monarque dort pen-

dant quelques heures sur un tas de drapeaux autrichiens.

Philippe, suivi de l'artillerie enlevée aux ennemis, entre dans Sarragosse en triomphe. Le roi et le peuple saluent Vendôme du nom de *libérateur de la patrie* (1710).

Noailles répond à la victoire si importante de Villa-Viciosa par la prise de Gironne; et l'audacieux Villars, ayant la force de tenir son ardeur enchaînée, et de garder ses positions et ses lignes derrière le Sanzet, le Crinchon et la Scarpe, depuis les sources de cette dernière rivière jusques à celles de la Canche, couvre les places de l'Escaut, et garantit des attaques d'Eugène et de Marlborough réunis, Bouchain, Arras, Hesdin et Montreuil: il n'a pas assez de troupes pour garantir aussi Douai, Béthune, Aire et Saint-Venant; les alliés les assiégent; mais Abbergoti à Douai, et Goënbriant à Aire, soutiennent cinquante-deux jours de tranchée. La garnison d'Ypres détruit sur la Lys, auprès de Saint-Éloysvifve, un convoi des alliés qui remonte la rivière. Quatorze cents milliers de poudre et une immense quantité de bombes, de carcasses et de grenades chargées sautent à la fois; le village est ruiné; la terre tremble à de grandes distances; la Lys prend un nouveau cours, forme plusieurs bras à travers les crevasses du terrain, et cesse d'être navigable. Les ponts des alliés sont brûlés plusieurs fois à Aire; des machines qu'ils

veulent substituer aux ponts sont consumées par le feu des assiégés ou mises en pièces; les quatre villes capitulent néanmoins; mais leur prise exige tout le temps de la campagne; les alliés sont épuisés; ils n'oseraient d'ailleurs s'avancer en laissant derrière eux une armée française commandée par un général tel que Villars, et l'intérieur de la France est préservé d'une invasion (1710).

Un événement rendu important par la nature du gouvernement auquel la marquise de Maintenon était parvenue à soumettre Louis XIV avait eu lieu l'année précédente : le père François de La Chaise, jésuite et confesseur du roi, était mort à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Le roi avait choisi pour le remplacer un autre jésuite, Michel Tellier, auteur d'une édition de Quinte-Curce, et membre honoraire de l'académie des inscriptions et belles-lettres. Comme son prédécesseur, le père Tellier, plus ardent que le père La Chaise, ne contribua que trop à entretenir en France ces disputes théologiques sources de tant de haines et de persécutions au milieu de tant de calamités.

La discorde régnait par d'autres armes dans le nord et l'orient de l'Europe : le czar Pierre avait, dès 1706, adressé des propositions de paix à Charles XII; le roi de Suède, dominé par son génie qui ne voulait reconnaître aucun obstacle, avait répondu : *Je traiterai à Moscou.* Il occupait toujours, avec une armée de cinquante mille hom-

mes, les états de l'électeur de Saxe, auquel il avait ôté la Pologne; il aurait pu terminer, soit comme arbitre, soit comme médiateur, la guerre qui faisait couler tant de sang dans un si grand nombre de contrées de l'Europe, imposer en quelque sorte sa volonté aux plus grandes puissances du monde, et disposer du sceptre de l'Espagne; Louis XIV l'aurait choisi pour arbitre, et avait fait solliciter sa médiation. Cette entreprise si noble, si philanthropique, si élevée, avait peut-être paru trop facile à Charles XII; elle n'avait pas enflammé son imagination. Le duc de Marlborough, en se rendant auprès de lui, l'avait seulement détourné du projet de devenir pacificateur. Charles avait préféré de renverser le czar Pierre de son trône; il avait exigé néanmoins que l'empereur Joseph rétablît en Silésie l'exercice de la religion protestante conformément au traité de Westphalie, dont la Suède était un des garants, accordât six nouvelles églises aux réformés, confirmât le pacte qui appelait consécutivement six princes de la maison de Holstein-Gottorp au siége épiscopal de Lubeck, et le dispensât de fournir les contingents de Brême et de la Poméranie pendant la durée de la guerre relative à la succession d'Espagne (1707).

Il avait signé à ce sujet un traité avec l'empereur à Alt-Raenstadt, ramené ensuite son armée en Pologne, chassé les Russes de ce royaume, et fait ses dispositions pour s'emparer de Moscou.

Deux routes pouvaient le conduire en Russie, l'une qui passait par la Livonie, où il aurait reçu par mer, de la Suède, tous les secours nécessaires, et l'autre qui traversait l'Ukraine et ensuite d'immenses déserts; il préfère cette dernière. Le général russe Schémérétof recule devant Charles XII, détruit les magasins, brûle les fourrages, dévaste les campagnes afin d'affamer les Suédois. Le major général Rosen, qui devance Charles, est attaqué près de Dobro par le prince Galitzin, qui lui tue deux mille hommes. Le roi de Suède, dont aucun échec n'ébranle les résolutions, continue sa route vers la rivière de Desna. Des partis de Cosaques et de Kalmouks le harcèlent sans cesse, surprennent son aile gauche, et le mettent dans le plus grand danger : son cheval est tué sous lui; deux officiers généraux qui veulent le défendre perdent la vie à ses côtés, et les difficultés qu'il rencontre pour procurer des vivres à son armée deviennent plus grandes chaque jour. Lœwenhaupt amène de la Livonie un renfort de troupes et de munitions; le czar court à sa rencontre, et le défait à Lesno près de la Soja (1708). Charles XII cependant brave tous les périls, surmonte toutes les difficultés, renverse tous les obstacles; il arrive avec une armée victorieuse, mais épuisée par la disette, devant Pultawa, et commence le siége de cette ville (1709). Le czar, dont le salut dépend en quelque sorte de la conservation de cette place, vole pour la secourir;

mais à peine est-il à une lieue de la ville que Charles XII sort de son camp à la tête de vingt-un mille hommes, et, porté sur un brancard à cause d'une blessure qu'il avait reçue, enfonce la cavalerie ennemie, et se croit sûr de la victoire. Le lendemain néanmoins Pierre, opposant au malheur une admirable constance, rallie sa cavalerie, recommence le combat, met les Suédois en déroute, leur tue neuf mille hommes et fait six mille prisonniers.

Charles n'a plus d'armée; mais son courage invincible lui reste; il prend le parti d'aller chercher un asile en Turquie, passe le Borysthène, gagne Oczakow, parvient à Bender dans la Bessarabie, et fait annoncer son arrivée au grand sultan, qui ordonne que le roi de Suède soit défrayé avec sa suite aux dépens de la Porte ottomane.

Le général Lœwenhaupt est forcé de se rendre prisonnier avec les débris de l'armée suédoise. Le roi Auguste désavoue le traité d'Alt-Raenstadt, remonte sur le trône de Pologne, est reconnu par le sénat pour son légitime souverain, et renouvelle son alliance contre la Suède avec la Russie et le Danemarck. Le roi Stanislas est contraint de se sauver en Poméranie; et le roi de Danemarck, descendant dans la Scanie dépourvue de défenseurs, s'empare de la ville de Helsinbourg.

L'année suivante le général suédois Steenbock taille en pièces les Danois, et paraît vouloir por-

ter ses armes victorieuses en Allemagne; l'empereur, la reine de la Grande-Bretagne et la république des Provinces-Unies forment le *concert de La Haye*, s'engagent à garantir au roi de Danemarck la neutralité du Sleswick et du Holstein, au roi de Pologne celle de la Saxe, au roi de Suède celle de ses provinces allemandes, et font adopter ces neutralités par le czar, les rois de Pologne, de Danemarck et de Prusse, la diète de Ratisbonne et les états de Suède; mais Charles XII, dans son asile de Bender, rejette ces neutralités, et proteste avec tant de force contre toutes les mesures relatives à cet arrangement qu'elles sont abandonnées (1710).

Les Russes s'emparent de Riga et des autres places que les Suédois occupaient encore en Livonie.

Les querelles entre les torys et les wihgs continuaient d'entretenir une grande fermentation en Angleterre. Les communes avaient accusé devant la chambre des pairs un prédicateur, nommé le docteur Sacheverel, et dont les sermons avaient été dénoncés comme contenant des principes et des maximes contraires à la révolution, au gouvernement établi et à la succession protestante. Les torys protégeaient Sacheverel, et soutenaient que les wihgs qui le poursuivaient essayaient leurs forces pour renverser l'Église anglicane; une grande partie du clergé remplissait ses auditeurs

d'alarmes à ce sujet, et agitait par ses insinuations la multitude; que la cherté des grains ne rendait que trop facile à émouvoir. « A quels dangers, » disaient les torys, l'Église n'est-elle pas exposée » par les non-conformistes, les whigs et les pré- » lats peu zélés? ne sont-ils pas les auteurs d'une » guerre ruineuse, qui avant peu de temps pro- » duira une famine universelle? n'est-ce pas eux » qui soutiennent ces réfugiés du Palatinat qu'on » entretient par ces souscriptions si funestes aux » pauvres d'Angleterre que la disette accable? »

Le procès dura trois semaines; la reine y assista tous les jours comme spectatrice. Sacheverel eut d'habiles défenseurs; un très-grand nombre de personnes, excitées par les torys factieux, l'accompagnaient lorsqu'il allait à la salle de Westminster ou lorsqu'il en revenait, s'efforçaient de lui baiser les mains, priaient Dieu pour sa délivrance comme pour celle d'un martyr, forçaient les passants à ôter leur chapeau devant lui, insultèrent quelques membres du parlement, détruisirent plusieurs salles d'assemblées des non-conformistes, pillèrent plusieurs de leurs maisons, menacèrent de renverser celles du chancelier, du comte de Wharton, de l'évêque de Salisbury, parlèrent d'attaquer la banque, environnèrent la chaise de la reine, et lui dirent : *Dieu bénisse votre majesté et l'Église ; nous espérons que votre majesté est pour le docteur Sacheverel.*

Les communes supplièrent la reine de mettre fin à un tumulte élevé et fomenté par les papistes, les non-jurants et les autres ennemis du gouvernement de sa majesté. La reine témoigna son mécontentement de la conduite des factieux, et publia contre eux une proclamation. Plusieurs de ces séditieux furent jugés comme accusés de haute trahison, et deux furent condamnés à mort.

Le docteur chercha à justifier ses intentions envers la reine et son gouvernement, parla de la manière la plus respectueuse de la révolution et de la succession protestante, soutint la doctrine de la non-résistance comme une maxime de l'Église dans laquelle il avait été élevé, et tâcha d'émouvoir la compassion de ses juges et de ses auditeurs; les chapelains de la reine, qui l'encourageaient comme un défenseur de l'Église, l'entourèrent avec intérêt, et la reine elle-même parut soutenir l'avocat d'une doctrine favorable en apparence à l'autorité royale. «La harangue que le » docteur a prononcée, dit le comte de Wharton, » est une condamnation de ses sermons; tout ce » qu'il a avancé d'ailleurs en faveur de la non-» résistance et de l'obéissance illimitée est faux, » ridicule, et ne peut s'accorder avec la pratique » de l'Église. Si la révolution n'est pas légitime, » plusieurs de ceux qui siégent dans cette cham-» bre et un grand nombre de ceux qui n'appar-» tiennent pas à la pairie sont coupables d'effusion

» de sang, de meurtre, de rapine et d'injustice, et
» la reine n'est plus une souveraine légitime,
» puisque son meilleur droit à la couronne est son
» titre parlementaire fondé sur la révolution. —
» Si le docteur est coupable de quelques expres-
» sions indiscrètes et impertinentes, dit le lord
» Ferrers, il doit être jugé par les lois communes.
» — La révolution est un sujet délicat et au-des-
» sus des lois, observa le comte de Scarborough;
» ajournons le débat, et avant de juger cette af-
» faire examinons-la avec une grande attention.
» — Sans doute, dit le docteur Hooper, évêque de
» Bath et de Wells, la résistance est nécessaire et
» légitime dans quelques circonstances extraordi-
» naires; mais cette maxime doit être éloignée de
» la connaissance du peuple, naturellement trop
» porté à résister; ne faisons pas parade de la révo-
» lution; ne la citons pas comme un exemple;
» mais couvrons-la d'un manteau, et donnons-lui
» le nom de *vacance* ou celui d'*abdication*: c'est se
» servir de termes très-dangereux que de parler
» du contrat originel; on ne doit le citer qu'avec
» les plus grandes précautions. Ceux qui exami-
» nent trop curieusement la révolution n'en sont
» pas partisans; et il paraît nécessaire de prêcher
» la non-résistance et l'obéissance passive dans un
» temps où l'on fait l'apologie de la résistance. —
» Dans tous les siècles, s'écrie le duc d'Argyle, le
» clergé a abandonné les droits et les priviléges

» du peuple, et prêché la puissance des rois dans » la vue de les gouverner plus aisément; et voilà » pourquoi on ne doit pas souffrir qu'il se mêle » de ce qui concerne la politique. — Le docteur a » prêché des impertinences, dit le comte d'Anglé- » sey; mais ce n'est pas un crime. — Distinguons » entre la résistance et la révolution, observa le » duc de Leeds; si la révolution n'avait pas réussi, » elle aurait été une révolte, puisqu'il n'y avait pas » d'autre droit à reconnaître que celui de l'héré- » dité. — Le livre des Machabées ne justifie-t-il » pas la résistance? répondit le docteur Burnet, » évêque de Salisbury; rappelez la conduite de la » reine Élisabeth, qui soutint les Écossais, les Fran- » çais et les états généraux insurgés contre leurs » souverains respectifs. Ne fut-elle pas approuvée » cette conduite remarquable par les parlements et » les *convocations* ecclésiastiques? Charles Ier n'a- » t-il pas aidé les citoyens de La Rochelle dans leur » insurrection? Manwaring n'a-t-il pas été sévère- » ment censuré par le parlement pour avoir sou- » tenu la doctrine du droit divin des rois? si cette » doctrine a prévalu depuis la restauration, ceux » qui la soutiennent avec le plus d'ardeur ne sont- » ils pas les premiers à réclamer la résistance lors- » qu'ils se croient opprimés? — Nous n'avons ja- » mais lu, déclarèrent l'archevêque d'York, le duc » de Buckingham et d'autres chefs des torys, au- » cune pièce aussi extravagante que les sermons

» de Sacheverel; mais nous ne pensons pas qu'il
» doive être regardé comme coupable d'*insigne*
» *mauvaise conduite*. — C'est faussement et hors
» de propos, dit le docteur Wak, évêque de Lin-
» coln, que Sacheverel a supposé un projet formé
» de *compréhension* soutenu par les plus habiles
» théologiens de l'Église d'Angleterre; il faut pren-
» dre des mesures efficaces pour en imposer à de
» tels prédicateurs. Si l'on manque à les punir
» lorsqu'il en est encore temps, ils exciteront des
» fermentations et des animosités qui mettront en
» danger l'Église et l'état. — Quelle insolence, dit
» le docteur Trimnel, évêque de Norwich, que
» celle de Sacheverel, qui a osé parler de l'arche-
» vêque de Cantorbery Grindal, l'un des plus émi-
» nents réformateurs, comme d'un prélat perfide
» pour avoir toléré la discipline de Genève! ne
» connaît-on pas les excellents effets de la tolé-
» rance? et par quelle présomption Sacheverel
» a-t-il publié des prières propres à enflammer les
» esprits, disant qu'il gémit sous la persécution
» pendant qu'il est poursuivi pour offense contre
» les lois par les accusateurs les plus légitimes de-
» vant vos seigneuries, dont l'impartialité est si
» connue? — Sacheverel, dit l'évêque de Salisbury
» en reprenant la parole avec véhémence, n'a-t-il
» pas, en invectivant contre la révolution, la tolé-
» rance et l'union, semblé attaquer la reine elle-
» même, qui a eu une grande part à la révolution,

» a toujours déclaré qu'elle maintiendrait la tolé-
» rance, et regarde l'union comme l'événement le
» plus glorieux de son règne? »

Après une vive discussion Sacheverel fut déclaré coupable; on lui défendit de prêcher pendant trois ans; on ordonna que ses sermons seraient brûlés par le bourreau, et que l'exécuteur brûlerait aussi le décret rendu dans le temps par l'université d'Oxford pour soutenir l'autorité absolue et le droit irrévocable des princes. La douceur de la sentence dictée par la prudence, la modération et l'humanité des pairs fut regardée néanmoins par les torys comme une victoire remportée sur les whigs; et ils la célébrèrent par des feux de joie et par des illuminations (1710).

La reine cependant commençait à faire éprouver diverses mortifications au duc de Marlborough. Elle lui écrivit, à la mort du comte d'Essex, de donner le régiment de ce comte à M. Hill, frère de mistriss Masham, cette favorite qui avait enlevé à la duchesse de Marlborough la confiance de la reine. Le duc qui était à Londres courut chez cette princesse. « Quel préjudice ne porte-
» rait-on pas au service de votre majesté, lui dit-
» il, si l'on plaçait un jeune officier à la tête de
» tant de braves militaires, qui ont donné de si
» grandes preuves de valeur et de capacité! je ne
» puis, madame, regarder cette marque extraor-
» dinaire de partialité en faveur du frère de mis-

» triss Masham que comme une déclaration contre » moi et contre ma famille, qui a tant de sujets de » se plaindre de l'ingratitude de cette dame.—Vous » pouvez, lui dit froidement la reine, consulter » vos amis. »

Le comte de Godolphin parla à la reine dans le même sens que Marlborough; il n'obtint rien de favorable; et le duc mécontent se retira à Windsor.

La reine ne parut pas s'apercevoir dans le conseil de l'absence de Marlborough. Plusieurs grands personnages représentèrent à la souveraine combien il pourrait être fâcheux de désobliger un homme qui avait rendu de si grands services à la nation. « Je conserverai toujours, leur dit-elle, le » souvenir de ses services, et j'aurai la même » amitié pour sa personne. »

Apprenant ensuite qu'il s'élevait des clameurs parmi le peuple, et que les communes préparaient des résolutions désagréables pour elle et pour ses nouveaux conseillers, elle dit au comte de Godolphin : « Écrivez au duc de Marlborough qu'il dis» pose comme il le jugera convenable du régiment » du comte d'Essex, et qu'il revienne sans délai à » Londres. »

Mais la duchesse ayant sollicité une audience, parlé à la reine avec la plus grande soumission, protesté de son dévouement, conjuré sa majesté en répandant des larmes de lui rendre ses bonnes grâces, la reine l'écouta sans aucune apparence

d'émotion. La place de lord chambellan fut donnée au duc de Shrewsbury, qui s'était réuni aux torys et qui était en correspondance avec Harvey, et on ôta la place de secrétaire d'état au comte de Sunderland, gendre de Marlborough.

Les directeurs de la banque représentèrent cependant à la reine combien le crédit public souffrirait d'un changement de ministère; les ambassadeurs de l'empereur et des états généraux lui remirent de la part de leurs souverains des mémoires très-pressants sur les graves inconvénients que ce changement pourrait produire. « Quelque » chose qui arrive, répondit la reine, le duc de » Marlborough conservera tous ses emplois. » Mais le comte de Godolphin fut privé de sa place; la trésorerie fut confiée à une commission sous la direction de Harley, que la reine nomma sous-trésorier et chancelier de l'échiquier; Marlborough fut le seul whig qui resta dans l'administration, et les communes furent dissoutes.

Mistriss Masham et ses amis triomphaient d'autant plus que, bien loin de faire sentir à la reine le dur despotisme de la duchesse de Marlborough, cette favorite cachait son empire sous la plus grande complaisance.

Il ne manquait plus aux torys que de voir les whigs exclus de la chambre des communes; ils imaginèrent, pour animer les Anglais contre leurs adversaires, de réveiller l'affaire de Sacheverel, et

de lui faire parcourir comme en triomphe une grande partie de l'Angleterre. On lui donna un bénéfice dans le Gallois septentrional; il se rendit dans cette contrée éloignée de la capitale avec toute la pompe d'un souverain. L'université d'Oxford le traita splendidement; on lui rendit de grands honneurs dans toutes les villes; on criait de toutes parts : *L'Église et le docteur Sacheverel!* Le clergé seconda avec empressement les vues des torys; son zèle le séduisit lui-même; son ardeur devint un enthousiasme qui se répandit avec vitesse dans toutes les classes des citoyens; et les électeurs partagèrent si vivement cette exaltation que, ne voyant dans les whigs que des ennemis de l'Église, ils ne renommèrent parmi les membres de l'ancienne chambre des communes que ceux qui s'étaient montrés opposés à l'administration des whigs.

Les torys dominaient dans les communes comme dans toutes les places; la reine dans son discours d'ouverture du nouveau parlement témoigna le désir de pouvoir continuer la guerre avec vigueur, particulièrement en Espagne. « Je suis résolue, » ajouta-t-elle, de soutenir l'Église d'Angleterre, » de maintenir la constitution britannique con- » formément à l'acte d'union, de favoriser l'in- » dulgence accordée par les lois aux consciences » scrupuleuses, et de n'employer que ceux que je » croirai attachés à la succession protestante dans » la maison de Hanovre. » Les communes sup-

plièrent sa majesté de s'opposer à tous les principes et à toutes les mesures qui avaient menacé sa couronne, sa dignité, la constitution de l'Église et celle de l'état, et accordèrent avec joie de grands subsides pour l'année suivante (1710).

Le duc de Marlborough, arrivant en Angleterre après la nouvelle campagne qu'il venait de faire dans les Pays-Bas avec le prince Eugène, ne témoigna à la reine aucun mécontentement des changements survenus dans l'administration pendant son absence, et résolut de garder, comme elle le désirait, le commandement de l'armée (1711); mais il était whig : les torys étaient devenus les plus puissants; et avec quelle rapidité l'opinion parut changer à son égard! Celui qui avait attaché tant de gloire aux armes britanniques, gagné tant de batailles, soumis tant de villes, été proclamé le héros de la Grandre-Bretagne, fut l'objet d'indécentes railleries. On parlait de son avarice, de ses extorsions, de son insolence, de sa cruauté, de son ambition; et le délire de l'esprit de parti alla si loin que l'on osa accuser Marlborough de manquer de courage.

Les lords commencèrent une information sur les affaires d'Espagne; et voici quel fut le résultat de leurs recherches et de violents débats. « Le comte » de Peterborough a fait un récit honorable et » fidèle de ce qui s'est passé dans les conseils de » guerre tenus dans le royaume de Valence. Le » comte de Galway, le lord Tiraley et le général

» Stanhope en conseillant une guerre offensive
» ont occasioné la bataille d'Almanza, source de
» tous nos malheurs en Espagne, et qui a tant con-
» tribué à empêcher le succès de l'expédition de
» Toulon. La poursuite de cette guerre offensive a
» été approuvée et dirigée par des ministres juste-
» ment blâmables de cette approbation et de cette
» direction; pendant que le comte de Peterborough
» a commandé en Espagne il a rendu d'éminents
» services, et si l'on avait suivi ses avis on aurait
» prévenu tous les malheurs que l'on a éprouvés.
» Le dernier ministère a agi négligemment et au
» grand préjudice de la nation, relativement à la
» guerre d'Espagne; et le comte de Galway, en
» cédant la droite aux troupes portugaises à la ba-
» taille d'Almanza, a blessé l'honneur de la cou-
» ronne impériale de la Grande-Bretagne. »

Ces déclarations furent insérées dans une adresse présentée à la reine qui avait assisté à la discussion; la chambre des pairs vota des remercîments au comte de Peterborough; le garde des sceaux Harcourt, en exprimant la reconnaissance de la chambre, se permit des allusions peu flatteuses pour le duc de Marlborough; et quels tristes effets de l'esprit de parti qui aveugle et produit tant d'odieuses animosités!

Ce même esprit de parti dicta aux communes une résolution par laquelle elles déclarèrent ennemis de la reine et du royaume ceux qui avaient

conseillé d'appeler en Angleterre les habitants peu fortunés du Palatinat, et inspira les auteurs des deux bills, l'un par lequel on permit l'importation des vins de France sur des bâtiments neutres, et l'autre par lequel, voulant exclure de la chambre des communes un grand nombre de négociants favorables aux whigs, on décida que, pour représenter un bourg, il faudrait posséder une propriété territoriale de 300 livres de revenu, et pour représenter un comté une propriété également territoriale d'un revenu de 600 livres.

Mais cette ardeur toujours croissante qui est un des caractères les plus remarquables de cet esprit de parti si dangereux se manifesta bientôt contre M. Harley : des hommes violents ne pouvaient lui pardonner de ne pas adopter précipitamment toutes les mesures qu'ils proposaient; ils ne le regardaient plus que comme un tory dont la tiédeur devait inspirer de la méfiance.

Un réfugié français, dont M. Harley était l'ennemi, et qui n'avait pu parvenir à obtenir une audience de la reine pour avoir une pension plus forte que celle dont il jouissait, imagina de se réconcilier avec la cour de France, et lui fit des offres de service dans une lettre qu'il adressa à un banquier de Paris; sa lettre fut interceptée : on l'arrêta; il devint furieux, saisit, sans qu'on s'en aperçût, un canif très-fort, fut conduit à un comité du conseil, s'y élança contre M. Harley son ennemi,

le perça de son canif, se défendit avec une sorte de rage contre ceux qui se jetèrent sur lui, fut blessé grièvement, et mourut au bout de quelques jours des suites de ses blessures. Cet événement détruisit tous les soupçons qu'on avait formés contre le chancelier de l'échiquier; les deux chambres déclarèrent que la fidélité de M. Harley et son zèle pour le service de sa majesté avaient allumé contre lui la haine de tous les fauteurs du papisme et de la faction, supplièrent sa majesté de prendre les plus grandes précautions pour la conservation de sa personne sacrée, et d'éloigner tous les papistes de Londres et de Westminster. Lorsque la santé de Harley fut rétablie il reçut les félicitations des communes par l'organe de l'orateur, fut nommé baron de Wigmore, comte d'Oxford et de Mortimer ainsi que lord trésorier, et, le comte de Rochester étant mort, la reine confia au nouveau comte d'Oxford l'administration suprême des affaires.

Les communes présentèrent à la reine une *remontrance*. « Non-seulement, dirent-elles, nous » avons accordé les subsides nécessaires, mais » nous avons acquitté les dettes dont la nation se » plaignait depuis long-temps. En examinant les » causes de ces dettes si pesantes, nous avons » trouvé combien ceux qui ont eu l'administration » de la trésorerie pendant les années précédentes, » ont manqué à leur devoir, en ne rendant aucun

» compte de plus de trente millions. Nous sup-
» plions votre majesté d'obliger tous les compta-
» bles à rendre incessamment leurs comptes; et
» combien la nation a souffert des desseins dan-
» gereux de quelques personnes qui, par de fausses
» protestations d'amour pour la patrie, s'étaient
» insinuées dans la faveur de votre majesté! Mais
» par sa grande prudence, elle a découvert l'objet
» fatal de leurs mesures, et éloigné de l'adminis-
» tration ceux qui en tant de circonstances ont
» abusé de sa confiance, et si mal répondu à l'opi-
» nion favorable qu'elle avait conçue de leur fidé-
» lité. »

Le nouveau comte d'Oxford fut d'autant plus content de cette remontrance, qui anima un grand nombre d'Anglais contre le dernier ministère, qu'il avait formé le projet de terminer une guerre qui avait déjà accumulé de grands fardeaux sur le royaume, et que pour faire adopter la paix par une nation qu'un grand nombre de victoires avaient rendue avide de gloire militaire, il croyait, avec la plupart des torys, devoir chercher à inspirer une grande indignation et une sorte de mépris contre ceux que l'on avait admirés comme des héros et des modèles de patriotisme.

(1711) Le nouveau ministère n'osa pas néanmoins ôter au duc de Marlborough le commandement de l'armée; et ce grand capitaine repartit pour les Pays-Bas. L'armée des alliés et celle des

Français n'étaient séparées que par le Sanzet, la haute Scarpe, et le canal qui unit ces deux rivières. Elles apprennent la mort de l'empereur Joseph : cet événement oblige le prince Eugène à partir pour l'Allemagne; et Marlborough se trouve seul opposé à Villars. Le maréchal, selon sa coutume, retranche son camp d'Oisy, et cherche à préserver les contrées voisines des courses de l'ennemi et du paiement de fortes contributions. Des rivières et des retranchements forment une barrière contre les partis des alliés, depuis l'embouchure de la Canche jusques à Valanciennes, le Quesnoi et les places de Sambre et Meuse. Le poste d'Arleux, l'un des plus importants de cette barrière, est attaqué trois fois par les alliés : ils s'en rendent maîtres; mais les Français le reprennent, et en rasent les fortifications. Ils s'emparent d'ailleurs d'un convoi, surprennent un camp sous Douai, détruisent le fort et les écluses de Harlebeck; Marlborough se replie sur Lens, s'approche des sources de la Lys, feint de vouloir pénétrer entre les sources de la Scarpe et de la Canche. Villars y court; le lord Cadogan passe le Sanzet; Marlborough le rejoint, menace Cambrai, et investit Bouchain ; Villars, lié par les ordres timides de la cour, ne peut que tâcher de troubler le siége de cette petite place qui, attaquée par cinquante pièces de canon et par trente mortiers, ayant sa garnison en proie à une terrible épidémie, ressem-

blait, suivant un historien, à *un hôpital défendu par des malades*, et fut obligée de se rendre après trente-deux jours de tranchée.

L'électeur palatin jouissant sans contestation, par une suite des malheurs de l'électeur de Bavière, du vicariat de la haute Allemagne, prit le gouvernement de l'Empire avec l'électeur de Saxe; ils exercèrent le droit impérial des *premières prières*, et donnèrent des diplômes de comtes de l'Empire.

La diète continua ses délibérations; elle termina la *capitulation perpétuelle* à laquelle elle travaillait depuis long-temps: elle décida que les empereurs jureraient de l'observer, et que rien ne pourrait être changé dans cet acte, que du consentement des états qui y avaient concouru; et si l'on donna aux électeurs la faculté d'y ajouter des stipulations que les circonstances rendraient urgentes, ce ne fut qu'à condition que ces articles additionnels ne porteraient aucun préjudice aux droits dont les états étaient en possession.

La maison d'Autriche était parvenue à inspirer une telle haine contre Louis XIV, et une telle crainte de l'ambition de ce monarque, que ne pensant plus aux dangers dont n'avaient cessé de les menacer les prétentions toujours croissantes de cette maison, les cercles associés renouvelèrent à Francfort leurs alliances avec l'Angleterre et la Hollande, et stipulèrent que l'on ne ferait la paix avec la France que lorsqu'elle aurait consenti à

rendre à l'Empire germanique l'Alsace et les trois évêchés de Metz, Toul et Verdun.

L'électeur de Mayence convoqua une diète électorale à Francfort. Le prince Eugène, à la tête de l'armée de l'empereur et de l'Empire, couvrit la ville où cette diète délibérait; le maréchal d'Harcourt, dont les troupes n'étaient pas éloignées, ne chercha point à troubler une réunion dont le résultat ne pouvait que favoriser le système politique de la France; et, malgré les protestations des électeurs de Bavière et de Cologne qu'on n'avait pas appelés, la diète élut empereur l'archiduc Charles, qui disputait à Philippe V la couronne d'Espagne (1711).

Le nouveau ministère anglais cependant voyait tout le danger que pouvait courir l'Europe par la réunion de la couronne des Espagnes et des Indes, avec la couronne impériale et celles de Hongrie et de Bohême. Il rappela la hauteur, la fierté et l'ambition de Charles-Quint et de son fils Philippe II, qui avaient asservi tant de peuples et répandu dans les états européens des troubles si funestes; il parvint aisément à faire partager ses craintes, ses projets et ses opinions sur les avantages que le peuple anglais pourrait retirer des concessions de la France, par la reine Anne, amie de la paix, sensible à la gloire de la donner au monde, et désirant vivement de faire cesser les maux que la guerre faisait éprouver à sa nation.

On envoya à Paris Prior, que ses poésies ont rendu célèbre, qui avait dans le temps accompagné le comte de Portland dans son ambassade à la cour de France, et qui était secrétaire d'état d'Irlande, membre du conseil du commerce et des plantations, député à la chambre des communes, très-dévoué aux torys, habile dans les affaires, et d'un caractère insinuant. Ménager, député du commerce de Rouen à Paris, accompagna quelque temps après Prior en Angleterre, et après avoir eu de longues discussions avec les commissaires de la reine, signa les préliminaires d'une paix devenue si nécessaire au monde. Le comte de Strafford, après avoir communiqué au grand pensionnaire de Hollande les propositions de la France, demanda qu'on désignât un endroit où des plénipotentiaires pussent se réunir pour un traité général et définitif; les ministres anglais correspondirent avec ceux de Versailles; et le maréchal de Tallard, prisonnier depuis la bataille d'Hochstett, eut la permission de retourner en France sur sa parole.

Le comte de Gallas, ministre de l'empereur, fit insérer dans les papiers publics les préliminaires qu'on lui avait fait connaître; il espérait de voir ces préliminaires enflammer l'esprit du peuple, et faire naître une opinion puissante contraire à une paix dont la cour de Vienne ne voulait pas. La reine irritée lui fit dire qu'il pourrait quitter le royaume quand il le voudrait. Gallas

partit; mais la reine fit savoir à la cour d'Autriche qu'elle recevrait tout autre ambassadeur qu'elle voudrait lui envoyer.

Les états généraux consentirent à voir des conférences s'ouvrir à Utrecht au mois de janvier de l'année suivante. La reine nomma Robinson, évêque de Bristol, et le comte de Strafford ses plénipotentiaires. Charles VI, arrivé en Allemagne, engagea les électeurs et les princes de l'Empire à persister dans leurs relations avec la grande alliance; il pressa les états généraux de prier la reine de continuer la guerre; il écrivit à cette princesse pour la décider à la continuation des hostilités; sa lettre ne changea pas la résolution de la reine.

Les whigs publièrent contre les ministres et les préliminaires les écrits les plus amers, et mêlèrent aux plaisanteries les plus piquantes les reproches les plus violents. L'électeur de Hanovre fit même répandre en Angleterre une *remontrance* en forme d'appel au peuple, que les whigs vantèrent avec beaucoup d'empressement, et dont le but était de montrer le danger de laisser l'Espagne et les Indes sous la domination de Philippe V. La détermination de la reine ne fut pas ébranlée, et son désir de la paix dut être augmenté par le désastre de Rio-Janeiro, dont Duguai-Trouin s'était emparé, et où il avait fait subir une perte de vingt-cinq millions aux Portugais alliés de l'Angleterre.

« Malgré les artifices de ceux qui veulent per-
» pétuer la guerre, dit-elle au parlement, le lieu
» et le temps sont déterminés pour le congrès, et
» les états généraux m'ont témoigné la plus grande
» confiance ; ma principale attention sera d'assu-
» rer à la maison de Hanovre la succession à la
» couronne, de procurer à la nation tous les avan-
» tages qu'un souverain tendre et affectionné peut
» désirer pour des sujets fidèles, et d'obtenir sa-
» tisfaction pour tous les alliés. »

Dans la chambre des pairs le comte de Nottingham, qui s'était réuni aux whigs, s'éleva contre les préliminaires, qu'il qualifia de *captieux et d'insuffisans*, et demanda qu'on insérât dans l'adresse que la chambre devait présenter à la reine qu'il ne pouvait pas y avoir de paix sûre et honorable pour la Grande-Bretagne, ni pour l'Europe, si l'Espagne et les Indes occidentales étaient accordées à une branche de la maison de Bourbon. « Il est
» nécessaire, dit le comte d'Anglesay, de soulager
» la nation des fardeaux dont l'a accablée une
» guerre si dispendieuse ; on aurait pu, après la
» bataille de Ramillies, avoir une bonne paix, si
» elle n'eût été retardée par quelques personnes
» qui prolongeaient la guerre pour leur intérêt
» particulier. » Le duc de Marlborough parla longtemps pour se justifier, et s'inclinant du côté où la reine était incognito, et lui adressant en quelque sorte la parole. « Pendant tout le temps, dit-il

» avec force et avec respect, où j'ai eu l'honneur
» de servir sa majesté en qualité de général ou de
» plénipotentiaire, ne l'ai-je pas exactement infor-
» mée, ainsi que son conseil, des propositions de
» paix qui ont été faites? N'ai-je pas demandé des
» instructions sur la conduite que je devais tenir?
» Je déclare, sur ma conscience et en présence de
» l'Etre-Suprême devant lequel j'espère paraître
» bientôt, que j'ai toujours désiré une paix sûre,
» honorable et durable, et combien n'ai-je pas été
» éloigné de penser à prolonger la guerre pour
» mon intérêt particulier, comme mes ennemis
» l'ont faussement insinué! »

La proposition du comte de Nottingham fut adoptée après de vifs débats; et la reine répondit à l'adresse: « Je serais très-fâchée qu'on pût croire » que je ne fais pas tous mes efforts pour retirer » l'Espagne et les Indes occidentales des mains de » la maison de Bourbon. »

Un traité mémorable avait cependant ajouté aux forces de l'Autriche; un arrangement solennel avait ramené la paix en Hongrie, où la guerre civile régnait depuis plusieurs années. Le prince François-Léopold Ragoczi, fils de François Ragoczi, et petit-fils de George II, s'était échappé en 1701 de la prison de Neufstadt, où l'empereur Léopold, devant lequel on l'avait accusé de vouloir soulever les Hongrois, l'avait fait renfermer; il avait formé en Hongrie un parti puissant contre l'empe-

reur ; aidé des comtes de Bercheny, Caroly et Forgatsch, il s'était emparé de plusieurs villes de ce royaume, s'était avancé jusques à Vienne, et en avait insulté les retranchements ; battu près de Raab, et ensuite près de Tyrnau, il avait reçu des secours de la France en 1705, et deux ans plus tard fait déclarer vacant le trône de Hongrie dans une diète tenue à Onod ; mais il avait été vaincu en 1708 par le général Heister, et, malgré tous ses efforts, son parti étant sans force à la mort de l'empereur Joseph, il s'était retiré en Turquie avec le comte de Bercheny. Le comte Caroly, resté seul à la tête des *courouzés* ou mécontents, s'était soumis à la maison d'Autriche ; un traité de pacification conclu à Zatmar avait été ratifié par l'impératrice veuve de Léopold, Éléonore-Magdeleine de Neubourg, qui, depuis la mort de son fils l'empereur Joseph, gouvernait les états héréditaires de la maison d'Autriche. Les biens confisqués par la cour de Vienne avaient été rendus à leurs propriétaires en vertu de ce traité ; les protestants avaient obtenu de nouveau le libre exercice de leur religion, et tous les priviléges conservés par la nation hongroise en 1690 avaient été confirmés.

(1711) L'année suivante, les alliés éprouvèrent un malheur difficile à réparer ; ils perdirent un grand général (1712). Les commissaires chargés en Angleterre de l'examen des comptes publics décou-

vrirent que le duc de Marlborough avait reçu des entrepreneurs du pain de l'armée un présent annuel de cinq ou six mille livres. La reine déclara, dans son conseil, qu'elle jugeait convenable de lui ôter tous ses emplois pour que son affaire pût être examinée avec impartialité; elle l'annonça au duc par une lettre écrite de sa main, et dans laquelle elle s'abandonna à tous ses ressentiments, de manière à se plaindre vivement de la conduite de la duchesse de Marlborough à son égard, de l'assujétissement dans lequel le dernier ministère l'avait tenue, et de tout ce que les whigs avaient fait pour traverser ses mesures au sujet de la paix. Le duc répondit à la reine pour se justifier; ses deux filles, la comtesse de Sunderland et lady Rialton, se démirent néanmoins de leurs places de dames de la chambre de sa majesté; et, pour être sûre de la majorité dans la chambre des lords, la reine, se portant à *une démarche qui ne peut être justifiée que par la nécessité,* dit l'historien anglais Smollet, créa douze pairs d'Angleterre.

Le prince Eugène arriva à Londres chargé d'une lettre de l'empereur, et d'instructions relatives à la continuation de la guerre; son arrivée fut d'autant plus désagréable au ministère qu'on le soupçonna de vouloir ménager des intrigues parmi les mécontents qui s'opposaient à la paix; il fut reçu néanmoins avec les plus grands égards. La reine l'accueillit avec l'apparence de la plus grande sa-

tisfaction, et lui fit présent d'une épée très-riche. Les whigs étaient ravis de sa présence, et le peuple courait en foule dans tous les endroits où on espérait de le voir.

Il visita plusieurs fois Marlborough, malgré la disgrâce de ce général, lui témoigna la plus grande considération, parut lié avec plusieurs chefs des whigs, ainsi qu'avec le baron de Bothmar, l'envoyé de Hanovre, qui montrait la plus grande activité pour fomenter des troubles populaires.

Les communes étaient depuis long-temps mécontentes de M. Walpole, dont les talents leur paraissaient seconder avec trop d'avantage les vues des whigs auxquels il était dévoué; elles découvrirent que pendant qu'il était secrétaire d'état pour la guerre, il avait recommandé un de ses protégés aux entrepreneurs des fourrages d'Écosse, que ces entrepreneurs, au lieu d'admettre ce protégé parmi eux, lui avaient fait un présent de cinq cents livres, que M. Walpole avait endossé le billet, et que la personne recommandée en avait touché la valeur. On accusa M. Walpole de subornation; il fut mis à la Tour et renvoyé de la chambre; le bourg de Lyn-Regis, dont il était député, l'élut une seconde fois; la chambre le déclara incapable d'être élu pour le présent parlement.

On trouva peu de temps après que le duc de Marlborough avait reçu tous les ans une somme d'un juif nommé Médina, et l'un des entrepre-

neurs de la fourniture du pain pour l'armée, qu'il avait obtenu de la reine dix mille livres pour les dépenses de ses intelligences secrètes, et qu'il s'était approprié une déduction de deux et demi pour cent sur le paiement des troupes étrangères à la solde de l'Angleterre. « Le présent fait par le juif » Médina, répondit-on, est un don duquel le gé» néral de l'armée hollandaise a toujours joui. La » déduction de deux et demi pour cent a été ac» cordée par un warrant exprès de sa majesté, et » a été si bien employée que jamais le duc n'a été » surpris, et qu'aucun de ses partis n'a été enlevé » ni coupé. » Les communes n'en déclarèrent pas moins que ces pratiques étaient illégales, qu'on ne pouvait les soutenir, que la déduction devait être regardée comme un argent appartenant au public; et la reine, malgré son warrant, ordonna au procureur général de poursuivre le duc pour l'argent qui avait été déduit.

Le prince Eugène présenta à sa majesté un mémoire qni renfermait des propositions relatives aux affaires d'Espagne. La reine le communiqua aux communes; elles le traitèrent avec une indifférence insultante; et le prince partit aussi mécontent du ministère et des communes qu'il avait été content de la nation.

La mort cependant continuait d'immoler des victimes sur les marches du trône du malheureux Louis XIV. Le dauphin avait succombé à une ma-

ladie rapide. Le duc de Bourgogne, fils du dauphin, la duchesse de Bourgogne, et leur fils aîné le duc de Bretagne, sont enlevés en peu de jours, et renfermés dans le même cercueil. Le jeune duc d'Anjou, second fils du duc de Bourgogne, est mourant. La santé du duc de Berri donne de vives alarmes : la terreur plane sur la cour de Louis. Le vieux et infortuné monarque ne voit que des malheurs, et ne prévoit pour la France que des malheurs plus grands encore. L'empereur, les électeurs, les Hollandais, et tous les alliés, excepté l'Angleterre, rassemblent toutes leurs forces pour continuer la guerre avec plus de vigueur que jamais. L'orage le plus violent est près de fondre sur les dernières places de la frontière de la France. Louis XIV, que de si grands dangers menacent, se relève du profond accablement dans lequel sa douleur l'a plongé, veut lutter contre les coups du sort, repousse les conseils timides, refuse de se retirer sur la Loire, et redevient ce Louis que l'Europe admirait en tremblant; il mande Villars : « Allez combattre, lui dit-il; si vous êtes battu, » ramenez derrière la Somme le reste de l'armée. » Cette rivière est difficile à passer; j'irai à Péronne » ou à Saint-Quentin; j'y rassemblerai toutes mes » troupes; je ferai avec vous un dernier effort; et » je périrai ou je sauverai l'état. »

Le prince Eugène veut pénétrer dans l'intérieur de la France; il ne peut assiéger ni Arras ni Cam-

brai, que couvre l'armée de Villars : il craint de perdre trop de temps à faire le siége de Condé, de Valenciennes et de Maubeuge. Il ose concevoir le projet de s'avancer entre ces deux lignes de places fortes, de s'emparer du Quesnoi et de Landrecies, et de passer ensuite du bassin de la Sambre dans celui de l'Oise et dans celui de la Seine. Il ouvre la tranchée devant le Quesnoi; son immense artillerie, le découragement et la désertion réduisent la garnison à capituler et à se rendre prisonnière de guerre, après quatorze jours de tranchée ouverte.

Maître du Quesnoi, Eugène fait investir Landrecies, campe derrière l'Escaillon pour couvrir le siége, a son centre sous le Quesnoi, et étend ses ailes vers l'Escaut et vers la forêt de Mormal. Ses magasins sont restés à Marchiennes; et sa ligne d'opération s'étendant jusques à la Scarpe, coupe l'Escaillon à Thuin et l'Escaut à Denain. Morchiennes et Denain sont environnés de retranchements; les convois vont de l'un à l'autre entre une double ligne que les alliés nomment *le chemin de Paris*. La France paraît perdue.

Mais voyez ce que peuvent l'audace et le génie. Villars simule une attaque sur la circonvallation de Landrecies, passe l'Escaut à Neuville, force la communication entre Denain et Marchiennes, fait bloquer ce dernier poste, vole vers Denain, emporte les retranchements, pousuit les ennemis qui

fuient vers l'Escaut, voit leurs ponts se rompre sous le poids des troupes et des voitures, fait prisonniers ou taille en pièces vingt bataillons à la vue d'Eugène, qui tente en vain de les secourir, contient tous les efforts du prince, fait enlever Saint-Amand et Mortagne, contraint Marchiennes à capituler, prend six mille hommes, quinze cents matelots, cent pièces d'artillerie, tous les magasins et toutes les barques rassemblées sur la Scarpe, force Eugène à lever le siége de Landrecies, réunit à son armée une partie des garnisons, reprend, malgré toutes les manœuvres du prince, Douai, Bouchain et le Quesnoi; et la France est sauvée.

Villars s'est immortalisé; son nom est célébré avec enthousiasme d'une extrémité de la France à l'autre. L'Europe l'admire; Louis XIV éprouve pour le héros des Français la reconnaissance et l'estime qu'il doit à celui qui a changé les destinées de la nation, et la lui témoigne en grand roi. Il manque néanmoins à Villars une satisfaction bien grande pour un amant de la gloire; il ne recevra pas les félicitations de Vendôme. Ce prince était mort peu de jours avant la délivrance de la France; il avait cessé de vivre à Vinaros, au milieu des Espagnols qui l'adoraient. Philippe V, qui lui devait sa couronne, avait arrosé de ses larmes le tombeau élevé au prince français dans l'Escurial, au milieu des tombes royales; et la nation espagnole avait porté le deuil du descendant de ce

Henri que l'Espagne avait voulu précipiter du trône.

Le duc d'Ormond, qui avait remplacé le duc de Marlborough dans le commandement de l'armée des alliés, avait signé une trève avec la France dès le mois de juillet; et pour rendre moins difficile encore la conclusion de la paix, si favorisée par le grand événement de Denain, le roi Philippe V, par un acte solennel qu'il jure d'observer et que les cortès confirment, renonce pour lui et pour ses descendants à la couronne de France pendant que le duc de Berri et le duc d'Orléans renoncent par deux actes semblables à leurs droits sur la monarchie espagnole. Les états généraux néanmoins étaient toujours très-opposés à la paix. Le grand pensionnaire Hensius leur dit avec force qu'il était impossible de la conclure sans perdre le fruit de tout le sang et de tous les trésors qui avaient été sacrifiés. Les plénipotentiaires anglais employèrent tout leur talent pour inspirer aux alliés des dispositions plus pacifiques; ils obtinrent l'adhésion du duc de Savoie et du roi de Portugal à la suspension d'armes conclue par la reine; et l'on transporta à Minorque les troupes anglaises qui étaient en Espagne. Mais les querelles des whigs et des torys devinrent plus vives que jamais. Le duc d'Hamilton fut tué dans un duel qu'on regarda comme l'effet de l'esprit de parti qui régnait avec tant de violence; et le duc de Marlbo-

rough, fatigué d'être considéré par des ennemis acharnés comme le principal auteur des troubles, et venant de perdre son beau-frère et son ami l'habile et intègre comte de Godolphin, se retira sur le continent où la duchesse le suivit.

Le duc de Shrewsbury fut nommé ambassadeur en France; et la reine reçut le duc d'Aumont, ambassadeur du monarque français, et le marquis de Monteleone, l'un des plénipotentiaires de Philippe.

Rien ne paraissait cependant pouvoir surmonter l'opposition des états généraux à la paix. Après bien d'inutiles tentatives, le comte de Strafford présenta un nouveau plan, d'après lequel la reine promettait d'insister pour faire céder aux Provinces-Unies plusieurs places qu'elles ne pouvaient pas espérer d'obtenir si l'Angleterre faisait un traité isolé. Les états généraux commencèrent alors à changer de résolution; leur ressentiment fit place à la prudence: ils virent qu'ils ne pourraient pas supporter les frais énormes qu'exigerait la guerre, la reine de la Grande-Bretagne, le duc de Savoie et le roi de Portugal ayant abandonné la grande alliance; ils ne parurent se dissimuler ni l'embarras de leurs finances, ni la dépopulation de leur pays; et ils craignirent que l'Autriche et l'Allemagne n'eussent à soutenir des attaques violentes de la part de la Suède et de la Turquie excitée par la maison de Bourbon. Les plénipotentiaires des quatre cercles associés parurent désirer vivement

l'assistance de la reine Anne pour obtenir les conditions les plus avantageuses. Les ministres de l'empereur montrèrent même plus de modération. Le comte de Zinzendorf déclara que Charles VI, son souverain, n'insisterait plus sur la cession de la monarchie espagnole à la maison d'Autriche; et les plénipotentiaires de Philippe V, ainsi que ceux de l'électeur de Bavière et de son frère l'électeur de Cologne, furent admis dans le congrès.

De nouvelles difficultés s'élevèrent néanmoins; mais enfin, malgré la résistance du comte de Zinzendorf qui paraissait ne vouloir consentir qu'à une paix générale, différents traités de paix furent signés par le maréchal d'Huxelles, l'abbé de Polignac et Ménager, plénipotentiaires de la France, et par les ministres d'Angleterre, de Prusse, des états généraux et du duc de Savoie. L'Europe entière attendait avec anxiété les conditions de ces arrangements si importants. Une politique, plus indépendante des passions humaines qu'on ne l'avait espéré, dicte les articles suivants:

Le roi de France reconnaît et approuve la succession de la maison de Hanovre au trône d'Angleterre, et promet d'abandonner les intérêts de la maison de Stuart. Il cède à la Grande-Bretagne la Nouvelle-Écosse, la baie et le détroit d'Hudson, l'île de Terre-Neuve, celle de Saint-Christophe, et s'engage à faire combler le port de Dunkerque, ainsi qu'à faire raser les fortifications de cette ville. Il ratifie le

traité de Bavière conclu entre l'Angleterre et la Hollande pendant le mois de janvier précédent, et consent à ce que cette barrière soit composée de Tournai, Ypres, Menin, Furnes, Warneton, Warwick, Commines et la Kenoque; la France recouvre Lille, Aire, Béthune, Saint-Venant et quelques autres places; l'électeur de Bavière conservera le duché de Luxembourg, le comté de Namur et la place de Charleroi jusques au moment où il sera rétabli dans son duché électoral; et le royaume de Sardaigne lui servira d'équivalent pour le haut Palatinat. La maison d'Autriche possédera le reste des Pays-Bas. Le roi de France reconnaît l'électeur de Brandebourg en qualité de roi de Prusse, et de souverain de Neufchatel et de Valengin; et il reçoit la principauté d'Orange en échange de la ville de Gueldre et de la partie ci-devant espagnole du duché du même nom. Le duc de Savoie est reconnu roi de Sicile, cède à la France la ville et la vallée de Barcelonette en échange des forts d'Exiles, de Fenestrelles et de Château-Dauphin; ce prince ou sa postérité succéderont à la monarchie espagnole à l'extinction de la postérité de Philippe, et le royaume de Sicile reviendra à la couronne d'Espagne, à l'extinction de la postérité masculine du duc de Savoie. L'Angleterre obtient d'ailleurs la forteresse de Gibraltar, l'île de Minorque, l'odieux et barbare privilége de l'*assiento* ou commerce exclusif des Nègres avec l'Amérique espagnole; et

intérêts commerciaux de ses sujets; mais la supplièrent de nommer des commissaires pour travailler, avec des commissaires de France, à éclaircir le traité de commerce, à le perfectionner, à le rendre le plus conforme aux intérêts de la nation; et la reine, assez politique pour paraître regarder l'adresse des communes comme une approbation des deux traités, remercia la chambre avec une expression très-affectueuse de satisfaction et de reconnaissance.

Les communes demandèrent ensuite que la reine ne fît pas évacuer les villes de Flandre qui étaient en sa possession avant que ceux qui avaient droit à la souveraineté des Pays-Bas n'eussent réglé le commerce de leurs provinces avec la Grande-Bretagne, de manière à donner à la nation anglaise autant d'avantages qu'à toute autre nation, et la reine répondit très-favorablement à leur remontrance.

Des intrigues de cour mêlèrent bientôt des dissensions nouvelles aux discordes des whigs et des torys. Le comte trésorier d'Oxford et le secrétaire d'état Saint-Jean, lord Bolingbroke, disputaient le pouvoir. Ces deux ministres avaient une grande ambition : l'un voulait conserver le premier rang, l'autre ne voulait pas être le subalterne d'un homme qu'il croyait surpasser en génie; ils agitèrent la cour par leurs cabales. Oxford avait donné quelque sujet de mécontentement à lady Masham. Boling-

broke s'insinua dans la confidence de cette favorite si puissante, et son crédit auprès de la souveraine augmenta pendant que celui du trésorier diminuait. La reine, qui avait de la bonté et de la douceur, réconcilia plusieurs fois ces deux rivaux; mais leurs réconciliations n'étaient que feintes, et augmentaient leur animosité. Les hommes les plus influents se tournèrent vers le protégé de la favorite; et le comte d'Oxford, sentant qu'il ne pouvait plus retenir la puissance, commença à penser à sa retraite.

La reine cependant eut à Windsor une maladie grave. Les espérances des jacobites se fortifièrent; on vit diminuer les fonds publics; la banque éprouva des échecs, et les craintes des directeurs de cet établissement devinrent d'autant plus grandes qu'on répandit le bruit d'un armemement commencé dans les ports de France. Le rétablissement de la reine, la non-existence de l'armement et la continuation du séjour du prétendant ou chevalier de Saint-George auprès de Léopold, ce duc de Lorraine si chéri de ses sujets et si digne de l'être, dissipèrent les inquiétudes de la nation anglaise.

Richard Steele publia l'ouvrage intitulé *la Crise*, en faveur de la révélation, de l'établissement et du danger d'avoir un roi papiste, et Addison et Halifax écrivaient dans le même sens, et soutenaient les principes des whigs, pendant que Swift publiait des écrits en faveur des torys.

(1713) Le roi d'Espagne Philippe V reconnut, comme son grand-père Louis XIV, cette succession protestante à laquelle les Anglais étaient si attachés, renonça au prétendant, et le traité déclara les couronnes de France et d'Espagne séparées à jamais (1714).

Quelque temps après, Steele, nommé membre d'une nouvelle chambre des communes, fut exclu de cette chambre malgré la résistance d'Addison, du général Stanhope et de M. Walpole, pour avoir publié, suivant les torys, deux libelles séditieux, *la Crise* et *l'Anglais*.

Cette exclusion augmenta d'autant plus les soupçons de ceux qui craignaient le succès des projets relatifs au prétendant, que l'on acheva d'ôter aux whigs tous les emplois civils et militaires pour les donner à des torys dont plusieurs étaient dévoués au chevalier de Saint-George. Les alarmes des whigs devinrent plus fortes que jamais; leurs chefs eurent des conférences secrètes avec le baron de Schutz, résident de Hanovre, entretinrent une correspondance avec le duc de Marlborough, et prirent des mesures pour surmonter, à la mort de la reine, dont la santé paraissait très-altérée, tous les efforts qu'on pourrait faire contre la succession protestante.

Les pairs du royaume eurent de vives discussions à ce sujet; le lord Bolingbroke dit qu'il avait fait des instances au nom de sa majesté, et

conformément au désir de la chambre, pour que le prétendant fût éloigné de la Lorraine, où le duc Léopold lui avait donné un asile. Le lord Wharton néanmoins proposa la question suivante : *La succession protestante est-elle en danger sous l'administration actuelle ?* Les débats furent violents ; l'archevêque d'York et le comte d'Anglesey se rangèrent du côté de l'opposition : « *J'avoue*, » dit le comte, *que j'ai donné mon consentement* » *à la cessation des hostilités ; j'en suis couvert de* » *honte ; j'en demande pardon à Dieu, à ma pa-* » *trie, à ma conscience.* — Je puis prouver, dit le » duc d'Argyle, que le lord trésorier a fait passer » tous les ans une somme d'argent aux *clans* mon- » tagnards d'Écosse, qui sont totalement dévoués » au prétendant. Les projets des ministres ne sont » plus cachés ; n'ont-ils pas formé l'armée sur un » nouveau plan, réformé des régiments et éloi- » gné un grand nombre d'officiers à cause de leur » attachement à la maison de Hanovre ? N'est-il » pas honteux pour la nation anglaise que des » hommes qui n'ont jamais vu l'ennemi en face » remplissent les places de braves officiers qui ont » souvent exposé leur vie pour leur patrie, et qui » gémissent dans les prisons pour des dettes qu'ils » n'ont contractées que parce qu'ils n'ont pas » reçu leur paie ? — J'ai donné dans tant d'occa- » sions, dit le lord trésorier, des preuves signa- » lées de mon affection pour la succession protes-

» tante, qu'aucun membre de cette auguste as-
» semblée ne peut en douter. J'ai fait remettre
» pendant deux ou trois ans trois ou quatre mille
» livres aux clans des montagnes; mais j'espère
» que la chambre agréera facilement ma justifica-
» tion à cet égard, et j'ai donné l'ordre de payer
» tout ce qui est dû aux officiers réformés. »
On ne répondit néanmoins négativement à la question de lord Wharton qu'à une faible majorité.

On proposa une adresse pour demander une proclamation royale qui promît une récompense à celui qui se rendrait maître du prétendant mort ou vif; un comité fit un rapport à cet égard : « C'est une barbarie, s'écrièrent le lord North et
» le lord Grey, que de mettre une tête à prix;
» c'est encourager le meurtre et l'assassinat; cette
» mesure est contraire aux préceptes du chris-
» tianisme; elle répugne aux lois de la nature et
» des nations; elle est incompatible avec la dignité
» d'une aussi auguste assemblée, et avec l'hon-
» neur d'une nation renommée pour sa douceur
» et pour sa clémence. » Le lord Trevor proposa que la récompense fût promise à quiconque remettrait le prétendant entre les mains de la justice, s'il entreprenait de descendre dans la Grande-Bretagne ou dans l'Irlande. La chambre des pairs adopta cet avis; mais la reine répondit à l'adresse des lords qu'aucune circonstance ne lui paraissait

exiger la proclamation demandée, et le mécontentement des whigs augmenta.

Peu de temps après, on apprit que l'héritière présomptive du trône de la Grande-Bretagne, la respectable princesse Sophie, quatrième et dernière fille de Frédéric, électeur palatin, et d'Élisabeth, sœur du roi d'Angleterre Charles Ier, venait de mourir à l'âge de quatre-vingt-quatre ans : dès ce moment on pria dans les églises d'Angleterre pour le fils de cette princesse, l'électeur de Hanovre.

La santé de la reine continuait de dépérir; ses chagrins empêchaient son rétablissement; elle voyait avec une peine très-vive les violentes altercations qui se renouvelaient si fréquemment dans le conseil; le lord trésorier et le secrétaire d'état Bolingbroke n'étaient pas même arrêtés par la présence de leur souveraine dans les reproches qu'ils s'adressaient. Les avis d'Oxford devenaient favorables aux whigs; Bolingbroke affectait de les mépriser, montrait le plus grand zèle pour l'Église anglicane, et flattait toutes les inclinations de la reine. Les jacobites crurent devoir profiter des divisions du conseil, se persuadèrent que la reine favorisait secrètement les prétentions de son frère, comptèrent sur Bolingbroke, imaginèrent que leur désir était partagé par une grande partie de la nation, tinrent des assemblées particulières, et osèrent engager des hommes pour le pré-

tendant. Leurs manœuvres furent découvertes; l'alarme devint vive; le gouvernement publia la proclamation que les pairs avaient demandée; cinq mille livres furent promises à celui qui se rendrait maître de la personne du prétendant, s'il essayait de débarquer dans la Grande-Bretagne; les communes voulurent ajouter 100,000 livres à cette récompense, et lord Bolingbroke lui-même présenta un projet de bill qui fut adopté par les chambres et sanctionné par la reine, et qui déclarait coupables de haute trahison ceux qui enrôleraient ou seraient enrôlés pour le service du prétendant ou d'une puissance étrangère.

La crainte de nouveaux orages ne pouvait calmer l'animosité d'Oxford et de Bolingbroke : ils s'accusèrent mutuellement auprès de leur souveraine : la favorite était contraire au lord trésorier. Une dispute très-vive eut lieu devant la reine entre lady Masham, le chancelier et le comte d'Oxford. Le trésorier soutint qu'il avait été trompé; il menaça de sa vengeance; on lui ôta sa place, et ce fut Bolingbroke, son rival triomphant, qui reçut ses comptes.

La cour fut dans une confusion extrême : on n'avait pas prévu la disgrâce d'Oxford; on n'avait formé aucun plan pour le remplacer; on s'empressa de tenir un conseil de cabinet. La séance fut très-longue, et la fatigue accabla si fortement la reine, qu'elle s'écria : *Je n'y survivrai pas*, et

fut attaquée d'une affection léthargique : dès le lendemain on désespéra de la vie de cette princesse; elle reprit cependant ses sens. Le conseil lui recommanda le duc de Shrewsbury pour la place de lord trésorier. « Personne ne peut me » convenir mieux que lui, » répondit-elle; et elle lui remit la baguette blanche, en lui recommandant de s'en servir pour le bien de ses sujets. Il voulut rendre le bâton de lord chambellan : *Gardez l'un et l'autre*, lui dit-elle.

Il proposa à ses collègues d'inviter tous les conseils privés, sans aucune distinction de parti, à se rendre au conseil : son avis fut agréé. Lord Somers et plusieurs autres whigs arrivèrent à Kensington. On fit venir auprès de Londres quatre régiments de cavalerie ou de dragons; on ordonna de faire embarquer à Ostende sept bataillons de troupes britanniques, qui étaient dans les Pays-Bas; un embargo fut mis sur tous les vaisseaux; de grandes précautions furent prises pour la sûreté des ports de mer, ainsi que pour surveiller les jacobites d'Écosse; le comte de Berkeley fut chargé du commandement de la flotte; le comte de Strafford reçut l'ordre de presser auprès des états généraux la garantie de la succession protestante, et on engagea l'électeur de Hanovre à se rendre en Hollande, d'où il serait escorté par une escadre britannique pour passer en Angleterre, si la reine venait à mourir.

d'une politique peu éclairée triomphent, et Philippe va faire couler le sang de ses sujets. Louis XIV donne à son petit-fils des troupes, et le vainqueur d'Almanza, le maréchal de Berwick. On ouvre la tranchée; le peuple, le clergé, les moines, les femmes, et même les enfants, courent aux armes, bordent les remparts, démolissent leurs maisons et leurs églises pour élever des retranchements; une sorte de fureur politique et religieuse exalte tous les esprits et multiplie les forces; les dominicains prophétisent: *Une armée céleste va délivrer la ville,* s'écrient-ils. L'artillerie avait ouvert de loin les bastions et la courtine; le canon et les mines agrandissent les brèches; on attaque deux fois les bastions, et deux fois on les perd, écrasé par les feux plongeants de la vieille enceinte. Rien ne résiste aux assiégés; le clergé combat à leur tête; la baïonnette arme la main des moines; des flots de sang coulent sur les brèches; les ingénieurs tâchent en vain de s'y loger; ils sont mis hors de combat; le maréchal de Berwick est contraint d'embrasser deux fronts d'attaque, de chercher à les ouvrir de toutes parts pour marcher aux remparts presque en bataille, de laisser agir pendant long-temps l'artillerie et la mine, d'avoir recours à une patience plus rare que l'audace, et de lutter avec fermeté contre l'impatience des assiégeants, fatigués par la longueur du siége. Ce n'est qu'après deux mois de tranchée ouverte qu'il peut

permettre l'assaut général: l'armée de Philippe s'élance par sept brèches contre les assiégés; ils tombent sur la gauche des assaillants, sont repoussés, courent à la droite, s'emparent d'un couvent qui domine le bastion de Saint-Pierre, et, après un combat terrible, restent les maîtres de ce bastion; mais les assaillants sont logés sur deux autres bastions, sur la vieille enceinte, sur les nouveaux retranchements; les assiégés ne sont plus défendus que par des barricades; ils capitulent; Berwick leur accorde la vie, ne fait arrêter que les chefs, et, malgré les instructions barbares du ministère espagnol, est sûr de ne pas déplaire à Louis XIV en ne détruisant pas la ville, et en lui permettant de se racheter du pillage (1714).

Les assiégés avaient perdu six mille hommes et les assiégeants dix mille. Cardonne se rend comme Barcelonne; le chevalier d'Asfeld est chargé de soumettre l'île de Majorque; il débarque, ne montre que de la modération, gagne les insulaires: Alcadia ouvre ses portes; les habitants de Palma obligent leur garnison à se rendre; et la bonté réduit facilement toute l'île sous l'obéissance de Philippe (1715).

A peine cependant la paix avait-elle été signée entre la France et la Grande-Bretagne que l'Angleterre demanda la démolition des fortifications et du port de Dunkerque, que la France avait promis de détruire; les Anglais étaient impatients de

noble, pompeuse, sonore, composée de mots latins, goths et arabes, et de perfectionner l'éloquence et la poésie.

La guerre avait éteint ses feux destructeurs en France comme en Angleterre, en Espagne et en Italie; mais l'Église gallicane était toujours agitée par la discorde. Ceux qui dirigeaient les affaires ecclésiastiques ne consultaient que leurs passions haineuses; Louis XIV n'opposait pas à leurs efforts cette fermeté qui avait préparé la victoire de Dénain, et maintenu les travaux de Mardyck; on agissait sur son âme affaiblie par tous les scrupules dont on remplissait sa conscience; d'odieuses persécutions s'exerçaient par des ordres arbitraires, connus sous le nom de *lettres de cachet*; on exilait ou on renfermait de vénérables ecclésiastiques, qui ne croyaient pas pouvoir signer le formulaire relatif au jansénisme; et ces actes despotiques et cruels irritaient les esprits. On accusait les jésuites de ces persécutions, si opposées à l'Évangile : ils avaient un si grand crédit à la cour que le vieux roi regardait leurs amis et leurs ennemis comme les siens, qu'on a même prétendu qu'il était affilié à leur ordre, comme l'avait été le roi d'Angleterre Jacques II, et qu'il paraissait entièrement asservi par le père Tellier son confesseur, dont la fougue et l'audace inspiraient tant d'effroi. Le père Quesnel, l'un des membres les plus savants et les plus pieux de l'Oratoire, avait composé un livre intitulé:

Réflexions morales sur l'ancien Testament. Plusieurs évêques en avaient recommandé la lecture à leurs diocésains; le succès de cet ouvrage avait éveillé l'envie; on avait voulu voir dans cet ouvrage des passages suspects de jansénisme : le père Tellier les avait dénoncés à Louis XIV comme capables de faire renaître les troubles théologiques qu'il voulait faire regarder comme éteints par les actes arbitraires qu'on avait tant multipliés. Le roi avait eu la faiblesse de céder à son confesseur, et de demander au pape une bulle qui condamnât ces passages considérés comme si dangereux. Le pape avait hésité; il avait craint de voir sa bulle rejetée par le clergé de France : Louis XIV, ministre docile des volontés de Tellier, avait promis au pape de faire recevoir sa bulle par la force de l'autorité royale. Le pontife de Rome donna la bulle connue sous le nom d'*Unigenitus*, parce qu'elle commence par ce mot, et lança par cet acte les foudres pontificales contre cent une propositions de l'ouvrage du père Quesnel. Le parlement de Paris, dont l'enregistrement était nécessaire pour la publication de la bulle, fit des remontrances; le roi menaça le parlement de toute sa puissance; on aurait dit que le trône ou les lois fondamentales du royaume étaient près de succomber sous les attaques du père Quesnel. Le clergé de France était assemblé; quarante évêques ne voulurent recevoir la bulle qu'avec des explications; le parlement ne l'enre-

moignon, Perrault, Mansard, Puget, Le Sueur, Le Brun, Le Nôtre, Corneille, Racine, Molière, Quinault, La Fontaine, La Bruyère, Boileau; il les a aimés, protégés, honorés: Fénélon vient d'entrer aussi dans l'immortalité, et lui a pardonné son injustice. Ils défendront sa renommée; ils le protégeront et contre l'oubli, et contre la justice trop sévère de la postérité. Il se livre à une illusion qui le touche et le rassure; il se plaît à se voir précédé de ces ombres fameuses.

Il va les suivre. Plus grand que lorsqu'il faisait trembler l'Europe, il avoue ses fautes, s'en repent amèrement, reçoit les consolations célestes de la religion, appelle sa famille autour de son lit de mort, et s'adressant à l'enfant qui va lui succéder: *Ne m'imitez pas*, lui dit-il, *dans la facilité avec laquelle j'ai fait la guerre; tâchez d'avoir la paix avec vos voisins; rendez à Dieu ce que vous lui devez; suivez toujours de bons conseils, et tâchez de soulager vos peuples dont j'ai eu le malheur de ne pouvoir pas alléger le fardeau* (1715).

Le lendemain de la mort de Louis XIV le duc d'Orléans va au parlement, accompagné des princes et des pairs; des négociations avaient eu lieu pendant la nuit. On ouvre le testament de Louis, et, malgré les dispositions de cet acte, le duc d'Orléans est reconnu comme régent du royaume; le duc de Bourbon, qu'on nommait *M. le Duc*, est président du conseil de régence; on déclare que

le régent aura le droit d'augmenter ou de diminuer le nombre des membres de ce conseil; M. le Duc a le commandement de la maison du nouveau roi Louis XV, qui n'a que cinq ans, et le duc du Maine est surintendant de l'éducation du jeune prince, conformément au testament de Louis XIV.

Le régent s'empresse d'établir des conseils de la guerre, de la marine, des finances, de l'intérieur, des affaires étrangères, et *de conscience* pour la nomination aux bénéfices, fait entrer dans ces conseils des hommes de plusieurs ordres de l'état et honorés de l'estime publique, donne la présidence du conseil de la guerre au vainqueur de Denain, rend au parlement le droit de faire des remontrances que Louis XIV avait fait la faute de suspendre, pourvoit au paiement des troupes, assure celui des rentes sur l'hôtel-de-ville, fixe le prix des espèces d'or et d'argent, modifie le pouvoir des intendants des provinces, ordonne des visites dans les prisons royales, veut qu'on écoute les plaintes de ceux qui y sont détenus, en fait élargir un grand nombre, rend avec honneur la liberté à des évêques, des prêtres et des séculiers exilés pour des affaires ecclésiastiques, éloigne ou bannit le père Tellier et les plus dangereux de ses confrères, demande des lumières sur la levée et la diminution des impôts, réforme plusieurs dépenses de la cour, promet de ramener dans la capitale le jeune roi qu'on élève à Vincennes, et pa-

raît à la nation commencer sa régence sous les auspices les plus heureux.

L'empereur Charles VI, comme souverain des Pays-Bas ci-devant espagnols, ratifie le traité de Barrière conclu en son nom à Anvers avec la république des Provinces-Unies; l'empereur par ce traité accorde aux Hollandais le droit de tenir des garnisons dans les villes de Namur, Tournay, Menin, Ypres, Furnes, Warneton, Comines, La Kenoque et Dendermonde, ainsi que celui de recevoir annuellement des pays rétrocédés, et pour l'entretien de ces garnisons, la somme de 500,000 écus d'Empire, et leur cède la ville de Venlo, le fort de Stephanswerth et l'*ammanie* de Montfort.

On terminait et on réparait dans la plus grande partie de l'Europe les malheurs de la guerre; mais ce fléau en ravageait encore les contrées septentrionales. Frédéric IV, roi de Danemarck, avait voulu profiter, pour recouvrer la Scanie, du revers que Charles XII avait éprouvé à Pultawa, était entré dans cette province à la tête d'une armée, et s'était emparé d'Helsimbourg; mais ses troupes, commandées par le général Rantzau, furent défaites devant cette place par Magnus Steembok, général suédois (1710).

Le roi de Suède n'avait cessé depuis sa retraite à Bender de travailler à donner à la Porte des inquiétudes relativement à la Russie, et à s'allier avec le grand sultan contre Pierre I[er]. Les Turcs

voyaient avec peine les accroissements de la puissance du czar; les ministres de la Porte ottomane allèrent dans leur jalousie contre les Moscovites jusques à insulter le ministre du czar : Pierre Ier déclara la guerre à la Turquie (1711).

Ce prince avait répudié dès 1695 sa première femme Eudoxie Lapoukin; on lui avait présenté une jeune orpheline nommée Catherine, et qu'on avait faite prisonnière lors de la prise de Marienbourg. Enchanté de sa beauté, de son caractère et de son esprit, il l'avait épousée secrètement en 1707; il ne voulut partir pour la guerre qu'il avait déclarée au grand sultan qu'après avoir reconnu solennellement pour czarine cette Catherine dont il avait eu deux filles, Anne et Élisabeth, et qui allait si bien mériter les honneurs auxquels il l'élevait. La nouvelle impératrice prévoit tous les dangers que peut courir le czar, ne veut pas se séparer de lui, et l'accompagne vers la Turquie malgré sa résistance.

Pierre après divers événements arrive sur les bords du Pruth en Moldavie; son armée exténuée par les maladies et la disette est battue, réduite à dix-sept mille hommes; et cent cinquante mille Turcs commandés par le grand visir Battagi-Mehemet l'environnent de toutes parts; sa perte lui paraît certaine; il ne voit aucun moyen d'échapper à la mort ou à une honteuse captivité. Un désespoir terrible s'empare de son âme; il se renferme dans sa tente, défend à ses gardes d'y laisser pé-

avec trois personnes, et arrive à Stralsund (1714).

Le czar Pierre achevait la conquête de la Finlande, pour laquelle il avait été si bien secondé par l'amiral Apraxin, et pendant laquelle, fidèle à son plan de civilisation de la Russie, il avait fait construire une fonderie de canons, une amirauté et des magasins maritimes dans la nouvelle capitale de Saint-Pétersbourg, où il avait appelé le sénat qu'il avait l'année précédente établi à Moskou.

Charles XII refuse de reconnaître le traité de Schwedt; les Suédois chassent les troupes prussiennes de Wolgast; le roi de Prusse se déclare contre eux, et Charles XII paraît éprouver une sorte de joie d'avoir à lutter contre un ennemi de plus (1714).

Le roi d'Angleterre, en qualité d'électeur de Hanovre, se réunit comme le roi de Prusse aux alliés du Nord; l'armée combinée s'empare de l'île de Rugen; elle assiége Stralsund. Charles XII, voyant que la perte de cette place est inévitable, se retire à Carlscroon, et Stralsund capitule (1715).

Quelques mois auparavant, le roi de Danemarck avait vendu à l'électeur de Hanovre, roi d'Angleterre, pour 600,000 rixdalers le duché de Bremen et la principauté de Verden que ses troupes avaient conquis.

Cet électeur avait été proclamé roi de la Grande-Bretagne sous le nom de George I[er] au milieu des témoignages de la satisfaction publique. Le parle-

ment avait accordé à ce prince la même liste civile que celle dont la reine Anne avait joui. Lord Bolingbroke avait perdu sa place de secrétaire d'état; le nouveau monarque, arrivé en Angleterre, avait témoigné les plus grands égards pour le duc de Marlborough, qui s'était empressé de reparaître dans sa patrie, et pour tous les chefs des whigs. Depuis long-temps il n'aimait pas les torys, qu'il soupçonnait d'avoir des projets favorables au prétendant, et qu'il redoutait d'autant plus qu'ils possédaient la plus grande partie des terres du royaume; il rendit à Marlborough le commandement de l'armée, le nomma colonel de la première compagnie des gardes à pied, et lui conféra la place de grand-maître de l'artillerie. Le duc d'Argyle eut le commandement en chef de toutes les troupes d'Irlande; les plus grandes places et les gouvernements furent donnés à des whigs; Addison avait été secrétaire du conseil de régence que le roi avait formé pour gouverner avant son arrivée, et George Ier donna à Walpole la charge de trésorier général de l'armée, ainsi que celle de trésorier de l'hôpital de Chelsea. Le prince royal, déclaré prince de Galles, entra dans le conseil, et le roi reçut des témoignagnes d'attachement et de fidélité des deux universités, de toutes les villes et de toutes les corporations du royaume. « Je suis fermemement résolu, dit-il dans son conseil, à maintenir les » églises d'Angleterre et d'Écosse telles qu'elles

» sont établies par les lois. J'espère y parvenir sans » altérer la tolérance que les lois accordent aux » protestants non-conformistes, et qui est si néces» saire au commerce et à l'accroissement des ri» chesses du royaume, et j'apporterai tous mes » soins à garantir la propriété dont on voit des » effets si heureux dans cette grande nation (1714). »

(1715) Un nouveau parlement fut convoqué. « Je n'ignore pas, dit le roi dans sa proclamation, » les desseins pernicieux des ennemis de l'ordre » de succession qui m'a fait monter sur le trône. » Quelles fausses interprétations n'ont-ils pas » données de ma conduite et de mes principes! » Il y a peu d'ordre dans les affaires publiques; le » commerce est interrompu; de grandes dettes » pèsent sur la nation. J'espère que mes sujets » chéris choisiront pour le parlement des personnes » propres à remédier à tous les désordres, et que » dans les élections ils auront une attention parti» culière pour ceux qui ont témoigné un ferme at» tachement à la succession protestante lorsqu'elle » était en danger. »

Le plus grand nombre des nouveaux députés furent des whigs. Le roi termina sa harangue aux deux chambres par ces mots, que la nation remarqua avec joie : « Je désire que les malheureuses divi» sions de parti ne vous détournent pas de travail» ler pour l'intérêt commun de votre patrie : la

» constitution établie dans l'Église et dans l'état » sera la règle de mon gouvernement; le bonheur, » la satisfaction et la prospérité de mes sujets se» ront, pendant toute ma vie, les principaux objets » de mes soins, et avec votre secours je renverserai » les projets de ceux qui voudraient me priver de » l'affection de mon peuple, de ce bonheur que » je regarde comme le plus estimable.—Nous espé» rons, dirent les lords dans leur adresse, que votre » majesté, soutenue de son parlement, sera bien» tôt en état de rétablir la réputation du royaume, » et de convaincre l'Europe que la perte de cette » réputation ne doit pas être imputée à la nation » anglaise.—Notre résolution, sire, dirent les mem» bres de la chambre des communes, est de faire » des recherches sur une conduite aussi fatale que » celle qui a été tenue, d'examiner les mesures sur » lesquelles le prétendant fonde ses espérances, et » d'en punir les auteurs. » M. Walpole, M. Pultney et le secrétaire Stanhope avaient dit dans la chambre : « Malgré tous les efforts qu'on a faits en détour» nant plusieurs papiers de la trésorerie pour em» pêcher la découverte de la mauvaise conduite » du ministère précédent, le gouvernement a des » moyens suffisants pour prouver que ce dernier » ministère a été le plus corrompu de tous ceux » qui ont tenu le timon des affaires, et on mettra » bientôt sous les yeux de la chambre des pièces » qui feront voir qu'un certain général a agi de

» concert avec le maréchal de Villars, si même il
» n'en a pas reçu des ordres. »

Le lord Bolingbroke jugea qu'il était temps de pourvoir à sa sûreté personnelle. « J'ai appris par » des avis certains et répétés, dit-il dans une lettre » qu'il laissa à ses amis et qui fut imprimée, qu'on » a pris la résolution de me faire périr sur un écha- » faud. Si j'avais pu espérer que je serais jugé par » un tribunal équitable, et sous les yeux du pu- » blic, je n'aurais pas évité le plus sévère examen. » Je défie les plus invétérés de mes ennemis de » produire aucune preuve de correspondance cri- » minelle, ou de la plus faible corruption, dans » aucune des parties de l'administration qui m'ont » été confiées. Si mon zèle pour l'honneur et la » dignité de ma souveraine et pour les intérêts » véritables de ma patrie m'a inspiré quelquefois » des expressions vives et peu mesurées, j'espère » qu'on leur donnera une favorable interprétation. » J'ai servi la reine avec la plus grande fidélité, » particulièrement pour ce qui la touchait le plus, » qui était de délivrer son peuple d'une guerre » sanglante et dispendieuse, et j'ai toujours été » trop bon Anglais pour sacrifier les intérêts de » mon pays à quelque étranger que ce pût être. » Il se retira en France, y habita une campagne charmante auprès de la source du Loiret, se remaria avec une nièce de la marquise de Maintenon, et, revenu ensuite en Angleterre dans le château de

ses pères, y composa des lettres sur l'histoire, des mémoires et d'autres ouvrages politiques.

Le duc d'Ormond crut devoir, comme Bolingbroke, chercher sa sûreté sur le continent. Prior et Thomas Harley, membres des communes, furent arrêtés par ordre de la chambre. Elle accusa devant les pairs du royaume le comte d'Oxford de haute trahison. Les pairs ordonnèrent de le conduire à la Tour; il fut accompagné par une grande multitude qui maudissait ses ennemis, et criait : *Vive la haute Église, Ormond et Oxford pour toujours !*

Il s'éleva du tumulte contre les whigs dans quelques contrées de l'Angleterre : on en accusa les jacobites et même les torys. Les chambres adoptèrent un bill portant que, si douze personnes, illégitimement assemblées, demeuraient ensemble une heure après qu'on leur aurait lu la proclamation contre les tumultes, et qu'on les aurait averties de se séparer, elles seraient jugées comme coupables de félonie, sans pouvoir jouir des priviléges du clergé.

Lorsque le roi alla donner son consentement à ce bill, il dit aux deux chambres : « Il y a un com-
» mencement de rébellion dans la Grande-Bretagne,
» et la nation anglaise est menacée d'une invasion.
» J'espère que les communes me laisseront pas le
» royaume sans défense, et qu'elles ne donneront

» les moyens de prendre les mesures nécessaires » pour la sûreté publique. » Des adresses remplies de témoignages de dévouement lui furent présentées par le parlement, la convocation ecclésiastique, le commun conseil de la capitale, les deux universités, l'église d'Écosse et les ministres non-conformistes de Londres et de Westminster. Le parlement suspendit l'acte d'*habeas corpus*, et autorisa le roi à faire arrêter les personnes suspectes; les gardes campèrent à Hide-Parc; on donna des ordres pour lever huit régiments d'infanterie et treize de dragons; une accusation de la chambre des communes contre le comte de Strafford fut portée à la chambre des lords. Le duc d'Ormond et le lord vicomte de Bolingbroke n'ayant pas paru devant cette chambre avant l'époque qu'elle leur avait fixée, elle ordonna au comte maréchal de rayer de la liste des pairs les noms d'Ormond et de Bolingbroke, d'ôter leurs armoiries de la salle où elles étaient suspendues, et celles du duc d'Ormond furent d'ailleurs effacées dans la chapelle de Saint-George de Windsor, où l'on voyait les écussons des chevaliers de l'ordre de la Jarretière.

George Ier sanctionna ensuite un bill d'après lequel tout tenancier d'Écosse qui demeurait en paix pendant que son seigneur prendrait les armes en faveur du prétendant aurait la propriété des terres qu'il tiendrait à rente; les terres possédées

par des tenanciers coupables de haute trahison retourneraient à leur seigneur; toutes les substitutions et autres arrangements faits depuis le 1er d'août en faveur d'enfants pour éviter la confiscation, dont les lois punissaient les crimes de haute trahison, seraient déclarés nuls, et toutes les personnes suspectes obligées de donner caution de leur bonne conduite, sous peine d'être dénoncées comme rebelles.

Les jacobites d'Écosse étaient bien loin en effet d'avoir renoncé au projet de placer le prétendant sur le trône. Leur espérance était fondée sur la disposition de tant d'Écossais qui détestaient l'union, et sur l'assentiment d'un grand nombre de torys anglais qui seraient restés fidèles à George Ier s'ils n'avaient pas été poussés à une sorte de désespoir par leur exclusion de toutes les places, et par l'espèce de mépris qu'on leur témoignait. Le comte de Mar se retira dans les montagnes, y eût des conférences avec des pairs, des généraux et des chefs de clans jacobites, assembla trois cents de ses vassaux, proclama le prétendant, exhorta les peuples à prendre les armes pour leur légitime souverain, exposa les griefs de la nation, et assura qu'ils seraient tous réformés. Quelques-uns de ses partisans voulurent surprendre le château d'Édimbourg, dans lequel on avait renfermé plusieurs lords soupçonnés de dévouement au prétendant, mais furent prévenus par le colonel Stuart, lieu-

tenant gouverneur de ce château. Le duc d'Argyle partit pour l'Écosse en qualité de commandant en chef des troupes de la Grande-Bretagne septentrionale; le comte de Sutherland, ainsi que plusieurs autres pairs écossais, s'embarquèrent pour leur patrie, afin d'y armer leurs vassaux pour la cause de George Ier, et le roi obtint le consentement de la chambre des communes pour faire arrêter quelques-uns de ses membres.

Le comte de Derwentwater et M. Forster prirent les armes pour le prétendant, se mirent en campagne avec un corps de cavalerie dans le nord de l'Angleterre, furent joints par trois pairs d'Écosse et deux cents cavaliers écossais, et s'avancèrent jusques à Kelso. Le comte de Mar était déjà parvenu à réunir dix mille hommes, avait établi son quartier-général à Perth, s'était rendu maître de toute la province de Fife, et occupait toute la côte maritime dans les environs du golfe d'Édimbourg; un détachement de ses troupes traverse sur des barques, pendant la nuit, un bras de mer de près de seize milles, au milieu des vaisseaux du roi qui croisaient dans le golfe, et auxquels il se déroba par l'habileté de ses manœuvres, et à la faveur de l'obscurité il descendit sur le rivage du Lothian, où le duc d'Argyle ne put l'attaquer, ayant cru devoir aller rapidement à Stirling, menacé par le comte de Mer. Mackintosh, qui commandait ce détachement,

reçut du comte l'ordre de joindre à Kenso les Écossais et les Anglais réunis. Un grand nombre de montagnards ne voulant pas s'éloigner beaucoup de leurs montagnes, se séparèrent des troupes combinées. Forster fut nommé général de ces troupes par le comte Mar; elles pénétrèrent en Angleterre jusques à Preston, et s'en emparèrent sans éprouver aucune résistance; mais le général Wils et le général Cartener étant arrivés avec plusieurs régiments, Forster et ses troupes mirent bas les armes. Un major, deux capitaines et un enseigne, condamnés par une cour martiale comme déserteurs, furent exécutés, les soldats emprisonnés à Chester et à Liverpool, les officiers conduits à Londres et renfermés dans la Tour et à Newgate.

Dans le même temps, il y eut auprès de Dumblaine une bataille entre le duc d'Argyle et le comte de Mar; l'aile droite de chacune des deux armées fut victorieuse; mais Simon Frazer (lord Lovat) s'empara d'Inverness pour le roi, et ouvrit une libre communication avec le nord de l'Écosse, où le comte de Sutherland avait levé un corps considérable de ses vassaux. Plusieurs pairs écossais furent obligés de quitter l'armée des insurgés pour aller défendre leurs territoires, et les clans jacobites, ne se croyant pas près d'une nouvelle action, se dispersèrent suivant leur coutume; et avec quelle funeste facilité le génie ou l'ambi-

tion d'un homme peuvent troubler le monde! La guerre se rallume avec force dans l'orient de l'Europe; le grand sultan Achmet III avait voulu reprendre la Morée sur les Vénitiens; le grand-visir était arrivé près de l'isthme de Corinthe avec une flotte formidable; il avait débarqué, attaqué la ville, forcé cette place à se rendre après cinq jours de tranchée ouverte, et malgré la capitulation laissé massacrer les soldats et les habitants de cette infortunée Corinthe. Un mois après ce forfait horrible, Napoli de Romanie était tombée au pouvoir des musulmans (1714). L'année suivante, les Turcs continuent leur guerre exterminatrice : la terreur les précède; les Grecs de la Morée, soumis aux Vénitiens, et mécontents de leur gouvernement, croient depuis long-temps n'avoir plus de patrie. Les progrès des musulmans sont rapides; la plupart des places se rendent à la première sommation, et dans un mois la Morée est conquise (1715).

Les Turcs, vainqueurs de ce Péloponèse autrefois si fameux, veulent aussi enlever aux Vénitiens les îles Ioniennes : ils assiégent Corfou (1716). L'alarme se répand en Europe; on ne voit que trop combien il importe aux puissances chrétiennnes d'arrêter ce torrent dévastateur de barbares. Le pape Clément XI, le roi Jean V de Portugal, le grand duc de Toscane Côme III de Médicis, et le grand maître de Malte l'Arago-

nais Raimond Perellos de Roccaful, envoient des secours aux assiégés. L'empereur contracte une alliance étroite avec la république de Venise, et déclare la guerre au grand sultan, qui a violé le traité de Carlowitz. Le prince Eugène défait l'armée ottomane auprès de Petervaradin, et s'empare de la forteresse de Temeswar, la seule ancienne dépendance du royaume de Hongrie qui fût restée sous la domination des Ottomans.

Le siége de Corfou était poussé avec la plus grande activité; le comte de Schullenbourg, qui après avoir combattu avec gloire en Pologne était passé au service des Vénitiens, défendait la place avec autant d'habileté que de valeur. La garnison le secondait avec un grand courage, et néanmoins les Turcs paraissaient sûrs de la prise de la ville.

Tout d'un coup la nouvelle de la victoire du prince Eugène se répand parmi les musulmans; le nom du grand capitaine retentit parmi eux comme l'éclat de la foudre, et les saisit d'effroi. L'Espagnol don Balthasar Guevarra, sorti des ports d'Espagne avec cinq galères et six vaisseaux de guerre, et qui s'était fait suivre par tous les vaisseaux marchands qu'il avait rencontrés, se réunit aux Vénitiens et paraît devant Corfou. Les Turcs comptent plus de cent voiles; leur terreur redouble: ils lèvent le siége, regagnent leurs vais-

seaux, se réfugient dans leurs ports, et les Vénitiens reprennent Sainte-Maure et Butrinto.

Pendant la guerre de Hongrie et des îles Ioniennes, le prétendant avait traversé déguisé une partie de la France, s'était embarqué à Dunkerque sur un petit bâtiment, était arrivé en Écosse, et avait été joint à Fetterosse par le comte de Mar et plusieurs autres pairs ou Écossais puissants. On le proclame avec solennité; on répand sa déclaration, datée de Commerci; le clergé épiscopal et les laïques de la même communion, du diocèse d'Aberdeen, lui présentent des adresses; il passe à Perth la revue de ses troupes, se forme un conseil, publie des proclamations, ordonne un jour d'actions de grâces, établit le cours des monnaies étrangères, convoque l'assemblée des états, ordonne à toutes les personnes attachées à leur devoir de se ranger sous ses drapeaux, et fixe le jour de son couronnement; mais ses partisans n'ont ni argent, ni armes, ni munitions (1716). Le duc d'Argyle s'empare de l'île de Burn, et coupe au comte de Mar toute communication avec le fertile comté de Fife. L'hiver était extrêmement rigoureux; une grande quantité de neige était tombée. D'Argyle néanmoins poursuit le prétendant avec tant d'activité que les amis de ce prince l'engagent à quitter l'Écosse. Le prétendant s'embarque à Montrose sur un petit bâtiment français avec le comte Mar et quelques autres

pairs ou généraux, va vers la Norwège pour éviter les corsaires anglais, côtoie l'Allemagne et la Hollande, et arrive à Gravelines. Le général Gordon, à qui le prétendant avait confié le commandement de ses troupes, s'empare à Aberdeen de trois vaisseaux qu'il fait avancer vers le nord pour y recueillir ceux qui voudront se retirer sur le continent, va ensuite jusques aux hauteurs de Badenoch, et y congédie ses soldats, qui se dispersent avec tant de rapidité que le duc d'Argyle, malgré toute sa diligence, ne peut les atteindre avant leur séparation.

On arrête un grand nombre de pairs et d'autres insurgés. Les lords condamnent à la mort les pairs arrêtés, et en recommandent plusieurs à la clémence royale. La comtesse de Nithsdale obtient la permission de dire un dernier adieu à son mari, entre dans la prison, change d'habits avec le comte; Nithsdale sort sous son déguisement, n'est pas reconnu, se sauve, et son admirable femme reste à sa place dans la prison, d'où elle sort quelques jours après, au milieu des applaudissements de tous ceux dont le fanatisme politique n'a pas éteint les nobles sentiments.

Le comte de Derwenwater périt sur l'échafaud en professant la foi catholique; le vicomte de Kenmuir a aussi la tête tranchée : le roi ordonne de surseoir à l'exécution des autres pairs condamnés.

La cour des *communs plaidoyers* déclare coupables de haute trahison Forster, Mackintosh et plusieurs de leurs confédérés; Forster, Mackintosh et quelques autres prisonniers s'échappent de Newgate; quatre des autres condamnés sont pendus, écartelés, et on leur arrache les entrailles; vingt-deux insurgés sont exécutés à Preston et à Manchester: mille prisonniers se soumettent à la clémence du roi, et demandent d'être transportés dans les colonies.

La sévérité avec laquelle les vaincus sont traités et la froideur avec laquelle on a reçu les prières et les larmes de leurs femmes désespérées excitent un mécontentement général; la fermentation devient d autant plus grande que ceux qui ont été exécutés ont montré un grand courage au milieu des horreurs de la mort. Les véritables amis du roi voient que les supplices ont plus ébranlé son trône que les invasions les plus redoutables qu'on aurait pu tenter. Les ministres ne pensent qu'avec effroi au renouvellement du parlement; ils craignent que le pouvoir ne leur échappe et ne passe dans les mains d'adversaires indignés. Ils ont recours, dit Smolett, à *une mesure odieuse* pour maintenir leur autorité. Le duc de Devonshire commence à ce sujet dans la chambre des pairs une discussion aussi importante que célèbre. «Les élections des membres de la chambre » des communes, qui se font tous les trois ans,

» dit-il, entretiennent les divisions de parti, élè-
» vent et fomentent les haines dans les familles,
» causent des dépenses ruineuses, et donnent lieu
» aux intrigues et aux cabales des princes étran-
» gers; il est de la sagesse de cette auguste assem-
» blée d'arrêter un mal dont les conséquences sont
» si dangereuses, particulièrement dans la situa-
» tion actuelle de la Grande-Bretagne, où l'esprit
» de rébellion peut être ranimé si facilement. Je
» propose qu'il soit dressé un bill pour étendre à
» sept ans la durée des parlements britanniques. »
Sa proposition est appuyée par le duc d'Argyle, le comte de Dorset et les autres chefs des whigs; elle est combattue par le comte de Nottingham et par d'autres pairs. « Les *fréquents parlements*, di-
» sent les opposants, sont exigés par la constitu-
» tion fondamentale du royaume, et autorisés par
» l'expérience de plusieurs siècles; les membres
» des communes ne sont choisis par le peuple que
» pour un certain nombre d'années, à l'expiration
» desquelles ils ne sont plus ses représentants;
» si les parlements se prolongent de leur propre
» autorité, les sujets sont privés de la seule res-
» source qui leur reste contre ceux qui, par igno-
» rance ou par corruption, auraient trahi la con-
» fiance qui leur aurait été accordée. Les raisons
» alléguées en faveur du bill sont faibles et fri-
» voles; et comment un prince ou un état pour-
» rait-il compter pour la défense de ses libertés et

» de ses intérêts sur une nation qui aurait abandonné une partie aussi importante des siens? » Les puissances étrangères ne doivent pas désirer » un changement dans notre constitution, sous le » règne de laquelle elles ont été si fortement soutenues; et ne seraient-elles pas détournées d'entrer dans quelques engagements avec la Grande-Bretagne, lorsque le préambule du bill demandé » leur apprendrait que la faction papiste est assez » dangereuse pour menacer le gouvernement; que » ce gouvernement est d'une faiblesse excessive, » puisqu'il a besoin pour sa sûreté d'une mesure » aussi extraordinaire que celle que l'on veut employer; que les lords n'ont pas la confiance publique, et que l'affection du peuple est uniquement pour la chambre des communes? Le bill » que l'on propose augmenterait les frais des élections au lieu de les diminuer; il encouragerait » tous les moyens de corruption. La valeur des » places de députés étant en effet proportionnée » à leur durée, ne serait-elle pas très-augmentée » par la nouvelle loi? Un long parlement ne donnera-t-il pas à un ministère vicieux plus de facilité pour corrompre les représentants du peuple; et toutes les raisons que l'on réunit pour » donner au parlement une durée de sept ans ne » seront-elles pas plus fortes avec le temps pour » perpétuer le pouvoir législatif et détruire tous » les droits du tiers-état du royaume? — Les dé-

» bats deviennent très-vifs et même indécents, » dit Smolett. Mais un projet de bill qui établit que les membres élus du parlement seront nommés pour sept ans est adopté dans la chambre des pairs : les communes le discutent et l'adoptent, et George I[er] le convertit en loi par la sanction royale (1716).

Ce prince désirait de faire un voyage dans ses états de Hanovre, menacés par le roi de Suède, qui paraissait vouloir soutenir les intérêts du prétendant. La loi relative à la limitation de l'autorité de la couronne ôtait au monarque la liberté de sortir des états britanniques; un bill annula cette défense. Le roi se rendit à Hanovre, et ensuite à Pyrmont; il s'occupa du nouveau système politique qu'il avait résolu d'adopter relativement à la France : cette puissance était celle qui lui paraissait pouvoir favoriser le plus les tentatives du chevalier de Saint-George; il avait désiré de se délivrer de toute crainte à ce sujet en formant une alliance avec le régent; Stair et Stanhope avaient été envoyés à Paris. On avait dans le temps fait craindre au duc d'Orléans que l'Espagne ne voulût lui ôter la régence; on tâcha de lui inspirer une nouvelle inquiétude; on voulut lui persuader que si le jeune Louis XV venait à mourir, Philippe V, malgré ses renonciations, prétendrait à la couronne de France, et que c'était pour soutenir un jour le désir de ce prince de monter sur le trône

de son père qu'Alberoni donnait à l'Espagne une vigueur nouvelle, et préparait de grandes forces militaires.

Les états généraux de France n'avaient pas été assemblés depuis plus de cent ans; le régent pouvait les réunir pour voir confirmer ses droits par leurs suffrages. Mais ces états, après avoir prononcé sur la couronne, voudraient peut-être limiter l'exercice de l'autorité royale d'une manière peu conforme à ses desseins. Stair et Stanhope imaginèrent de séduire l'abbé Dubois, qui exerçait une grande influence sur le régent. Ce Dubois était l'homme le plus méprisable de tous ceux qui se sont mêlés de diriger de grandes affaires; il avait été précepteur du duc d'Orléans, et obtenu sa confiance en servant ses plaisirs; son cynisme dégoûtant le portait à se vanter de la débauche la plus crapuleuse; sa corruption était extrême; il n'avait aucune bonne foi; son esprit était délié, mais très-peu étendu; son dévouement absolu à toutes les volontés du régent pouvait seul expliquer son crédit; et lorsque le duc d'Orléans l'avait nommé conseiller d'état, les courtisans même les plus déhontés avaient rougi de cette espèce de profanation.

Stair et Stanhope ayant acheté Dubois, il acheva de déterminer le duc d'Orléans. Le général Cadogan pour l'Angleterre, le grand pensionnaire Heinsius pour la Hollande, et cet infâme Dubois, si funeste

au régent et si indigne de sa confiance, furent chargés d'une négociation qui fut suivie d'un traité. Le régent s'engagea à faire sortir le prétendant d'Avignon, à l'obliger à passer au-delà des Alpes, à ne souffrir en France aucun sujet rebelle de la Grande-Bretagne, à faire exécuter à la satisfaction de George la partie du traité d'Utrecht relative à la démolition de Dunkerque, à garantir la succession protestante au trône d'Angleterre. La Grande-Bretagne et la Hollande promirent d'être garants de la succession du duc d'Orléans à la couronne de France si Louis XV mourait sans enfants mâles; et on stipula le nombre de vaisseaux et de troupes qui seraient fournis à celle des trois puissances dont on attaquerait ou troublerait les états.

Ce fut après cette convention que le duc de Bourbon, beau-frère du duc du Maine et du comte de Toulouse, demanda au parlement de Paris qu'ils fussent déclarés incapables de succéder au trône. Les lois fondamentales de l'état furent invoquées; et, malgré tous les efforts des princes légitimés et de leurs amis, ces lois fondamentales de la monarchie l'emportèrent sur la volonté du feu roi. Mais pendant qu'elles triomphaient des décisions du monarque qui ne vivait plus, les grands principes qui ne permettent de priver aucun prévenu de ses juges naturels étaient violés sous le nom du monarque qui avait remplacé Louis XIV. Le régent établit une chambre dite *de justice*, composée de

présidents et conseillers au parlement, d'officiers de la chambre des comptes, de membres de la cour des aides et de maîtres des requêtes pour juger tous ceux qui avaient été employés dans les finances du royaume sous quelque titre que ce fût, et que le procureur général auprès de cette chambre croirait devoir poursuivre au civil ou au criminel. L'alarme se répandit dans tout le royaume parmi tous ceux qui avaient pris quelque part aux affaires financières. On remplit les prisons de personnes dénoncées; les jalousies et les haines particulières se réveillèrent avec force, et rendirent odieuse l'exécution d'un édit contraire aux droits naturels des Français; la rigueur des subalternes et leur zèle, d'autant plus ardent en apparence qu'il était plus faux en réalité, ajoutèrent à la sévérité qui avait fait établir la chambre. On défendit de donner des chevaux de poste à ceux qui voudraient se sauver. On fit un crime de favoriser leur évasion; plusieurs des accusés furent condamnés à de fortes amendes, d'autres au pilori, d'autres aux galères. On finit par imposer sur quatre cents prévenus des taxes qui produisirent 180 millions; 80 de ces millions furent employés à retirer des billets d'état et à rembourser des capitaux de rente; les autres furent donnés à des courtisans en faveur par un prince qui réunissait la bonté et un esprit supérieur à de grands talents, mais qu'un amour excessif des plaisirs, une faci-

lité extrême et une faiblesse incompréhensible pour un homme aussi vil que Dubois, privaient de la gloire éclatante qui paraissait lui avoir été destinée, et exposaient le royaume à tous les dangers.

Déjà ses exemples et la bassesse déhontée de Dubois avaient hâté l'effet inévitable de l'hypocrisie que la crainte inspirée par ceux qui gouvernaient la France pendant la vieillesse et le long sommeil de Louis XIV avait fait naître dans tout le royaume. La force et même la terreur ne compriment l'opinion que pendant un temps plus ou moins limité; elle se relève ensuite plus puissante que jamais, maudit ceux qui l'ont tyrannisée, et imprime sans le vouloir un mouvement si violent aux esprits dans un sens opposé à celui dans lequel on avait voulu le contraindre à s'avancer, que toutes les bornes sont bientôt dépassées. Ce qu'on avait prévu sous Louis XIV arriva sous le régent; de l'hypocrisie religieuse on tombe avec rapidité dans le libertinage, dans les mauvaises mœurs, dans l'affection de la corruption la plus scandaleuse. On passa de l'observation rigoureuse des pratiques ordonnées ou recommandées dans le culte catholique au dédain de cette régularité, et bientôt on alla jusques à une sorte de mépris apparent des bases sacrées de la morale religieuse.

On était bien loin de cette tendance à l'incrédulité dans la Germanie, où l'hypocrisie n'avait

pas été pour ainsi dire commandée par un gouvernement inhabile. Les droits des diverses religions chrétiennes y étaient défendus avec beaucoup de chaleur; et ce zèle était d'ailleurs d'autant plus grand qu'il servait les intérêts des divers états d'Allemagne, et était animé par leur politique.

La ville impériale de Cologne avait demandé à la diète une diminution de sa taxe matriculaire à cause de la décadence de son commerce. Sa demande avait été favorablement accueillie par les électeurs et les princes catholiques; et comme leurs suffrages dans les deux premiers colléges formaient la majorité, les électeurs et princes protestants prétendant que la ruine de son commerce ne venait que des persécutions qu'elle faisait éprouver à ses riches négociants réformés, se *séparèrent* des catholiques de la diète conformément à un article du traité d'Osnabruck. D'après cette *séparation*, *itionem in partes*, l'affaire ne pouvait plus être décidée que par un arrangement amiable entre les deux parts que cette division formait dans la diète. L'empereur et les états catholiques soutinrent que cette séparation constitutionnelle, *itio in partes*, ne pouvait avoir lieu que dans les affaires relatives à la religion. Les états du corps évangélique adoptèrent au contraire comme un principe immuable, d'après le traité d'Osnabruck ou de Westphalie, que le *jus eundi in partes*, le droit de se séparer en deux divisions, l'une ca-

tholique et l'autre réformée, pouvait être exercé pour tous les objets soumis à la délibération de la diète, et que la majorité des suffrages des états protestants suffisait pour opérer cette scission et pour constituer le vœu commun du corps évangélique. Avec quelque chaleur que ces principes fussent contestés, ils résistèrent d'autant plus aux attaques que les anciennes maisons souveraines d'Allemagne les regardèrent comme une garantie de leurs priviléges contre l'autorité impériale, toujours occupée de s'accroître par la complaisance des états ecclésiastiques et par la soumission presque forcée des nouvelles maisons princières.

Les états évangéliques, peu de temps après ces importants débats, se crurent obligés de prendre de nouvelles précautions. Le roi de Pologne, électeur de Saxe, avait le directoire de ces états; il était censé catholique en Pologne, et luthérien en Saxe et dans les diètes; et les états évangéliques avaient adopté cette fiction dans l'espérance que le prince électoral demeurerait attaché à leur religion; mais ce prince électoral ayant déclaré son adhésion au culte catholique, ils s'occupèrent des moyens de confier leur directoire à un prince qui ne leur inspirât aucune alarme. Les ducs de Saxe, de la branche Ernestine, réclamèrent ce directoire; le roi de Prusse, électeur de Brandebourg, le demanda comme le premier électeur protestant, et le roi d'Angleterre, électeur de Ha-

novre, y prétendit comme le seul électeur qui professât la religion luthérienne, à laquelle ce directoire avait toujours été attaché. L'électeur de Saxe et son fils, inquiets de ces demandes et des dispositions du corps évangélique, s'empressèrent de donner à leurs états provinciaux des *reversales* qui garantissaient la conservation exclusive du culte luthérien dans les pays de leur domination, et d'adresser d'autres reversales au corps évangélique relativement à l'administration des affaires *comitiales* qui ne devait être confiée qu'à un ministère entièrement protestant. L'empereur Charles VI, fidèle aux vues d'agrandissement que sa maison n'avait cessé d'avoir, négociait, sous la médiation du roi d'Angleterre, un traité par lequel le duc de Savoie lui cèderait le royaume de Sicile, et aurait à la place celui de Sardaigne. Le cardinal Alberoni engagea aisément Philippe V, dont il était le premier ministre, à regarder cet échange comme une infraction au traité d'Utrecht, d'après lequel le duc de Savoie ne pouvait pas aliéner la Sicile. Le cardinal, aussi prompt que hardi dans les résolutions qu'il inspirait à Philippe, et saisissant avec ardeur une occasion de donner à l'Espagne une grande influence en Europe, confia une armée au marquis de Leede, qui s'empara de toute la Sardaigne en moins de deux mois; désirant ensuite d'empêcher l'Angleterre de s'opposer à ses projets, il prit une grande part à une négo-

ciation secrète qui eut lieu dans l'île d'Ahland entre le comte d'Osterman et le comte de Goertz pour le roi de Suède Charles XII et pour son ancien rival le czar Pierre Ier, alors très-mécontent du roi d'Angleterre et de celui de Danemarck. Il y fut décidé qu'on ôterait la couronne de la Grande-Bretagne à George Ier, et qu'on la donnerait au prétendant. Le czar ne pouvait pardonner à George d'avoir voulu se réunir contre lui à Charles XII, à condition que le monarque suédois ratifiât la vente des duchés de Brême et de Verden ; et le roi de Suède, qui regardait cette vente comme nulle, et voulait ravoir les deux duchés, entretenait une correspondance avec les mécontents de la Grande-Bretagne par le moyen des ministres qu'il avait à Londres, à La Haye et à Paris.

Le roi George, instruit de tout ce qui se préparait contre lui, revint en Angleterre, et ordonna à un détachement de ses gardes à pied de se saisir de la personne et des papiers du comte de Gyllemburg, ministre de Suède. Les autres ministres étrangers se plaignirent vivement d'une arrestation qu'ils regardaient comme un outrage commis contre le droit des gens. Les deux secrétaires Stanhope et Methuen leur annoncèrent qu'ils seraient bientôt instruits des raisons qui avaient porté le roi à prendre une mesure aussi extraordinaire. Les ministres étrangers parurent un peu calmés ; mais le marquis de Monteleone, ambas-

sadeur d'Espagne, continua de témoigner avec force combien il était surpris qu'on eût cru nécessaire pour maintenir la paix du royaume d'arrêter un ministre public, de s'emparer de ses papiers, qui étaient le dépôt sacré des secrets de son souverain, et de blesser aussi grièvement les lois des nations. Le baron de Goertz, résident de Suède en Hollande, fut néanmoins arrêté à Arnheim sur la demande du ministre d'Angleterre à La Haye. Le baron convint qu'on avait projeté une invasion dans la Grande-Bretagne; « mais ce dessein, » ajouta-t-il, n'est-il pas justifié par la conduite » du roi d'Angleterre? N'a-t-il pas soutenu les » princes confédérés contre le roi de Suède, de » qui il n'avait reçu aucune offense? n'a-t-il pas » aidé le roi de Danemarck à s'emparer des duchés » de Brême et de Verden? ne les a-t-il pas achetés » ensuite de cet usurpateur? et n'a-t-il pas enfin » envoyé une forte escadre dans la mer Baltique, » où elle a joint les Danois et les Russes contre les » Suédois? »

Le roi George ayant parlé au parlement de l'invasion méditée contre la Grande-Bretagne, et de l'alliance qu'il avait contractée avec la France et la Hollande, les chambres louèrent dans leurs adresses la prudence du monarque, qui avait établi avec les puissances étrangères des conventions capables de réparer les défauts grossiers du traité d'Utrecht, et de prévenir les *conséquences perni-*

cieuses d'une paix déshonorante, et fruit de la trahison. « Nous ne voyons d'ailleurs qu'avec hor» reur, direntelles, l'ingratitude et la malice de » ceux qui ont encouragé une invasion dans leur » patrie. » Le roi reçut des adresses semblables de la convocation ecclésiastique, des ministres nonconformistes, et de l'université de Cambridge.

Les communes adoptèrent le bill relatif à la mutinerie et à la désertion, ainsi qu'un autre bill pour défendre tout commerce avec la Suède, votèrent l'emploi de dix mille hommes de mer pour l'année suivante, et accordèrent un million pour l'entretien des gardes des garnisons et des forces de terre, et vingt-quatre mille livres pour la solde de quatre bataillons de Munster et de deux bataillons de Saxe-Gotha.

Le roi demanda néanmoins un subside extraordinaire, destiné à la défense de la Grande-Bretagne, contre l'invasion de Charles XII. Ce bill fut combattu par un grand nombre de membres qui ne pouvaient voir dans le roi de Suède un ennemi bien dangereux. Stanhope voulut défendre le ministère; M. Smith lui répondit avec chaleur. « Si » l'on doit juger, dit-il, de la conduite des minis» tres dans les affaires étrangères par celle qu'ils » tiennent dans le royaume, ils ne paraissent pas » aussi irréprochables qu'on veut le faire croire. « N'est-ce pas une grande faute, par exemple, que » de ne pouvoir conserver la paix au dedans après

» que le roi est monté sur le trône au milieu des » acclamations de tous ses sujets ? n'est-ce pas une » grande faute de n'avoir pas, après l'extinction » de la rébellion, publié une proclamation pour » offrir le pardon à tous ceux qui retourneraient » paisiblement dans leurs demeures; proclamation » qui a toujours eu lieu dans des circonstances » semblables ? n'est-ce pas une grande faute d'a» voir, après le jugement et l'exécution des princi» paux chefs de cette rébellion éteinte, entretenu » les animosités, et jeté les Anglais dans le déses» poir en ne promulguant pas un acte d'amnistie » ou d'indemnité, en retenant tant de personnes » dans d'étroites prisons, et en accordant leur » pardon à quelques-uns de ces prisonniers sans » leur laisser aucun moyen de subsister ? n'est-ce » pas une grande faute que de n'avoir pas recours » à un vote du parlement pour satisfaire aux en» gagements de sa majesté, et d'insister sur un » subside demandé de la manière la plus insolite ? » et enfin n'est-ce pas une grande faute que de » saisir cette occasion pour faire naître des divi» sions nouvelles, et pour représenter comme cri» minels quelques-uns des plus fidèles sujets du » roi ? »

Les communes néanmoins après de longs débats accordèrent la somme demandée par le ministère, et les jacobites, ainsi que plusieurs torys, s'empressèrent de dire : « Voilà les premiers fruits

» de l'union des intérêts de la Grande-Bretagne avec » ceux du continent. L'électeur de Hanovre est mé» content du roi de Suède, et l'Angleterre non-seule» ment est privée d'une branche nécessaire de son » commerce, mais encore est obligée de soutenir » ce prince dans une guerre dispendieuse. »

Le comte de Sunderland et M. Addison furent nommés secrétaires d'état. M. Stanhope eut les places de premier commissaire de la trésorerie et de chancelier de l'échiquier; et le roi sanctionna trois bills relatifs l'un à la compagnie de la mer du Sud, l'autre à la banque, et le troisième au fonds désigné sous le nom de *fonds général.*

Le comte d'Oxford, qui était depuis deux ans prisonnier, demanda aux pairs de terminer son affaire. Les lords indiquèrent le jour de son jugement, se réunirent dans la salle de Westminster, présidés par le lord sénéchal, et en présence du roi, de la famille royale et des ministres étrangers, firent lire l'accusation rédigée par les communes, les réponses du comte, que l'on avait amené à la barre, et les répliques de la chambre accusatrice. Les lords décidèrent que les communes ne seraient admises à continuer leur poursuite sur tous les articles de l'accusation que lorsqu'ils auraient prononcé sur la haute trahison imputée au comte. Les communes réclamèrent avec force contre cette décision; il y eut des conférences entre les deux chambres : les pairs persistèrent dans leur réso-

Leede soumet avec rapidité à Philippe une grande partie du royaume de Sicile.

L'empereur est inquiet pour ses possessions d'Italie, et particulièrement pour le royaume de Naples. Ses alliés conviennent avec lui d'un plan de pacification : on le propose à Philippe, qui le rejette ; une grande escadre anglaise, commandée par l'amiral Bing, sert d'escorte à des vaisseaux de transport chargés de troupes allemandes, et fait voile vers Messine. L'amiral espagnol Castagnedo veut entrer dans ce port. L'artillerie du fort de San-Salvador et celle de la citadelle l'obligent à se retirer après une perte considérable ; les troupes de l'escadre anglaise débarquent sur le môle ; les forts qui défendent la place arborent le pavillon impérial : dix mille Impériaux, partis de Naples, sont près de passer le détroit et d'arriver à Messine. L'amiral Bing suit la flotte espagnole, la trouve rangée en bataille, l'attaque, enlève plusieurs vaisseaux, en brûle d'autres, et force la flotte vaincue à se retirer privée de son amiral, que ses blessures contraignent à aller se faire panser à Catane.

Le marquis de Leede, malgré la défaite de la flotte espagnole, s'empare de la citadelle de Messine, du fort San-Salvador, ainsi que de la ville, que ce fort et cette citadelle défendaient, et va faire le siége de Melazzo.

L'Angleterre, l'empereur et la France forment une alliance à laquelle on donne le nom de *qua-*

druple, parce qu'on s'attend à voir la Hollande faire partie de cette confédération. L'empereur promet de se désister, en faveur de Philippe V, de ses prétentions à la monarchie espagnole, à condition que Philippe lui cède les Pays-Bas, les Deux-Siciles, le duché de Milan, et donne le royaume de Sardaigne au roi Victor-Amédée; il promet d'ailleurs d'investir éventuellement l'infant don Carlos, second fils du roi d'Espagne, ses descendants mâles, et, à leur défaut, les autres fils de Philippe V et d'Élisabeth Farnèse, suivant l'ordre de primogéniture, et leurs descendants mâles, du grand-duché de Toscane et des duchés de Parme et de Plaisance, qui doivent retomber à la directe de l'empereur, le grand-duc de Toscane de la maison de Médicis, et le duc de Parme et de Plaisance de la maison de Farnèse, n'ayant pas d'héritiers mâles de leur sang. Ces trois duchés ne seraient d'ailleurs jamais possédés par un descendant de Philippe V, qui serait roi d'Espagne, et si le roi Philippe ou le roi Victor-Amédée refusaient d'accepter les conditions de cette paix générale, les alliés les y contraindraient par la force des armes.

Le duc de Savoie accède à la quadruple alliance; mais les résolutions d'Alberoni sont invariables: aucun obstacle ne l'effraie; son caractère ressemble trop à celui de Charles XII pour qu'il veuille plier. Cette inflexibilité convient à la fierté espagnole : Philippe V aime ce qui lui rappelle la

puissance et la fermeté de son grand-père ; encore jeune, il rejette l'arrangement proposé par la quadruple alliance.

(1717) Une nouvelle victoire éclatante, remportée auprès de Belgrade par le prince Eugène contre les Ottomans, avait forcé les Turcs à demander la paix ; elle avait été conclue à Passarowitz. Le traité avait décidé que l'empereur conserverait la forteresse et le bannat de Temeswar, la partie de la Valachie voisine du bannat jusques à la rivière de Timock, et une portion de la Croatie et de la Bosnie. Par un second traité conclu le même jour, la république de Venise avait cédé la Morée aux musulmans, et l'empereur avait déclaré dans le même temps que la ligue sainte, conclue en 1684 entre l'empereur Léopold, la république de Pologne et la république de Venise, était perpétuelle, et que le grand sultan ne pourrait jamais attaquer l'un des trois alliés sans être censé déclarer la guerre aux deux autres (1718).

Les plénipotentiaires de la Russie et de la Suède, réunis dans l'île d'Ahland, conviennent aussi d'un traité. On a cru que, par cet arrangement, le czar posséderait la Livonie, l'Ingrie et une partie de la Carélie, et que la Suède recouvrerait le reste de cette Carélie, ainsi que la Finlande. On a prétendu que, d'après ce même traité, le czar et Charles XII forceraient le roi de Prusse et le roi de Danemarck à restituer à la Suède toutes les pro-

jeune monarque : *Le feu roi ayant paru désirer que M. le duc du Maine fût chargé de l'éducation de votre majesté, quoique cette place dût m'appartenir par le droit de ma naissance, et suivant les anciens exemples, je ne m'y opposai pas à cause de ma minorité ; mais toutes les raisons d'alors ayant cessé, je demande que cet honneur me soit déféré suivant la justice de mon droit.*

Le parlement était assemblé dans une pièce voisine; on lui porte tout ce qui vient d'être lu. Le premier président demande à délibérer ; le garde des sceaux répond : *Le roi veut être obéi, et sur-le-champ*. Le régent conseille au roi d'accorder à M. le duc de Bourbon l'objet de sa demande. Le duc du Maine et le comte de Toulouse avaient fait la faute de se retirer. Les pairs, séduits par leur vanité, que le troisième édit satisfait, adhèrent à ceux qui détruisent leurs plus belles prérogatives. Le parlement étonné hésite, ne réclame ni ne s'oppose. Les édits passent ; mais le parlement se retire profondément blessé.

On apporte au duc du Maine l'ordre de céder au duc de Bourbon l'appartement qu'il occupait aux Tuileries. La duchesse, furieuse contre son frère et contre le régent, ordonne avec dépit qu'on démeuble l'appartement réclamé, et, dans sa colère, brise les glaces, les porcelaines et d'autres objets précieux. Les mécontents se rallient autour d'elle; leur nombre est d'autant plus con-

sidérable que le régent fait enlever et conduire en prison trois conseillers au parlement. Un acte aussi arbitraire excite la plus grande fermentation; le régent multiplie ses fautes; il exerce contre plusieurs parlements du royaume des rigueurs qui répandent dans toute la France les alarmes et l'irritation; il supprime les conseils qu'il avait établis; et les maisons les plus puissantes joignent leurs murmures à ceux des autres citoyens.

Combien d'ailleurs les esprits ne sont-ils pas aigris par le discrédit de ces billets d'état représentatifs et garants des dettes contractées par Louis XIV dans ses années les plus malheureuses, et qu'on n'avait remboursés qu'en partie! Ces billets perdent près de quatre-vingts pour cent: on répand dans le public qu'ils vont s'anéantir; et, dans le même temps, on voit monter à un degré extraordinaire les actions d'une banque vers laquelle se tournent toutes les espérances, et dont on cherche avec une sorte de délire à partager les bénéfices, qui paraissent devoir être énormes. Cette banque était fondée sur le commerce du Mississipi, dont le public, livré à une de ces extravagances financières qui bouleversent les états, supposait contre toute vraisemblance que les produits allaient être prodigieux, et dont la compagnie venait d'être réunie à celle de la banque. Cette nouvelle association reçoit le nom de *banque du roi;* elle se charge du commerce du Séné-

gal, ainsi que des fermes générales du royaume, et acquiert l'ancien privilége de la compagnie des Indes; elle paraît embrasser le monde, et semble destinée à réunir en France les trésors des quatre parties du globe. Les personnes prudentes et éclairées ne voient ce colosse qui s'élève que comme un fantôme gigantesque, qui éblouit, se hausse, s'étend, et bientôt s'évanouit en ne laissant à sa place que des malheurs et des ruines. Mais n'avons-nous pas vu les nations, surtout celles dont l'imagination est vive, avoir de temps en temps de grandes maladies morales, rapides dans leurs progrès, à la contagion desquelles presque tous les esprits succombent, et que souvent les lumières de la raison ne dissipent qu'après plusieurs années?

Rien ne calme l'enthousiasme qui a saisi les Français, et surtout ceux de la capitale : l'auteur et le directeur suprême de cette banque merveilleuse est l'Écossais Jean Law, qui, après avoir été obligé de quitter sa patrie à cause d'un duel où il avait tué son adversaire, et avoir tenté en vain de faire adopter au duc de Savoie ses idées financières, avait séduit le régent, trop confiant dans son esprit, et trop peu accoutumé à se tenir en garde contre les illusions. On joue sur les billets de la banque et sur les billets d'état, et ce jeu, dont la passion devient ardente, reçoit le nom d'*agio*. La démence financière s'accroît au point

que les actions de la banque ne cessent ne monter, et que leur valeur nominale égale quatre-vingts fois l'argent qui aurait pu circuler dans le royaume; le gouvernement et les particuliers paient leurs dettes avec ces billets, et presque toutes les fortunes du royaume vont être bouleversées. Suivant le parti que l'on tire de ces papiers et des actions qui doivent se dissiper comme une fumée, suivant qu'on les échange contre des terres, des marchandises ou d'autres valeurs réelles, ou qu'on les garde, ou qu'on s'en sert pour continuer le jeu le plus ruineux, les plus riches tombent dans la misère, les plus pauvres s'enrichissent, et tel, nouveau favori de la fortune, entre insolemment dans la voiture derrière laquelle, quelque temps auparavant, il avait ambitionné de monter. Law, au milieu de ce désordre, achète une terre 800,000 livres, est en marché pour plusieurs autres, veut acquérir le marquisat de Rosny, et offre 1,400,000 livres de l'hôtel de Soissons. Les nombreuses familles que son système a ruinées murmurent vivement en voyant qu'il a ramassé en si peu de temps un si riche trésor; leurs plaintes sont accueillies par le parlement, qui lance contre Law un décret de prise de corps; mais l'autorité du régent arrête le cours de la justice, sauve l'auteur de la banque, et augmente le nombre des ennemis de son gouvernement.

à s'en plaindre. Ses
›mme de zélés con-
.·posent pas formelle-
ıi remettent des listes
›mpte au cardinal Al-
ıccès; et Alberoni croit
:isfaite, et la puissance
·ıbassadeur veut envoyer
·s lettres que Philippe V
.ıtres papiers; il les confie
·›, neveu d'un cardinal du
·n Espagne avec le fils de
:ppe V en Angleterre. La
;ré la légèreté et l'extrême
e, surveillait avec soin les
:ıesse du Maine, la conduite
nare, et toutes les réunions
pouvait être informée. Elle
de l'abbé de Porto-Carrero,
·es relations avec l'ambasssa-
:· sait que des papiers ont été
ı courrier part avec l'ordre de
·s deux voyageurs; il les atteint
papiers sont découverts, saisis
;ent. Un autre courrier, dépêché
promptitude par Porto-Carrero,
ıbassadeur avant celui qui porte
ıs les papiers enlevés. Cellamare
· brûler toutes les pièces qu'il croit

dangereuses, et ose réclamer celles dont on s'est emparé. On le fait garder dans son hôtel, et on le transfère ensuite à Blois; la duchesse du Maine est arrêtée à Paris, et envoyée à la citadelle de Dijon; on arrête le duc dans sa belle maison de campagne de Sceaux, et on le conduit au château de Dourlens; plusieurs de leurs affidés ou de leurs domestiques sont renfermés à la Bastille. Le duc d'Orléans fait imprimer quatre modèles de lettres trouvés dans les papiers de l'abbé Porto-Carrero; les trois premières devaient être adressées par le roi d'Espagne au roi de France, au parlement, aux états généraux; la quatrième devait être écrite à Philippe V par les états généraux de France pour lui demander de venir prendre la régence du royaume, ou d'y pourvoir de la manière qu'il jugerait la plus convenable.

On interroge les prisonniers. Les personnes désignées dans les papiers montrent que ce ne sont que des pièces non authentiques, et nient d'avoir pris aucune part à la conspiration. Des magistrats ont en vain la faiblesse de chercher à trouver le duc du Maine coupable. Son innocence paraît évidente; tous les accusés la proclament. La duchesse du Maine et les autres prisonniers trouvent le moyen, malgré leurs geoliers et leurs gardes, de concerter un aveu qu'ils savent désiré par le régent pour justifier sa conduite. Le régent le lit dans le conseil, et les fers des prévenus sont brisés. La

duchesse du Maine revient à Sceaux ; elle voit le duc d'Orléans ; elle commence une explication. « Tout est oublié, » lui dit le régent ; et en effet tout souvenir en était effacé dans l'âme de ce prince.

Mais le mauvais succès de l'entreprise formée contre le régent n'éteint pas l'ardente politique d'Alberoni. Le prince de Cellamare, revenu en Espagne, y est comblé de faveurs. Le cardinal imagine chaque jour de nouvelles machinations contre le régent; il inspire des résolutions coupables à plusieurs nobles de Bretagne, qui doivent livrer aux Espagnols des places fortes de leur province. Le régent établit à Nantes une chambre de justice, et la charge de juger ces nobles prévenus d'avoir cédé aux artifices d'Alberoni, et voulu trahir leur patrie. Quatre de ces accusés ont la tête tranchée; les autres se sauvent. Les rois de France et d'Angleterre déclarent la guerre à l'Espagne. Le régent publie un manifeste dans lequel il dit que les armes de la France ne sont dirigées que contre un ministre ennemi du repos de l'Europe. Une armée française pénètre en Espagne sous les ordres du maréchal de Berwick; elle s'empare de Fontarabie, de Saint-Sébastien, de toute la province de Guipuscoa. L'armée impériale de Sicile force le marquis de Leede à lever le siége de Melazzo; elle est battue à Francavilla; mais le comte de Mercy, qui commande les troupes de l'empereur, n'en reprend pas moins Messine; et l'armée espagnole

est obligée de se retirer sous les murs de Palerme. Une escadre anglaise fait une descente en Galice, prend la ville de Vigos, et ravage les districts voisins de cette place. La cour d'Espagne n'espère plus de l'emporter sur les ennemis qui l'attaquent; elle accepte toutes les conditions du traité de la quadruple alliance, et par un article secret, Philippe V promet de confirmer sa renonciation à la couronne de France. Albéroni est sacrifié au ressentiment du régent et du roi d'Angleterre, qu'il voulait faire descendre du trône; la reine d'Espagne, qui lui devait sa couronne, se croit obligée de l'abandonner. Il sort en proscrit du royaume auquel il avait voulu rendre son ancienne splendeur, pour lequel ilavait fait des règlements favorables à l'agriculture, aux arts et au commerce, si négligés dans la péninsule, et où il avait commencé d'élever des manufactures et d'inspirer l'amour du travail; il traverse une partie de la France, accompagné d'un officier chargé en quelque sorte de le garder, va à Gênes, ne peut y résider, espère trouver un asile dans Rome, où ses collègues les cardinaux marchent les égaux des rois, y est condamné, pour quelques irrégularités, par une congrégation du sacré collége, à passer un an dans la maison des jésuites, et finit par administrer la Romagne comme légat après avoir tenu pour ainsi dire le sceptre des Espagne et des deux Indes.

Le fameux Law dirigeait toujours à son gré le

finances de la France, ou pour mieux dire commandait en arbitre suprême d'une opinion extravagante à la fortune de l'état et à celle des particuliers; il avait imaginé, pour attirer dans les caisses de la banque tout l'argent de la France, de baisser la valeur des monnaies métalliques en conservant celle de l'écu nominal des billets. Les Français toujours aveuglés ne voyaient pas l'abîme ouvert devant eux, et s'empressaient d'échanger, contre des billets dont la valeur leur semblait hors d'atteinte, des monnaies dont les prix étaient diminués par des ordonnances (1719). On voyait plus que jamais d'énormes fortunes s'élever et disparaître avec la plus grande rapidité; et la valeur des actions et des billets semblait être, dans toutes les classes, le seul objet qui inspirât un très-grand intérêt.

Law, se jouant de la crédulité, ou plutôt du fol enthousiasme du public, avait émis une quantité de papier extrêmement supérieure à l'argent qui appartenait à la banque. Un grand nombre de porteurs de ces billets si multipliés veulent les échanger contre de l'argent. Law craint que leur exemple ne soit suivi par les autres porteurs; il s'alarme, et dans son effroi il a recours à une mesure qui accélère la catastrophe de son système: un édit diminue de la moité la valeur des billets. A l'instant l'illusion est détruite; tous les prestiges s'évanouissent; la raison reparaît, et montre

de terribles réalités ; les craintes les plus grandes se répandent dans tout le royaume ; les plaintes les plus vives se font entendre ; le parlement adresse des remontrances; Law devient l'objet de l'exécration publique. Le régent paraît partager l'indignation de tant de familles ruinées. Law se démet de toutes ses places. Le régent accepte ses démissions, mais le lendemain il rétablit Law à la tête des finances et de la banque.

Law redouble d'efforts pour raffermir son système, qui s'écroule de toutes parts. On fait frapper des espèces plus légères ; on ne donne de cours qu'à ces monnaies nouvelles. Le public s'obstine à garder les anciennes. Le gouvernement, devenant inquisiteur et tyrannique, défend à tout particulier d'avoir chez soi plus de cinq cents livres en argent. Le public garde avec plus de soin ses monnaies métalliques, ou les convertit en perles et en diamants. On rend aux billets leur première valeur. Le charme n'existe plus. La confiance ne reparaît pas. Le parlement, soutenu par l'opinion renouvelée, refuse d'enregistrer les édits favorables au système que le gouvernement veut maintenir. Law obtint que le parlement soit exilé à Pontoise ; cet exil accélère la chute du système. On voit une multitude d'édits, de déclarations, d'arrêts du conseil se succéder, se contredire, se détruire, fixer le taux de l'or, déterminer celui de l'argent, borner l'argenterie, limiter le nom-

bre des bijoux, donner les moyens de partager les actions, de les couper, de les transmettre, d'ouvrir et de fermer les comptes de la banque; vaines tentatives d'une imagination féconde, et d'un esprit inquiet et troublé qui veut arrêter sa ruine et qui ne peut y parvenir (1720).

Pendant que tant de malheurs se succèdent, une calamité d'un autre genre tombe sur la ville de Marseille, et la remplit de deuil. La peste la ravage, et malgré l'héroïque dévouement de Henri-François-Xavier de Belsunce, évêque de cette ville, y amoncèle les cadavres au milieu des mourants. Le même fléau frappe plusieurs contrées voisines. Un incendie affreux consume la moitié de la ville de Rennes. Le régent invite les évêques à faire faire des quêtes pour soulager les victimes de ces malheurs. L'évêque de Castres lui dit dans sa réponse: «L'inondation des billets de banque a fait » presque autant de mal dans nos cantons que les » flammes en Bretagne... *Il ne nous reste qu'une ma- » tière qui n'est propre qu'à être jetée au feu*.... Plus » de commerce, plus de travail, plus d'industrie, » plus de confiance ni dans la prudence, ni dans » l'amitié, ni dans la charité même, qui ne peut » plus essuyer les larmes des pauvres et des affli- » gés.» L'auteur de tant de maux, le trop célèbre Law, préservé plus d'une fois par le régent de la fureur du peuple, se sauve en Flandre, va en Angleterre, et se retire enfin à Venise, où il meurt

dans un état voisin de l'indigence, laissant une grande et terrible leçon aux peuples et aux rois.

Une guerre, d'une nature bien différente de celle d'Espagne, régnait toujours en France : on n'avait pas cessé de s'y occuper avec beaucoup d'aigreur de la querelle théologique relative à la bulle *Unigenitus*. Le cardinal de Noailles, archevêque de Paris et le chef des opposants à cette bulle, avait été nommé président du conseil de conscience. Ce choix avait donné une grande force à tous ceux qui partageaient son opinion. Un grand nombre de mandements épiscopaux ou d'autres écrits avaient été publiés pour ou contre cette bulle. M. de Soanen, évêque de Sénez, ancien oratorien, qui avait eu le père Quesnel pour confesseur, et avait prêché avec une très-grande distinction, avait appelé solennellement de la bulle au futur concile avec trois autres évêques. La Sorbonne avait adhéré à leur appel ainsi que les autres facultés de l'université de Paris. Un grand nombre de théologiens, d'ecclésiastiques séculiers ou réguliers, de chapitres, de communautés, de prélats, et même le cardinal de Noailles avaient suivi l'exemple des quatre évêques. Ceux qui avaient accepté la bulle s'élevèrent avec force contre cette atteinte portée à un acte pontifical enregistré, et qu'ils voulaient faire regarder non-seulement comme une loi de l'Église, mais encore comme une loi de l'état. Le régent, embarrassé

d'une querelle qui l'aurait fort peu intéressé si elle n'avait pas entretenu, dans un royaume déjà si agité, un trouble qui pouvait donner de vives inquiétudes, eut recours à un de ces termes moyens qui animent les discordes au lieu de les apaiser; il défendit d'appeler de la bulle sans nécessité. Cette défense déplut aux opposants et aux acceptants, et leur animosité mutuelle en acquit plus d'énergie.

Le régent venait de donner une des plus grandes preuves de l'empire que Dubois exerçait sur lui; il lui avait donné l'archevêché de Cambrai; il n'avait pas craint de laisser souiller par un homme infâme la chaire archiépiscopale consacrée par les admirables vertus de l'angélique Fénélon; mais les honneurs d'une mître dont il était si indigne avaient peu de prix pour Dubois: il aspirait au premier ministère; il voulait la place que Richelieu et Mazarin avaient eue, et pour pouvoir arriver à ce faîte de la puissance il avait besoin d'obtenir la pourpre romaine. Il imagina de rendre à la cour de Rome un grand service en arrageant en France les affaires de la bulle; il entoura le cardinal de Noailles de théologiens qui déterminèrent ce prélat à publier un écrit que le cardinal nomma *corps de doctrine*, et dans lequel les dogmes, les principes moraux et les libertés de l'église gallicane, que ce chef des opposants regardait comme blessés par plusieurs passages

de la bulle, étaient exposés d'une manière victorieuse. Le cardinal archevêque présenta cet écrit à quarante de ses collégues, réunis en présence du régent. Ils le signèrent, acceptèrent la bulle *conformément au corps de doctrine*, virent un grand nombre d'autres évêques suivre leur exemple. Une déclaration royale ordonna l'observation de la bulle et défendit d'en appeler. Le grand conseil enregistra la déclaration; elle fut même enregistrée par le parlement, qui siégeait encore à Pontoise (1720), et auquel on fit craindre, suivant quelques historiens, d'être tranféré à une plus grande distance de la capitale, et le gouvernement crut pendant quelque temps la paix religieuse rétablie.

Ce fut après cet arrangement, appelé *l'accommodement* de 1720, que le gouvernement imagina, relativement aux acquisitions d'immeubles faites avec des billets de la banque de Law, l'obligation de les soumettre à des *visa* qui achevèrent de déprécier ces billets, multiplièrent les malheurs, et ne furent utiles qu'à des commis infidèles ou à des personnes qui jouissent du plus grand crédit, et auxquels les plus riches actionnaires cédèrent une grande partie de leurs bénéfices pour conserver le reste (1721).

Dubois obtint le prix de l'arrangement à la bulle *Unigenitus ;* il reçut le chapeau de cardinal. Sa nouvelle dignité lui donnant la préséance sur

les ministres ou conseillers d'état laïcs, le chancelier, les pairs et les maréchaux de France s'absentèrent du conseil la première fois où il alla y prendre sa place. Cette marque de mésestime l'irrita, et il fit exiler ou priver de leurs pensions ceux qui avaient improuvé si hautement son élévation au cardinalat.

Le régent ne pouvait plus ou ne voulait plus se dérober à l'influence de Dubois. On l'avait cru retenu par une sorte d'enchantement, et sa servitude était d'autant plus grande que Dubois savait la cacher à ses yeux, et que le régent regardait toujours le nouveau cardinal comme l'homme le plus soumis à ses volontés. Il était d'ailleurs si ennuyé des détails du gouvernement, et avait une si grande envie de n'être plus détourné de ses plaisirs, qu'il avait depuis quelque temps le projet de confier à Dubois la place de premier ministre. On voulut inutilement lui faire craindre le pouvoir d'un homme tel que Dubois au moment où Louis XV allait être sacré et déclaré majeur : sa confiance, son dégoût des affaires, son amour des plaisirs et l'ascendant irrésistible de Dubois l'emportèrent sur tous les avis ; le cardinal archevêque de Cambrai fut nommé premier ministre, et le successeur de Fénélon le devint de Mazarin et de Richelieu.

L'ambition de Dubois paraissait satisfaite ; mais la mort allait terminer sa scandaleuse carrière :

un ancien mal, produit par sa conduite désordonnée, se déclara avec violence; on ne crut pouvoir le sauver que par une opération des plus dangereuses; il y succomba, laissant des richesses immenses, une grande quantité de vaisselle d'argent et de vermeil, les meubles les plus précieux, des bijoux admirablement travaillés, des attelages magnifiques, les voitures les plus somptueuses, 1,100,000 livres d'argent comptant, et la réputation d'un être infâme.

Le duc d'Orléans dirigea toutes les affaires du gouvernement après la mort du cardinal Dubois; son espèce d'affranchissement lui redonna une activité qu'il n'avait pas eue depuis long-temps; il paraissait plus affable; il montrait d'une manière plus aimable l'attention obligeante avec laquelle il écoutait, et la peine qu'il éprouvait lorsqu'il était obligé de refuser. On oublia tous les malheurs du système de Law; on aima Philippe plus que jamais; on se pressait autour de lui lorsqu'il sortait du Palais-Royal; on courait aux spectacles lorsqu'on espérait de l'y voir; les ministres étrangers admiraient la justesse de son esprit, l'étendue de ses vues, sa facilité à résumer les affaires les plus compliquées, et le louaient encore plus par les précautions que leur inspiraient son discernement, sa pénétration, la finesse de ses demandes et la sagesse de ses réponses. Le jeune roi était charmé de son empressement à lui plaire, de sa

franchise, de la gaieté qu'il mêlait à ses instructions. Le duc d'Orléans, dont la bonté lui a donné tant de droits à l'indulgence, n'avait que quarante-neuf ans; il aurait rendu de grands services à la France, et obtenu une très-grande gloire; mais une attaque d'apoplexie l'enleva subitement à Louis XV et aux Français (1723).

Des troubles nouveaux s'étaient élevés dans la Germanie : l'électeur palatin avait enlevé aux réformés l'église principale de Heidelberg, donné cet édifice aux catholiques comme paroisse de la cour, et supprimé le catéchisme des protestants comme renfermant des passages injurieux à l'Église romaine. Le corps évangélique avait porté les plaintes les plus vives à l'empereur; l'Angleterre et la Hollande avaient appuyé fortement ces plaintes; et la décision impériale n'étant pas assez prompte, le roi George Ier avait fait fermer les églises catholiques dans son électorat de Hanovre, et le roi de Prusse avait donné les mêmes ordres dans les principautés de Halberstadt et de Minden. L'empereur, pour arrêter le cours de ces représailles et de celles dont les catholiques étaient menacés, avait enjoint à l'électeur palatin de rétablir tout ce qui était relatif à la religion dans l'état où il l'avait trouvé en montant sur le trône électoral (1720).

D'un autre côté, l'électeur de Hanovre et le duc de Brunswick, chargés de l'exécution des décrets

impériaux contre le duc de Mecklembourg, s'étaient emparés de son duché, l'avaient contraint à licencier son armée et à se retirer à Dantzick, avaient établi dans ses états une administration impériale, séquestré ses revenus, et rendu à la noblesse les biens dont il s'était emparé (1719).

L'empereur, vers le temps de ces troubles, n'espérant plus avoir des enfants mâles, avait fait accepter par toutes les personnes intéressées, et ratifier par les états des souverainetés de la maison d'Autriche sa pragmatique sanction; et l'archiduchesse Marie-Josephe, en se mariant avec Frédéric-Auguste, prince royal de Pologne et électoral de Saxe, avait particulièrement reconnu l'ordre de succession établi par cette pragmatique (1719).

Un bill favorable aux non-conformistes avait été proposé en Angleterre par le général Stanhope, adopté par les deux chambres, et sanctionné par le roi (1718). Une flotte espagnole, commandée par le duc d'Ormond, à qui on avait donné le titre de capitaine général de sa majesté catholique, et chargée de troupes pour la cause du prétendant, avait été dispersée par la tempête auprès du cap Finistère. Deux frégates de cette flotte étaient arrivées cependant sur les côtes de l'Écosse; elles y avaient débarqué trois cents Espagnols, quelques officiers et trois pairs écossais; des montagnards les avaient joints; mais le général Whigtman les avait attaqués, les montagnards

avaient disparu, les pairs et des officiers s'étaient réfugiés dans des îles pour repasser ensuite sur le continent, les Espagnols avaient été faits prisonniers, et l'entreprise s'était évanouie.

Le duc de Somerset agita dans la chambre des lords une des plus importantes questions relativement à la constitution de la Grande-Bretagne. « Le nombre des pairs, dit-il, est très-augmenté, » particulièrement depuis l'union des deux royau» mes. Il paraît nécessaire de prendre des mesures » pour prévenir les inconvénients d'une création » de nouveaux pairs destinés à servir à un objet » particulier, comme sous le dernier règne : je » propose qu'il soit dressé un bill pour établir et » limiter la pairie; que le nombre des pairs anglais » ne puisse pas excéder de plus de six le nombre » actuel, qu'une nouvelle création pourrait com» pléter lorsqu'un lord mourrait sans laisser de » descendants mâles; qu'au lieu de seize pairs » électifs pour l'Écosse, il y en ait vingt-cinq hé» réditaires; et qu'à défaut d'héritiers mâles, ce » nombre de vingt-cinq soit maintenu par l'élec» tion d'autres membres de la pairie écossaise. » La proposition du duc de Somerset fut soutenue par le duc d'Argyle et par d'autres pairs. Le duc d'Oxford s'y opposa. « Je n'attend rien de la cou» ronne, dit-il, et cependant je ne puis donner ma » voix pour enlever au monarque une branche » aussi importante de sa prérogative, un moyen

» aussi grand d'encourager et de récompenser le « mérite et les actions vertueuses. » Le comte de Stanhope apporte un message dans lequel le roi disait : « Je désire tellement que la pairie britannique puisse être établie sur une base qui assure » la liberté et la constitution des parlements pour » tous les siècles à venir, que je ne veux pas » que ma prérogative mette aucun obstacle à un » ouvrage si grand et si nécessaire. » Les débats furent très-vifs. « La partie de la proposition re» lative à la pairie écossaise, dit le comte Cowper, » est une violation manifeste du traité d'union; » elle est d'ailleurs si injuste qu'elle priverait de » leurs droits des sujets qui n'auraient pas été en» tendus, et les leur enlèverait sans aucun pré» texte et sans aucune faute de leur part. De plus, » les pairs d'Écosse exclus du nombre des vingt» cinq seraient dans une situation plus fâcheuse » qu'aucun autre sujet du royaume : ils ne seraient » ni électeurs, ni élus, ni représentants, ni repré» sentés. » La proposition du duc de Somerset fut néanmoins adoptée ; la chambre ordonne aux juges de rédiger le bill proposé; mais les pairs écossais, et tous ceux qui pouvaient avoir en Angleterre quelque espérance de parvenir à la pairie, s'élevèrent avec la plus grande force contre un acte qu'ils regardaient comme une violation des principes fondamentaux de la constitution britannique. On publia un grand nombre d'écrits

contre la proposition; une opposition violente se manifesta dans beaucoup d'endroits, et le comte de Stanhope engagea la chambre des lords à différer la décision d'une question qui avait excité tant d'alarmes et fait naître tant d'animosités (1719).

Le bill projeté fut représenté néanmoins quelque temps après par le duc de Buckingham; il fut adopté par la chambre des pairs, mais attaqué avec tant de vigueur dans la chambre des communes par M. Robert Walpole, enchanté de combattre une mesure vivement désirée par le comte de Stanhope, que les communes, après une discussion très-animée, le rejetèrent à une grande majorité.

Les pairs anglais saisirent bientôt avec empressement une occasion de confirmer la dépendance de l'Irlande. Maurice Annesley avait appelé à la chambre des pairs d'Angleterre d'un décret rendu par les pairs irlandais; elle avait annulé le décret, et ordonné aux barons de l'échiquier en Irlande de rétablir Maurice Annesley dans les biens dont le décret l'avait privé. Les barons obéirent; les pairs d'Irlande déclarèrent que les barons avaient violé la prérogative du roi dans sa haute cour de parlement en Irlande, ainsi que les droits et les priviléges de ce royaume et de son parlement, ordonnèrent que les barons de l'échiquier fussent remis à l'huissier de la verge noire, et adressèrent des représentations au monarque. Le duc de Leeds produisit dans la chambre des lords d'Angleterre

quinze moyens pour soutenir les droits des pairs irlandais. La chambre des pairs anglais déclara cependant que les barons de l'échiquier en Irlande avaient agi avec courage, suivant les lois, pour le soutien de la prérogative royale, avec fidélité envers la couronne de la Grande-Bretagne, et prépara un bill qui fut adopté par les communes et sanctionné par le roi, et qui priva les pairs d'Irlande du droit de prononcer des sentences, et de confirmer ou d'annuller des jugements (1719).

FIN DU TOME DIX-SEPTIÈME.

TABLE

DU DIX-SEPTIÈME VOLUME.

T.

U.

V.

W.

Z.

FIN DE LA TABLE DU TOME DIX-SEPTIÈME.

HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE.

TOME XVIII.

HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE,

DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES DU CINQUIÈME SIÈCLE JUSQUE VERS LE MILIEU DU DIX-HUITIÈME.

SUITE DE LA VINGT-CINQUIÈME ÉPOQUE.

DEPUIS 1689 JUSQUES EN 1750.

L'année 1720, la compagnie de la mer du Sud présente au parlement un plan imaginé par un de ses directeurs sir Jean Blunt, et qui doit marquer une époque remarquable dans l'histoire des finances de l'Angleterre. Le but de ce plan est de diminuer les dettes de la nation; et pendant qu'on le discute, il paraît si avantageux aux propriétaires des actions de cette compagnie qu'elles montent à près de cent trente pour cent. Le bill

» des risques, résultats trop naturels de l'avarice, » de la fraude et de la corruption des mœurs pro» duites par les corporations financières. »

« La folie et la rapacité d'un grand nombre de » particuliers, continue Smolett, les rendent si » aveugles et si extravagants que Blunt parvient à » tromper toute la nation, et à faire servir les au» tres directeurs d'instruments à ses vues et à » celles d'un petit nombre d'associés. »

On a comparé son système à celui par lequel Law avait produit en France tant de délire, de grandes fortunes, de ruines, de bouleversements et de malheurs. Blunt, voyant qu'après la publication du bill les actions de la mer du Sud ne montent pas autant qu'il l'a espéré, répand le bruit que Gibraltar et Port-Mahon vont être échangés contre quelques villes du Pérou, et que le commerce anglais de la mer du Sud va prendre par cet échange la plus grande étendue (1720). Cette nouvelle se répand et est adoptée avec la plus grande promptitude; en cinq jours les directeurs reçoivent des souscriptions pour un million sur le pied de 300 livres pour 100 livres de capital; des personnes de tout rang accourent vers eux avec tant d'ardeur que les premières souscriptions excèdent de 2 millions le fond originaire. Les actions montent à 340 livres; on promet des dividendes excessifs; ces mêmes actions s'élèvent à 1,000 livres, et la nation s'abandonne à l'esprit d'agiotage.

Toutes les distinctions de parti, de religion, de sexe, de caractère et de rang s'évanouissent; la bourse est remplie d'un concours immense d'hommes d'état et d'ecclésiastiques, d'anglicans et de non-conformistes, de whigs et de torys, de vieillards et de jeunes gens, d'hommes et de femmes, de négociants et de propriétaires, de jurisconsultes et de médecins. Toutes les professions sont presque abandonnées; tous les emplois sont négligés; le peuple anglais ne s'occupe que de la compagnie de la mer du Sud ou d'autres projets chimériques, imaginés à l'instar du prétendu commerce de cette mer, et que ceux qui se sont garantis de la contagion financière appellent *bulles de savon*. Les plus grands personnages favorisent ces projets. Le duc de Bridgewater forme une association pour faire construire des maisons dans la capitale. Le duc de Chandois paraît à la tête de celle des bâtiments d'York; et le prince de Galles lui-même est nommé gouverneur de la compagnie *du cuivre gallois*.

Les sommes qu'on se propose de lever pour ces entreprises excèdent la valeur de toutes les terres d'Angleterre, estimées alors 300 millions sterling; les illusions augmentent à un tel degré qu'on se laisse tromper par les promesses les plus absurdes des hommes les moins dignes de confiance.

Le roi publie une proclamation contre ces projets non autorisés par les lois; les lords justiciers

biens *des criminels*, directeurs ou non directeurs de la compagnie, doivent être confisqués pour réparer les pertes publiques. Un bill déclare le sous-gouverneur, le député gouverneur, les directeurs et les officiers de la compagnie, qu'on avait examinés à la barre de la chambre des pairs, incapables de remplir aucune place dans leur compagnie, dans celle des Indes orientales ou dans la banque d'Angleterre.

Le comité nommé par les communes dit à cette chambre : « Nous avons déjà découvert une suite » *de fraudes et d'infamies les plus honteuses que* » *l'enfer puisse inventer pour ruiner une nation.* » Elles seront mises sous vos yeux en temps con» venable; mais nous pensons que dès à présent » il est nécessaire de s'assurer des personnes et » des papiers de quelques-uns des directeurs et des » principaux officiers de la compagnie de la mer » du Sud. » Leur avis est adopté; quatre des prévenus sont chassés de la chambre des communes, dont ils étaient membres, et arrêtés comme les autres dénoncés; M. Aislabie se démet de ses emplois de chancelier de l'échiquier et de lord trésorier, et tous les directeurs de la compagnie de la mer du Sud sont privés des places qu'ils avaient dans le gouvernement (1720).

Un spectacle terrible avait, avant ces déplorables événements de l'Angleterre, épouvanté le nord de l'Europe : le czar Pierre, après avoir voyagé dans

l'Allemagne septentrionale, le Danemarck et la Hollande, était allé en France; il avait vu Paris, Versailles, les provinces, leurs monuments, leurs hommes célèbres, leurs arts, leurs ateliers et leurs manufactures en homme de génie qui sort avec éclat de l'état sauvage, et en homme d'état qui veut civiliser son empire. Il n'avait rien laissé échapper de ce qui pouvait lui donner une instruction nouvelle et de nouveaux moyens pour atteindre au but si glorieux qu'il s'était proposé; on l'avait accueilli avec des égards bien plus dignes de lui que tous les honneurs qu'on s'était empressé de lui décerner : il avait visité l'académie des sciences avec une sorte de respect religieux, désiré d'en être membre, et reçu une palme d'un genre nouveau pour un grand souverain en voyant son nom inscrit à côté de ceux de Newton et de Leibnitz (1717).

La France l'avait admiré, et n'avait vu en lui que le grand homme : il retourne en Russie; et la barbarie des contrées auxquelles il commande le soumet de nouveau. Il avait ordonné à son fils Alexis de le joindre à Copenhague; l'attachement superstitieux de ce jeune prince aux anciens usages avait irrité le czar. Alexis, au lieu d'obéir, était allé chercher un asile à Vienne, auprès de Charles VI, dont il avait épousé la belle-sœur, et, obligé de quitter cette capitale par ordre de l'empereur, s'était enfui secrètement avec une femme qu'il aimait, et vivait inconnu à Naples. Deux émissaires

et obligés de reconnaître l'empereur comme juge suprême en prêtant leur serment de fidélité.

Avant que la paix eût été signée entre la Russie et la Suède, Ulrique-Éléonore, sœur de Charles XII et seconde femme de Frédéric, prince de Hesse-Cassel, était montée sur le trône des Suédois par le choix libre de la diète, son mariage avec un étranger lui ayant fait perdre son droit héréditaire (1719). Elle avait publié une déclaration solennelle sous le titre d'*assurances gracieuses données par sa majesté aux états assemblés en diète à Stockholm*, et renoncé, par cette déclaration, au pouvoir absolu usurpé par son frère. Les états avaient établi une nouvelle forme de gouvernement. Le sénat, qui n'avait osé résister à Charles XII, et que ce terrible monarque avait tenu dans une sorte d'humiliation, avait fait tomber la tête du baron de Goertz, premier ministre de celui contre lequel il n'avait pu faire éclater son ressentiment. La paix avait été signée à Stockholm entre la Suède et la Prusse, à laquelle la rivière de Peene devait servir de limite dans la Poméranie (1720). La reine, avec l'agrément des états, avait élevé sur son trône le prince son époux. Frédéric avait confirmé les engagements pris par la reine avec les états, reçu solennellement la couronne, signé un mois après la paix avec le Danemarck, et recouvré les contrées conquises par les Danois.

Les Suédois virent dans la même année publier un traité avec la Pologne; le comte Poniatowski en fut le négociateur. La Suède reconnut pour roi légitime des Polonais Frédéric-Auguste, électeur de Saxe; mais obtint que Stanislas, cet ami si fidèle de Charles XII, ce prince si digne de tant d'hommages, et qui faisait chérir sa bonté en Alsace dans la ville de Weissembourg, où la France lui avait ouvert un noble asile, garderait le titre de roi, conserverait les honneurs de la royauté, recouvrerait ses biens héréditaires, recevrait des Polonais un revenu proportionné à sa dignité, et goûterait la jouissance, si grande pour sa belle âme, de voir tous ses partisans rétablis dans leurs droits et dans tous leurs biens.

Pendant que le roi et la reine de Suède préparaient, pour leurs états, une longue paix dont leurs sujets avaient un si grand besoin, le roi Jean V de Portugal maintenait dans son royaume celle que sa sagesse avait procurée à ses peuples (1720). Il aimait les lettres, il fonda l'académie royale d'histoire; il aimait les arts, il protégea et encouragea les artistes; il aimait la justice et l'humanité, il voulut détruire la sanglante tyrannie du tribunal de l'inquisition. Sa puissance étant souvent méconnue par l'ignorance et l'esprit superstitieux de la plus grande partie de sa nation, il fut obligé d'avoir recours au pape, et de recevoir du pontife de Rome une bulle qui accordait

des défenseurs aux malheureux prisonniers de cet odieux tribunal; mais il osa ensuite davantage, et il ordonna, par un décret royal, aux inquisiteurs, de communiquer leurs arrêts au conseil du roi avant de les faire exécuter. Quelle reconnaissance il inspira à tous les amis de l'Évangile, de la sainte humanité et de la justice éternelle!

Les malheurs produits par la gestion des affaires de la compagnie de la mer du Sud, occupaient toujours le parlement d'Angleterre; le comité de la chambre des communes rendit compte de ses recherches; le comte de Stanhope était mort peu d'heures après avoir répondu avec la plus grande violence à une accusation indirecte portée contre lui; le comte de Sunderland se démit de sa place de premier commissaire de la trésorerie, et cette place fut donnée à sir Robert Walpole; M. Aislabie fut chassé de la chambre des communes et mis à la Tour. Les biens des directeurs de la compagnie furent confisqués par un acte du parlement, et destinés au soulagement des malheureux dont on les accusait d'avoir causé la ruine, excepté quelques portions de ces biens qui furent laissées à chacun des directeurs, suivant la conduite particulière qu'ils avaient tenue. Les chambres adoptèrent ensuite, et le roi sanctionna plusieurs mesures relatives aux actions de la compagnie, à celles des particuliers, aux prêts faits par la compagnie en actions non rachetables. La compagnie

put remplir ses engagements; la fermentation des esprits se calma; et le crédit de la nation se rétablit (1721).

Un bill accorda aux quakers, malgré une violente opposition de plusieurs prélats et du clergé anglican de Londres, la faculté de retrancher de leur *affirmation solennelle*, ces mots *en présence du Dieu tout puissant.*

Une opposition très-forte s'éleva aussi à Rome contre un décret de la diète germanique; mais cette opposition n'était relative qu'à des intérêts temporels. Innocent XIII, de la famille des Conti de Rome, avait succédé à Clément XI; la diète avait consenti à la succession éventuelle de l'infant don Carlos aux fiefs impériaux de Toscane, de Parme et de Plaisance. Le souverain pontife protesta solennellement contre les dispositions de ce décret relatives à Plaisance et à Parme, comme contraires aux droits de mouvance et de directe, appartenants sur ces duchés au siége apostolique.

Dans la même année, l'empereur Charles VI, voulant donner une nouvelle étendue au commerce des Pays-Bas, établit à Ostende la célèbre compagnie destinée au commerce des Indes orientales.

Vers le même temps le crédit public, le commerce et l'industrie faillirent à être ébranlés de nouveau en Angleterre. On parla d'une nouvelle

conspiration en faveur du prétendant; les actions de la compagnie de la mer du Sud baissèrent, et plusieurs personnes voulurent retirer leur argent de la banque; le lord Townshend écrivit au lord maire de la part du roi : « Sa majesté est informée » que plusieurs de ses sujets sont entrés, de con» cert avec des traîtres qui demeurent sur le conti» nent, dans une conjuration criminelle en faveur » d'un prétendant papiste; mais elle est assurée » que ce complot ne sera soutenu par aucune puis» sance étrangère. »

On arrêta Atterbury, évêque de Rochester; on saisit ses papiers; un comité du conseil l'examina, et on le renferma dans la Tour de Londres. Trois pairs séculiers et quelques autres personnes furent aussi renfermées dans la Tour ou dans d'autres prisons. Mistriss Morris, fille de l'évêque, demanda à la cour de Old-Bayley qu'à cause de la mauvaise santé de son père il fût jugé promptement, ou élargi sous caution, ou déchargé : elle fut refusée. Les membres du clergé ne cachèrent plus l'indignation que leur faisait éprouver l'emprisonnement d'un évêque : ils regardaient cet acte comme un outrage fait à l'Église d'Angleterre et à l'épiscopat; ils firent des prières publiques pour la santé d'Atterbury dans presque toutes les églises et chapelles de Londres et de Westminster.

Le nouveau parlement se réunit. « De nom» breux conspirateurs, lui dit le roi, ont entre-

» pris encore une fois de renverser mon gouver-
» nement; ils ont recueilli une somme d'argent
» considérable, engagé un grand nombre d'offi-
» ciers étrangers, rassemblé beaucoup d'armes et
» de munitions; et si leurs machinations n'avaient
» pas été découvertes à temps, l'Angleterre et par-
» ticulièrement la capitale auraient été remplies de
» confusion et de sang..... »

Un bill pour suspendre pendant un an l'acte d'*habeas corpus* est présenté à la chambre des pairs; ils l'adoptent après des débats très-vifs que fait naître la longueur de la suspension. Les communes montrent aussi une grande opposition à une suspension aussi prolongée d'un acte regardé comme le palladium de la liberté individuelle; mais sir Robert Walpole leur parle d'un projet formé pour se rendre maître de la banque, ainsi que de l'échiquier, et pour proclamer le prétendant; et le bill n'éprouve plus d'opposition.

Le roi communique à la chambre des pairs une copie d'une déclaration du prétendant, datée de Lucques. Le chevalier de Saint-George, dans cette déclaration, parle avec force de la violation de la liberté des élections, des conspirations inventées pour donner lieu à de nouvelles oppressions, de l'infamie des délateurs, de la proscription que souffrent tous les honnêtes gens de la Grande-Bretagne. Il promet, si George veut lui abandonner le trône qu'il a usurpé, de lui accorder le

titre de roi de l'électorat de Hanovre, et d'inviter toutes les puissances à le lui confirmer.

Les lords et les communes déclarent que l'acte du prétendant est un libelle *faux, insolent et traître*, ordonnent de le brûler à la bourse royale, expriment dans une adresse l'étonnement et l'indignation que leur inspire l'audace du prétendant, assurent sa majesté qu'elles soutiendront ses droits à la couronne aux dépens de leurs fortunes et de leurs vies, et décident qu'on lèvera 100,000 livres sur les biens des papistes et de ceux qui ont été élevés dans la religion romaine pour dédommager l'état des dépenses occasionées par la dernière rébellion (1722).

La chambre des communes s'occupe d'un bill contre l'évêque de Rochester; ce prélat écrit à l'orateur qu'il est sûr de son innocence, mais qu'il ne doit être jugé que par la chambre des pairs à laquelle il appartient; les communes néanmoins adoptent le bill qui prive Atterbury de son évêché, et le bannit pour toujours du royaume; cet acte est porté à la chambre des pairs, et l'on amène l'évêque devant ses collègues qui l'entendent ainsi que son conseil. Les débats s'animent; plusieurs pairs parlent avec force contre le bill. « La nécessité, dit le comte Cowper, est le plus fort argument qu'on ait employé en faveur de l'acte » des communes; mais aucune nécessité ne peut » justifier une conduite sans exemple, et aussi dan-

» gereuse que celle qu'on vous propose. Douze mois
» se sont écoulés depuis le commencement de la
» conspiration jusques à son heureuse découverte;
» on a prévenu ses effets; la force ordinaire du
» gouvernement est suffisamment augmentée par
» la suspension de l'acte d'*habeas corpus*, et par
» les troupes qu'on a levées récemment. Les règles
» connues pour déterminer l'évidence, telles qu'on
» les a toujours suivies, et qu'elles ont été établies
» par les lois, font partie du *droit de naissance* de
» chaque sujet de la nation, et doivent être con-
» stamment observées, non-seulement dans les
» cours inférieures de judicature, mais encore dans
» les deux chambres du parlement; l'admission du
» témoignage précaire et incertain des commis du
» bureau des postes, serait un exemple funeste;
» on pensait anciennement qu'un homme ne de-
» vait pas être attaqué pour des affaires capitales,
» d'après une ressemblance d'écriture; mais actuel-
» lement cette attaque est bien plus odieuse, puis-
» qu'elle suppose que les commis du bureau des
» postes peuvent se rappeler cette ressemblance
» quatre mois après avoir vu la pièce incriminée.
» J'applaudis d'ailleurs à la conduite de l'évêque
» qui a refusé de répondre devant la chambre des
» communes. Les procédures contre un lord du
» parlement, par une *méthode sans exemple*, sont
» une entreprise si évidente contre les droits de la
» pairie, que si vous vous y soumettez en adop-
» tant le bill, on pourra vous regarder comme

» les derniers pairs britanniques, puisque vous
» aurez abandonné vos anciens priviléges. »

Les lords approuvent cependant le bill, mais les opposants protestent contre son adoption. Le parlement rend ensuite une loi qui défend à tous les sujets de la Grande-Bretagne de souscrire pour la compagnie des Indes orientales, établie à Ostende par l'empereur Charles VI (1723); le roi d'Angleterre, le roi de France et la république des Provinces-Unies publient une protestation contre l'établissement de cette compagnie comme contraire au traité de Munster et à celui de Barrière; et les Provinces-Unies, ainsi que la France, défendent à leurs sujets de s'y intéresser.

Le grand duc de Toscane proteste aussi contre l'investiture éventuelle de son grand duché, donnée à l'infant don Carlos: « Mes états, dit-il dans sa
» protestation qu'il fait répandre dans toute l'Eu-
» rope, sont en très-grande partie des biens libres,
» indépendants, et exempts de tout nœud vassa-
» lique relativement à l'empire germanique; » mais on écoute peu ses raisons; il n'avait pas d'armée.

Des discussions fâcheuses s'étaient élevées dans la diète, dans la chambre impériale, et dans tous les corps mi-partis de catholiques et de protestants relativement au jour de la célébration de la Pâque; les protestants, d'après les calculs de l'astronome Weigel, avançaient cette célébration de huit jours. Un esprit de concorde bien digne

de l'évangile porta les réformés et les catholiques à consentir et à célébrer deux fois chaque année la Pâque et les autres fêtes mobiles dont elle détermine les jours (1724).

Les yeux de l'Europe étaient tournés vers l'Espagne, où se passait un grand événement politique; ce royaume avait éprouvé une grande calamité; une longue sécheresse avait brûlé presque toutes les récoltes; et un violent orage, ayant succédé à cette sécheresse, avait inondé si subitement et à une si grande hauteur les environs de Madrid, que plusieurs personnes avait péri au milieu des eaux; ces malheurs avaient ajouté à la mélancolie de Philippe V; des maladies graves avaient produit cette tristesse habituelle; et des idées religieuses exaltées par plusieurs circonstances, par des exemples nombreux et par des exhortations imprudentes, avaient remplis l'âme du monarque de pressentiments sinistres. Dans cet état malheureux de douleur et d'inquiétude, il ne croit plus pouvoir supporter le poids de la couronne; il avait admis dans ses conseils le jeune prince des Asturies, fils de sa première femme; et ce prince montrait des talents administratifs supérieurs à ceux que son âge de dix-sept ans aurait pu faire supposer. Philippe prend la résolution de se retirer avec la reine au château de Saint-Ildéphonse, qu'il vient de faire bâtir, de ne s'y occuper que d'exercices religieux, et adresse au conseil un écrit

par lequel il déclare qu'il cède le trône à son fils bien-aimé, Louis, prince des Asturies.

Quatre jours après, il écrit à ce fils chéri une lettre inspirée par la tendresse et la piété les plus touchantes : il l'exhorte en roi, en père et en chrétien, à remplir dignement les devoirs redoutables de la royauté. « Rendez vos peuples heureux, lui » dit-il; rendez également justice à tous vos sujets, » sans acception des personnes; défendez les pe- » tits contre les extorsions et les violences; empê- » chez que les Indiens n'éprouvent des vexations, » soulagez vos peuples, et suppléez en cela à ce » que les conjectures difficiles de mon règne ne » m'ont pas permis de faire..... Prenez pour vos » modèles deux saints rois qui font la gloire de » l'Espagne et de la France, saint Ferdinand et » saint Louis..... Aimez vos frères, regardez-vous » comme leur père, et donnez-leur une éducation » digne des princes chrétiens... Respectez la reine » qui partage tous mes sentiments, et veut comme » moi fouler aux pieds les grandeurs humaines et » les biens périssables de cette vie.....; regardez-la » comme votre mère.....; répondez comme vous » le devez à l'amitié qu'elle a toujours eue pour » vous..... » Et combien on est affligé de trouver, au milieu de ces recommandations si dignes d'un père et d'un roi, les mots suivants imposés à sa faiblesse par l'ambition coupable ou le zèle aveugle de ceux à qui il avait abandonné le soin de

sa conscience : *Protégez et maintenez toujours le tribunal de l'inquisition qu'on peut appeler le boulevard de la foi.*

Philippe V, en abdiquant, se réserva une pension de trois millions, reversible après sa mort à la reine son épouse; il assigna une pension de 750,000 livres à chaque infant, et de 250,000 à chaque infante; il fit un vœu solennel de ne jamais remonter sur le trône; mais la plupart des Espagnols, et surtout des grands du royaume, regardèrent son abdication comme nulle. « Un » roi, disaient-ils, ne peut rompre le contrat mu» tuel qui est entre son peuple et lui, qu'en vertu » du consentement de ce peuple. Les cortès ou » états généraux n'ont pas été consultés; ils n'ont » pas reçu la renonciation que leur consentement » peut seul légitimer. Charles V, lorsqu'il abdiqua, » s'adressa aux représentants de son peuple. »

Le nouveau roi fut proclamé néanmoins avec une joie qui montrait l'amour des Espagnols pour un jeune monarque dont on célébrait les heureuses qualités; sa générosité était extrême; le conseil fut obligé de la modérer, en lui représentant la nécessité d'éteindre 15 millions de dettes (1724).

Louis, voulant comme son frère ranimer les vertus guerrières, ordonna par un décret, que les capitaines généraux et les lieutenants généraux auraient à la cour les mêmes entrées que les grands du royaume. Chaque jour était marqué par ses

bienfaits, mais après huit mois de règne, il a une petite vérole des plus dangereuses. Sa jeune femme, Louis-Marie-Élisabeth d'Orléans, fille de feu le régent de France, ne veut pas s'éloigner de lui; elle est atteinte par la maladie de celui qu'elle aime; le jeune roi fait un acte de rétrocession à la couronne en faveur de son père, lui recommande celle qui affronte tant de dangers pour lui, et succombe bientôt à la violence d'un mal que l'on n'a pu guérir.

La nation espagnole désire vivement que Philippe remonte sur le trône; les grands le conjurent de reprendre la couronne; l'ambassadeur de France et le nonce du pape le pressent de se rendre à l'ardent désir de ses sujets; il oppose son vœu à toutes leurs prières; mais une assemblée de théologiens déclare que le vœu du roi est nul, que le monarque blesse la justice en voulant l'observer, et qu'il est obligé d'empêcher les maux que ferait naître la longue minorité de l'infant don Ferdinand qui n'est parvenu qu'à sa onzième année. Philippe V cède à leur décision, et reprend le pouvoir royal; la jeune reine guérit, quitte un royaume où elle a perdu celui qui lui était si cher, et repart pour la capitale de la France, qu'elle va toucher par sa douleur, et édifier par ses vertus et sa douce piété.

La nature fait ressentir au Portugal comme à l'Espagne ses intempéries et ses orages. Une tempête détruit une grande partie de la marine portugaise dans le port que le Tage forme devant Lis-

bonne; cent quatre-vingts vaisseaux échouent ou périssent sur leurs ancres. Quelle perte pour une nation dont les campagnes commencent à être dégarnies de bois, et que les navigations les plus audacieuses ont fait comparer pendant trois siècles aux anciens Phéniciens et aux Carthaginois (1724)!

Le duc de Bourbon, après la mort du duc d'Orléans, avait demandé au jeune Louis XV, et obtenu facilement, la place de principal ministre. Il était peu aimé du public; il avait de la rudesse dans les manières, et était bien éloigné de montrer cette affabilité si chère aux Français. On ne lui pardonnait pas d'ailleurs son acharnement contre son beau-frère le duc du Maine; il savait combien il plaisait peu aux courtisans et aux habitants de la capitale; il résolut de ne rien négliger pour inspirer au monarque une confiance au moins égale à celle que ce jeune prince avait dans son ancien précepteur M. de Fleury, ancien évêque de Fréjus.

Le régent, en mariant sa fille avec le prince des Asturies, avait fait agréer par le roi d'Espagne le mariage de Louis XV avec l'infante Marie-Anne-Victoire. Il avait même obtenu que cette princesse, qui n'avait pas quatre ans, fût élevée en France, et on l'avait conduite à Paris. Mais lorsque Louis XV eut dépassé l'âge de quinze ans, les Français virent de grands inconvénients dans le mariage de ce prince avec l'infante, qui n'en avait

pas dix ans de service, et dont il redoute une opposition plus vive, le droit de voter dans les affaires générales; par le second, il impose un cinquantième sur tous les produits de l'agriculture et de l'industrie; et par un troisième, il dispense la compagnie des Indes de rendre des comptes à la banque avec laquelle elle avait été liée, et accorde ainsi le privilége le plus injuste à ceux qui, comme lui, se sont enrichis pendant l'union de la banque avec cette compagnie. Les membres du parlement enregistrent ces trois édits, *de l'exprès commandement du roi.* Mais lorsque le cortége royal sort du palais de justice, aucune acclamation ne se fait entendre; et si l'affection qu'on a pour le jeune monarque réprime les murmures de l'indignation qu'on éprouve contre le duc, l'air, l'attitude, le regard et le silence terrible des nombreux assistants disent assez au duc de Bourbon qu'il n'aura pas impunément porté une main sacrilége sur le palladium des droits nationaux qui a remplacé, pour ainsi dire, les états généraux du royaume. L'opinion publique s'exalte contre le duc de Bourbon; sa manière de rendre compte des affaires du gouvernement était d'ailleurs peu agréable au jeune roi; Louis XV se plaisait bien davantage avec l'ancien évêque de Fréjus, qui lui montrait sans cesse autant de douceur, de complaisance et de modération que d'affection et de fidélité; il voulait que ce prélat assistât à toutes les confé-

rences qu'il avait avec le ministre principal; le duc, jaloux de M. de Fleury, avait intrigué pour l'écarter des conseils; l'évêque et ses amis font connaître au monarque les effets des trois édits proposés par Bourbon; la disgrâce du duc est résolue; le roi dissimule avec lui, par une de ces faiblesses indignes d'un grand monarque; mais une lettre de Louis XV exile Bourbon à Chantilly. D'autres lettres du roi apprennent aux ministres et à la reine elle-même qu'ils doivent se conformer à tout ce que l'évêque de Fréjus leur dira en son nom; le prélat va être nommé cardinal, et la direction de toutes les affaires émane de lui (1726). Il a soixante-treize ans, mais le calme de son caractère lui avait conservé la force nécessaire pour de grands travaux; on vante sa sagesse; il fait supprimer l'édit du cinquantième, diminue d'autres impôts, donne aux intendants des provinces des fonds pour soulager les pauvres, et établit dans différentes villes, sous des officiers expérimentés, six compagnies de cadets-gentilshommes, auxquels on donne une éducation militaire très-soignée.

Le roi d'Espagne, toujours offensé du renvoi de sa fille par la cour de France, avait consenti à signer, avec l'empereur Charles VI, un traité par lequel ils avaient confirmé celui de la quadruple alliance (1725). L'empereur avait garanti la succession au trône d'Espagne, telle qu'elle avait été

réglée par le traité d'Utrecht; et Philippe V, la pragmatique-sanction qui avait réglé la succession au trône, dans les états d'Autriche. Charles VI avait d'ailleurs promis d'employer ses bons offices pour faire rendre à l'Espagne, Gibraltar et l'île de Minorque, et le roi d'Espagne s'était engagé à favoriser le commerce de la compagnie d'Ostende, à laquelle le roi de Portugal avait aussi promis de donner *faveur et assistance.*

Ce traité de Vienne, négocié par le baron de Ripperda, ayant donné de l'inquiétude à plusieurs puissances de l'Europe, avait été suivi de l'alliance conclue à Hanovre entre la France, l'Angleterre et le roi de Prusse, pour leur défense commune et pour le maintien du traité de Westphalie et celui d'Oliva (1725).

L'Orient est le théâtre d'événements qui devaient avoir une grande influence sur la situation de l'Europe : le schah Hussein avait régné en Perse pendant plusieurs années; les eunuques de son palais étaient parvenus à exercer, en son nom, le plus grand pouvoir; ils avaient gouverné en tyrans cruels. Les Aghuans, peuple du Candahar, n'avaient pas pu supporter leur barbare despotisme, s'étaient insurgés sous la conduite de Mir-Weis, avaient défait les troupes envoyées contre eux, et proclamé Mir-Weis leur souverain (1713). Le nouveau chef des Aghuans forme le projet de détrôner Hussein (1715). Il conquiert plusieurs

de ses provinces, mais la mort le surprend; ses enfants sont trop jeunes pour commander à sa place. Les Aghuans lui donnent pour successeur son frère Mir-Abdallah. Les ministres du roi de Perse proposent à ce souverain de reconnaître l'autorité de Hussein, et lui font de grandes promesses; son caractère est peu guerrier; il est près d'entrer en négociation avec les ministres persans, lorsque son frère Mahmoud, informé de ses dispositions, le poignarde, est élu chef des Aghuans, suit les projets de Mir-Weis, avec d'autant plus d'ardeur qu'il n'a que dix-huit ans, gagne quatre batailles, et assiége Ispahan. Le schah Hussein ne voit aucun moyen de défendre la ville, donne sa fille en mariage à Mahmoud, lui cède le trône, le conduit au palais, et le salue roi de Perse en présence de toute la cour. Mahmoud reçoit le serment de fidélité de l'armée persane et de ceux qui remplissent des fonctions publiques, commence une nouvelle dynastie, et prend le titre de sultan (1721).

C'est alors qu'Achmet III, empereur des Turcs, qui était en paix avec l'empereur de Russie, l'empereur d'Allemagne et la république de Venise, fait la guerre à la Perse; ses troupes assiégent Hamadan et Tauris, cette malheureuse ville dont une grande partie venait d'être engloutie au milieu d'un affreux tremblement de terre. Les Turcs sont battus auprès de cette ville infortunée; mais ils

sont vainqueurs de l'armée persane sous les murs d'Hamadan.

Ils ne sont pas les seuls qui veuillent profiter de la révolution de Perse; Pierre Ier désirait depuis long-temps d'avoir, sur le bord de la mer Caspienne, une place forte qui pût favoriser le commerce de ses états en Perse et dans d'autres contrées asiatiques; il croit les circonstances favorables pour conquérir cette place; mais avant d'entrer en campagne, il veut régler la succession au trône, d'où la mort peut le précipiter. Il change l'ordre établi à cet égard en Russie, et publie une constitution d'après laquelle le souverain est le maître à perpétuité de nommer à son gré son successeur, de révoquer son choix et d'en faire un nouveau; il veut que tous ses sujets se soumettent à cette constitution sous peine d'être punis comme traîtres à la patrie. Son envie de perpétuer le despotisme dont il a tant de fois abusé, l'aveugle si fortement, qu'il ne voit pas que la loi qu'il a promulguée ne peut être que la source la plus funeste de dissensions et de guerres civiles, surtout dans un pays où aucune représentation nationale n'existe, et où aucun assentiment direct ou indirect de la nation ne consacre les institutions et ne les fait respecter.

Pierre, après avoir publié cet acte si peu digne du génie qu'il avait reçu de la nature, se rend avec l'impératrice à Astracan, où il rassemble une grande armée : il s'embarque avec l'infanterie sur une

flotte commandée par l'amiral Apraxin, débarque au golfe d'Agrakan, y trouve sa cavalerie, remporte une victoire complète sur le sultan Mahmoud, se présente devant la forte ville de Derbend, en reçoit les clefs, et ayant atteint son but, repart pour Moscou, où il fait une entrée triomphale (1722).

Il avait, vingt ans auparavant, recueilli un jeune enfant nommé Menzikof, s'était attaché à lui, l'avait élevé aux plus grandes dignités, nommé prince de Pleskof, général des troupes de terre, amiral; et même lorsqu'il s'éloignait de Moscou, il lui confiait la régence de l'Empire. Ce jeune favori, suivant plusieurs historiens, ne savait ni lire ni écrire; mais il avait de la valeur, de l'adresse et du génie, et Pierre l'avait créé. L'empereur, revenu de Derbend, reçoit des plaintes contre Menzikof; ce général, ou plutôt ce ministre, avait foulé les peuples par ses exactions. L'empereur le condamne à une forte amende; et s'abandonnant avec lui à cet emportement sauvage qui dégénérait souvent en colère féroce, et auquel il cherchait d'autant moins à résister qu'il regardait ses sujets comme des esclaves dont la vie lui appartenait, et ses plus grands seigneurs comme les ouvrages de ses mains qu'il pouvait briser, il le châtie à coups de canne, et, pour montrer sa toute-puissance, lui laisse toutes ses places, et lui conserve toute sa faveur.

Quelques mois après l'expédition de la Caspienne, il sent que sa santé dépérit; il veut que

l'impératrice lui succède, et pour assurer davantage l'exécution de sa volonté suprême, il ordonne qu'elle soit couronnée avec beaucoup de pompe, et en présence des archevêques et des autres membres du clergé qu'il a réunis dans la principale église de la capitale; il remet lui-même le sceptre à Catherine, et place sur sa tête le diadème impérial.

Le mois de novembre suivant, arrivant dans le port de Lakte sur le bord du golfe de Finlande, il voit un canot portant des soldats et des matelots, et échoué sur un bas-fond. Le temps était obscur et la mer très-agitée; l'empereur envoie une chaloupe aux malheureux qui vont périr; mais trouvant qu'on est trop lent à les dégager, il va vers eux, ne peut faire avancer sa chaloupe autant qu'il le désire, se jette à l'eau, arrive au canot, fait redoubler tous les efforts par son exemple, et parvient à sauver ceux qui allaient être engloutis. Le froid humide qu'il a ressenti, et l'ardeur avec laquelle il a commandé et travaillé lui-même, lui donnent la fièvre et une inflammation douloureuse. On le rapporte à Pétersbourg; il éprouve de cruelles souffrances; il assiste néanmoins, le jour de l'Épiphanie, à la bénédiction des eaux sur la Néva glacée : sa maladie empire. Il avait consulté Boerhave; mais avant que la réponse de ce grand médecin n'arrive, il meurt, à l'âge de cinquante-deux ans, dans la ville qu'il a fondée.

La Russie perd l'homme extraordinaire auquel elle doit ses lois, sa police, sa discipline militaire, sa marine, son commerce, les sciences et les arts. Ajoutons pour absoudre en grande partie sa gloire, un noble et terrible aveu qu'il avait souvent répété. *J'ai réformé mon empire*, disait-il en rougissant, *et je n'ai pu me réformer moi-même* (1725).

Il avait eu trois filles de son second mariage, Anne qui avait épousé Charles-Frédéric, duc de Holstein-Gottorp, Élisabeth, et Natalie qui n'a encore que sept ans, mais qui est si vivement affectée de la perte de son père, qu'elle meurt de douleur pendant qu'on prépare les funérailles de Pierre, est portée dans la tombe en même temps que celui auquel elle n'a pu survivre, et laisse un nom touchant qui recevra à jamais l'hommage de tous les amis de la piété filiale.

Le prince Menzikof convoque une grande assemblée où se trouvent le sénat et le synode; on y proclame impératrice-régnante Catherine Ire, comme tenant l'empire de l'époux auquel elle a rendu des services si éminents.

Les Turcs s'emparent de Tauris, et l'on ne peut répéter qu'en frémissant que ces barbares, bien plus destructeurs que le fléau épouvantable qui avait bouleversé cette ville, en égorgent pendant cinq jours les habitants infortunés; leur cruauté se rassasie d'autant plus de sang, qu'ils ont cessé de craindre la Perse. Thomas, troisième fils de Hus-

sein, s'était élevé contre le sultan Mahmoud, et plusieurs provinces persanes l'avaient reconnu pour souverain. Mahmoud lui avait enlevé Casvin, Shiras, et plusieurs autres villes; mais au printemps de 1724 il avait été battu vers les frontières de l'Arabie. La colère que sa défaite lui avait inspirée avait dégénéré en frénésie; les principaux Aghuans le voient hors d'état de gouverner, veulent venger, au moment où ils cessent de le craindre, tant de Persans immolés par sa politique sanguinaire, le déposent, et proclament pour leur souverain Ashraf, fils d'Abdallah frère de Mahmoud. Ashraf apprend que Mahmoud va mourir des suites de sa frénésie, et néanmoins voulant le punir de l'assassinat de son père Abdallah, il ordonne qu'on coupe la tête du tigre expirant.

Il demande ensuite la paix aux Turcs, ne peut l'obtenir, leur fait la guerre pendant deux ans, a des succès et des revers, et, peu tranquille sur son trône, conclut un traité avec Achmet III, lui cède le pays compris entre Érivan, Tauris et Hamadan, le reconnaît pour le légitime successeur des califes, et consent à ce que le *kotbath* ou la prière publique soit faite au nom d'Achmet dans toute la Perse (1727).

L'impératrice de Russie Catherine Ire s'était montrée bien digne de succéder à Pierre; elle avait établi une académie des sciences conformément aux intentions de l'empereur qu'elle avait perdu,

ajouté à l'ordre de Saint-André, que Pierre avait créé, celui de Saint-Alexandre de Neuski pour accroître le nombre des récompenses destinées aux grands talents et aux grands services; conservé les alliances de Pierre; fait un traité avec l'empereur d'Allemagne Charles VI et le roi de Prusse en faveur des droits de son gendre le duc de Holstein-Gottorp sur le duché de Sleswick, et abattu les gibets et les échafauds élevés dans tant d'endroits de la Russie. Une maladie de poitrine l'enlève à ses sujets.

Elle avait par un testament appelé au trône Pierre, fils d'Alexis et de Charlotte-Christine-Sophie de Wolffenbutel, et petit-fils de Pierre Ier. « Ses enfants légitimes, avait-elle dit dans ce testa- » ment, lui succéderont. S'il meurt sans laisser des » enfants, ma fille Anne Petrowna héritera de la » couronne de Russie, et après elle ses enfants en » hériteront; si Anne ne laisse pas de postérité le » trône de Russie appartiendra à ma fille Élisabeth » Petrowna, et après elle à ses héritiers légitimes; » et, si elle n'a pas d'enfants lorsqu'il plaira à Dieu » de la retirer de ce monde, la couronne appar- » tiendra à la princesse Natalie Alexiewna, petite- » fille de feu l'empereur, et à ses descendants...... » Les personnes nommées dans mon testament ne » pourront porter la couronne impériale de Russie » s'ils ont une autre couronne ou ne professent pas » la religion grecque..... Le conseil de régence sera

» composé de ma fille Anne, de ma fille Élisabeth,
» du duc de Holstein, du prince de Menzicof et de
» cinq autres sénateurs....... Pierre sera majeur à
» seize ans..... »

Ce jeune prince, en vertu de ce testament remarquable, monte sur le trône de toutes les Russies (1727).

Catherine avait, peu de temps avant sa mort, accédé au traité de Vienne et garanti la pragmatique sanction; l'empereur Charles VI de son côté s'était associé à l'alliance contractée entre la Russie et la Suède; le roi de Prusse se détacha de l'alliance de Hanovre, et, à l'exemple de la Russie, adhéra au traité de Vienne et aux garanties de la pragmatique; et l'empereur d'Allemagne s'engagea à lui procurer, à la mort de l'électeur palatin, les duchés de Juliers et de Berg, ou une province équivalente qu'il détacherait de ses états héréditaires; les électeurs palatins de Bavière, de Cologne et de Trèves adhérèrent aussi au traité de Vienne et à la garantie de la pragmatique; et Charles VI promit de procurer à l'électeur de Bavière, à l'extinction de la maison italienne de Pico, les principautés de La Mirandole et de Concordia, ou de lui céder un équivalent à sa convenance.

D'un autre côté la république des Provinces-Unies accéda à l'alliance de Hanovre, sous la condition de ne pas prendre part aux guerres que pourrait faire naître la garantie des traités de West-

phalie et d'Oliva; le roi de Suède et le roi de Danemarck adhérèrent à la même convention; les principales puissances de l'Europe furent partagées entre ces deux grandes alliances de Hanovre et de Vienne; les unes croyaient y trouver des forces favorables à leur ambition, et les autres des défenseurs de leur indépendance; mais ces grandes associations sont bientôt dissoutes par des intérêts nouveaux plus pressants que ceux qui les ont produites.

L'Espagne commença le siége de Gibraltar; la France vit ce siége avec peine, et son ambassadeur le duc de Richelieu négocia auprès de Charles VI avec tant de succès que l'empereur d'Allemagne adopta un traité préliminaire signé à Paris par ses plénipotentiaires, ceux de la France, de l'Angleterre et de la Hollande, et par lequel il s'engagea à suspendre pendant sept ans l'octroi accordé à la compagnie d'Ostende. On confirma d'ailleurs par ces préliminaires tous les traités antérieurs à 1725; on convint de tenir un congrès à Aix-la-Chapelle pour terminer toute contestation entre les alliés de Vienne et ceux de Hanovre, et le roi d'Espagne, accédant à ce traité, fit lever le siége de Gibraltar (1727).

Deux événements remarquables relativement au droit public de l'Allemagne eurent lieu dans la même année : l'empereur éleva au rang de princesse de l'Empire Philippine-Césarée, fille d'un

capitaine au service de Hesse-Cassel, et que le duc de Saxe Meinungen avait épousée quatorze ans auparavant, et il accorda à ses enfants le nom et les armes de Saxe, ainsi que le droit de succéder aux états et aux fiefs de leur père. Les différentes branches de la maison de Saxe, ainsi que les maisons de Brandebourg et de Hesse, liées avec elles par des pactes de confraternité et de succession réciproque, réclamèrent avec la plus grande force contre le droit de succéder accordé à des enfants nés d'un mariage inégal; et, malgré l'autorité et les négociations de Charles VI, les princes des anciennes maisons germaniques appuyèrent avec d'autant plus de force les réclamations de celles de Saxe, de Brandebourg et de Hesse que la capitulation impériale rédigée par le collége électoral et adoptée par Charles VI lors de son avénement au trône impérial, interdisait à l'empereur d'accorder de telles prérogatives aux enfants provenus d'une union notoirement inégale. Combien les idées relatives à ces mariages regardés comme disproportionnés devaient s'affaiblir avant la fin d'un siècle!

Vers le même temps le duc Charles-Léopold de Mecklenbourg, bravant les arrêts du conseil aulique, renouvela ses anciennes vexations contre ses sujets; l'empereur, par un rescrit provisoire, ôta à ce prince le gouvernement de ses états, le donna au duc Christian-Louis, qu'il nomma admi-

nistrateur impérial, et réduisit Charles-Léopold à une pension alimentaire de 50,000 écus. Le corps germanique, quelque mécontent qu'il fût de la conduite du duc de Mecklenbourg, regarda la déposition provisoire de ce prince comme une nfraction des lois de l'Empire, de la capitulation mpériale et du traité de Westphalie; les princes es plus puissants de l'Allemagne se liguèrent pour a défense de leurs droits; la France et la Suède, garantes du traité de Westphalie, soutinrent les éclamations du corps germanique, et l'empereur ordonna de surseoir à l'exécution de son rescrit provisoire.

Le roi d'Angleterre, surpris par une paralysie orsqu'il allait dans son électorat de Hanovre, était nort à Osnabruck, où on l'avait transporté, et son ls George II était monté sur le trône de la Grande-retagne (1727). La dette publique, malgré un ond d'amortissement dont on avait parlé comme 'un trésor sacré et toujours croissant, montait à lus de cinquante millions sterling; l'état était nbarrassé, suivant l'expression d'un historien nglais, *dans un labyrinthe de traités et de conventions* qui l'obligeaient à payer des subsides à plueurs puissances du continent; on avait altéré la onstitution par l'établissement des parlements eptennaux, les trop fréquentes suspensions de acte d'*habeas corpus*; les concessions de divers édits, la force des armées permanentes et un

dangereux système de corruption; l'amour des richesses, augmenté par une vanité et un luxe accrus rapidement, avait affaibli l'antique honneur; l'esprit de parti avait éteint dans l'âme d'un grand nombre d'Anglais le noble et généreux patriotisme; les ministres, habiles à profiter de ces dispositions, multipliaient les places et les pensions, répandaient l'argent du trésor, *sans goût, sans discernement, sans décence et sans remords*, dit Smolett, employaient une multitude d'émissaires *à faire réussir*, ajoute cet historien, *les entreprises les plus honteuses contre la vérité, le bon sens et l'honnêteté publique*, et traitaient de *jacobites* et d'ennemis de l'État tous ceux qui paraissaient douter du mérite de leur administration.

Le gouvernement intérieur de l'Angleterre était confié à sir Robert Walpole, qui avait été, en entrant dans la chambre des communes, un des plus zélés partisants des whigs, était regardé comme une ancienne victime de la haine des torys, réunissait une manière de s'exprimer des plus séduisantes à d'autres grands talents, opérait avec dextérité sur les fonds publics, connaissait tous les mystères de l'agiotage, était lié avec toutes les associations financières, avait le plus contribué à réconcilier dans le temps George II avec son père à qui ce prince avait déplu, jouissait de la plus grande influence dans le conseil depuis la mort du comte de Sunderland et du comte de Stanhope,

it fermement résolu à profiter de la soif ar-
du gain qui regnait avec tant de force dans
nde-Bretagne pour obtenir dans son admi-
tion tous les succès qu'il désirait.
parlement s'étant réuni, Walpole proposa
ommunes d'arrêter que les revenus de la liste
, qui s'élevaient à peu près à huit cent mille
, fussent accordés au roi pour tout le temps
vie. M. Shippen parla avec beaucoup d'éner-
ontre cette proposition, et il est curieux à
eurs égards de connaître tout ce qu'il rappela
son discours. « Les revenus des différentes
nches de la liste civile, dit-il, n'excédaient
, sous le regne de la reine Anne, la somme de
 cent cinquante mille livres : cependant, du-
t un règne de trente ans, elle n'a demandé
une fois au parlement de payer des dettes
tractées pour le gouvernement civil, et qui
vaient été faites que pour des actes sans exem-
de piété et de générosité ; elle abandonnait
premiers fruits et les dixmes montant à dix-
uf mille livres pour contribuer au soutien du
uvre clergé ; elle donnait, sur le revenu des
stes, cinq mille livres de pension au duc de
rlborough ; elle permettait que, sur le même
enu, on prît chaque semaine sept cents livres
ur le service public ; elle avait dépensé plu-
urs centaines de mille livres à bâtir le château
Blenheim ; elle remettait quatre mille livres

» par an au prince Charles de Danemarck; elle
» soutenait les pauvres du Palatinat; les preuves
» de sa bonté royale se multipliaient, et peu de
» temps avant sa mort elle avait formé un plan qui
» aurait réduit ses dépenses à quatre cent soixante
» mille livres. Un million par an ne pourrait main-
» tenant suffire aux dépenses excessives dont on
» se plaint si souvent dans la chambre. On lève
» différentes taxes occasionelles. Des sommes
» très-fortes *sont englouties dans le gouffre sans*
» *fond du service secret*. On a donné vingt-quatre
» mille livres de dédommagement pour des vais-
» seaux marchands qu'on a brûlés, parce qu'ils ve-
» naient de ports infectés; et les marchandises qui
» auraient dû être détruites ont été vendues se-
» crètement... Il y a toujours dans le gouverne-
» ment civil une dette de plus de six cent mille
» livres... J'attends avec impatience que le temps,
» qui découvre les vérités les plus cachées, fasse
» connaître ceux qu'on a achetés comme des es-
» claves, et qui ont été les instruments corrompus
» d'une administration orgueilleuse et prodigue...
» Le discours de M. Shippen n'empêcha pas d'ad-
» mettre la proposition de Walpole (1727). »

L'amiral Bing, vicomte de Torrington, fut mis à la tête de l'amirauté; le conseil privé fut renouvelé, et le roi nomma ambassadeur à La Haye Philippe-Dormer Stanhope, comte de Chesterfield, que ses ouvrages, et particulièrement ses

lettres devaient rendre plus célèbre que les grandes places dans lesquelles néanmoins il devait acquérir tant d'estime.

Le besoin de favoriser le commerce se faisait sentir vivement dans toute l'Europe. Le ministère espagnol fit proposer des lettres de noblesse aux négociants de la province de Guipuscoa qui voudraient s'intéresser à une compagnie créée pour la culture du sucre et du cacao, et, par l'intermédiaire du duc de Liria, conclut un traité avec la Russie pour étendre les opérations des commerçants espagnols.

Le gouvernement de cette Russie que ne dirigeaient plus le génie de Pierre Ier ni le grand sens de Catherine, était agité comme un vaisseau qui a perdu son pilote au milieu d'une mer orageuse. Le duc de Holstein et le prince Menzikof ne peuvent s'accorder : le prince l'emporte, s'empare du pouvoir, et loge l'empereur dans son palais ; un parti veut porter la duchesse de Holstein sur le trône ; il est écrasé par Menzikof. Le duc et la duchesse de Holstein abandonnent la Russie, et retournent en Allemagne. Menzikof est nommé généralissime des troupes de terre et de mer ; sa fille va épouser l'empereur ; on célèbre leurs fiançailles. Menzikof règne sur toutes les Russies ; il paraît élevé au dessus de tous les revers ; mais un jeune Dolgourouki, du même âge que l'empereur, et élevé avec lui, a toute la confiance de Pierre II,

[illegible] [illegible] [illegible] de son souve[illegible] [illegible] puissance [illegible] commandait au p[illegible] [illegible] [illegible] dans un instant [illegible] [illegible] [illegible] dans un état despotique [illegible] [illegible] le souverain lui-même [illegible] le pouvoir [illegible]. Mais il est fragile, et [illegible] [illegible] à sa puissance peuvent seuls [illegible] soutenir. Les nombreux ennemis de Menzikof [illegible] [illegible] : on le [illegible] de toutes ses di[illegible] [illegible] : on le prive de ses biens : on brise son ép[illegible] on lui arrache le cordon de Saint-André ; on [illegible] [illegible] [illegible] la Sibérie avec sa femme, s[illegible] fils, sa fille, et son autre fille la fiancée de l'emp[illegible] reur. Sa femme succombe à ses souffrances ; [illegible] domestiques qui n'ont pas voulu le quitter con[illegible] struisent au milieu des frimas une cabane où l[illegible] petite-vérole lui enlève une de ses filles, où i[illegible] meurt lui-même après deux ans de l'exil le pl[illegible] rigoureux, sans qu'aucun de ceux qu'il a laissé[illegible] auprès du trône ait osé plaindre un moment so[illegible] sort, et où il ne trouve que dans la tombe auprès de son enfant la fin de ces vives douleurs de l'â[illegible] contre lesquelles il s'est efforcé de lutter.

Son souvenir échappera un jour à l'histoire; mais elle conservera avec soin celui du navigateur qui, vers le temps de la chute de Menzikof, trouva à l'endroit où finit la Russie asiatique, et où commence l'Amérique du nord, ce célèbre détroit auquel est attaché son nom de Béring (1728).

L'empereur d'Allemagne ne cessait de retarder la conclusion définitive de la paix générale européenne en ne voulant pas laisser admettre des garnisons espagnoles dans les places fortes de la Toscane et des duchés de Parme et de Plaisance, et en refusant de supprimer la compagnie d'Ostende. La France et la Grande-Bretagne parvinrent à détacher l'Espagne de ce prince, et conclurent le traité de Séville par lequel Philippe V se soumit de nouveau à tous les engagements résultants des traités d'Utrecht, de la quadruple alliance et du Pardo, consentit à la suppression de la compagnie d'Ostende, promit de satisfaire, relativement au sujet de leurs plaintes, les négociants d'Angleterre et de Hollande, et la France et l'Angleterre s'obligèrent à faire recevoir six mille Espagnols dans les places de Livourne, Porto-Ferrajo, Parme et Plaisance, pour assurer la succession de l'infant don Carlos (1729). La république des Provinces-Unies accéda au traité de Séville. L'ombre d'un congrès que l'on voyait encore à Soissons s'évanouit comme une fumée; et l'empereur Charles II se prépara à prendre les armes.

Ce traité de Séville avait été en grande partie l'ouvrage du cardinal de Fleury et de la reine d'Espagne, fille d'un frère du duc de Parme, Antoine Farnèse, qui vivait encore, et mère de l'infant don Carlos. Le cardinal n'obtint pas le même succès relativement aux affaires ecclésiastiques de France;

l'influence que devaient lui donner la puissance ministérielle et la pourpre romaine dont il était revêtu ne pouvait plus lutter contre l'opinion du grand nombre de Français fortement attachés aux anciennes maximes et aux droits ou libertés de l'Église gallicane : sa modération ordinaire l'abandonna; il crut pouvoir employer la force. Parmi les quatre évêques qui avaient appelé au futur concile général de la constitution romaine dite *Unigenitus*, était Jean Soanen, évêque de Sénez, vieillard respectable qui ne sortait pas de son diocèse et qui y était parvenu à l'âge de quatre-vingt-un ans, au milieu des respects de ses diocésains. Ce vieux prélat n'avait conservé aucune relation avec la cour. Le cardinal de Fleury ne lui connaît pas de protecteur, et croit pouvoir sans danger faire tomber sur cette tête vénérable et octogénaire le coup qu'il a préparé ; il oublie que les actes odieux que l'on pardonne le moins en France sont ceux que l'on commet avec une sorte de lâcheté. L'évêché de Senez était dans l'archevêché d'Embrun ; cet archevêché avait été donné à M. de Tencin, dont l'esprit et les lumières étaient déjà célèbres, mais dont l'ambition était extrême. Le cardinal convoque à Embrun une assemblée de treize évêques ; M. de Tencin ne craint pas de les présider ; on donne à cette réunion le nom de concile : l'évêque de Senez est cité et paraît devant l'assemblée; on l'interroge ; il

répond avec une fermeté qui étonne et qui embarrasse les évêques ; on le suspend néanmoins de ses fonctions épiscopales : il appelle de ce prétendu jugement au futur concile général et légitime ; mais à l'abus de l'autorité ecclésiastique succède l'emploi tyrannique de l'autorité du ministre ; l'évêque de Senez est exilé dans l'abbaye de la Chaise-Dieu, où ses jours devaient s'éteindre après une honorable et touchante vieillesse ; mais cinquante avocats du parlement de Paris attaquent le fond et la forme de l'acte du concile d'Embrun dans une consultation qu'ils publient et qu'on lit avec avidité. C'est en vain qu'un arrêt du conseil la supprime ; on la recherche avec plus d'empressement. Le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, et onze évêques, adressent au roi une lettre dans laquelle ils se plaignent vivement de l'assemblée d'Embrun. Les adhésions les plus énergiques à la cause de l'évêque opprimé s'élèvent de toutes les parties de la France. Le cardinal irrité et inquiet se laisse entraîner de violence en violence; les lettres de cachet se multiplient, enlèvent des pasteurs à leurs troupeaux, remplacent des curés honorés de la confiance de leurs paroissiens par des desservants que l'on ne voit qu'avec peine revêtus de l'étole presbytérale, destituent ou exilent des chefs de communautés religieuses d'hommes, ou des directeurs de communautés de femmes, et excluent de la Sorbonne cent docteurs

estimés. Le roi tient un lit de justice pour faire enregistrer une déclaration qui renouvelle l'obligation de signer le formulaire, et ordonne de regarder la constitution *Unigenitus* comme un jugement de l'Église en matière de doctrine; et le cardinal, trompé par le silence que dicte la crainte de troubler trop dangereusement l'Église et l'état, regarde comme un triomphe et comme un moyen de pacification le succès momentané d'un despotisme d'autant plus condamnable qu'il viole le saint-respect que l'on doit à la conscience.

Benoît XIII, fils de Ferdinand Orsini, duc de Gravina, occupait le siége pontifical. Il avait été nommé cardinal et pape malgré lui; on l'avait arraché, pour ainsi dire, au couvent des dominicains, dans lequel sa dévotion l'avait engagé à se renfermer, et où il voulait continuer de se livrer à la prière et à l'étude : la pourpre ni la tiare n'altérèrent pas ses vertus. Il était fort lié avec le cardinal de Noailles; il voulait approuver la déclaration *doctrinale* de ce cardinal, et rendre par cet assentiment la paix à l'église de France; mais les cardinaux s'y opposèrent, et il n'eut pas la force de leur résister.

Il montra néanmoins une grande fermeté pour soutenir un bref qu'il avait adressé aux dominicains, et par lequel il les exhortait à continuer d'enseigner la doctrine de Saint-Augustin et de Saint-Thomas concernant la prédestination et la grâce;

et les jésuites ayant voulu lui faire à ce sujet des représentations pressantes, il leur répondit avec véhémence, malgré son grand âge : *Appelerez-vous au concile général? vous m'y trouverez.*

Il avait tenu à Rome un concile pour la réformation des mœurs et de la discipline ecclésiastiques, et c'est dans la rédaction des actes de cette assemblée, rédaction qui ne fut terminée qu'après la fin de la session, que, suivant plusieurs historiens, le secrétaire Fini inséra, contre l'intention du concile, que la bulle *Unigenitus* était une règle de foi.

(1730). Benoît XIII mourut à quatre-vingt-un ans, vénéré comme un saint; il eut pour successeur le cardinal Laurent Corsini, évêque de Frescati, et qui prit le nom de Clément XII.

Dans la même année, le roi de Sardaigne Victor-Amédée abdiqua en faveur de son fils Charles-Emmanuel, et l'on vit dans le voisinage de ce royaume de Sardaigne les Corses commencer de vouloir secouer le joug de la république de Gênes, et conquérir leur indépendance.

Ce fut aussi dans cette même année que les ministres du roi George II ayant proposé au parlement britannique, malgré le traité de Séville et la paix générale, d'entretenir plus de dix-sept mille hommes dans l'armée de terre, il y eut dans la chambre des communes une opposition remarquable : M. Pultney demanda qu'on ne conservât

en activité que douze mille hommes. « La proposition de M. Henri Petham, secrétaire pour la » guerre, dit M. Shippen, tend directement à établir une armée permanente dans la Grande-» Bretagne; mais j'espère que la nation anglaise » ne sera jamais assez *germanisée* pour se sou-» mettre lâchement à un gouvernement militaire : » on n'a aucun besoin des troupes qu'on demande. » Elles ne sont pas nécessaires pour tenir l'Espagne » en respect et l'obliger à rester attachée à son » propre traité; elles ne sont pas nécessaires pour » forcer l'empereur à accéder immédiatement à ce » traité de Séville; elles ne sont nullement néces-» saires pour la sûreté de la personne de sa ma-» jesté ou de son gouvernement. La force et la » violence ne sont les ressources que des usurpa-» teurs et des tyrans, qui craignent avec raison » les peuples qu'ils oppriment, et n'ont d'autre » appui que leurs armées pour se maintenir contre » les lois et la justice. » L'influence des whigs, entièrement dévoués au gouvernement, détermina néanmoins l'adoption de la proposition ministérielle.

Les discours énergiques de MM. Pultney, Barnard et Wyndham n'empêchèrent pas non plus la chambre des communes d'adopter un projet de bill soutenu par sir Robert Walpole et M. Petham, et qui interdisait aux sujets de la Grande-Bretagne de prêter des sommes d'argent à des

princes ou états étrangers sans une permission du roi.

(1730) Pendant la même session, le parlement abolit l'impôt sur le sel, permit aux planteurs et aux commerçants de la Caroline de transporter du riz dans toutes les contrées européennes situées au sud du cap Finistère, accorda la liberté de porter du sel d'Europe dans la Nouvelle-York, et renouvela le privilége exclusif de la compagnie des Indes orientales.

Sept chefs des Cherokee, nation indigène de l'Amérique septentrionale, et voisine de la Caroline, furent amenés en Angleterre par sir Alexandre Cumin, et conduits devant le roi. Ils lui présentèrent les attributs de leur pouvoir, se reconnurent soumis à sa domination au nom de tous leurs compatriotes, furent éblouis de la magnificence de la cour, consentirent à tous les arrangements proposés par les lords commissaires du commerce et des plantations, reçurent en présent des armes et d'autres objets utiles, et furent reconduits dans leur patrie.

(1730) Le duc de Parme et de Plaisance avait cessé de vivre, et l'empereur avait fait occuper les deux duchés par des troupes qu'il avait réunies en Italie. Cette violation du traité de la quadruple alliance pouvait avoir les suites les plus dangereuses pour la tranquillité de l'Europe. L'Angleterre et la Hollande parvinrent à dissiper les alarmes; elles

conclurent avec Charles VI un second traité de Vienne par lequel elles se déclarèrent garantes de la pragmatique sanction. L'empereur, qui attachait le plus grand intérêt à cette pragmatique, consentit à tous les articles du traité de Séville, et promit d'abolir à perpétuité la compagnie d'Ostende. L'Espagne accéda à ce traité; la diète le ratifia relativement à la Toscane et aux duchés de Plaisance et de Parme; le grand-duc de Toscane s'arrangea avec l'Espagne par un traité conclu à Florence, institua l'infant don Carlos héritier de ses états, lui substitua ses frères, suivant l'ordre de primogéniture, ne s'opposa plus à l'entrée des troupes espagnoles dans Livourne et dans Porto-Ferrajo; et comme l'infant n'avait pas encore atteint sa majorité, fixée à vingt-deux ans, l'empereur nomma tuteurs de ce jeune prince pour les duchés de Parme et de Plaisance le grand-duc de Toscane et la duchesse Dorothée, première douairière de Parme, mère de la reine d'Espagne et aïeule maternelle de l'infant. Une escadre anglaise transporta six mille Espagnols à Livourne, et la duchesse Dorothée n'ayant aucun égard aux protestations de la cour de Rome, fit rendre hommage à son petit-fils par les états de Plaisance et de Parme.

(1731) Mais quel délire des passions humaines marque la fin de cette année! L'archevêque de Saltzbourg avait découvert dans ses états une

église nombreuse de protestants; réunissant la puissance du glaive à celle de la crosse archiépiscopale, il avait employé les moyens les plus violents pour les faire rentrer dans le sein de son église. Le corps évangélique réclame en faveur de ces victimes de l'intolérance; l'archevêque, au lieu d'imiter les autres états de l'Empire, de se souvenir des maximes de l'évangile, de tolérer des chrétiens dont quelques opinions ne sont pas conformes aux siennes, et d'employer pour changer ces opinions le langage de la charité et d'une affection paternelle, ne renonce à les tourmenter qu'à condition qu'ils quittent ses états; plus de trente mille protestants abandonnent le pays de Saltzbourg; les deux tiers de ces proscrits vont peupler les déserts de la Prusse, où ils trouvent la paix et la liberté de leurs consciences; les autres e dispersent dans l'Allemagne ou vont dans l'Amérique du nord.

Et quelles idées régnaient encore dans une partie le l'Europe relativement à la puissance ecclésiasique! Le roi d'Espagne a besoin d'argent pour ne expédition contre les Maures, sur lesquels il eut reprendre Oran; il se refuse à mettre de ouveaux impôts sur ses sujets; il désire que le lergé de ses états contribue aux frais d'une uerre contre les anciens ennemis du christiaisme; il croit avoir besoin de l'autorité du pape; sollicite son intervention; et c'est le pontife de

conclurent avec Ch
Vienne par lequel e
la pragmatique sa
chait le plus gran
consentit à tous le
promit d'abolir à
tende. L'Espagn
ratifia relativem
Plaisance et de
s'arrangea ave
Florence, inst
ses états, lui s
de primogéni
troupes esp
Ferràjo; et
teint sa ma
reur nom
duchés d
Toscane
rière de
aïeule
glaise t
et là d
prote
hom

ne se

lement

eil cass

hambre

nnent le

u parlem

exilés en

lence, no

grand'cham

négocie

tes et des

se réunis

Le cardinal

pagnie que son

tales et aux

de véritable piété, de vertus élevées et d'intrigue, d'ignorance, de superstition et de fanatisme. On croirait voir dans les progrès de la civilisation ce combat des ténèbres contre la lumière consacré, par tant de cosmogonies et de mythologies, et que suit le règne de l'auguste vérité. La *Henriade* *Œdipe*, *Zaïre*, les *Lettres philosophiques*, les *Lettres persanes* avaient déjà paru; Buffon siégeait déjà parmi les membres de l'académie des sciences; et les querelles théologiques, les haines anti-religieuses, les croyances ridicules et les persécutions se montrent en France avec une nouvelle force. Le pape Grégoire XIII, le célèbre réformateur du calendrier, avait placé dans le martyrologe Grégoire VII, cet audacieux Hildebrand, qui voulait disposer des couronnes et se regardait comme le supérieur des rois. Le pape Benoît XIII avait laissé insérer dans le bréviaire romain, employé dans un très-grand nombre d'églises de France, une *légende* qui plaçait cet ambitieux Grégoire au nombre des saints, et canonisait ses absurdes prétentions. Le parlement de Paris condamna cette légende, et la flétrit par les expressions qu'il employa dans son arrêt. La cour de Rome se plaignit et réunit à sa réclamation de nouvelles instances pour le soutien de la bulle *Unigenitus*. Le cardinal de Noailles était mort; M. de Vintimille, qui l'avait remplacé sur le siége archiépiscopal de Paris, avait des opinions théologiques opposées à celles de son pré-

décesseur; il donne un mandement pour l'acceptation de la bulle. Vingt-deux curés de la capitale refusent de le publier, et en appellent *comme d'abus* au parlement. Le conseil du roi veut retirer cette affaire de la juridiction de ce parlement qu'il redoute; mais cette antique cour revendique son droit de haute police sur tous les objets qui peuvent nuire à la tranquillité publique. Une députation de ce corps se présente devant le roi à Compiègne; deux conseillers parlent avec beaucoup de force: le cardinal les fait arrêter. Le parement déclare sa liberté violée, et cesse ses fonc-ions. La cour embarrassée le fait solliciter de les eprendre; il ne se rassemble que pour déclarer *ibusif* le mandement de l'archevêque de Paris. Un irrêt du conseil casse celui du parlement; les con-eillers des chambres, dites *des enquêtes* et *des equêtes*, donnent leur démission. « Puisque les membres du parlement, disent-ils, doivent être arrêtés ou exilés en opinant, ou se déshonorer en gardant le silence, nous remettons nos charges au roi. » La grand'chambre composée des conseil-ers les plus âgés négocie la réintégration des mem-res des enquêtes et des requêtes; ils reprennent eurs provisions, se réunissent et font de nouvelles emontrances. Le cardinal de Fleury ne paraît pas evoir mieux réussir que le cardinal Mazarin avec ne compagnie que son dévouement aux lois fon-amentales et aux anciennes maximes remplit de

méfiance sur tout ce qui semble avoir quelque rapport avec les prétentions romaines. Le roi convoque le parlement à Versailles, où il veut tenir un lit de justice. Les conseillers des enquêtes et des requêtes refusent de se rendre dans un endroit où ils disent que la cour des pairs ne doit pas être réunie. On les exile dans différentes villes du royaume. La grand'chambre négocie de nouveau; les exilés sont rappelés. Le parlement se rassemble; mais le cardinal n'a rien obtenu (1733).

Le corps des avocats partage les sentiments du parlement; et tous ceux qui tiennent à cet ordre les répandent dans toutes les classes; la fermentation des esprits est extrême; les *appelants* et les *acceptants* se combattent par des écrits parmi lesquels on distingue les *nouvelles ecclésiastiques* composées en faveur des appelants qu'on nomme *jansénistes*.

Un de ces appelants, un diacre nommé Pâris, qui avait montré un grand zèle pour les opinions qu'il avait embrassées, était mort, et avait été enterré dans le cimetière de la paroisse de Saint-Médard. On en parle comme d'un saint; des personnes dont la tête est très-exaltée répandent le bruit qu'il se fait des miracles à son tombeau. Des malades et des estropiés y accourent; leur croyance devient si vive qu'ils éprouvent des affections nerveuses des plus fortes; l'enthousiasme de ceux qui les entourent et l'espérance qui s'accroît au plus

iaut degré dans leur esprit troublé leur donnent
es convulsions étranges; ils ressentent de grandes
ouleurs; ils se plaignent, ils jettent des cris; mais
ls se retirent, persuadés qu'ils ont reçu un grand
oulagement. On crie *Au miracle! — C'est l'œuvre le Dieu*, disent les appelants. — *C'est l'œuvre du lémon*, disent leurs adversaires. La foule se porte le plus en plus au tombeau du diacre; des désordres surviennent; des pratiques scandaleuses et nhumaines sont inspirées par un zèle aveugle; eux qui ont conservé le calme de la raison en ;émissent s'ils sont religieux, en rient si leur foi st légère; un ordre de la cour fait fermer le cimeière; et l'agitation des esprits qu'avait excitée le nandement de l'archevêque paraît un peu calmée.

L'Angleterre profitait de la paix pour s'occuper e son industrie, de son commerce et de ses finances. Sir Robert Walpole proposa aux communes n bill relatif aux droits d'excise et de douanes; t particulièrement au tabac importé des colonies, u exporté de la métropole. Ce projet éprouva ne violente opposition. Des députés de la ville de ,ondres et surtout sir Jean Barnard le combatirent avec force. Walpole, au milieu d'une disussion orageuse, se plaignit de nombreux rassemblements qui entouraient la chambre; il prétendit qu'ils étaient suscités par les adversaires du rojet; il traita avec mépris ceux qui faisaient partie de cette multitude. Sir Jean Barnard releva avec

ragée par le chancelier Osterman, qui, sous le prétexte d'une maladie, s'était absenté des séances du conseil, elle déclara qu'une cabale l'avait forcée à signer les articles, et les déchira comme contraires à ses droits et au vœu de la nation. Le public, entraîné par Osterman et par les ennemis du ministre tout-puissant, applaudit à la déclaration de l'impératrice. Dolgorouki et sa famille furent arrêtés sous un de ces prétextes que le despotisme trouve si facilement, et relégués en Sibérie. Le favori de Pierre II trouva dans son exil le fils et la fille de ce Menzikof qu'il avait précipité dans la misère, et quels avertissements les ambitieux doivent trouver dans ces jeux du sort ! Anne rappela les enfants de l'infortuné mort dans la proscription : ils laissèrent à Dolgorouki la cabane qu'avait habitée leur malheureux père, et allèrent à Moscou, où le fils de Menzikof, nommé capitaine des gardes, reçut la cinquième partie des biens de l'auteur de ses jours, et où sa sœur devint dame d'honneur de l'impératrice.

Biren, favori de cette princesse pendant qu'elle était en Courlande, ne devait pas la suivre en Russie, d'après les articles rédigés par le conseil suprême; mais ces articles n'existaient plus. Biren revint auprès de l'impératrice, et d'après son avis elle adopta et désigna pour lui succéder Catherine, fille de sa sœur Catherine Ivanowna et du duc Charles de Mecklenbourg-Schwerin, jeune prin-

cesse qui embrassa la religion grecque, et prit le nom de celle qui venait de l'appéler au trône (1731).

Deux ans après cette adoption mourut Auguste II, électeur de Saxe et roi de Pologne (1733). Les nobles polonais confédérés dans la diète de convocation prennent la résolution de n'élire pour leur roi qu'un *piaste* catholique de père et de mère, et n'ayant aucun état hors la république. Cette résolution excluait le nouvel électeur de Saxe, et montrait l'intention de replacer Stanislas sur le trône de leur patrie. L'empereur d'Allemagne et l'impératrice de Russie s'opposent à ce projet. Charles VI rassemble une armée considérable vers les frontières de la Pologne, et une armée russe entre dans la république par la Lithuanie. Le roi de France fait représenter à Charles VI qu'étant garant de la liberté polonaise, et intéressé à l'élévation de son beau-père, il serait forcé de prendre les armes pour les défendre. Le nouvel électeur de Saxe adhère à la pragmatique sanction, promet de concourir à la garantir, et Charles VI n'est plus arrêté par la déclaration de la France.

Le roi Stanislas néanmoins se rend secrètement en Pologne, et est élu par la majorité des électeurs polonais dans la plaine de Wola, près de Varsovie, plaine désignée par les lois pour l'élection du monarque. La minorité des électeurs, et principalement les nobles du grand duché de

Lithuanie, envahi par l'armée russe, se retirent dans le village de Prague, situé sur la Vistule, vis-à-vis Varsovie. Les troupes de la Russie accourent pour les soutenir; ils élisent l'électeur de Saxe sous le nom d'Auguste III. Le roi Stanislas est obligé de quitter la capitale; les Russes occupent avec les Saxons, et Stanislas se retire à Dantzig.

La France, l'Espagne et la Sardaigne déclarent la guerre à l'empereur d'Allemagne. Louis XV assure qu'il observera la plus exacte neutralité avec les états de l'Empire; mais ses troupes s'emparent de la Lorraine et de la forteresse de Kehl.

Une armée française, commandée par le maréchal de Villars, se réunit aux troupes du roi de Sardaigne, et soumet Pavie, Vigevano, Lodi, Crémone, Milan, sa citadelle et la forteresse de Pizzighitone (1733).

Charles VI promet aux états protestants de l'Allemagne de faire abolir la clause du traité de Ryswick d'après laquelle le culte public réformé est plus restreint que par le traité de Westphalie, et faisant valoir auprès des autres états la prise de Kehl par la France, et par conséquent les hostilités commencées par cette puissance, détermine la diète à faire la guerre à Louis XV. L'électeur de Bavière, l'électeur palatin et l'électeur de Cologne (Clément-Auguste de Bavière) gardent seuls la

neutralité qu'ils se sont en vain efforcés de faire observer par leurs co-états (1734).

L'armée française prend Trèves, Trarbach, et assiége Philisbourg sous les ordres du duc de Berwick. Ce maréchal est tué par un boulet de canon en visitant la tranchée. Le marquis d'Asfeld le remplace; le prince Eugène lui-même ne peut attaquer les lignes françaises, et Philisbourg se rend.

Les Français et les Sardes réunis en Italie s'emparent de Novarre et de Tortone; mais quelle grande perte va faire la France! le vieux maréchal de Villars tombe malade, envie le sort du maréchal de Berwick, dont il a toujours admiré les grands talents, est obligé de repartir pour la France, ne peut aller plus loin que Turin, et c'est dans cette ville que meurt à quatre-vingt-deux ans le vainqueur de Denain, le sauveur de sa patrie.

Le maréchal de Coigni, son digne successeur, bat auprès de Parme les Impériaux, qui perdent leur général le comte de Mercy. Un corps français est surpris sur le bord de la Secchia par le comte de Kœnigseck; mais les alliés remportent à Guastalla sur ce général de l'empereur une nouvelle et grande victoire.

Une armée espagnole commandée par le duc de Montemar sous les ordres de l'infant don Carlos se rassemble dans la Toscane, traverse les états du pape, pénètre dans le royaume de Naples,

force près de San-Germano les lignes des Impériaux, soumet sans coup férir la ville de Naples, dans laquelle l'infant est couronné, remporte auprès de Bitonto une victoire complète, sur le comte de Belmonte, général autrichien, décide du sort du royaume, et s'empare des forteresses de Gaëte et de Capoue; le duc de Montemar, créé duc de Bitonto, passe en Sicile, et cette île reconnaît don Carlos pour son souverain, excepté la ville de Syracuse et la citadelle de Messine.

Pendant ces succès des Espagnols et des Français en Italie, les Russes, auxquels se sont réunies les troupes polonaises et saxonnes, forment le siége de Dantzig; le comte de Munich les commande : le roi Stanislas défend cette ville pendant cinq mois avec autant d'habileté que de courage, et lorsqu'il voit que tous ses efforts sont inutiles, qu'une flotte russe bloque le port, et que Dantzig va capituler, il se déguise et parvient à se rendre à Kœnigsberg au travers des armées ennemies.

La fortune abandonne cependant les armes de Charles VI; le prince Eugène terminait son immortelle carrière en couvrant avec des Impériaux et des Russes Mayence et Fribourg; mais il ne commandait pas en Italie; la citadelle de Messine et Syracuse se rendent aux Espagnols. Don Carlos est couronné à Palerme roi des Deux-Siciles; les troupes de ce monarque ou de Philippe V s'emparent d'Orbitello et de La Mirandole.

Le comte de Kœnigseck et l'armée impériale dont il est le général se retirent dans les gorges du Trentin; Mantoue est bloquée, et c'est la seule place qui reste en Italie à Charles VI, qui peu de temps auparavant y possédait tant de provinces; mais l'Espagne fait une grande faute : fière de ses succès, elle veut traiter seule avec l'empereur d'Allemagne; elle envoie à Vienne un négociateur obscur; la France en est informée, s'en offense et adopte avec Charles VI des préliminaires de paix proposés par l'Angleterre et la Hollande. L'Espagne et la Sardaigne veulent continuer la guerre; le comte de Kœnigseck repousse leurs troupes jusques au-delà du Pô (1735); le duc de Bitonto, qui commande les Espagnols dans la Lombardie, accepte une suspension d'armes; le roi d'Angleterre voit sans peine le refroidissement survenu entre la France et l'Espagne. Il craignait un trop grand accroissement de la puissance de la maison de Bourbon; c'était cette crainte politique qui l'avait déterminé à proposer des préliminaires de paix à Louis XV et à Charles VI, et il avait adopté cette mesure d'autant plus facilement que la nation anglaise avait vu avec inquiétude le bill qui autorisait son monarque à augmenter ses troupes de terre lorsque les circonstances l'exigeraient dans les intervalles des sessions du parlement.

Deux bills remarquables sont sanctionnés par ce prince l'année suivante; l'un annule les anciens

» du corps politique, que je ne puis toucher
» qu'avec une main légère et tremblante, crainte
» de détruire tout le corps, ou du moins de bles-
» ser l'œil sur lequel je la découvre. Si le théâtre
» devient licencieux, si une pièce paraît être un
» libelle contre le gouvernement ou contre un
» particulier, les tribunaux sont ouverts, les lois
» sont suffisantes pour punir le criminel; si les
» poètes et les comédiens doivent être restreints,
» qu'ils le soient comme les autres sujets par les
» lois connues. S'ils tombent en faute, qu'ils soient
» jugés comme les autres Anglais par les lois de
» Dieu et par celles du pays : ne les assujettissons à
» la volonté arbitraire et au caprice d'aucun
» homme; un pouvoir remis entre les mains d'un
» seul pour juger et déterminer sans limitation,
» contrôle ou appel, est inconnu dans nos lois et
» incompatible avec notre constitution : c'est un
» pouvoir plus grand que nous n'en accordons au
» roi même, et le lord chambellan ne doit pas en
» être revêtu. »

(1737) La Sardaigne, l'Espagne, Naples, la Russie et la Pologne avaient accédé au traité de Vienne; l'empereur en avait demandé la ratification à l'Empire; il avait été convenu que le roi Stanislas abdiquerait la couronne de Pologne en faveur d'Auguste III, conserverait le titre de roi, serait mis en possession des duchés de Lorraine et de Bar pour prix de son sacrifice, en jouirait

pendant toute sa vie, et les transmettrait en mourant à la couronne de France, à laquelle ils seraient réunis à perpétuité; que le duc de Lorraine aurait la succession éventuelle du grand duché de Toscane; que l'infant don Carlos garderait le royaume des Deux-Siciles et *l'état des Garnisons;* que le roi de Sardaigne aurait les villes de Tortone et de Novarre, leurs territoires, la souveraineté des Langhes et quatre grandes terres; que l'empereur réunirait aux états qu'il recouvrerait en Italie les duchés de Parme et de Plaisance; que la France garantirait la pragmatique sanction, et que tous les droits d'élection de la nation polonaise lui raient assurés à jamais. Les princes protestants adressèrent à Charles VI des reproches amers au sujet de la clause du traité de Ryswick qu'il leur avait promis de faire annuler. D'autres princes et des électeurs se plaignirent de ce que les préliminaires avaient été arrêtés sans l'avis de l'Empire; mais néanmoins la diète déclara que l'Empire approuvait ces préliminaires. « Il consent, portait le » décret, à la cession de la Lorraine, à condition » que la France se borne à posséder les droits et les » territoires qui appartenaient aux anciens ducs. » Il sera fait de la part de l'Empire des remerciements solennels au duc de Lorraine pour sa résolution généreuse de sacrifier ses états héréditaires au rétablissement de la paix; il conservera » comme une preuve des sentiments de l'Empire,

» et sous le nom de *Nomény-Lorraine*, le rang et
» le suffrage qui appartenaient anciennement à son
» duché dans le collége des princes, et ce suffrage
» sera attaché à la terre immédiate de Falkenstein,
» située dans le cercle du Haut-Rhin, et qui sera
» exceptée de la cession générale de la Lorraine. »

Le roi Stanislas, après cette ratification, prit possession des duchés de Lorraine et de Bar; les Espagnols évacuèrent la Lombardie et la Toscane; le duc François de Lorraine, grand-duc éventuel de Toscane, épousa l'archiduchesse Marie-Thérèse, fille aînée de Charles VI; cette princesse, par son contrat de mariage, ratifia la pragmatique sanction, et par cette alliance deux branches de la maison d'Alsace, celle d'Autriche et celle de Lorraine, furent de nouveau réunies (1736).

La paix allait régner en Europe : elle est troublée de nouveau. L'impératrice de Russie voulant reconquérir la forteresse d'Azof, obtenir la liberté de la navigation dans la mer Noire, et donner ainsi plus d'activité au commerce de ses vastes états, déclare la guerre au grand sultan, sous le prétexte de quelques incursions faites dans ses provinces par les Tartares de Crimée. L'empereur Charles VI veut aussi prendre les armes contre les Turcs; mais le plus grand orage qui menace l'empire de Constantinople gronde du côté de la Perse; c'est là que commande un homme extraordinaire dont les conquêtes et l'élévation sont l'ob-

it de l'entretien de l'Europe entière, et qui n'annonce que trop au successeur de Bajazet Ier un utre Tamerlan.

Le schah Ashraf n'avait pas régné tranquillement sur les provinces persanes; le prince Thamas, troisième fils de Hussein, commandait à plusieurs de ces provinces, et lui disputait les autres. Les troupes de ce prince Thamas étaient sous les ordres de Nadir. Ce Persan à grand caractère, privé de l'héritage de ses pères par son oncle, s'était mis à la tête d'aventuriers, avait exercé un brigandage qui avait augmenté le nombre de ses soldats, s'était présenté au prince Thamas à la tête de trois mille hommes déterminés à tout braver, et avait par son audace, son talent naturel et ses succès, mérité d'être nommé général en chef de ses armées. Il conquiert le Khorasan, où il était né, remporte sur Ashraf une grande victoire (1729), s'empare d'Ispahan, livre une seconde bataille dans laquelle Ashraf perd la vie (1730), fait reconnaître Thamas pour souverain de toute la Perse, devient tout puissant sous le nouveau schah, et croyant affermir une autorité à laquelle il est prêt à tout sacrifier, destitue tous les grands officiers qui lui sont suspects, et les remplace par ses créatures.

Les Turcs avaient profité des discordes sanglantes des Persans pour renouveler la guerre contre eux. Le grand sultan Achmet III et son

grand visir étaient campés à Scutari, et allaient s'avancer vers la Perse. Une sédition est excitée à Constantinople : cet incendie, toujours si dangereux dans les états despotiques, s'accroît avec rapidité; le peuple et la milice, mécontents du gouvernement, se joignent aux rebelles. Le sultan est forcé de sacrifier ses principaux ministres; on demande qu'il soit déposé : il craint pour sa tête; il tire de sa prison son neveu Mahmoud, qu'on voulait voir sur le trône, lui rend hommage, et se retire dans des appartements du sérail, où on le laisse vivre sans lui donner de nouvelles alarmes. Mahmoud I[er] est proclamé grand sultan par le mufti, les hommes de loi, les janissaires et les autres corps de la milice réunis à Constantinople. On lui ceint solennellement le cimeterre d'Othman, le chef de sa race (1730).

L'année suivante, Nadir conduit les troupes persanes vers Hamadan, où les Turcs avaient leurs quartiers, les défait dans une bataille sanglante, menace Tauris, va au-devant de Kuprogli, qui veut le défendre, le bat, et l'oblige à se retirer vers Erivan (1731). Le sort néanmoins lui devient contraire. Le pacha Rustan sort d'Érivan, attaque les Persans, les met en déroute, les suit, remporte une seconde victoire, et propose la paix : elle est conclue à Casvin (1732). Les Persans obtiennent Tauris; mais ils cèdent la Géorgie. Nadir ne peut supporter un traité qu'il regarde comme honteux;

qui a été adopté pendant son absence. Il le dés-'oue au nom de son souverain; et, achevant exercer l'autorité suprême, déclare la guerre aux ırcs. Thamas II s'empresse de désavouer son inistre; mais le gouvernement de la Perse est spotique. Aucune institution ne défend Thamas, Nadir s'avance vers Ispahan à la tête de soixante-x mille hommes; il arrive aux portes de la ville, vite le monarque à une grande revue, et lui onne un grand festin. Thamas tombe dans une resse profonde; on le conduit par l'ordre de Na-r dans un appartement voisin des jardins du pa-is, et le lendemain Nadir le fait déposer par les 'ands officiers de la couronne comme incapable : gouverner.

Abbas Mirza, fils du schah Thamas, n'a encore ıe six semaines : on le proclame souverain. Na-r se fait donner la régence, et va assiéger Bag-ıd (1733). Topol Osman, pacha de Téflis, marche ntre lui avec cent cinquante mille hommes : la rtune abandonne de nouveau Nadir; il perd trois 'andes batailles, et reçoit une blessure grave; sa nstance n'est cependant pas ébranlée. Topol sman ose l'attaquer avec des forces inférieures : est tué dans le combat, et Nadir repousse son mée jusques au-delà de Tauris. La consterna-on se répand jusques dans Constantinople (1734); pacha de Bagdad est chargé de traiter de la paix ; la conclut avec Nadir; mais le divan de Con-

stantinople trouve les conditions du traité trop dures, et la ratification est refusée; les hostilités continuent; le jeune Nadir maîtrise la fortune. Abbas III vient à mourir. Nadir, que les Persans regardent comme leur plus grand général, est proclamé roi de Perse dans une assemblée des grands du royaume, et prend le nom de Thamas Kouli-Khan (1736). Plus redouté que jamais à Constantinople, il fait la paix avec les Turcs, qui, ayant à combattre les Impériaux et les Russes, lui cèdent Tauris, Érivan, la Géorgie et l'Arménie persique. Il va tourner ses armes victorieuses vers l'Indostan; mais le bruit de ses conquêtes retentit dans toute l'Europe, et la Turquie alarmée ne regarde la guerre avec Kouli-Khan que comme suspendue.

Les Russes cependant, qui avaient pris Azof, se rendent maîtres d'Oczakow sous les ordres du comte de Munich, font prisonnière la garnison, composée de vingt mille hommes, prennent le séraskier, et s'emparent d'un butin immense (1737).

Trois armées impériales avaient pénétré à la fois dans la Bosnie, la Moldavie et la Valachie. Les Impériaux avaient pris la forteresse de Nissa; mais ils furent battus à Vacup, dont ils levèrent le siége; le prince de Saxe-Hildburghausen éprouva une défaite devant Banjaluka. Le maréchal de Seckendorf, qui s'était avancé près de Widdin, dans la Bulgarie, y ayant vainement attendu les

Russes, qui devaient le joindre, fut obligé de se retirer près de Belgrade. Son arrière-garde fut maltraitée au passage du Timoi (1737); les Ottomans reprirent la forteresse de Nissa, battirent près d'Orsowa un corps d'Impériaux, et malgré l'échec qu'ils éprouvèrent ensuite près de Cornea, profitèrent de l'état des troupes impériales, qu'on n'avait garanties ni de la famine ni de la peste, pour s'emparer d'Orsowa, de la forteresse de Semendria et de celle de Vipalanka.

Les Russes ne furent pas plus heureux vers la Crimée; assaillis sans cesse par les Ottomans, et détruits en partie, ils furent obligés d'abandonner Oczakow et de se retirer dans l'Ukraine (1738).

La noblesse de Courlande avait l'année précédente donné une preuve de dévouement à l'impératrice de Russie en élisant pour duc de Courlande, à l'extinction de la maison ducale, Jean-Ernest de Biren, le favori de l'impératrice.

Mais quelque grande que fût déjà la puissance de la Russie, et quelques troupes que pût réunir Charles VI, la paix de l'Europe était nécessaire à la continuation de la guerre contre les Turcs, et cette paix pouvait être troublée par une rupture entre l'Espagne et l'Angleterre. Le commerce des colonies espagnoles de l'Amérique ne cessait d'être un objet de jalousie et de division entre les Anglais et les Espagnols. L'Espagne disputait aux commerçants anglais le droit de couper du bois

de Campêche auprès de la baie de ce nom, et de recueillir du sel dans l'île de Tortugas. Les capitaines de ceux de leurs vaisseaux que l'on nommait *garde-côtes* pillaient, suivant les Anglais, les navires de la Grande-Bretagne sous le prétexte de rechercher des marchandises de contrebande, avaient pris plusieurs de leurs vaisseaux, emprisonné leurs équipages, confisqué leurs cargaisons et montré autant de cruauté que d'avidité et d'insolence. Les Espagnols se plaignaient vivement de leur côté du commerce illicite que faisaient avec le continent de l'Amérique méridionale les négociants de la Jamaïque et d'autres îles anglaises. La Grande-Bretagne éprouvait un vif ressentiment, et ne respirait que vengeance; mais les ministres anglais redoutaient la guerre qui pouvait mettre en danger leur administration. — « Les trésors » qu'on emploie à des dépenses secrètes, disaient » leurs ennemis, serviraient à des armements; les » ressorts de l'influence ministérielle cesseraient » d'agir; l'opposition acquerrait de la force, et » l'imposition de nouvelles taxes nécessaires pour » le soutien de la guerre augmenterait le ressenti» ment populaire contre les ministres. » La chambre des communes néanmoins entendit le conseil des négociants, et examina des pièces qui parurent prouver que les Espagnols avaient commis des actes étonnants de cruauté et d'injustice envers les sujets de la Grande-Bretagne. M. Pultney

roposa avec beaucoup d'éloquence des résolutions énergiques relativement aux outrages éprouvés par les Anglais. Sir Robert Walpole les combattit. Elles troubleraient les ministres, dit-il, dans les efforts qu'ils font pour terminer à l'amiable les différends avec l'Espagne; elles entreprendraient sur la prérogative royale; elles précipiteraient la nation dans une guerre inutile et dispendieuse. » Les propositions ne furent pas adoptées; mais les communes supplièrent le monarque d'employer tous ses efforts pour obtenir une réparation convenable en faveur des Anglais opprimés. « La cour d'Espagne sera convaincue, ajoutèrent-elles dans leur adresse, que votre majesté ne souffrira pas plus long-temps des insultes et des injustices si souvent répétées contre l'honneur de sa couronne et pour la ruine des commerçants de la Grande-Bretagne, et la chambre soutiendra efficacement votre majesté dans toutes les mesures que lui dicteront l'honneur et la justice. »

Le désir d'éviter la guerre n'empêcha pas les ministres de proposer pour l'armée une solde aussi considérable que l'année précédente: leur vœu à ce sujet éprouva une forte opposition; leurs partisans dirent dans la chambre des communes que, si l'armée était considérablement diminuée, le crédit des torys reprendrait le dessus. « Le nombre actuel des troupes, ajoutèrent-ils, est abso-

» lument nécessaire pour maintenir la paix du
» royaume, qui est plein de mécontents, ainsi que
» pour soutenir l'influence des whigs; et s'il le
» fallait nous voterions quatre fois autant de
» troupes qu'on en demande pour atteindre au
» même but. — Votre déclaration, dirent les
» membres de l'opposition, est un reproche san-
» glant contre le ministère, dont la conduite a fait
» naître tant de mécontentement; elle montre que
» les whigs ne forment qu'un parti peu considéra-
» ble qui agit contre les sentiments de la nation,
» et ne peut se maintenir que par un pouvoir
» militaire capable de réduire la nation en escla-
» vage. — Je n'ai jamais vu, dit le vieux sir Jean
» Hynde Cotton, un membre de la chambre se con-
» duire d'après les vrais principes des whigs, et vo-
» ter pour une armée sur pied en temps de paix :
» j'entends par un véritable whig celui qui s'op-
» pose à des votes de crédits illimités, qui regarde
» la corruption comme le plus grand malheur qui
» puisse tomber sur une nation, la liberté de la
» presse comme le plus grand privilége d'un peu-
» ple libre, et les parlements triennaux comme le
» rempart le plus assuré de ses libertés. Je consi-
» dérerais enfin comme une administration de
» whigs celle qui ressentirait les injures éprouvées
» par le commerce de la nation, et vengerait les
» insultes faites au pavillon de la Grande-Bretagne.
» — Les lois, dit lord Carteret dans la chambre

des pairs, que la puissance civile n'est pas en état de faire exécuter sont elles-mêmes une oppression ou la favorisent. — La puissance arbitraire et l'esclavage, dit le comte de Chesterfield, suivent l'usage de conserver une armée sur pied pendant plusieurs années : cet usage est le moyen de fortifier les chaînes qu'on veut donner à une nation libre. La corruption et la vénalité préparent secrètement ces chaînes ; mais jusques au » moment où une armée protège ceux qui les ont » forgées, le peuple peut en rompre toutes les » parties séparément....... Si l'armée actuelle n'est » pas réduite, quelque ministre épouvantera la » chambre de complots et d'invasions imaginaires, » et cherchera dans l'Europe tous les dangers pos» sibles, afin d'obtenir une armée de mercenaires » trois fois aussi nombreuse que celle qu'on tient » maintenant sur pied. » La solde proposée par le ministère fut cependant accordée. Quelles raisons auraient pu surmonter les causes de l'influence de sir Robert Walpole ?

Les Ottomans, l'année suivante, défirent l'armée impériale près de Krotzka, et assiégèrent Belgrade. Les Impériaux ne purent rien entreprendre contre l'armée assiégeante ; mais la paix fut signée dans le camp des Turcs par la médiation du marquis de Villeneuve, ambassadeur de France. Les Ottomans conservèrent Orsowa et la Valachie ci-devant autrichienne ; Charles VI leur

rétrocéda Belgrade et la Servie; les rives de la Save et du Danube furent désignées comme les limites de la Hongrie, et les frontières de la Bosnie furent rétablies conformément au traité de Carlowitz (1739).

Les Russes, commandés par le comte de Munich, venaient de battre deux fois les Ottomans, de prendre d'assaut Oczakow, et de s'emparer de Chokzim, ainsi que de Yassi, capitale de la Moldavie. Mais les Impériaux avaient fait la paix avec la Porte. Thamas Kouli-Khan, la terreur des Turcs, était dans l'Indoustan. Les Russes ne voulurent pas combattre seuls contre la Turquie; le comte de Munich signa des préliminaires de paix avec le grand-visir peu de jours après l'occupation de Yassi. La Russie consentit à rendre ses conquêtes; la Moldavie resta sous la domination des Turcs; et la cour de Pétersbourg se contenta de la promesse que fit la Porte ottomane de reconnaître le titre impérial de la czarine (1739).

Mais si la guerre s'éteignit vers l'orient de l'Europe, elle allait se rallumer vers l'occident. L'Angleterre avait conclu avec l'Espagne une convention adoptée au Pardo, et relative aux réclamations des planteurs et des négociants de la Grande-Bretagne contre les Espagnols, aux limites de la Georgie et de la Floride et à quelques autres objets. Cette convention avait excité dans les deux chambres du parlement les débats les plus vifs.

es amis du prince de Galles, qui était alors dis-
acié par le roi son père, avaient parlé avec vio-
nce contre cette convention. Guillaume Pitt l'a-
it combattue avec beaucoup d'éloquence; des
étitions extrêmement pressantes avaient été pré-
ntées contre cet arrangement préliminaire par
s commerçants de Londres, ceux de Bristol et un
and nombre d'autres négociants ou planteurs.
n les avait fait valoir avec beaucoup d'énergie; le
inistre sir Robert Walpole et son frère avaient
nployé pour la soutenir toutes les ressources de
urs talents et de leur influence; et l'animosité
'ait été si grande dans la discussion que plusieurs
embres de la minorité s'étaient retirés de la
ambre des communes, considérés par la nation
mme des martyrs de la liberté publique. Lord
arteret, lord Bathurst, le comte de Chesterfield
le duc d'Argyle avaient tonné dans la chambre
s pairs contre cette convention, qu'ils regar-
ient comme attentatoire à la dignité de la na-
on, à son honneur, à ses droits et aux intérêts d'un
ombre immense de leurs concitoyens. L'adresse
adhésion à ce traité avait été rejetée dans cette
ambre des lords par une minorité composée du
ince de Galles, de six ducs, de vingt-deux com-
s, de quatre vicomtes, de dix-huit barons, de
atre évêques, de seize pairs absents, qui avaient
voyé leur procuration, et trente-neuf pairs
aient protesté contre la convention, ainsi qu'un

grand nombre d'Anglais les plus distingués par leurs talents et leurs vertus.

Walpole avait trop d'esprit pour ne pas voir à quel danger il exposait l'administration et même la couronne en se servant contre l'opinion publique de l'assentiment d'une majorité formée par des moyens aussi honteux que funestes. On a même prétendu qu'il n'avait voulu que gagner du temps pour des préparatifs de guerre par cette convention du Pardo. En conséquence à peine le parlement fut-il prorogé que, satisfait de l'espèce de victoire que lui avaient donnée les votes de ses fidèles, et ayant d'ailleurs obtenu, malgré la résistance de l'opposition, un bill qui autorisait le roi à lever avant la rentrée du parlement l'argent et les hommes qui pourraient devenir nécessaires pour la sûreté du royaume, il engagea George II à accorder contre les Espagnols des lettres de marque et de représailles, à faire une promotion d'officiers généraux, à rassembler une flotte considérable, à envoyer un renfort à l'amiral Haddock, et à mettre un embargo sur les navires marchands chargés pour l'étranger. La cour d'Espagne regarda ces mesures comme des hostilités, et publia un manifeste; le peuple anglais vit arriver avec une sorte d'enthousiasme une guerre qu'il désirait; et Walpole, ainsi que les autres ministres, ne négligèrent rien pour la soutenir avec succès (1739).

L'amiral Vernon, qui avait déjà commandé une

escadre auprès de la Jamaïque, était un des membres les plus ardents de l'opposition, qui le vantait comme un nouveau Drake ou un nouveau Raleigh. Walpole, bien aise de l'éloigner de la chambre des communes, le choisit pour aller commander sur mer dans les Indes occidentales. Le roi d'Espagne donna ordre de saisir tous les vaisseaux de la Grande-Bretagne qui étaient dans ses ports, et le roi d'Angleterre lui déclara formellement la guerre.

(1740) Quelques mois après mourut le roi de Prusse; il eut pour successeur son fils aîné Frédéric II, qui devait par son génie exercer une si grande influence sur l'Europe et sur son siècle. L'apparition sur un trône d'un homme tel que Frédéric II est un de ces événements dont les résultats sont immenses.

Cinq mois plus tard mourut l'empereur Charles VI. La race masculine de Charles-Quint et de tant d'empereurs s'éteignit avec lui.

Dans la même année on vit le célèbre Prosper Lambertini, cardinal et archevêque de Bologne, remplacer le pape Clément XII sur la chaire pontificale sous le nom de Benoît XIV; son esprit, ses lumières, son activité égalaient sa bonté et ses autres vertus; il était destiné à faire chérir la religion dont il était le chef suprême, à lui donner le plus grand des empires, celui qui s'exerce sur les cœurs, à la réconcilier avec les esprits effarouchés par les

prétentions de tant de papes, l'ambition de tant de prélats, l'intolérance de tant de prêtres, à la faire briller de son éclat céleste en la délivrant des voiles sinistres dont l'avaient enveloppée l'ignorance, la superstition et les passions les plus violentes, et s'il n'avait pas éprouvé tant d'obstacles opposés à ses desseins évangéliques par des intérêts trop humains, peut-être serait-il parvenu à réunir, par une affection et une estime mutuelles, sous sa paternelle direction tous ceux qui ont le bonheur de chercher à suivre la loi divine de Jésus.

La république de Gênes avait en vain obtenu trois fois des troupes de l'empereur d'Allemagne pour réduire sous son obéissance les Corses, qui ne pouvaient supporter le gouvernement tyrannique de son sénat. Les insurgés avaient proclamé dans la Corse une république indépendante; ils avaient nommé Paoli, Ciaccaldi et Giafferi chefs ou *primats* de leur nouvelle république; mais ils avaient bientôt changé la forme de leur gouvernement, remplacé la république par une monarchie, et élu roi de Corse, dans une assemblée générale tenue à Alesano, le baron Théodore de Newhof, dont les talents leur avaient inspiré une haute estime. Le roi Théodore s'était rendu maître de toute l'île, à l'exception des principales places maritimes; il était allé en Hollande former une compagnie de commerce importante pour le pays qu'il s'était chargé de gouverner; ses créanciers le font arrêter. Les

rses ne continuent pas moins de se défendre ntre les Génois, qu'ils détestent. Le sénat de Gê- s obtient des secours de Louis XV; des troupes nçaises sont envoyées en Corse; Théodore est ligé de quitter le royaume dans lequel il est re- du après avoir recouvré sa liberté; et le marquis Maillebois, qui commande les troupes de France, rvient à suspendre les troubles de l'île qu'il veut cifier.

Pendant ce succès des Français, l'Angleterre avait tenu sur les Espagnols un avantage qui avait rem- les Anglais d'enthousiasme; l'amiral Vernon s'é- t emparé de Porto-Bello sur l'isthme de Daner. s deux chambres félicitèrent le monarque, vo- rent vingt-huit mille hommes pour l'armée de rre, six mille hommes pour l'armée de mer, le bside demandé pour le roi de Danemarck, et au- risèrent George II, pour subvenir aux dépenses terminées, à déduire 1,200,000 livres du fonds mortissement (1740).

Le froid avait été excessif dans la Grande-Bre- gne; les fleuves et les rivières étant couverts ne couche très-épaisse de glace, la navigation ait été interrompue; plusieurs personnes étaient ortes de froid; les récoltes avaient été détruites; mariniers, les pêcheurs et un grand nombre utres ouvriers n'avaient pu travailler pour ga- er leur subsistance, et, pour comble de misère, prix de toutes les provisions s'était élevé très-

haut. L'histoire a consacré l'empressement, le zèle, la charité et la délicatesse avec lesquels les Anglais, favorisés par la fortune, allèrent au secours d'un si grand nombre de familles malheureuses qui, sans leur noble et touchante assistance, auraient succombé aux rigueurs du froid et aux tourments de la faim.

La France avait annoncé qu'elle serait obligée de réunir ses armes à celles de l'Espagne contre l'Angleterre; mais les suites de la mort de Charles VI vont bien plus étendre l'incendie allumé par la Grande-Bretagne et par l'Espagne; et le feu de la guerre va embraser presque toute l'Europe.

La pragmatique sanction, garantie par les grandes puissances de l'Europe, assurait à Marie-Thérèse, fille de Charles VI, tous les états de la maison d'Autriche; mais plusieurs prétendants réclament ces états en totalité ou en partie. L'électeur de Bavière demande toute la succession autrichienne, comme descendant d'une fille de l'empereur Ferdinand Ier ; l'électeur de Saxe, roi de Pologne, prétend à cette même succession comme époux de la fille aînée de l'empereur Joseph; le roi d'Espagne fait revivre d'anciens droits sur les royaumes de Hongrie et de Bohême, afin d'obtenir un établissement en Italie pour son fils don Philippe, qui vient d'épouser une fille de Louis XV; le roi de Sardaigne veut avoir le duché de Milan, comme représentant sa trisaïeule; et le nouveau roi de

russe réclame différentes parties de la Silésie, surpées, dit-il, sur sa maison par la maison d'Auiche.

Le jeune Frédéric II avait une armée nombreuse t bien disciplinée, un trésor considérable, un géie vaste, un caractère entreprenant. (1740) Il enre en Silésie, s'en empare en moins de deux mois, t met en état de défense toutes les places de ce eau pays qui peuvent être un peu fortifiées.

Le cabinet de Versailles délibère sur les grands vénements qui se préparent. Le cardinal de Fleury, gé de quatre-vingt-huit ans, ne tient plus les rênes du gouvernement que d'une main débile. Le omte de Belle-Ile, le fils du célèbre et infortuné Fouquet, avait, par son esprit et ses talents, obenu la confiance du vieux cardinal; il siégeait lans le conseil de Louis XV; il parle avec force contre le danger de laisser exécuter la pragmatique sanction. « La nouvelle maison d'Autriche, » dit-il avec chaleur, aurait cette prépondérance » que la France a toujours redoutée dans les des» cendants de Maximilien. Une occasion des plus » favorables se présente pour abattre cette puis» sance rivale. La France doit se joindre à cette li» gue formidable qui va se former contre la fille » de Charles VI. » L'éloquence du comte de Belle-Ile l'emporte sur les craintes du cardinal, que l'on attribue à sa grande vieillesse. Les scrupules de

ceux qui rappellent la promesse solennelle de garantir la pragmatique ne produisent que la résolution de se conduire de manière à déguiser la violation de la foi donnée. Louis XV n'oppose aucune résistance; et on charge l'orateur qui a déterminé la décision du conseil de l'exécution du grand plan qu'il développe.

Belle-Ile, négociateur d'autant plus heureux qu'il est aidé par les passions des cabinets auxquels il s'adresse, fait faire à la France avec l'électeur de Bavière une alliance offensive et défensive à laquelle accèdent bientôt le roi d'Espagne, celui de Prusse, celui de Sardaigne, l'électeur de Saxe, l'électeur de Cologne et l'électeur palatin (1741). On convient de donner à l'électeur de Bavière la couronne impériale, le royaume de Bohême, la haute Autriche et le Tyrol, à l'électeur de Saxe la Moravie et la haute Silésie, au roi de Prusse la basse Silésie, au roi d'Espagne une partie des possessions autrichiennes d'Italie, et au roi de Sardaigne le reste de ces mêmes possessions; on ne laisse à Marie-Thérèse que la Hongrie, les Pays-Bas, la basse Autriche, le duché de Carinthie et celui de Carniole. Elle n'a pour elle dans l'Europe entière que l'électeur de Hanovre, roi de la Grande-Bretagne, et les vœux de la nation anglaise, qui veut avec ardeur saisir une occasion de nuire à la France, de diminuer sa marine, de lui enlever ses colonies, et de parvenir à placer dans toutes les mers du monde des

tations fortifiées qui puissent servir à lui donner e commerce le plus étendu.

Quarante mille Français, sous le nom d'auxiliaies, se réunissent aux troupes de l'électeur de Baière, nommé par Louis XV leur généralissime, 'avancent dans la haute Autriche, pénètrent en ohême, et emportent d'assaut la ville de Prague, où électeur est reconnu roi par les états du royaume. e roi George II conduit un corps de trente mille ommes au secours de Marie-Thérèse. Une seconde rmée française l'arrête en Westphalie, est près de 'emparer de l'électorat de Hanovre, et George II, our sauver ses états d'Allemagne, va être obligé e signer un traité de neutralité.

Marie-Thérèse voit toute l'étendue des dangers ui l'environnent : *J'ignore encore*, écrit-elle à la uchesse douairière de Lorraine, sa belle-mère, *'il me restera une ville pour faire mes couches.* Iais plus l'orage qui gronde autour d'elle est viont et plus son âme héroïque s'élève; elle a reours aux braves Hongrois; elle assemble les quae ordres de l'état, paraît au milieu d'eux, leur résente son enfant qu'elle tient dans ses bras : *'bandonnée de mes amis, persécutée par mes nemis, attaquée par mes plus proches parents,* ur dit-elle avec l'accent si touchant de la beauté, e la tendresse maternelle, de la grandeur d'âme du malheur, *je n'ai de ressource que dans vo-*

tre fidélité, votre courage et dans ma constance. Je remets entre vos mains la fille et le fils de vos rois; c'est de vous qu'ils attendent leur salut. Les Hongrois transportés tirent leurs sabres, et s'écrient: *Mourons pour notre roi Marie-Thérèse.* La noblesse monte à cheval; les états de Croatie fournissent douze mille hommes; le clergé met à la disposition de la reine des sommes considérables; elle donne la liberté aux serfs qui combattront pour elle; il en accourt de tous les côtés sous ses drapeaux. De nombreuses troupes légères, connues sous le nom de *pandours* et de *tolpalsches*, sortent du fond de l'Esclavonie, et vont, en criant *vive Marie-Thérèse*, montrer à ses ennemis leur air sauvage, leur costume extraordinaire, et leur ardeur belliqueuse.

L'électeur de Bavière est élu empereur à Francfort-sur-le-Mein, et couronné sous le nom de Charles VII. Marie-Thérèse envoie deux armées, l'une en Bohême et l'autre en Moravie. Le prince Charles de Lorraine, le frère du grand duc de Toscane, s'avance contre les Prussiens et les Saxons à la tête de soixante mille hommes, les contraint à se retirer de la Moravie, et prend la route de Bohême. Le roi de Prusse reçoit des renforts, entre dans ce royaume, et livre la bataille de Czaslaw. Les Autrichiens ont d'abord l'avantage et pénètrent jusques aux bagages des Prussiens; mais l'infanterie de Frédéric se rallie; le combat recom-

nence avec force; les Autrichiens abandonnent le hamp de bataille sur lequel ils laissent cinq mille norts, et perdent douze cents prisonniers.

Les Prussiens cependant ont perdu plusieurs les leurs; les états de Frédéric ne sont ni assez tendus, ni assez riches pour que les pertes de son rmée puissent être réparées aisément. Il écoute es propositions que lui fait l'ambassadeur d'Angleterre au nom de la reine de Hongrie, signe à Breslau un traité par lequel la reine lui cède la Haute et la Basse-Silésie ainsi que le comté de Glatz, et retire ses troupes de même que l'électeur le Saxe, auquel il a fait obtenir de grands avanages par le même traité. Les Français, commanlés par les maréchaux de Broglie et de Belle-Isle, t abandonnés par le roi de Prusse, se retranchent l'abord sous le canon de Prague, et entrent enuite dans la ville, qu'assiége le prince Charles avec on armée et un autre corps d'Autrichiens comnandé par le prince de Lobkowitz. L'habileté des leux maréchaux rend le siége des plus mémorables; le maréchal de Maillebois, qui commande ıne armée française sur le Rhin, reçoit l'ordre de narcher au secours de Prague, entre en Bohême, 'avance jusques à Cadan, voit les Autrichiens naîtres des passages des montagnes, n'ose les orcer pour pénétrer jusques aux maréchaux de Broglie et de Belle-Isle, revient dans le Haut-Palainat, et, disgracié par la cour de France mécon-

tente, est remplacé par le maréchal de Broglie, qui avait pu parvenir à sortir déguisé de la ville de Prague.

Le blocus de cette place est si exact, et la saison devient si rigoureuse que les troupes françaises sont réduites à la plus grande disette, et que les Autrichiens ne doutent pas qu'elles ne soient bientôt contraintes de se rendre ou ne périssent de faim, lorsque le comte de Belle-Isle conçoit un projet des plus hardis, prend différentes précautions pour tromper l'ennemi, part de Prague à minuit au milieu de décembre, avec quatorze mille hommes, trente pièces d'artillerie et quelques-uns des principaux citoyens de la ville, qu'il emmène comme otages de la garnison qu'il laisse, suit une route rompue et non fréquentée, rencontre de grands obstacles, voit malgré tous ses efforts plusieurs de ses soldats succomber au milieu des neiges à la lassitude, au froid et à la faim, surmonte les douleurs violentes d'une goutte sciatique, se fait porter dans une litière partout où sa présence est nécessaire, montre une constance et une activité extraordinaire, parvient à gagner les passages des montagnes avant de pouvoir être atteint par la cavalerie ennemie, perd son artillerie et ses bagages, mais arrive à Égra, où il reçoit la garnison qu'il avait laissée à Prague, et qui a obtenu en rendant la ville d'honorables conditions, marche vers l'Alsace sans pouvoir être inquiété, et, par cette fa-

euse retraite, remplit l'Europe entière d'étonnement et d'admiration (1742).

Cet événement mémorable fut suivi de la mort ı cardinal de Fleury; il était parvenu à l'âge de ıatre-vingt-dix ans. On avait rendu justice à ses ıalités estimables; mais elles étaient plutôt des ɪrtus épiscopales que des talents de premier ministre. On lui reprochait d'avoir ordonné ou souffrt les persécutions contre les *appelants*, et d'avoir par une économie bien peu prévoyante, ou ır une sorte de crainte indigne de celui qui gouvernait la monarchie française, laissé dépérir la ıarine de France au point qu'elle ne comptait lus que trente-cinq vaisseaux de ligne, pendant ue celle des Anglais faisait briller ses nombreux avillons sur toutes les mers du monde (1743).

Les Autrichiens firent une nouvelle invasion en avière, entrèrent pour la troisième fois dans Muich, et forcèrent Charles VII à convenir d'une ıspension d'armes avec la reine de Hongrie. Le ıinistère de Louis XV, informé que les états de Empire avaient offert leur médiation pour rendre paix à l'Allemagne, envoya aux troupes franıises l'ordre d'évacuer la Bavière et le Haut-Palanat; le maréchal de Broglie les ramena sur le hin, vivement affligé de voir s'évanouir les succès qu'il avait espérés. La reine de Hongrie, compınt sur de nouvelles victoires et de nouvelles négociations, refusa la médiation des états de l'Em-

à cette reine, envoya une armée en Provence sous les ordres du prince de Conti, laissa au maréchal de Coigni le commandement d'une armée sur le Rhin, et réunit en Flandre deux armées, dont l'une fut confiée au maréchal de Noailles et l'autre au comte de Saxe, fils naturel d'Auguste II, électeur de Saxe et roi de Pologne, et qui, après avoir montré la plus grande intrépidité et une habileté extraordinaire au siége de Lille, à celui de Tournai, à la bataille de Malplaquet et au siége de Stralsund, être entré au service de France, s'être signalé sous les ordres du maréchal de Berwick et dans la célèbre campagne de Bohême, venait d'être nommé maréchal de France.

Louis XV va en Flandre, fait ouvrir la tranchée devant Menin, s'empare de cette place, prend Ypres, le fort de La Kenoque et Furnes, va vers l'Alsace, où il veut s'opposer au prince Charles qui avait passé le Rhin, et arrive à Metz, où il tombe dangereusement malade. Les Français chérissaient sa bonté; ils avaient attribué les malheurs et les persécutions dont ils avaient gémi à sa très-grande jeunesse, et ensuite à sa déférence pour celui qui avait été son précepteur, et à la méfiance qu'il avait de ses idées lorsqu'elles étaient combattues avec force; ils apprennent avec effroi le danger qui menace sa vie; leur joie est extrême lorsqu'après quelques jours on leur dit que le monarque est sauvé, et dans tout le royaume, dans les chau-

nières comme dans les palais on le proclame *Louis le Bien-Aimé.*

Le maréchal de Saxe, que Louis XV avait laissé en Flandre à la tête d'une armée inférieure à celle des ennemis de la France, acquiert une grande gloire, et se place parmi les grands capitaines par l'art avec lequel il arrête et rend vaines toutes les forces qui lui sont opposées.

Le maréchal de Coigni avait chassé les Autrichiens de Lautern, de Lauterbourg, de Weissembourg et d'Astaldt. Les troupes arrivées de Flandre avaient renforcé son armée. Le prince Charles est d'autant plus obligé de penser à la retraite, qu'il a perdu beaucoup de monde, et que la Bohême est vivement attaquée. Il repasse le Rhin dans le même temps où Louis XV est rendu à la vie, et la France livrée à l'enthousiasme.

Le roi de Prusse, peu content de Marie-Thérèse, avait repris les armes contre cette reine, s'était emparé de Prague après six jours de tranchée ouverte, avait fait prisonnière de guerre la garnison, forte néanmoins de dix-huit mille hommes, et avait soumis ensuite plusieurs places de la Bohême. Le prince Charles a la gloire de le fatiguer et de l'embarrasser par ses marches et ses contremarches, et de le contraindre à évacuer la ville de Prague.

L'empereur, profitant de la diversion faite par

d'autres Autrichiens; la ville de Velletri reste au pouvoir du roi des Deux-Siciles; le prince de Lobkowitz veut s'emparer de plusieurs postes fortifiés sur une une colline voisine; les Espagnols commandés par le comte de Gages rendent vains tous ses efforts (1744).

L'empereur Charles VII meurt au commencement de l'année suivante. La face des affaires va changer dans l'Empire : le grand duc de Toscane se met sur les rangs pour la couronne impériale ; le roi de France et ses alliés s'y opposent. Les Autrichiens s'emparent de presque toute la Bavière; le nouvel électeur, fils de Charles VII, menacé de perdre toutes ses possessions, cède aux sollicitations de sa mère, de son oncle l'électeur de Cologne, et de son général le comte de Seckendorf, se réconcilie avec Marie-Thérèse, renonce à toute prétention sur la succession du père de la reine, se rend garant de la pragmatique-sanction, promet sa voix au grand duc de Toscane, et recouvre ses états.

Une nouvelle campagne s'ouvre dans les Pays-Bas autrichiens; le maréchal de Saxe, hydropique et très-malade, surmonte ses douleurs et sa faiblesse, et investit Tournai. Le roi de France arrive au camp avec le dauphin son fils, qui vient d'épouser l'infante d'Espagne Marie-Thérèse. Les Anglais commandés par le duc de Cumberland veulent secourir Tournai; l'armée française les attend auprès

e Fontenoi : une colonne immense et serrée d'in-
ınterie britannique s'avance vers le centre de l'ar-
ıée française, et menace de le renverser; elle
ınce le feu et la mort, et résiste à toutes les atta-
ues partielles des Français; mais ses progrès de-
iennent la cause de sa perte : elle présente des
ancs découverts; le maréchal de Saxe peut or-
onner une attaque générale. Le roi suit l'avis
onné par le duc de Richelieu, et fait avancer de
artillerie; la maison militaire du monarque dé-
loie une valeur héroïque. Les canons français
omissent la foudre : la redoutable colonne, jus-
ues alors impénétrable, ne peut résister à tant
'efforts réunis; elle hésite, cède, se retire au mi-
eu des cadavres de ceux de ses braves qui ont
ıccombé, et la bataille est gagnée par les Fran-
ıis.

La victoire multiplie les forces des héros : les
tigues de la journée rendent la santé au maré-
ıal de Saxe. Louis XV, qui a montré la plus
·ande assurance dans les moments où ceux qui
entouraient croyaient la défaite inévitable, est
rofondément ému en voyant un grand nombre
e blessés étendus au milieu des morts, sur le
ıamp de bataille. Il ordonne qu'on ait le plus
·and soin des Français *ses enfants*, et des Anglais
ıandonnés par la fortune.

La ville de Tournai se rend à l'armée française;
marquis de Chayla et le comte de Lowendal

emportent la ville de Gand l'épée à la main, et, quatre jours après, font prisonnière la garnison qui s'était retirée dans le château. Bruges, Oudenarde, Ostende et Nieuport sont soumis; et Louis XV rentre en triomphe dans sa capitale.

Tout cède en Italie aux armes de la France et de ses alliés: le duc de Modène prend Tortone, oblige le château de cette ville à capituler, entre dans Pavie par un aqueduc, et s'en rend maître; le marquis de La Vieuville emporte Plaisance par escalade, et force la citadelle à se rendre; le maréchal de Maillebois remporte à Bassignana une victoire complète sur les Piémontais; la ville d'Alexandrie se rend à l'infant don Philippe; Valence, Casal et leurs châteaux sont évacués ou capitulent; M. de Chevert s'empare de la ville d'Asti, et la ville de Milan ouvre ses portes au comte de Gages, général espagnol.

Le roi de Prusse répond par des victoires aux victoires des Français ses alliés; il gagne en Silésie la bataille de Striegau ou de Friedberg contre les Autrichiens et les Saxons, est vainqueur dans trois autres batailles, et soumet toute la Saxe. Le grand duc de Toscane, François de Lorraine, est élu empereur; on fait à Francfort les préparatifs de son couronnement; mais Frédéric défait de nouveau les Autrichiens en Bohême auprès de Prausnitz. La nouvelle impératrice s'empresse de détacher le vainqueur de la Silésie, de la Saxe

de la Bohême, de ceux des Pays-Bas et l'Italie; le cède de nouveau à Frédéric la Silésie et le mté de Glatz; et le roi de Prusse, dont les états op peu étendus ont besoin de la paix, garantit s états allemands de Marie-Thérèse, et reconnaît ançois de Lorraine pour empereur (1745).

Pendant les guerres des Pays-Bas, de l'Allemagne de l'Italie, l'Angleterre avait vu se succéder d'im- ortantes discussions parlementaires et des événe- ents politiques curieux à observer pour recon- iître les progrès toujours croissants des prin- pes favorables à la liberté, malgré les efforts ultipliés et même les succès des amis du pou- ir absolu, des partisans du *pouvoir arbitraire*, en plus odieux que le pouvoir despotique, avec quel il n'est pas toujours réuni, et des fauteurs un système de corruption, aussi honteux que neste. Les Anglais haïssaient les ministres de eorge II, et particulièrement sir Robert Wal- ole, qui était à leur tête. Sandys se leva dans la ıambre des communes contre ce ministre, et l'at- quant sans ménagement, dit avec une grande rce : « Personne n'ignore qu'un homme dans l'administration est le conseiller et le principal moteur des mesures qu'on prend depuis plu- sieurs années, tant au dedans qu'au dehors du royaume. De là viennent les mécontentements, les reproches et les malédictions du peuple uni- quement contre un seul homme. On se plaint

» des mesures actuelles ; on a souffert des mesures » précédentes ; on n'espère pas qu'elles soient » changées ; on n'attend aucune correction, aucun » amendement tant que cet homme dirigera notre » administration ou qu'il y donnera son avis. Tels » sont les sentiments du peuple relativement à ce » ministre, sentiments que notre honneur et notre » devoir nous engagent à représenter à sa majesté » en suivant la méthode convenable telle qu'elle » est établie par la constitution, c'est-à-dire en » présentant une adresse à sa majesté pour la prier » de l'éloigner de ses conseils. Quelle n'a pas été » en effet la mauvaise conduite de ce ministre » dans toute la suite des négociations étrangères! » N'a-t-il pas élevé une espèce de gouvernement » despotique par *la pratique de la corruption*, » trahi les intérêts et l'honneur de la Grande- » Bretagne dans la dernière convention, et négligé » de poursuivre la guerre contre l'Espagne?...... » M. Pelham défendit avec beaucoup de chaleur les mesures attaquées par M. Sandys. Sir Jean Barnard et M. Pultney lui répondirent très-énergiquement. « L'accusation de corruption et de subornation que l'on m'adresse, dit Walpole avec » beaucoup de calme, aurait quelque fondement » si l'on avait produit un seul exemple, si l'on » avait fait voir que j'ai offert quelque récompense » à un membre de l'une ou de l'autre chambre, ou » si je l'avais menacé de le priver de ses emplois

« pour gagner sa voix dans le parlement. Mais « toutes les imputations ne sont que générales; « et je ne vois d'autre chose à faire que de les nier « aussi généralement et aussi positivement qu'on « les a avancées. — Cette déclaration, dit l'his- « torien Smolett, faite en présence de tant de « personnes qui savaient tous les mystères de « corruption et qui en subsistaient, prouvait évi- « demment que le ministre était insensible à tout « sentiment de honte, et n'avait aucun égard pour « la vérité. » Les débats furent prolongés jusques à trois heures du matin; soixante membres de l'opposition se retirèrent, et la proposition de M. Sandys fut rejetée.

Lord Carteret fit une proposition semblable dans la chambre des pairs; elle ne fut pas admise; mais le duc d'Argyle, le lord Bathurst et d'autres lords la soutinrent avec tant d'éloquence et de patriotisme que leurs discours furent comparés à ceux qu'on prononçait dans le sénat de Rome dans le plus beau temps de la république; trente pairs protestèrent en faveur de la proposition; et la résolution de sir Robert Walpole souffrit si fort de cette violente attaque que son autorité parut très-ébranlée et près de son déclin.

Une proposition d'un genre différent, mais très-remarquable, fut rejetée par la chambre des communes. On repoussa comme nuisible à un trafic très-avantageux au royaume un bill par lequel on

voulait défendre d'assurer les vaisseaux qui appartenaient aux ennemis de la nation; et ce fut dans la même session que le parlement accorda au monarque 300,000 livres pour le mettre plus en état de secourir efficacement la reine de Hongrie, encore si éloignée des succès qui l'attendaient (1741).

Le mécontentement de la nation anglaise augmentait cependant d'autant plus que les armes de la Grande-Bretagne avaient été malheureuses sur mer. L'amiral Vernon n'avait pas pu prendre Carthagène dans l'Amérique méridionale; et quoique sir Jean Norris eût fait voile deux fois vers les côtes d'Espagne avec une forte escadre, et que les flottes britanniques comprissent plus de cent vaisseaux de guerre, montés par cinquante-quatre mille hommes, les corsaires espagnols avaient pris au commerce d'Angleterre plus de quatre cents vaisseaux, estimés 4 millions de piastres.

De violents débats eurent lieu dans presque toutes les parties des deux royaumes pour l'élection des membres de la chambre des communes, ainsi que pour les seize pairs d'Écosse chargés de représenter la pairie écossaise dans la chambre des lords; et dans un grand nombre de villes et de bourgs les députés élus reçurent des électeurs l'obligation de voter pour la diminution des dépenses, l'adoucissement des lois relatives à l'excise, la réformation des griefs, et notamment contre le maintien de l'armée en temps de paix,

e nombre des membres des communes possédant les places dépendantes du ministère et la septennalité des parlements.

Le lord Noël Somerset proposa dans la nouvelle chambre d'insérer dans l'adresse qu'elle devait présenter au monarque la prière de n'engager ses royaumes dans aucune guerre pour la conservation de ses états étrangers. « J'ai vieilli dans la » chambre, dit M. Shippen en le soutenant, pour » voir vérifier mes prédictions... Si ma patrie a été » assez infortunée pour avoir remis encore une » fois ses intérêts à des hommes qui ne se pro- » posent d'autre avantage de cette confiance que » celui de pouvoir la vendre, je puis peut-être » m'exposer encore à la censure en déclarant mes » sentiments, et être encore traité comme crimi- » nel pour avancer ce que ceux qui me punissent » ne peuvent nier, pour soutenir que les maximes » hanovriennes sont incompatibles avec le bon- » heur de la nation, et pour maintenir les précau- » tions si fortement inculquées par les patriotes » qui ont dressé l'acte d'établissement, et conféré » à la famille actuelle son titre à la couronne... »

La proposition de sir Noël Somerset ne fut pas admise; mais le ministère éprouva plusieurs échecs lorsqu'il fut question de prononcer sur des élections contestées. Le grand bailli de Westminster s'était rendu coupable de pratiques illégales relativement à l'émission des suffrages; et les trois

juges de paix, sous le prétexte de prévenir le tumulte, avaient envoyé des troupes pour en imposer pendant les élections. Les électeurs présentèrent une pétition. L'élection fut déclarée nulle, le grand bailli mis en prison, et l'officier qui avait ordonné aux soldats de marcher réprimandé étant à genoux à la barre de la chambre, ainsi que les trois juges de paix.

Walpole sentit que le pouvoir allait lui échapper; il tâcha de raffermir son crédit en réconciliant le prince de Galles avec le roi, et en déterminant le monarque à donner au prince tout ce qu'il pouvait désirer pour l'augmentation de son revenu, le paiement de ses dettes et l'avantage de ceux qui lui étaient attachés. L'évêque d'Oxford écrivit à ce sujet à l'héritier présomptif de la couronne. Le prince de Galles répondit à l'évêque : « Aucun arrangement ne pourra me convenir tant » que sir Robert Walpole sera à la tête des affaires; » je le regarde comme une barrière entre sa majesté » et l'affection de ses sujets, comme l'auteur des » griefs de la nation, tant au dedans qu'au dehors » du royaume, et l'unique cause du *mépris* que les » cours de l'Europe ont conçu pour la Grande-» Bretagne. » Walpole vit encore une des élections contestées rejetée contre son vœu : l'opposition s'était accrue; il ne pouvait plus conserver le pouvoir: il donna la démission de tous ses emplois, et fut créé comte d'Oxford (1742).

La cour ne demanda aux whigs, qui s'étaient éunis aux torys contre Walpole, et qui allaient xercer une si grande influence dans les chambres, ue de ne faire aucune poursuite contre le nou-eau comte. M. Sandys fut nommé chancelier de 'échiquier et lord de la trésorerie; la place de ecrétaire d'état fut donnée à lord Carteret; le duc l'Argyle fut choisi pour grand-maître de l'artille-ie, colonel du régiment des gardes à cheval et ommandant en chef de toutes les troupes de la Grande-Bretagne méridionale; M. Pultney fut réé comte de Bath, et admis dans le conseil privé. Le prince de Galles se rendit auprès du roi, qui le reçut avec beaucoup de bonté; la récon-ciliation de ce prince avec le monarque ainsi que es changements survenus dans le ministère fu-rent célébrés dans tout le royaume par des fêtes publiques, et aucune opposition ne se montra lans la chambre des communes.

Sir Robert Godshall proposa dans cette cham-bre de rédiger un bill pour abolir *la septennalité* lu parlement. La nation vit avec autant de sur-prise que de mécontentement que cette proposi-tion fût rejetée d'après l'avis de MM. Pultney et Sandys. « Quelle belle réputation, dirent les amis » de la patrie, s'évanouit par le délire du pouvoir ! »

Les communes néanmoins décidèrent, sur la lemande de lord Limerick, qu'il serait fait une nformation relativement à la conduite de Robert

comte d'Oxford pendant les dix dernières années de son ministère; elles nommèrent à ce sujet un comité secret; et, voulant montrer combien les ministres étaient seuls responsables de l'administration, elles présentèrent une adresse au monarque pour l'assurer de leur fidélité, de leur zèle et de leur affection.

Elles arrêtèrent ensuite qu'un projet de bill contiendrait le résumé de l'information et des charges contre le comte d'Oxford; mais ce projet de bill fut rejeté par la chambre des pairs d'après un discours de lord Carteret, et malgré les instances du duc d'Argyle. Ce rejet irrita les communes; le lord Strange, fils du comte de Derby, et le lord Quarendon, fils du comte de Lichtfield, demandèrent que ce refus fût déclaré *un obstacle mis à la justice, et pouvant devenir fatal aux libertés de la nation*. M. Sandys prétendit que cette déclaration tendait à bouleverser la constitution britannique; il éprouva de fortes railleries sur le changement de ses principes, sur ce qu'on appela son étonnante apostasie; mais la proposition des deux fils de deux pairs du royaume ne fut pas admise; le comité secret annonça néanmoins qu'il avait découvert des preuves évidentes de la part que le comte d'Oxford avait prise à la fraude et à la corruption. « Il paraît, dirent les adver-
» saires du comte, qu'il a favorisé des traités frau-
» duleux pour le paiement des troupes des Indes

» occidentales; il a employé des artifices iniques » pour influer sur les élections; il a touché pour » le service secret, pendant les dix dernières » années de son ministère, plus d'un million » 400,000 livres; il a donné sur cette somme » plus de 50,000 livres aux auteurs et impri» meurs des écrits publiés pour la défense du » ministère; la veille même de sa démission il a » signé pour plus de 30,000 livres d'ordon» nances sur les revenus de la liste civile, et donné » des délégations sur un banquier pour compléter » cette somme. » Le comité prépara un nouveau rapport sur les résultats de ses recherches; mais le parlement fut prorogé.

Les ministres cependant, voulant contrebalancer auprès de la nation les effets de leurs nouveaux principes, favorisèrent des bills pour ôter à certains fonctionnaires la faculté de siéger dans la chambre des communes, pour encourager les manufactures de toile, et pour régler le commerce des plantations.

Dans la session suivante, on laissa tomber la proposition de renouveler les recherches contre le comte d'Oxford; mais le comte de Stanhope ayant proposé dans la chambre des pairs de prier le roi de vouloir bien, *par compassion pour son peuple, déjà chargé de taxes si pesantes et si nombreuses*, délivrer la nation du fardeau des soldats étrangers et mercenaires qu'on avait fait entrer

l'année derrière dans le service sans le consentement du parlement, et sa demande ayant été soutenue par le comte de Sandwich, le duc de Bedford prit la parole : —« On a soupçonné, dit-il, et » ce soupçon n'est pas sans fondement, que les » mesures du ministère ont été réglées depuis » long-temps relativement aux intérêts de l'élec- » torat de sa majesté ; on a regardé cet électorat » comme un gouffre où se perdent les trésors de » la Grande-Bretagne. L'état de Hanovre a totale- » ment changé sans aucune cause visible depuis » que les princes souverains de cet état sont mon- » tés sur le trône d'Angleterre; la population s'est » augmentée dans les villes; l'or a brillé dans les » campagnes sans que l'on y ait découvert aucune » mine, sans que le commerce y ait augmenté, et » on a acheté de nouveaux états dont le prix » n'a jamais été payé avec les revenus de l'élec- » torat. »

Le lord Bathurst et M. Pultney combattirent la proposition, et les véritables amis de M. Pultney gémirent en l'entendant tenir contre le comte de Stanhope le même langage que le comte d'Oxford avait tenu contre lui.

Le comte de Chesterfield parla avec toute la chaleur du patriotisme contre les assertions des ministres. — « Pendant que la Grande-Bretagne, » dit-il dans la suite de son discours, s'épuise » presque jusqu'à sa ruine totale pour exécuter

des projets fondés sur des engagements avec la reine de Hongrie, l'électorat de Hanovre, quoique soumis aux mêmes engagements et gouverné par le même prince, ne paraît contribuer en rien pour la secourir; il est payé à un prix exorbitant par la Grande-Bretagne pour toutes les troupes qu'il met en campagne. On ne peut rien voir de plus absurde ni de plus injuste que d'acheter ces mercenaires, lorsqu'une armée nombreuse reste dans l'inaction au milieu du royaume, et que la nation gémit sous des fardeaux insupportables. Il faut répéter très-haut ce que la multitude d'autres objets peut avoir fait oublier; la nation anglaise, après avoir élevé l'électeur de Hanovre d'un état obscur à la couronne, est obligée d'acheter les troupes de son électorat, afin qu'elles combattent pour la cause de cet état étranger à la Grande-Bretagne; elle les achète à un prix qui n'avait jamais été demandé précédemment, et elle les paie avec des taxes qui n'ont jamais été levées pour cet objet. »

Les efforts de l'opposition n'empêchèrent pas éanmoins la proposition d'être rejetée; mais les ouveaux ministres devinrent d'autant plus odieux ue les véritables Anglais ne pouvaient leur paronner d'avoir abandonné, pour l'intérêt de leur mbition, les principes patriotiques qu'ils avaient éfendus avec gloire (1742).

les cardinaux de Richelieu, Mazarin, Dubois et de Fleury l'avaient gouvernée. C'était le prétendant, le chevalier de Saint-George, qui l'avait *recommandé* pour le chapeau au souverain pontife. Très-attaché à la famille Stuart, et voulant lui témoigner sa reconnaissance, il se concerte avec le prétendant, qui était à Rome, pour le succès d'une descente destinée à favoriser en Angleterre l'insurrection de la nation. Le vieux chevalier de Saint-George cède tous ses droits à son fils Charles-Édouard, dont on vante la prudence, la sagesse, le courage, la constance et la force d'âme nécessaire pour braver tous les dangers, toutes les privations et toutes les fatigues. Le comte de Saxe est désigné pour commander quinze mille hommes qui se réunissent en Picardie, doivent s'embarquer à Dunkerque, à Calais et à Boulogne, et traverseront le détroit sous la protection d'une forte escadre équipée à Brest, et que commandera M. de Roquefeuille.

Le prince Charles-Édouard part de Rome déguisé en courrier espagnol et avec des passe-ports du cardinal Acquaviva, arrive à Paris, voit secrètement Louis XV, et part toujours déguisé pour les côtes de Picardie. Le ministère anglais est informé néanmoins de ce voyage (1743). Le résident d'Angleterre à Paris se plaint de la violation des traités qui excluent le prétendant du territoire français ; on lui répond que le roi de France

e peut s'expliquer à ce sujet que lorsque le roi 'Angleterre aura donné satisfaction sur tous les bjets des plaintes qu'on lui a adressées plusieurs ȯis et sur toutes les infractions des traités comıises par ses ordres.

M. de Roquefeuille sort de Brest avec une esıdre de vingt vaisseaux: une escadre anglaise ıet à la voile sous les ordres de sir Jean Norris; eorge II fait marcher plusieurs régiments vers :s côtes méridionales de l'Angleterre ; les forts et :s embouchures de la Tamise et du Medway sont ıis en état de défense, et l'on assemble les mices du comté de Kent ; le roi d'Angleterre enoie un message au parlement : les deux chambres ıi témoignent l'horreur que leur inspire le projet ırmé en faveur d'un prétendant papiste ; elles ıssurent qu'elles prendront à l'unanimité toutes :s mesures les plus capables de repousser un at:ntat aussi dangereux et aussi arrogant ; la ville e Londres, les principales villes du royaume, :s deux universités, le clergé, les ministres nonɔnformistes, les quakers et presque toutes les ɔrporations de la Grande-Bretagne présentent au ıonarque des adresses semblables ; les états généraux montrent le plus grand zèle pour le départ es six mille auxiliaires qu'ils sont obligés de ıurnir d'après les traités ; le comte de Stair oulie tous les sujets de mécontentement qu'il a eus, empresse d'offrir ses services, et on lui rend le

principal commandement des troupes de la Grande-Bretagne ; le parlement exhorte le roi à augmenter son armée de terre et de mer ; l'acte d'*habeas corpus* est suspendu pour six mois ; on exécute les lois rendues contre les papistes et les non-jurants ; on leur ordonne de se retirer à dix mille de Londres, et la tempête, qui a si souvent garanti la Grande-Bretagne d'une invasion en détruisant ou dispersant les forces de ses ennemis, soulève de nouveau les flots de la mer d'une manière funeste à ceux qui veulent l'envahir ; un ouragan violent brise contre le rivage français un grand nombre de vaisseaux de transport sortis de Dunkerque ou d'autres ports de France : les généraux de l'expédition retournent à Paris, et le prétendant est forcé d'attendre une occasion plus favorable.

Louis XV cependant fait publier une déclaration de guerre, dans laquelle il reproche à George II d'avoir detourné la cour de Vienne d'un accommodement, enfreint la convention de Hanovre, laissé exercer la piraterie contre les Français, et bloqué le port de Toulon : une déclaration de guerre contre la France est publiée à Londres au milieu de vives acclamations (1744).

Un bill déclare coupables de haute trahison ceux qui correspondraient avec le prétendant ; mais on ne conçoit pas comment, au milieu du dix-huitième siècle, le zèle et le patriotisme des mem-

'es des deux chambres ont pu s'exalter et s'égarer
ι point de blesser de la manière la plus barbare
justice et l'humanité en faisant proposer dans
chambre des lords et décider par la majorité
ıs deux chambres que le crime de haute trahison
ɜtendrait sur la postérité des coupables durant
vie des fils du prétendant. Un grand nombre
ı pairs et de membres des communes s'efforcent
ι vain de repousser cette horrible profanation de
loi; mais n'oublions pas de faire remarquer que
ırmi ces nobles et touchants défenseurs de l'in-
ɔcence, de l'honneur du parlement, et de la sain-
te de la justice, on compta ce Guillaume Pitt
ıi était destiné à jouer un si grand rôle en An-
eterre.

(1745) Un événement militaire bien important
ɔur la Grande-Bretagne eut lieu l'année sui-
ınte; le chef d'escadre Warren s'empara de la
lle de Louisbourg et de l'île Royale ou de Cap-
'eton. Cette conquête donna aux Anglais la pos-
ssion exclusive des pêcheries de l'Amérique sep-
ntrionale, ces expéditions si utiles à tant de ma-
ıfactures de l'Angleterre et à tant de milliers
ɜ familles des trois royaumes; elle augmenta le
ɔmbre des gens de mer, étendit la navigation,
ıupa la communication de la France avec le Ca-
ıda par la rivière Saint-Laurent, et parut devoir
ıtraîner la prise de Québec, chasser les Français
ɜ l'Amérique du nord, ouvrir une correspon-

dance très-active avec les Indiens les plus éloignés, et donner à la Grande-Bretagne le commerce si avantageux des pelleteries; elle montra d'ailleurs aux Anglais combien devaient leur être chers les intérêts de leurs planteurs américains, braves, actifs, industrieux, pleins d'ardeur pour le commerce, animés du plus noble zèle pour la liberté, et qui, consommant tant de produits de leurs manufactures européennes, allaient leur fournir d'immenses quantités de poissons, de fourrures, de bois, de fer, de drogues, de riz, d'indigo, de sucre et de rum.

Mais une nouvelle tentative du jeune prétendant menace l'Angleterre d'une révolution, et la maison de Brunswick de la perte des trois couronnes. L'Écosse était dépourvue de troupes; une grande partie des montagnards de ce royaume brûlaient de venger la mort de trois de leurs compatriotes qu'on avait punis comme déserteurs, parce que, rappelant une promesse solennelle, ces militaires n'avaient pas voulu aller servir hors de la Grande-Bretagne; un grand nombre de clans regardaient cette punition comme un outrage national. George II était sur le continent; le fils du chevalier de Saint-George, croyant les circonstances favorables, et déterminé à tout oser, reçoit du ministère de France des armes et de l'argent, s'embarque sur une frégate avec quelques Écossais ou Irlandais dévoués à sa personne, et

décidés comme lui à tenter la fortune, arrive près les rivages occidentaux de l'Écosse, débarque sur la côte de Lochaber, et y est joint par un nombre considérable de hardis montagnards. Les lords de la régence, chargés du gouvernement de la Grande-Bretagne pendant l'absence de George II, ne veulent pas croire à ce débarquement. Le prétendant rassemble quinze cents hommes, défait et désarme deux compagnies de nouvelle levée. La régence, ne doutant plus de l'arrivée du prince Charles-Édouard, et concevant rapidement de vives alarmes, promet une récompense de trente mille livres à celui qui s'emparera de sa personne, dépêche un courrier en Hollande, presse le retour du monarque, rappelle des Pays-Bas plusieurs régiments de la Grande-Bretagne, donne des ordres pour que toutes les milices se préparent à marcher, et délivre des commissions à plusieurs pairs pour lever des régiments. La ville de Londres présente une adresse des plus affectueuses; les négociants de cette capitale lèvent deux régiments à leurs frais; des corps de volontaires se forment dans presque toutes les villes; le clergé de toutes les communions protestantes prêche avec ardeur contre la religion romaine et contre le prétendant catholique, et l'on publie plusieurs ouvrages composés avec beaucoup de soin pour confirmer dans leurs principes les amis du gouvernement.

Le prétendant cependant marche à Perth, y fait proclamer son père roi de la Grande-Bretagne, soumet Dundée et plusieurs autres places, saisit les caisses publiques, voit plusieurs pairs écossais se ranger sous ses drapeaux avec de nombreuses suites, traverse le Forth dans le voisinage de Stirling, s'empare, sans éprouver de résistance, de la ville d'Édimbourg, et publie un manifeste dans lequel son père le déclare régent de ses états, promet de dissoudre l'union des deux royaumes, et de réparer tous les griefs de l'Écosse.

Sir Jean Cope s'avance contre lui avec trois mille hommes. Le jeune prince l'attaque à la tête de trois mille montagnards qui le chargent l'épée à la main avec tant d'impétuosité que les troupes du roi sont totalement mises en déroute. Les dragons de sir Jean Cope prennent la fuite; l'infanterie est tuée ou faite prisonnière; les drapeaux, l'artillerie, les tentes, le bagage, la caisse militaire tombent entre les mains du vainqueur; et le prince Charles-Édouard rentre en triomphe dans Édimbourg.

Le prétendant fait traiter les soldats blessés avec humanité, donne la liberté aux officiers sur leur parole, et par une suite de sa victoire, arme complètement ses troupes, peut les soutenir avec un train d'artillerie de campagne, dispose de sommes considérables, et se trouve maître de presque toute l'Écosse, à l'exception des forteresses (1745).

Mais le duc d'Argyle, le comte du Sutherland, le comte de Loudon, sir Alexandre Macdonald, le *laird* de Macléod, le savant et intègre Duncan Forbes, président du conseil de justice à Édimbourg, et d'autres grands personnages lèvent des soldats ou réunissent de braves insulaires, emploient leur fortune, et ne négligent aucun effort pour soutenir les intérêts de George II, maintenir la fidélité des uns, ramener ceux qui ont abandonné son parti, diminuer les alarmes de ses adhérents ou accroître leurs espérances.

Le général Wade se met en marche vers le nord de l'Angleterre à la tête de six mille hommes envoyés par la république de Hollande, trois bataillons de gardes et sept régiments d'infanterie rappelés des Pays-Bas. George II est à Londres; les chambres témoignent le plus grand zèle pour sa cause. L'acte *habeas corpus* est suspendu pour six mois; le duc de Cumberland arrive du continent avec un détachement de dragons et d'infanterie. Le monarque rétablit les milices de la capitale; on complète les régiments des comtés; les volontaires de tout le royaume s'exercent avec ardeur au maniement des armes; l'amiral Vernon commande une escadre vers les Dunes; les corsaires anglais prennent plusieurs vaisseaux chargés de soldats, d'officiers et de munitions pour le prétendant, et la nation tout entière se lève pour ainsi dire contre l'arbitraire et le papisme des Stuarts.

Le prince Charles-Édouard néanmoins, qui connaît toute la puissance de l'audace dans des circonstances telles que celles où il se trouve, ose pénétrer en Angleterre, s'empare de la ville de Carlisle, y laisse une faible garnison, marche à pied, en habit de montagnard, à la tête de ses troupes, s'avance par Lancastre et Preston, établit son quartier-général à Manchester, y est joint par deux cents Anglais, voit les habitants célébrer son arrivée par des illuminations, prend la route de Stockport, passe la rivière à gué et ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, traverse Macklesfield et Congleton, entre dans Derby, y est proclamé avec une grande solennité, n'est plus qu'à cent milles de la capitale, et a gagné une marche sur le duc de Cumberland qui commande une armée dans le voisinage de Lichfield.

La consternation règne dans Londres; George II ordonne qu'on forme un camp à Finchley-Common, et veut faire la campagne avec le comte de Stair, commandant en chef des troupes de la Grande-Bretagne méridionale. Les volontaires de la capitale sont enrégimentés; toutes les corporations offrent leurs services; mais la plupart des commerçants de cette grande ville, et ceux qui sont intéressés dans les affaires de finances, tombent dans une sorte de découragement. On leur dit que les Français font de grands préparatifs à Dunkerque et à Calais; ils redoutent un soulèvement des catholiques et des autres amis des Stuarts: ils sa-

vent que les montagnards d'Écosse ne sont plus qu'à quatre jours de marche; leur crainte devient extrême.

Personne cependant dans les comtés n'ose se déclarer pour le prétendant; aucun jacobite n'a la hardiesse de paraître vouloir le soutenir; les Français ne font aucun préparatif pour une invasion. La petite cour de Charles-Édouard commence à se diviser en factions. Il se trouve pendant un hiver très-rigoureux, et avec très-peu de troupes, entre l'armée du général Wade et celle du duc de Cumberland. Il ne peut aller vers la capitale sans hasarder une bataille; et, s'il est battu, sa destruction et celle de ses adhérents doivent suivre sa défaite. Il tient un conseil à Derby; et, après de violentes discussions, la majorité de ce conseil décide qu'il faut se retirer en Écosse avec la plus grande diligence (1745). Charles-Édouard, cédant malgré lui à cette décision, marche avec célérité vers le nord. La cavalerie et les dragons du duc de Cumberland et ceux du général Wade le poursuivent. Les milices des comtés de Cumberland et de Westmoreland reçoivent l'ordre de harasser ses troupes : les ponts sont rompus, les chemins gâtés, des feux allumés pour servir de signaux. L'armée du prince se retire néanmoins en bon ordre avec son artillerie, repousse deux régiments de dragons qui atteignent son arrière-garde auprès du village de Clifton, gagne Carlisle, renforce la

garnison, traverse la rivière d'Éden et celle de Solway en Écosse, et termine ainsi une retraite d'autant plus admirée que cette armée ne laisse ni malades ni traîneurs, ne commet aucune violence, et ne s'abandonne à aucune rapine dans un pays qu'elle aurait pu être si tentée de piller.

Le duc de Cumberland investit Carlisle, la prend, fait la garnison prisonnière, et retourne à Londres.

Charles-Édouard va à Glascow, exige de fortes contributions de cette ville, qui a témoigné un très-grand attachement à George II, s'avance vers Stirling, y reçoit des renforts, et attaque le château (1746). Le général Hawley marche au secours de ce fort avec un corps considérable de troupes qu'il a réunies à Édimbourg. Charles-Édouard va au devant de lui, le rencontre auprès de Falkirck, se place au premier rang de son armée, et rejette deux régiments de dragons sur l'infanterie royale, qui, aveuglée par une pluie abondante, et par un vent violent qui souffle contre elle, ne fait qu'une décharge irrégulière, est saisie par une terreur panique, tourne le dos, et se retire en confusion jusque dans Édimbourg.

George II s'empresse de donner le commandement de ses troupes d'Écosse au duc de Cumberland, qui a la confiance et l'amour des soldats. Ce duc arrive à Édimbourg, se met à la tête de quatorze bataillons, de deux régiments de dragons,

et de quinze cents montagnards commandés par le colonel Campbell, force Charles-Édouard à repasser la rivière de Forth, s'assure des postes importants de Stirling et de Perth, établit son quartier-général à Aberdeen, et y fait toute les dispositions nécessaires pour le grand coup qu'il veut frapper contre les insurgés. Quelque temps après, il passe la rivière de Spey, et, apprenant que Charles-Édouard est venu jusques à Culloden dans l'intention de le combattre, il part de Nairn, fait plusieurs milles en avant, et aperçoit les insurgés rangés en bataille, au nombre de huit mille hommes; il range alors son armée sur trois lignes, et la canonnade commence vers une heure après midi. L'artillerie des insurgés est mal servie; celle des troupes du roi porte le ravage dans les rangs ennemis; des clans chargent avec impétuosité l'aile gauche des royalistes, mais un feu terrible les arrête; les dragons, commandés par Hawley, et la milice du comté d'Argyle tombent sur eux l'épée à la main, et achèvent de la mettre en déroute; l'armée de Charles-Édouard est bientôt totalement défaite; le champ de bataille et les chemins qui conduisent à Inverness, où les insurgés se réfugient, sont couverts de cadavres. Les vainqueurs se déshonorent en massacrant de malheureux insurgés mutilés et expirants. Charles-Édouard, qui a montré pendant le combat le plus grand courage, passe à gué la rivière Ness, se retire à Aire avec

quelques cavaliers, confère un moment avec le vieux lord Lovat, renvoie ceux qui l'accompagnent, et s'aventure seul au milieu des montagnes et des îles.

La victoire de Culloden est célébrée en Angleterre avec des transports de joie. La nation proclame le duc de Cumberland *héros et libérateur*; les chambres félicitent le monarque et votent des remerciements publics au prince qui a éteint la rébellion.

Mais jusques à quel degré les passions que les guerres civiles enfantent peuvent-elles porter la barbarie! Le duc de Cumberland prend possession d'Inverness, fait exécuter trente déserteurs, envoie plusieurs partis pour ravager de malheureuses contrées, et s'avance vers les montagnes jusques au fort Auguste, où il établit son camp. De nombreux détachements poursuivent sans relâche les infortunés fugitifs; les prisons d'Angleterre se remplissent d'insurgés; combien de châteaux écossais sont pillés et détruits! combien d'humbles habitations et de misérables huttes sont la proie des flammes! Les bestiaux sont enlevés; on tire sur les hommes dans les montagnes comme sur des bêtes sauvages; on les égorge sans pitié; et, ce qui est plus horrible encore, et que les historiens anglais ont rapporté en frémissant, les femmes voient immoler leurs maris et leurs pères, sont violées par une soldatesque féroce, dépouil-

ées de leurs vêtements, et condamnées à périr de
aim avec leurs enfants au milieu de bruyères in-
ultes. De vastes contrées ne présentent plus qu'un
ffreux désert couvert de cendres, de sang et de
uines.

Pendant que le fer, le feu et une cruelle frénée-
ie ravagent l'ancien royaume des Stuarts, Charles-
Édouard est chassé des montagnes dans les vallées,
les rochers dans les cavernes, des rivages mari-
imes dans d'épaisses et noires forêts. Souvent il
est réduit à se cacher dans des caves, où il n'a d'au-
re nourriture que le pain des plus pauvres des
paysans, ou à errer d'île en île, exposé à chaque
nstant à être découvert par les hommes armés qui
e poursuivent. Combien de fois il est obligé de
changer de déguisement! Honneur à un grand
nombre d'habitants de ces montagnes agrestes! ils
savent que 30,000 livres sont promises à celui qui
livrera le fugitif; ils peuvent en un instant passer
de la misère à la richesse : aucun d'eux ne veut
trahir Charles-Édouard; ils s'exposent à tout, et
même à perdre la vie, pour soulager l'infortuné
dont les aïeux ont régné sur leurs ancêtres. Charles-
Édouard soutient le malheur avec une constance et
une fermeté plus admirables encore que la valeur
des guerriers les plus célèbres.

Cinq mois s'écoulent, et il voit enfin arriver
dans le Lochnanach un corsaire de Saint-Malo,
envoyé par ses amis. Il s'embarque avec deux

Irlandais, modèles de dévouement et de fidélité (Sullivan et Shéridan), et quelques autres proscrits. Ses vêtements sont en lambeaux, ses yeux creux, ses cheveux hérissés; le malheur est empreint sur son visage livide; mais son âme a conservé toute sa force; il échappe à la poursuite de deux vaisseaux anglais, et débarque auprès de Morlaix en Bretagne, ayant perdu pour toujours sa couronne, mais ayant acquis une gloire durable.

Quels supplices cependant suivent la fin de la rébellion! Le parlement adopte un acte d'*attainder* contre les principaux des insurgés : on ouvre des cours de justice dans différentes parties du royaume. Cinquante officiers de l'armée rebelle périssent au milieu d'horribles tortures; des lords sont jugés par la chambre des pairs, que le chancelier préside en qualité de grand sénéchal; leurs têtes tombent sous la hache. Le lord Lovat, âgé de quatre-vingts ans, monte sur l'échafaud avec le plus grand calme, et s'écrie : *Dulce et decorum est pro patriâ mori* (1746).

Pendant que les feux des discordes civiles que nous venons de rappeler avaient été allumés en Angleterre, la guerre de la France contre Marie-Thérèse avait continué dans les Pays-Bas. Dès le 30 janvier le vainqueur de Fontenoi investit Bruxelles où étaient réunis un grand nombre d'officiers généraux, dix-huit bataillons et neuf escadrons;

place se rendit après vingt jours de résistance, la garnison fut prisonnière de guerre. Louis XV riva dans cette ville conquise; les alliés abandonnèrent Louvain; Anvers se soumit au roi de rance, et la citadelle de cette ville capitula quelues jours après. Le prince de Conti prit Mons et harleroi; Saint-Guilain se rendit au marquis de a Fare; le comte de Lowendal s'empara de Hui; comte de Clermont, prince du sang de France, orça les garnisons de la ville et du château de Naaur à se rendre prisonnières de guerre; et les lliés que commandait le prince Charles de Lorane, battus à Raucoux par le maréchal de Saxe, erdirent douze mille hommes tués ou blessés, rois mille prisonniers, neuf drapeaux et cinquante ièces de canon (1746).

La fortune avait traité bien différemment en talie les Français et les Espagnols; la garnison l'Asti ayant été faite prisonnière par le roi de Sarlaigne, don Philippe avait abandonné le siége du château de Milan, et s'était retiré à Pavie. Les Aurichiens s'étaient emparés de Guastalla, de Casal, le Parme, de Valence, de Seravalle, de Gavi, du léfilé de la Bochetta et de la ville de Gênes; les Français et les Espagnols avaient défilé vers Nice, et le roi de Sardaigne était resté le maître de Savone et de Final. Don Philippe passa le Var, et entra dans Antibes avec le duc de Modène; les Autrichiens et les Piémontais firent le blocus de cette

ville; mais le maréchal de Belle-Isle prit le commandement de l'armée française de Provence, et arrêta d'autant plus aisément les progrès des ennemis que les Génois, impatients du joug des Autrichiens, et irrités d'un traitement indigne infligé à un de leurs concitoyens, venaient de prendre les armes, de massacrer un grand nombre de ces Autrichiens qu'ils ne pouvaient souffrir, de chasser les autres de leur ville, et de faire flotter sur leurs remparts le pavillon indépendant de leur république.

Peu de temps auparavant, M. de La Bourdonnoie, gouverneur de l'île de Bourbon, avait battu et dispersé une flotte anglaise, et pris la ville de Madras sur la côte orientale de la grande presqu'île de l'Inde.

Le gouvernement français avait fait sortir de Brest une escadre commandée par M. de La Jonquière, et qui escortait plusieurs vaisseaux chargés de marchandises; le vice-amiral Anson sortit de Plymouth avec une flotte considérable, attaqua les Français : ils se battirent avec une rare vaillance; mais ils furent obligés de céder à la grande supériorité du nombre. Les vaisseaux pris par les Anglais furent amenés en triomphe à Spithead, et le vice-amiral fut nommé pair d'Angleterre.

Quarante vaisseaux français, partis de Saint-Domingue, richement chargés et séparés de leur es-

orte, furent enlevés à la hauteur du cap Ortégal ar le chef d'escadre Fox.

Le contre-amiral Hawke, commandant quatorze aisseaux de ligne, rencontra à la hauteur de Belle-sle une flotte de navires marchands sortis de l'île 'Air, et escortée par neuf vaisseaux de ligne et uelques frégates commandés par M. de Létenuer; le chef d'escadre français ordonna à un de es gros vaisseaux et à ses frégates de continuer eur route, et se mit en bataille. Le combat dura rès-long-temps; les Français le soutinrent avec un dmirable courage; mais le nombre l'emporta de ouveau : deux vaisseaux de ligne français purent euls s'échapper pendant la nuit, et se retirer à Brest, criblés de coups de canon; et la victoire ontinuant pendant toute l'année de favoriser les xpéditions maritimes de l'Angleterre, les corsaires le la Grande-Bretagne s'emparèrent de bien plus le navires de France que les corsaires français ne rirent de bâtiments des Anglais (1747).

Les armes françaises avaient été plus heureuses n Italie; le maréchal de Belle-Isle avait pris Nice, Montalban, Villefranche et Vintimille. Les Autrichiens et les Piémontais, commandés par le comte le Schuylembourg, voulurent reprendre Gênes; Louis XV y avait envoyé des munitions, des ingénieurs et le duc de Boufflers. Ce général eut le commandement de toutes les troupes de la république. Les Génois, sommés de mettre bas les

armes, répondirent : « Nous sommes cinquante-quatre mille hommes armés ; nous avons deux cent soixante canons, trente-quatre mortiers, une grande quantité de munitions ; nous défendrons notre liberté jusques à la dernière goutte de notre sang ; nous nous ensevelirons sous les ruines de notre capitale plutôt que de nous soumettre à la clémence de la cour de Vienne. » Le duc de Boufflers fit une sortie furieuse qui repoussa les Autrichiens ; il fut repoussé à son tour ; mais le comte de Schuylembourg fut obligé d'abandonner le siége pour aller défendre le Piémont et la Lombardie, menacés par le maréchal de Belle-Isle.

Le frère du maréchal, ayant sous ses ordres un corps d'armée composé de Français et d'Espagnols, attaqua les retranchements des Piémontais au passage d'Exiles sur les frontières du Dauphiné, ses colonnes furent repoussées dans trois attaques. Impatient de cette résistance, le chevalier de Belle-Isle prit un drapeau, s'avança avec impétuosité à la tête de ses troupes au travers d'un feu terrible, et planta son drapeau sur les retranchements des ennemis ; mais au même instant il tomba percé de deux balles, et reçut la mort la plus digne d'envie. Les assaillants consternés se retirèrent précipitamment vers Sestrières, après avoir perdu près de cinq mille hommes ; et le roi de Sardaigne voulut pénétrer en Dauphiné ; mais des pluies excessives le forcèrent à renoncer à son projet.

Le duc de Cumberland avait établi son quartier-énéral à Tilbourg; les Anglais, les Hanovriens et es Hessois étaient réunis autour de ce village. Le rince de Waldeck commandait les troupes holandaises à Bréda; et le maréchal de Bathiani avait assemblé les Autrichiens et les Bavarois dans le oisinage de Venlo. Toute l'armée était de cent ingt mille hommes; mais le mois de mars n'était as fini, et les troupes des alliés restaient dans inaction, exposées à tous les effets du mauvais emps, et presque totalement privées de fourrages t de provisions. Le comte de Saxe, que Louis XV enait de nommer maréchal général de France, vait laissé ses troupes dans leurs cantonnements Bruges, à Anvers et à Bruxelles. Lorsqu'il sut ue les maladies avaient affaibli l'armée des alliés, l se mit en campagne à la tête de cent quarante nille hommes, et le comte de Clermont eut le ommandement d'un corps séparé, formé de dixieuf bataillons et de trente escadrons. Le comte le Lowendal, avec vingt-sept mille hommes, enra dans le Brabant hollandais, investit la ville et a forteresse de l'Écluse, obligea la garnison à se endre prisonnière de guerre, et pendant que le narquis de Contades prenait les forts la Perle et ieftkenhoëck, ainsi que la ville de Philippine, 'empara de Hulst, d'Axel et de Terneuse, et prépara des barques plates pour descendre dans la Zélande. Les habitants de cette île, remplis d'alar-

mes, accusèrent leur gouvernement de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour leur sûreté. Les amis du prince d'Orange, Guillaume-Henri-Frison de Nassau-Dietz, gendre du roi d'Angleterre, saisirent avec empressement cette occasion de servir les intérêts de ce prince, encouragèrent les mécontents, exagérèrent les dangers qui menaçaient les sept provinces, ne cessèrent de répéter que, lorsque en 1672 le roi de France était aux portes d'Amsterdam, la république n'avait été sauvée que par le choix d'un stathouder, exhortèrent les Hollandais à jeter les yeux sur le descendant des héros qui avaient établi la liberté et l'indépendance des Provinces-Unies, et donnèrent les plus grands éloges aux vertus de Guillaume, à son habileté, à sa valeur, à son patriotisme. Le peuple se souleva en sa faveur dans beaucoup de villes; il offrit ses services aux états de Zélande; il fut nommé capitaine général et amiral de cette province. L'exemple de la Zélande fut suivi par Rotterdam; bientôt les états-généraux le revêtirent de la dignité de stathouder, capitaine général et amiral des Provinces-Unies; et comme il est presque aussi difficile d'arrêter les élans de l'enthousiasme que les effets de la terreur, l'élection de Guillaume IV fut suivie, malgré les efforts du grand pensionnaire Gilles et d'autres ardents républicains, d'un changement des plus remarquables dans la constitution de l'état. L'hérédité du stathoudérat, pour tous les des-

cendants mâles ou femelles de Guillaume, fut proposée par la noblesse, adoptée par des magistrats faibles, soutenue par les troupes autrichiennes et anglaises, commandée par des soulèvements provoqués avec adresse, favorisée par les intrigues et les libéralités de la cour de Londres, et consacrée par une loi solennelle qui, aux yeux des publicistes éclairés, fonda une véritable monarchie au milieu des anciennes formes républicaines (1747).

Louis XV cependant était arrivé à Bruxelles, et le maréchal de Saxe avait résolu d'assiéger Maëstricht. Le duc de Cumberland se place entre cette ville et les Français, et range son armée en bataille, ayant au-devant de son aile gauche le village de Lawfeld, très-bien fortifié; les Français descendent des hauteurs de Herdeeren, forment une immense colonne, attaquent Lawfeld, s'en emparent, en sont deux fois repoussés, et y rentrent une troisième fois au milieu d'un grand carnage. Le duc de Cumberland fait avancer toute son armée; l'infanterie française paraît céder, et la victoire semble près de couronner la valeur des confédérés; mais plusieurs escadrons hollandais placés vers le centre ne peuvent résister à la cavalerie française, prennent la fuite, se jettent sur leur corps de réserve, y portent la confusion. La cavalerie française les charge au milieu de ce désordre avec impétuosité, pénètre dans les lignes ennemies, achève de les rompre; le duc de

duc de Cumberland s'embarque pour l'Angleterre.

Pendant cette campagne, une loi avait aboli en Écosse *les juridictions héréditaires seigneuriales* et *les wardholdings* ou *servitudes;* mais on ne prit pas les mesures nécessaires pour compléter cette loi, aussi politique que juste et humaine, en donnant des moyens d'échapper à la misère aux montagnards affranchis, qui, n'ayant pas de baux pour la culture de leurs fermes, étaient entièrement dépendants de la volonté de leurs seigneurs (1747).

Louis XV cependant avait témoigné, après la bataille de Lawfeld, à sir Jean Ligonier combien il désirait la paix; son ministre à La Haye avait exprimé le même désir aux états généraux. Toutes les puissances belligérantes étaient fatiguées d'une guerre pour laquelle on avait répandu tant de sang, dépensé tant de trésors, ruiné tant de contrées, et dont les événements avaient trompé tant d'attentes. Un nouveau congrès avait été ouvert à Aix-la-Chapelle.

Les communes d'Angleterre, élues de la manière la plus favorable aux vues du duc de Newcastle et de M. Pelham, son frère, qui dirigeaient l'administration de la Grande-Bretagne, votèrent quarante mille matelots, quarante-neuf mille hommes de troupes de terre, onze mille cinq cents soldats de marine, des subsides pour l'impératrice d'Allemagne, l'impératrice de Russie, le roi

: Sardaigne, l'électeur de Mayence, l'électeur de ıvière, le landgrave de Hesse et le duc de Wolnbuttel, 235,000 livres pour dédommager les ·ovinces de la Nouvelle-Angleterre des dépenses ı'elles avaient faites lors de la conquête de l'île oyale, 500,000 livres pour soutenir la guerre ·ec une nouvelle vigueur, et 152,000 livres pour ·dommager les seigneurs écossais des juridic›ns qu'on leur avait ôtées. Le parlement défendit ıns la même session l'usage d'assurer à Londres s vaisseaux marchands français et espagnols, et lopta un acte pour encourager dans les colonies ·itanniques de l'Amérique septentrionale la fa·ication de l'indigo, et les délivrer de l'obliga›n de payer tous les ans pour cette substance ›0,000 livres aux Français.

Philippe V, le petit-fils de Louis XIV, avait ssé de vivre, et Ferdinand VI, le quatrième des s issus du premier mariage de Philippe, avait ccédé à son père : ce nouveau roi d'Espagne rtageait le désir qu'avait Louis XV de voir l'Eupe pacifiée ; mais de nouveaux succès paraisient aux deux monarques et à leurs ministres cessaires pour lever tous les obstacles qui pouient retarder la conclusion de la paix. Le maréal de Saxe, revenu dans les Pays-Bas, manœuvre ec une si grande habileté, et déguise si bien n véritable projet par ses divers mouvements ıe les alliés, craignant également pour Maës-

tricht, pour Luxembourg et pour Breda, divisent leurs troupes en plusieurs corps d'armées, et le maréchal se hâte d'investir Maëstricht, dans lequel il avait dit souvent qu'*était la paix de l'Europe*.

Le maréchal duc de Boufflers était mort de la petite-vérole à Gênes au moment où les Autrichiens levaient le siége de la ville qu'il avait si glorieusement défendue ; il était descendu au tombeau vainqueur, digne de son père, l'illustre défenseur de Lille, et au milieu des témoignages les plus touchants de la douleur des Génois. Le duc de Richelieu, qui l'avait remplacé, avait repoussé avec un grand succès le comte Nadasti, qui avait attaqué Voltri, et sa valeur et son activité ne cessent de faire échouer toutes les nouvelles tentatives des Autrichiens contre cette riche et si importante république de Gênes au secours de laquelle Louis XV l'avait envoyé.

L'armée du maréchal de Saxe montre cependant autour de Maëstricht toute l'ardeur qui peut animer des Français combattant pour la gloire et pour donner à leur patrie une paix qu'elle souhaite : elle emporte, après un combat très-vif, le chemin couvert sur lequel elle se loge ; le lendemain elle le perd ; mais elle apprend que les préliminaires de la paix viennent d'être signés à Aix-la-Chapelle. Le 6 mai le gouverneur de Maëstricht arbore le pavillon blanc ; le 7 la capitulation est signée ; le 10 la garnison sort avec les honneurs

le la guerre ; le 11 la suspension des hostilités est publiée, et enfin le 18 octobre un traité de paix définitif est adopté à Aix-la-Chapelle par les plénipotentiaires de la France, de l'Espagne, de l'Angleterre, de la reine de Hongrie, du roi de Sardaigne, du duc de Modène et de la république de Gênes. Tous les prisonniers sont rendus sans rançon ; toutes les conquêtes faites depuis le commencement de la guerre sont restituées ; les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla sont cédés à l'infant don Philippe, ainsi qu'à ses descendants mâles, et retourneront à la maison d'Autriche si l'infant meurt sans enfants du sexe masculin ; le roi d'Angleterre enverra en France deux personnes de rang et de distinction pour y résider comme otages jusques après la restitution de l'île Royale et des autres conquêtes faites par les Anglais dans les Indes orientales et occidentales avant ou après la signature des préliminaires ; Dunkerque demeurera fortifié du côté de terre, et restera du côté de la mer dans l'état réglé par les anciens traités ; les parties contractantes garantissent à l'impératrice reine de Hongrie et de Bohême la possession de ses états héréditaires, conformément à la pragmatique sanction, et au roi de Prusse le duché de Silésie et le comté de Glatz (1748).

La république de Gênes, rétablie dans toutes les possessions qu'elle avait avant la guerre, té-

moigne sa reconnaissance à la France, décerne une statue au duc de Richelieu, qui vient de recevoir le bâton de maréchal, et l'inscrit dans le livre d'or de la noblesse génoise, ainsi que le fils du duc de Boufflers, le marquis de Chauvelin, lieutenant-général, et le comte de Humada, qui avait commandé les Espagnols sous les ordres du général français.

Un des grands résultats de la guerre est pour la Grande-Bretagne, suivant ses historiens, un nombre très-considérable d'impôts très-pesants et une dette de quatre-vingts millions de livres sterling ou de deux milliards ou environ (1748). Les progrès toujours croissants de son industrie et de son commerce lui donnent la force de supporter ces poids énormes, et ce n'est pas seulement en Angleterre qu'on est convaincu de l'importance du commerce et de l'industrie des nations. Le roi de Danemarck Christiern VI avait établi dès 1732 une compagnie des Indes à laquelle il avait donné le privilége de négocier depuis le cap de Bonne-Espérance jusques à la Chine; et l'avait soutenue malgré les remontrances des Anglais et Hollandais alarmés des succès de cette compagnie. Quatre ans plus tard il avait organisé à Copenhague une banque qui prêtait à quatre pour cent; et l'industrie danoise fit tant de progrès par ses nobles encouragements qu'il défendit l'introduction des draps étrangers en 1741, celle des

hapeaux en 1742, et celle des ouvrages des *tis-utiers-rubaniers* en 1744.

Son fils et son successeur Frédéric V l'imita vec le zèle le plus patriotique, plaça dans l'île de 'assing quatre cents Allemands occupés à fabri-uer des étoffes de laine, et ses soins eurent un uccès si heureux que le nombre des fabricants 'éleva dans sa capitale de douze cents à quatre nille; il recueillit dans tous les genres les fruits e cette bienfaisance si royale; il put entretenir rente vaisseaux de ligne, et une armée de qua-ante mille hommes, et quelle affection ne méri-ait pas cet excellent prince, qui avait fait tant de ien à l'exemple de son père, et qui en mourant ut dire à son fils ces paroles si mémorables: *'est une grande consolation pour moi, à mon lernier moment, de n'avoir jamais offensé per-onne.*

Le roi de Suède Frédéric Ier rendit aussi en 1748 ne ordonnance favorable à l'agriculture, le pre-nier des arts; il exempta de toutes les taxes, endant vingt-quatre ans, les terres incultes qui eraient défrichées par le clergé, par les officiers le la couronne et par tous ceux qui avaient des eigneuries attachées à leurs charges.

La Pologne était loin de penser à profiter des eureux résultats de la civilisation européenne oujours croissante. Le règne de Frédéric-Au-uste II ne fut marqué que par des orages. Jamais

on n'avait vu plus évidemment combien l'absurde privilége du *liberum veto* pouvait, en exigeant pour les délibérations des grandes assemblées politiques une unanimité presque toujours impossible à obtenir, entraîner les plus grands malheurs, et anéantir l'indépendance nationale. Des querelles sanglantes avaient lieu non-seulement dans les diètes, mais encore dans les diétines, qui les précédaient pour la nomination des nonces ou représentants. A peine les dissensions pouvaient-elles être assez suspendues pour la nomination d'un maréchal. Aucune délibération n'était prise, et comme des causes funestes peuvent produire quelques effets avantageux, cette nullité des diètes rendit vains tous les efforts de Marie-Thérèse, du roi de Prusse et de l'empereur Charles VI pour engager la Pologne dans leurs différends, La confusion qui régna dans les diètes préserva l'état d'une guerre étrangère; mais le royaume fut déchiré par une sorte de guerre civile plus désastreuse et plus alarmante pour l'avenir; et comment la Pologne aurait-elle pu être moins tourmentée avec des institutions si déplorables que les privilégiés pouvaient seuls être électeurs, et que le peuple était serf ou dénué de droits politiques?

Les Russes, voisins de la Pologne, devaient prendre un grand intérêt aux destinées de ce royaume; ils étaient toujours gouvernés par Biren, le duc de Courlande, sous le nom d'Anne Ivanowna, la nièce

de Pierre Ier. Depuis quelque temps les Dolgorouki croyaient toucher à la fin de leurs malheurs; mais leurs ennemis formèrent de nouvelles accusations contre eux, et le féroce Biren, qui les détestait, seconda ces dénonciations avec toute la cruauté d'une haine et d'une jalousie extrêmes.

Deux princes de cette maison, Ivan et Vassili, furent rompus vifs, deux autres écartelés, deux autres eurent la tête tranchée (1739). Ce barbare Biren avait, suivant l'académicien L'Évêque, historien de Russie, envoyé en Sibérie plus de vingt mille personnes, et, ne respectant ni les droits les plus sacrés de la liberté individuelle, ni de l'humanité, ni de la morale publique, ni de la conscience religieuse, avait obtenu de l'impératrice que le prince Gallitzin, qu'il voulait punir d'avoir embrassé la religion catholique pendant ses voyages, fût condamné à être *bouffon* de la cour, placé parmi les pages, quoique âgé de quarante ans, marié malgré lui à une jeune fille, conduit à la tête d'un cortége ridicule, et contraint, pendant un hiver des plus rigoureux, à passer avec sa compagne la première nuit de son mariage sur une couchette d'eau congelée au milieu d'une chambre de glace (1740). Anne Ivanowna, sur laquelle il exerçait un si grand empire, tomba malade, et sa maladie devint bientôt mortelle. Biren la détermina à désigner pour son successeur le prince Ivan, fils de Anne de Mecklenbourg, nièce de

l'impératrice, et qui n'avait encore que deux mois, et à le nommer lui-même régent de l'empire pendant la longue minorité du jeune prince. Anne mourut, et sa volonté fut exécutée.

Biren traita avec la plus grande hauteur le duc de Brunswick-Bevern, père du nouveau souverain, et la femme du duc, Anne de Mecklenbourg.

Le maréchal de Munich, ayant aussi à se plaindre vivement du régent, dont il envie d'ailleurs l'autorité, se concerte avec le duc et la duchesse, devenus grand-duc et grande-duchesse de Russie, et, se mettant pendant la nuit à la tête d'une escorte, se rend au palais de Biren, qui est bien éloigné de prévoir cette audace, renverse aisément une puissance que ne garantit point la sainteté des lois, enlève le régent, ordonne qu'on le renferme, et fait reconnaître pour régente de la Russie Anne de Mecklenbourg. Cette princesse veut qu'on instruise le procès de Biren. Toutes les atrocités de cet indigne favori sont rappelées. Le sénat le condamne à perdre la vie. La régente commue sa peine en un exil en Sibérie, donne à Munich le titre de premier ministre, nomme le duc de Brunswick, son mari, généralissime des forces de terre et de mer, confie la direction des affaires du cabinet au chancelier comte Osterman, et celle des affaires de l'intérieur au vice-chancelier Golovkin.

Munich oublie avec quelle facilité il a détruit

le pouvoir de Biren, se rend odieux par sa fierté, et offense le grand-duc lui-même, avec lequel il veut traiter d'égal à égal. Heureusement pour lui la France engage le roi de Suède Frédéric I[er] à déclarer la guerre à la Russie; il montre de l'habileté dans la direction de cette guerre, et le maréchal Lasci, auquel il donne le commandement de l'armée russe, est vainqueur à Willemanstrand (1741).

Mais une conspiration plus étendue s'organisait en secret à Pétersbourg. M. de La Chetardie, ambassadeur de France, en était l'âme: on ne voulait pas seulement renverser un premier ministre; on tendait à disposer du trône. Le parti qui avait conçu ce projet désirait de placer le diadème sur la tête d'Élisabeth, deuxième fille de Pierre-le-Grand. Le grand duc et la grande duchesse sont avertis du complot, mais s'abandonnent à une incroyable sécurité. Élisabeth se met elle-même à la tête de trente soldats, va pendant la nuit au palais, trouve le grand duc et la grande duchesse endormis, les fait enlever ainsi que leur fils le jeune Ivan, brise leur puissance aussi facilement que Munich avait détruit celle de Biren, se fait proclamer impératrice, reçoit des serments de fidélité, fait grâce de la vie aux ministres Munich, Osterman et Golowkin, condamnés à mort par le sénat, les envoie en Sibérie, est couronnée à Moscou, déclare grand duc de Russie son neveu le duc Charles-Pierre-Ul-

ric de Holstein, et, comme si la Russie n'avait pas donné assez d'exemples des caprices de la fortune, rappelle Biren de son exil.

Le système politique de la Russie avait changé, et l'influence française était très-grande auprès de la Suède ainsi qu'auprès d'Élisabeth. L'armée suédoise, renfermée dans Hellingfort sans munitions et sans espérance de secours, avait été obligée de capituler et d'abandonner la Finlande aux Russes (1742). Le roi Frédéric, qui n'avait pas d'enfants, et la diète de Stockholm offrent au nouveau grand duc de Russie la succession à la couronne de Suède : le grand-duc la refuse. La guerre continue; mais elle est terminée par le traité d'Abo (1743). La Suède recouvre la Finlande; son sénat néanmoins fait tomber les têtes des deux généraux auxquels il attribue les mauvais succès des opérations militaires.

Vers le même temps Élisabeth est menacée d'éprouver le même sort qu'elle a fait subir à l'empereur Ivan ainsi qu'au duc et à la duchesse de Brunswick; une conjuration semblable à celle qui lui a donné l'empire est ourdie contre elle : le marquis de Rotta, envoyé de la reine de Hongrie à Berlin, et qui avait été ministre de Marie-Thérèse en Russie, conduit principalement ce complot. Élisabeth découvre la conjuration; mais au lieu de se livrer à une funeste tranquillité, comme le père et la mère de l'empereur Ivan,

elle fait arrêter, punir du *knout*, et conduire en Sibérie ceux qui ont cru pouvoir comme elle, avec le secours de quelques soldats, disposer du bandeau impérial.

Un événement qui pouvait avoir une grande influence sur les progrès du commerce de la Russie dans la mer Caspienne et dans un grand nombre de contrées asiatiques, ainsi que sur la prospérité des colonies et des comptoirs établis par les grandes nations européennes dans les pays les plus riches de l'Asie, avait eu lieu dans les grandes Indes. L'industrie européenne embrassait le monde; aucune grande contrée de la terre ne pouvait être bouleversée que les autres portions du globe n'en ressentissent la secousse, et n'en éprouvassent les commotions avec d'autant plus de force que leurs relations commerciales étaient plus multipliées et plus étendues. Thamas-Kouli-Khan avait porté ses armes redoutables dans l'Indostan (1739). Ce belliqueux Nadir avait soumis le vaste empire du grand mogol, s'était rendu maître de sa personne, s'était emparé des joyaux, des pierres précieuses, des trésors si riches et si renommés de ce monarque, lui avait ensuite rendu son trône, mais l'avait soumis à un tribut annuel de 70 millions, et s'était réservé les provinces de l'Indostan les plus voisines de la Perse. Cette grande conquête exalta son ambition au lieu de la satisfaire; il voulut étendre son empire vers

l'Occident comme il l'avait étendu vers le Gange; il ordonna qu'une partie de son armée fît le siége de Mosu, dans le Diarbeck, et marchât dans l'Arménie vers les sources de l'Euphrate (1743). Il fut moins heureux contre les Turcs que contre les Mogols, dont une grande partie mécontente de son empereur avait trahi ce malheureux prince. La guerre traîne en longueur; Nadir apprend que les provinces mongoles réunies à la Perse se sont révoltées: il consent d'autant plus à faire la paix avec les Ottomans que le grand sultan Mahmoud Ier fait renfermer dans la citadelle arménienne de Kars le dernier prince de la maison des Sophis, qu'il avait fait proclamer schah ou roi de Perse au commencement de la guerre. De retour dans sa capitale, il se livre à sa vengeance et prépare sa ruine; il exerce de grandes cruautés contre ceux dont la fidélité lui est suspecte. Ceux qui craignent d'être immolés conçoivent le projet qu'enfante le désespoir dans les gouvernements despotiques; ils jurent la mort du tyran. La conspiration s'étend, se déclare, devient terrible; Nadir est obligé de quitter Ispahan; il se réfugie dans son camp, près de Mached dans le Khorasan; il y trouve la mort: les chefs de son armée le massacrent et vengent les victimes.

Les Français établis à Pondichéri, sur la côte orientale de cette immense péninsule de l'Inde, dont Nadir avait conquis une si grande partie,

remportent sur le prince d'Arcate une victoire qui leur procure la cession de la ville de Masulipatam et de nouvelles terres considérables (1749). Mais Louis XV prend une mesure bien plus importante que ce grand succès; il veut remédier à des abus funestes à l'agriculture et à la prospérité de ses états; il défend par un édit à toutes les corporations religieuses, à tous les établissements ecclésiastiques, *à tous les gens de mainmorte*, d'acquérir ou recevoir aucun fonds de terre, aucune maison, aucune rente sans avoir obtenu des lettres patentes qui ne doivent être enregistrées par les parlements qu'après une information rigoureuse sur les avantages ou les inconvénients de la donation ou de l'achat.

Un nouvel édit rendu peu de temps après prouve combien le gouvernement était convaincu du besoin de se conformer à l'opinion publique née du progrès des lumières. Le roi accorde les droits et les priviléges de la noblesse héréditaire à tous ceux qui serviront dans ses armées au moins en qualité de capitaines, et dont le père et l'aïeul auront servi dans la même qualité (1749).

Trente jours après cet hommage rendu à la gloire militaire, la France perd le maréchal de Saxe; il meurt à Chambord dans le château royal élevé par François I[er], et son corps est enterré à Strasbourg dans le temple luthérien de Saint-Thomas, où le sculpteur Pigale lui érige, d'après

les ordres du monarque, un monument funèbre qui immortalise son auteur.

Deux ans après la mort du vainqueur de Fontenay et de Lawfeld, le comte d'Argenson, ministre de la guerre, fait adopter par Louis XV l'établissement d'une école militaire qui s'élève à côté du vatse et magnifique asile consacré par Louis XIV aux braves, dont les touchantes et honorables blessures rehaussent l'éclat des lauriers (1751).

Vers le même temps meurt le chancelier Henri-François d'Aguesseau, l'ami de Boileau et de Racine, si justement célèbre par ses vertus, ses lumières, ses talents, les ordonnances sur les donations, les testaments, les substitutions, la poursuite du faux, les évocations, les règlements des juges, le règlement du conseil de 1738, et par sa noble et courageuse résistance au système de Law et à une déclaration royale favorable à la bulle *Unigenitus*. Il est enterré auprès de sa femme dans le cimetière d'Auteuil, suivant le désir qu'il avait exprimé. L'Europe avait retenti de ses louanges; la postérité devait les répéter. La mort d'un homme tel que d'Aguesseau est un grand événement dans l'histoire de la civilisation.

Le pape Benoît XIV occupait encore le trône pontifical. Élevé par son génie autant que par l'éminence de son siége apostolique au-dessus de tous les partis, et ne recevant la loi d'aucune association religieuse, il avait donné une bulle contre

des pratiques superstitieuses autorisées à la Chine et dans d'autres contrées de l'Asie par des missionnaires jésuites (1744). Il avait fait rendre un décret par la *sacrée congrégation* de Rome pour flétrir deux ouvrages publiés, l'un par le jésuite Colonia, et l'autre par le jésuite Patouillet contre les jansénistes (1745); et, ayant appris que la *société de Jésus* avait engagé l'inquisition d'Espagne à comprendre dans l'*index* ou la liste des ouvrages dangereux les œuvres théologiques du cardinal Norris, dont il était l'élève et l'admirateur, et que l'on regardait comme un des plus zélés défenseurs de la doctrine de saint Augustin, il avait adressé au grand inquisiteur d'Espagne un *bref* par lequel il lui avait ordonné de retrancher de son index l'ouvrage du cardinal comme exempt de tout reproche (1745). Il continue d'entretenir une correspondance des plus utiles à la religion dont il est le ministre suprême avec le roi de Prusse, souverain de la Silésie, qui renferme tant d'églises catholiques, et avec l'impératrice de Russie Élisabeth Petrowna. Il enchante par le charme de sa conversation les étrangers qui visitent l'ancienne capitale du monde, secourt en père plein de bonté les pauvres pèlerins que leur dévotion attire au chef-lieu de la religion romaine, encourage et récompense les savants, les hommes de lettres et les artistes, soutient l'académie qu'il a fondée pour le perfectionnement de l'histoire ecclésiastique,

fait faire des fouilles dans Rome et dans les environs, et ordonne qu'on transporte dans le musée du Capitole les antiques précieux que ces fouilles font découvrir.

Le roi d'Espagne Ferdinand VI était, comme Benoît XIV, un zélé protecteur des arts, des lettres et des sciences; il avait établi à Barcelonne une académie royale de belles-lettres, chargée particulièrement de travailler à l'histoire de la Catalogne; il créa à Madrid une académie de peinture, de sculpture, de gravure et d'architecture (1751), et donna une nouvelle activité à l'académie espagnole fondée par son père Philippe V à l'instar de l'académie française (1753).

Une longue et excessive sécheresse avait fait périr les moissons en 1752, et une famine générale avait désolé l'Espagne. Ferdinand VI redoubla de soins pour protéger les agriculteurs, les encourager, favoriser leurs succès, préserver leurs travaux; il fit creuser à grands frais dans toutes les provinces de vastes réservoirs qui se remplissaient dans le temps des pluies ou des fontes de neige d'une eau que des canaux multipliés portaient dans les champs lorsque la sécheresse en menaçait les produits (1754).

La ville de Lima, capitale du Pérou, cette riche colonie espagnole, avait été presque entièrement détruite en 1746 par un violent tremblement de terre. Quito, autre ville considérable de

cette contrée sur laquelle s'élèvent de si énormes volcans, fut bouleversée par un semblable désastre au mois d'avril 1765; et six mois après, la péninsule espagnole éprouve de terribles secousses. Un épouvantable tremblement de terre renverse, le 1er novembre 1755, plusieurs quartiers de la capitale du Portugal, et détruit le palais du monarque. La fuite la plus prompte sauve le roi Joseph et sa famille; mais plus de quinze mille personnes périssent sous les ruines des églises et des autres édifices. Les eaux du Tage sont refoulées avec tant de force qu'elles s'élèvent à plus de trois mètres à Tolède, qui est à une si grande distance de Lisbonne. La mer vivement agitée est soulevée à une hauteur de plus de sept mètres devant Cadix, et la destruction s'étend jusques aux côtes de l'Afrique.

Ferdinand VI se hâte d'envoyer au roi de Portugal, qui avait épousé sa sœur l'infante Marie-Anne-Victoire, celle dont la main avait été destinée à Louis XV, tous les secours dont il peut disposer.

Ce monarque espagnol continue de ne rien négliger pour la prospérité de ses états; il attire par ses bienfaits les artistes les plus capables de diriger les manufactures, d'animer l'industrie, de vivifier le commerce; il envoie à Paris et dans les autres villes les plus célèbres de l'Europe des Espagnols de toutes les classes, entretenus aux frais du gouvernement, et chargés de recueillir dans

tous les genres le plus de lumières possible; il établit de nouvelles liaisons commerciales entre l'Espagne et le Danemarck, ainsi que les autres états du nord. Un grand canal est creusé entre Palencia et Reynossa, et l'on construit des routes magnifiques au travers de la vieille Castille et des hautes montagnes de Guedarama, qui la séparent de Madrid.

Les gouvernements ne pouvaient plus se dissimuler les obligations que leur imposaient pour leur propre sûreté les progrès de la civilisation; et bientôt le roi de Sardaigne Charles-Emmanuel, troisième du nom, affranchit les serfs de la Savoie.

Comment en effet la civilisation n'aurait-elle pas étendu son empire pendant l'époque que nous examinons encore, lorsque les sciences, les lettres, les arts et la philosophie brillaient de tant d'éclat? L'astronomie ne cessait d'être cultivée avec gloire; dès 1691 Dominique Cassini avait découvert l'aplatissement de Jupiter. Flamsteed, le directeur de l'observatoire de Greenwich, multiplie ses observations, auxquelles il ajoutait encore de nouvelles recherches à l'âge de soixante-quinze ans. Halley, qui devait succéder à Flamsteed, entreprend plusieurs grands voyages pour l'avancement des sciences, publie sur les comètes un très-beau travail, prédit le retour de la comète de 1759, et emploie les passages de Vénus sur le soleil pour

déterminer sa parallaxe. Le Danois Roëmer fait connaître sa lunette méridienne; Bradley se sert d'un grand secteur construit par le célèbre Graham, horloger de Londres, trouve l'aberration des étoiles, qu'il explique par la combinaison du mouvement de la terre avec celui de la lumière, reconnaît par l'observation la mutation de l'axe du globe et les lois de cette mutation, s'immortalise par ces deux grandes découvertes, et laisse un recueil immense d'observations faites avec tant d'habileté, et présentées avec tant de précision que ce recueil est cité comme devant servir de modèle, et regardé comme un des principaux fondements de l'astronomie moderne.

La Caille passe plus de deux ans au cap de Bonne-Espérance, et donne un catalogue fameux de plus de neuf mille étoiles de l'hémisphère austral, inconnues avant lui des astronomes.

Bouguer invente son héliomètre en 1747; l'Allemand Tobie Mayer enrichit la science de nombreuses observations, concourt au perfectionnement des théories et des tables astronomiques, forme des tables lunaires assez exactes pour servir sur mer à la détermination des longitudes, et publie la première idée de la répétition des angles, que devait suivre son cercle de réflexion, perfectionné après plusieurs années par le célèbre et respectable Borda, auteur du cercle répétiteur astronomique.

Dollon publie la découverte des lunettes achromatiques; on doit à l'Écossais Jacques Ferguson de nombreux ouvrages très-utiles à l'étude de l'astronomie, comme à celle de la mécanique et de la physique.

Érard Weigel, astronome de Iena, avait dès 1699 dressé, d'après l'invitation des états protestants d'Allemagne, un calendrier que ces états préfèrent, comme plus conforme aux observations, non-seulement au calendrier Julien, mais encore à celui de Louis Lilio, adopté par le pape Grégoire XIII, et auquel, après un grand nombre d'années, se conforment dans les calculs du temps le Danemarck, la Suède et la Grande-Bretagne. L'académie des sciences de Paris désire de connaître avec précision l'aplatissement des pôles et la figure de la terre. Le gouvernement français, sous le ministère du cardinal de Fleury, envoie en 1735 dans le nord de la Suède Maupertuis et trois autres membres de l'académie, le grand géomètre Clairault, l'habile mathématicien Camus et le savant astronome Le Monnier. Ils y mesurent un degré d'un méridien terrestre, et un autre degré du méridien est mesuré sous l'équateur auprès de Quito, dans l'Amérique méridionale, par trois autres académiciens, Louis Godin, Bouguer, auteur de plusieurs ouvrages célèbres relatifs à l'art de la navigation, à la construction des vaisseaux, à l'optique, et par La Condamine, destiné à surmonter avec tant de

courage et de constance des dangers sans cesse renaissants le long de la grande rivière des Amazones, dont il suit le cours pour revenir dans sa patrie, et à mériter que Buffon lui dise, en le recevant à l'académie française, *avoir parcouru l'un et l'autre hémisphère, traversé les continents et les mers, surmonté les sommets sourcilleux de ces montagnes embrasées où des glaces éternelles bravent également et les feux souterrains et les ardeurs du midi; s'être livré à la pente précipitée de ces cataractes écumantes dont les eaux suspendues semblent moins rouler sur la terre que descendre des nues; avoir pénétré dans ces vastes déserts, dans ces solitudes immenses où l'on trouve à peine quelques êtres vivants, où la nature, accoutumée au plus profond silence, dut être étonnée de s'entendre interroger pour la première fois; avoir plus fait en un mot par le seul motif de la gloire des lettres que l'on ne fit jamais par la soif de l'or, voilà ce que connaît de vous l'Europe, et ce que dira la postérité.*

Eustache Manfredi, mathématicien d'Italie, acquiert une grande réputation par ses éphémérides, son ouvrage sur la méridienne de Sainte-Pétrone de la ville de Bologne, où il était né, et ses écrits sur l'hydrostatique, et mérite une de ces places d'associé étranger décernées par l'académie des sciences de Paris aux savants les plus illustres de ceux qui n'appartiennent pas à la France.

Maclaurin professe les mathématiques à Édimbourg, et les enrichit par ses ouvrages.

Clairault, le compagnon en Laponie de Maupertuis, de Camus et de Le Monnier, avait lu dès l'âge de treize ans à l'académie des sciences de Paris un mémoire sur quatre courbes, dont il avait découvert les propriétés. Des recherches sur les courbes à double courbure, des éléments de géométrie et d'algèbre, une théorie de la figure de la terre et des tables de la lune lui donnent une des plus justes et des plus grandes réputations.

Euler, né à Bâle, appelé à Saint-Pétersbourg sous le ministère du féroce Biren, dont il ne peut supporter la tyrannie; accueilli à Berlin par le grand Frédéric, si intéressé à honorer le génie, et rappelé en Russie par l'impératrice Élisabeth, remplit de sa renommée le monde savant, et ajoute aux lumières de son siècle par ses ouvrages sur l'analyse des infinis, la mécanique, la construction des lentilles objectives, la théorie du mouvement de la lune, des planètes et des comètes, la perturbation des mouvements planétaires, la science navale, les calculs intégral et différentiel.

Les compatriotes d'Euler, les Bernouilli, brillent d'une gloire héréditaire. Cinq de ces savants, Jacques, Jean son frère, Nicolas, Daniel et Jean, fils de Jean et neveux de Jacques, illustrent particulièrement la ville de Bâle.

Le célèbre d'Alembert se place à un rang très-

élevé parmi les mathématiciens en mettant au jour son traité de l'équilibre et du mouvement des fluides, ses réflexions sur la cause des vents, ses recherches sur la précession des équinoxes, ses utres recherches sur le système du monde, et son raité de dynamique.

Le chevalier de Folard donne ses commentaires ur Polybe, et d'autres ouvrages sur ce grand art le la guerre que connaissait si bien son ami le naréchal de Saxe.

Le physicien Leuwenhoek acquiert une grande éputation par ses expériences, ses travaux, ses bservations microscopiques, ses découvertes, ses ttres, et l'ouvrage intitulé *Secrets de la nature évoilés*.

Le comte Louis-Ferdinand de Marsigli, de la lle de Bologne, va à Constantinople, donne un aité sur le Bosphore de Thrace, et, après avoir rvi avec une grande distinction dans les troupes l'empereur Léopold contre les Turcs, avoir été essé, fait prisonnier par les musulmans, éprouvé ie captivité très-dure, recouvré sa liberté, traillé avec autant d'habileté que de succès à détermir les limites des états de Léopold, de la république Venise et de l'empire ottoman, et fait d'imporntes observations sur la nature des pays qu'il rcourt, leurs fossiles, le cours et la vitesse de ırs rivières, s'établit à Marseille pour y étudier

les phénomènes de la Méditerranée, et donne son célèbre *Essai physique de l'histoire de la mer.*

Hartsoeker, associé étranger de l'académie des sciences de Paris, a laissé un cours de physique, plusieurs autres ouvrages, un microscope qui dévoile des objets échappés par leur petitesse aux regards de l'observateur, et un télescope qui découvre à l'astronomie les profondeurs des espaces célestes; et Étienne Halles, de la Société royale de Londres, si connu par son ventilateur, sa statique des végétaux, celle des animaux, et l'art de rendre l'eau de la mer potable, a mérité l'honneur de voir sa belle statique des végétaux traduite par Buffon.

Tschirnaus découvre les caustiques qui portent son nom, établit dans la Lusace, sa patrie, des verreries, où il fond une grande lentille de verre ou un miroir ardent qu'il présente à Paris à M. le duc d'Orléans, premier prince du sang de France, et donne une grande perfection aux porcelaines de la Saxe.

Les phénomènes de l'électricité sont étudiés et présentés avec habileté par Beccaria, professeur de physique expérimentale à Turin.

Guillaume Dampierre, cet audacieux navigateur, et l'Anglais Woodes Rogers avaient fait le tour du monde. Bering avait donné son nom au fameux détroit qui sépare vers le pôle septentrional l'Europe de l'Asie. Plusieurs autres marins habiles et courageux avaient parcouru dans les deux hé-

misphères les mers les plus éloignées, et une portion de cet immense Océan méridional où les habitants d'un si grand nombre d'îles inconnues pendant tant de siècles devaient bientôt voir avec un si grand étonnement flotter près de leurs rivages les pavillons de deux hommes immortalisés par leurs voyages, leurs travaux, leurs dangers et leurs découvertes, l'Anglais Cook et le Français Bougainville.

Le jardin des Plantes de Paris brille d'une nouvelle gloire, dont l'éclat se répand dans les quatre parties du globe. Tournefort, après avoir étudié la botanique et dans les écoles de Montpellier et dans les montagnes de la Savoie, du Dauphiné et de la Catalogne, après avoir interrogé la nature végétale sur les sommets des Alpes et des Pyrénées, dans leurs profondes vallées et le long de leurs torrents impétueux, et après avoir professé avec distinction dans ce jardin déjà si célèbre, entreprend de grands voyages, parcourt l'Espagne, le Portugal, l'Angleterre, la Hollande, la Grèce, visite la patrie de ce Théophraste qu'il veut imiter, passe en Asie, éprouve une peine des plus vives en se voyant arrêté dans ses projets par la peste qui règne avec force en Égypte, suspend la résolution qu'il a prise d'examiner les plantes de l'Afrique, revient en France, y met en ordre les matériaux si nombreux qu'il a recueillis, et devient un des législateurs de la science de la nature par ses fameuses institutions de botanique.

Son disciple Sébastien Vaillant honore par ses lumières et par son zèle son maître et le jardin royal des Plantes, auquel il est attaché, compose plusieurs ouvrages sur les travaux de Tournefort, sur la structure des fleurs, qui jouent un si grand rôle dans la méthode du grand botaniste dont il a adopté les principes, et sur les plantes des environs de Paris. Ses successeurs dans le jardin royal réunissent ses herbiers à ceux de Tournefort, et conservent avec respect, dans ce grand et bel établissement, ces curieuses et importantes archives de la science.

Bernard de Jussieu, démonstrateur de botanique dans ce jardin, y perpétue la gloire de Tournefort. Le nom qu'il porte est fait pour la renommée : un de ses frères, Antoine de Jussieu, enrichit de ses mémoires les actes de l'académie des sciences dont il est membre ainsi que Bernard; son autre frère, Joseph de Jussieu, membre de la même académie, est envoyé dans le Pérou comme botaniste, avec La Condamine, Bouguer et Godin, affronte les plus grands dangers, s'enfonce au milieu des déserts de l'Amérique méridionale, y découvre des végétaux précieux, les observe, en recueille des feuilles, des fleurs, des fruits et des graines qu'il envoie à ses frères; et, comme si la célébrité devait être héréditaire dans cette famille de naturalistes comme dans celle des géomètres Bernouilli, c'est à un autre Jussieu, neveu de Bernard, qu'on

evra *les Familles des Plantes*, cet ouvrage desiné à donner à la botanique un si grand perfeconnement.

Un des plus beaux hommages que pût recevoir e Bernard, aussi respectable par ses vertus qu'ilistre par ses lumières, est la haute estime que e cesse de lui témoigner le grand naturaliste que ènère l'Europe savante, qui réunit un si grand ombre d'élèves remplis de l'admiration la plus uchante dans la Suède, sa patrie, et qui, du haut e sa chaire d'Upsal, découvre, révèle et proclame nt de rapports des êtres bruts ou organisés, tant e lois de la nature au culte de laquelle il a concré sa vie. Embrassant dans ses vastes concepns les trois règnes de cette nature immense et féconde, Charles Linnée publie les résultats de s examens, et donne le *système* ou l'ordre dans quel son génie s'est représentés avec tant de haresse tous les êtres déjà reconnus par la science, les montre avec des traits si précis et des images vives. Combien d'éditions de ce *système* se suclent avec rapidité! et combien de nouvelles luères en jaillissent à chaque édition nouvelle! Les turalistes doivent à Linnée un grand nombre utres ouvrages, et particulièrement sa Philosoie et sa Bibliothèque botanique, les classes des gétaux, les genres des plantes, les descriptions plus de sept mille espèces de végétaux, des yages, des flores, de savants catalogues de mu-

sées, d'habiles expositions des richesses de jardins botaniques; son nom sera à jamais inséparable d'une des époques les plus étonnantes de l'histoire de la nature.

Dans le même temps Buffon peignait cette nature si belle dans des tableaux immortels; déjà paraissaient les premiers volumes de cette histoire naturelle où l'on admire la grandeur des conceptions, l'élévation des pensées, la richesse des détails, l'exactitude des descriptions, la vivacité des images, la noblesse, la gravité et la magnificence du style. Placé à la tête de l'administration du Jardin du Roi, il va en doubler l'étendue, en multiplier les richesses, en embellir toutes les parties, en favoriser avec constance les cours, déjà rendus si fameux par l'habileté des professeurs. Son ami Daubenton, né à Montbard comme lui, associe ses travaux si célèbres à ceux de ce génie si étendu et si élevé; et pendant que Buffon peint les animaux quadrupèdes avec tant d'éclat et de vérité, Daubenton grave avec une précision et une exactitude admirables les traits de leur organisation, et par des dessins si dignes de compléter les tableaux de son ami, pose les fondements de la véritable *anatomie comparée*, cette source nouvelle d'un si grand nombre d'importantes découvertes.

Kunckel perfectionne l'art de la verrerie, et découvre le phosphore, qui porte son nom.

Nicolas Lémery, de l'académie des sciences de

Paris, donne des cours de chimie que des savants célèbres suivent avec assiduité. Il publie plusieurs ouvrages relatifs à la science qu'il professe, et, dans ses ouvrages comme dans ses cours, les phénomènes chimiques sont exposés avec d'autant plus de clarté qu'il renonce à l'emploi des mots barbares et inintelligibles.

Stahl, professeur dans l'université de Hall en Saxe, et ensuite médecin du roi de Prusse, consacre un grand nombre d'écrits au perfectionnement de cette chimie qui cessait d'être un système d'empirisme, de préjugés et d'erreurs, pour devenir une des sciences les plus belles, les plus importantes et les plus utiles aux arts.

Guillaume-François Rouelle, de l'académie des sciences de Paris et démonstrateur de chimie au Jardin royal des Plantes, contribue puissamment, par ses leçons, ses expériences, ses mémoires et ses élèves, aux progrès de la science chimique.

Un autre membre de l'académie des sciences, Pierre Joseph Macquer, répand le goût des travaux chimiques et les lumières nécessaires pour s'en occuper avec fruit par son dictionnaire, qu'on lit avec avidité, non-seulement en France, mais dans toutes les contrées de l'Europe. Buffon l'avait nommé professeur de chimie au Jardin des Plantes ou Jardin du Roi. Ce savant avait professé la médecine; Stahl l'avait aussi professée; et, pendant que Frédéric Hofmann, dirigeant les études

de ses élèves vers les ouvrages d'Hippocrate, posait les premières bases de la philosophie médicale dynamique, il avait eu la gloire d'imprimer aux esprits le besoin d'employer les lumières de la physiologie dans la recherche de la nature des maladies et de leurs remèdes.

Un grand homme s'élève à Leyde, et y saisit le sceptre de l'enseignement médical : il se nomme Boerhaave; il publie ses *Institutions* et ses *Aphorismes;* il y présente dans un ordre admirable toutes les connaissances médicales des anciens et des modernes, trace le plan des études du jeune médecin, classe les maladies, expose les causes dont il croit qu'elles dépendent, indique les remèdes qu'il veut qu'on leur oppose, proclame la doctrine d'Hippocrate, entoure d'hommages les autels de ce père de la médecine, donne à l'enseignement médical un éclat qu'il n'avait jamais présenté, embrase ceux qui l'écoutent du feu de son génie, et compte le grand Haller parmi ses principaux élèves.

Haller découvre la loi de l'irritabilité, produit par cette découverte de grands changements dans les théories médicales, ainsi que dans la pratique de la médecine, et publie un grand nombre d'ouvrages importants.

On doit aussi plusieurs écrits très-remarquables à Gérard van Swieten, élève comme Haller de Boerhaave, et premier médecin de Marie-Thérèse.

Sauvages, habile professeur de Montpellier, et le savant Bordeu soutiennent et honorent l'école de Stahl.

Gaubius a le grand et dangereux honneur de succéder dans la chaire de Leyde à l'illustre Boerhaave; et Winslow, par ses travaux, ses découvertes et les leçons qu'il donne dans l'amphithéâtre du Jardin du Roi, hâte les progrès de l'anatomie humaine, et influe par ses succès sur le perfectionnement de l'art de guérir.

Pendant que les médecins combattent les maladies du corps, de respectables moralistes s'occupent des moyens de prévenir ou de calmer les maux de l'âme. Samuel Clarke compose en Angleterre un grand nombre de discours et d'autres ouvrages sur la morale et ses fondements religieux et philosophiques.

Le fameux Jean Locke, des environs de Bristol, fait paraître son célèbre *Essai sur l'entendement humain*, ses Lettres sur la Tolérance civile, ses écrits sur la monnaie et sur le commerce, ses Pensées sur l'éducation des enfants, son *Christianisme raisonnable*, ses paraphrases sur quelques épîtres de saint Paul, ses œuvres diverses, et son *Traité du gouvernement civil.*

L'abbé de Condillac n'avait pas encore mis au jour son Traité des sensations, son Traité des animaux, son Cours d'études, sa Logique, ses Considérations sur le commerce et le gouvernement;

mais il avait enrichi la métaphysique de son *Essai sur l'origine des connaissances humaines*, de son *Traité des systèmes*, de ses *Recherches sur l'origine des idées que nous avons de la beauté.*

Le frère de ce grand métaphysicien, l'abbé de Mably, publiait ou préparait un grand nombre d'ouvrages sur les rapports de la morale avec la politique, le droit public de l'Europe, les principes des lois, les Grecs, les Romains et les Français.

Guillaume Penn, recommandable par ses grands talents, ses vertus et la douceur de son caractère, adopte les idées religieuses des quakers, dirige ses nouveaux frères, les défend non-seulement en Angleterre, mais sur le continent, consacre plusieurs écrits à l'exposition de leurs intérêts, reçoit en paiement des grandes sommes que son père avait prêtées à la couronne de la Grande-Bretagne, la souveraineté et la propriété d'une grande province de l'Amérique du nord située au sud du Maryland et couverte de forêts, y envoie plusieurs colonies de quakers, y fonde la ville de *Philadelphie*, donne des lois remarquables à cette contrée, qui reçoit le nom de *Pensylvanie*, et mérite d'être placé par la postérité au rang de ces législateurs de l'ancienne Grèce, de ces fondateurs de peuples, de ces instituteurs paternels si vénérés et si chéris.

Burlamaqui, conseiller d'état de Genève, avait

donné ses principes de droit naturel et politique.

Les fameuses ordonnances judiciaires qui avaient fait tant d'honneur au règne de Louis XIV vers 1667 et 1670, et dont les procès-verbaux avaient été cités comme des monuments du mérite éminent du premier président du parlement de Paris, l'illustre Guillaume de Lamoignon, étaient l'objet des méditations et des travaux de plusieurs savants et avocats, et avaient attiré l'attention des personnes les plus distinguées par leurs lumières vers la haute législation.

Un homme d'un grand génie entre dans la carrière, et son immortel ouvrage va créer une science nouvelle; Montesquieu avait publié les *Lettres persanes*, ce tableau si ingénieux et si plein de charmes des habitudes, des ridicules, des vices et des préjugés de cette époque ; il avait parcouru en profond observateur les principales contrées de l'Europe, étudié leurs mœurs, leurs coutumes, leurs lois, leurs constitutions, visité leurs hommes célèbres, et conversé avec les philosophes les plus dignes d'estime; son ouvrage sur la grandeur et la décadence des Romains avait étonné l'Europe et inspiré une vive admiration pour le grand peintre qui avait représenté avec une force digne de Tacite tant de grands événements, de destinées qui en dépendent, de rapports qui les enchaînent, de causes qui les maîtrisent. Bientôt son *Esprit des lois* va paraître, et répandre des flots de lu-

dont il détermine les principaux points avec une rare sagacité.

Le baron Samuel de Puffendorf enrichit le monde savant de ses éléments de jurisprudence universelle, remplit avec un grand succès la chaire de professeur de droit naturel fondée pour lui à Heidelberg par Charles-Louis, électeur palatin, se distingue à Lunden dans une chaire semblable que lui confère le roi de Suède Charles XI, est appelé à Berlin par l'électeur de Brandebourg, et meurt après avoir composé le *Traité du Droit naturel et des gens*, les *Devoirs de l'homme et du citoyen*, une introduction à l'histoire des principaux états de l'Europe, l'Histoire de la Suède sous la partie la plus célèbre du règne de Gustave-Adolphe et sous le règne de Christine, celle du roi Charles-Gustave, celle de l'électeur Frédéric-Guillaume, dit le Grand, et plusieurs autres ouvrages.

On doit à Gaspard Sagittarius, professeur dans l'université de Hall, des dissertations sur divers usages des anciens, l'histoire de plusieurs villes célèbres, celle des margraves et électeurs de Brandebourg, et les *Antiquités du royaume de Thuringe*.

Guy-Louis de Seckendorf, chancelier de l'université de Halle, avait mis au jour une célèbre histoire du luthéranisme.

Ludolph, né à Erfurt, l'un des orientalistes les

plus savants de son siècle, et qui, dit-on, savait vingt-cinq langues, avait donné une histoire d'Éthiopie, des grammaires et des dictionnaires éthiopiens et abyssins, et les fastes de la célèbre Église d'Alexandrie d'Égypte.

On doit à Struve le fils une histoire de l'Allemagne, et à Jean-George Eccard, un des amis du grand Leibnitz, des ouvrages aussi importants que nombreux sur l'histoire du moyen âge, les lois des Francs et des ripuaires, l'origine des Germains et celle de l'Autriche.

On voit paraître cette histoire de Naples dont la publication fait persécuter Pierre Giannone par une cour étrangère, et donne au roi de Sardaigne l'avantage si précieux pour un souverain de montrer son amour pour la justice et pour les lettres en donnant un asile à cet auteur malheureux.

Le fameux *Dictionnaire historique et critique* de Pierre Bayle avait répandu en Europe l'art admirable de démêler le vrai d'avec le faux, de voir toutes les conséquences d'un principe, de les suivre dans tous leurs développements, et avait donné à son auteur la réputation d'un grand philosophe rempli d'érudition, *ayant lu*, dit Saurin, *tout ce qu'on peut lire, et retenu tout ce qu'on peut retenir*, et ouvrant aux hommes d'un grand talent une brillante carrière, pendant que ses adversaires, ses envieux et ses ennemis avaient voulu qu'on le regardât comme un sophiste dangereux, feignant

d'ignorer les choses les plus communes, prodiguant son encens aux plus petits esprits, s'aidant de suffrages honteux ou d'opinions indignes, employant son génie à combattre les bonnes mœurs, la modestie et toutes les vertus, rappelant contre la religion les objections des anciens hérétiques, et réunissant, suivant le même Saurin, toutes les erreurs des siècles passés.

Jean-George Grævius avait employé sa rare érudition à composer deux ouvrages très-étendus, le *Recueil des antiquités romaines* et le *Trésor des antiquités d'Italie.*

Louis-Antoine Muratori se place au rang des savants les plus célèbres par les nombreux ouvrages que l'on doit à ses lumières ainsi qu'à son zèle infatigable, et parmi lesquels on remarque un recueil de pièces tirées de la bibliothèque ambroisienne de Milan, un Traité de la poésie italienne, un autre Traité sur la peste, des Anecdotes grecques, un recueil d'anciennes inscriptions, les annales d'Italie, les antiquités italiennes, et le recueil des écrivains de l'histoire d'Italie, dont on compte avec étonnement vingt-huit volumes in-folio.

Rudolphino Venuti, garde du cabinet des antiques du Vatican, fait imprimer plusieurs ouvrages sur les médailles de la collection confiée à ses soins et sur les antiquités de Rome.

Louis-Othon Mencke avait publié trente volumes

u célèbre journal de Leipsick, dont il était le remier auteur.

Le président Hainault répand le goût de l'étude e l'histoire de France par son Abrégé chronoloique qui devait un jour servir de modèle à pluieurs autres abrégés des plus estimables et des lus utiles.

Nicolas Rowe se distingue en Angleterre par sa agédie de *Tamerlan*, six autres tragédies, sa trauction de Lucain; et Élisabeth Singer, femme du ıvant Thomas Rowe, ajoute par ses poésies à la élébrité du nom de son mari.

Un des grands écrivains dont les ouvrages deaient le plus influer sur les progrès des lumières, oseph Addison, occupe avec honneur la place e secrétaire d'état, se montre le défenseur des lois t de la liberté, allie aux occupations les plus importantes les nobles travaux de l'homme de letes, est auteur de plusieurs comédies, de l'opéra e *Rosamonde*, de la tragédie de *Caton*, et achève 'assurer à sa mémoire les suffrages de la postérité ar les articles du *Spectateur*, où son talent mone avec tant de supériorité les droits de la justice, e la raison et de l'humanité.

Le compagnon de la jeunesse d'Addison, et le igne ami de toute sa vie, Richard Steele travaille vec lui au *Spectateur* ainsi qu'au *Gardien*, et pulie le *Tattler* ou le *Babillard*, une *Bibliothèque es dames*, plusieurs comédies et d'autres ouvrages

qui n'ont pas peu contribué à sa grande réputation.

Jonathan Swift, de Dublin, mérite le titre de *Rabelais de l'Angleterre* par ses satires, ses lettres, son roman de *Gulliver*, son *conte du Tonneau*, et d'autres ouvrages dans lesquels il charme ses compatriotes par la vivacité de son esprit, l'originalité de ses pensées, la variété de ses conceptions, la chaleur de son style, la force de ses critiques apparentes ou voilées. Devenu riche par sa vie frugale et les revenus considérables des bénéfices ecclésiastiques qu'il avait réunis, il établit une banque destinée à secourir de la manière la plus généreuse les pauvres qui cherchaient à combattre par le travail la misère sous laquelle ils gémissaient, et fonde un hôpital consacré au soulagement de la folie.

Les célèbres poésies de Matthieu Prior, du docteur Gord et de Jean Philipps avaient paru dans la Grande-Bretagne; et les Anglais jouissaient des tragédies, des opéras, des fables de Jean Gay, et des comédies si spirituelles, ainsi que des opéras de Guillaume Congrève.

L'illustre Pope termine sa carrière après s'être élevé par d'immortels ouvrages à une éclatante gloire littéraire. A peine âgé de seize ans, il avait composé une ode sur la solitude, *Poliphème et Acis*, et des pastorales que ses compatriotes com-

arent à celles de Théocrite et de Virgile. Il traduit plus tard en vers anglais l'Iliade et l'Odyssée, t consacre à l'épopée un monument sur lequel es amis de la poésie devaient inscrire son nom à ôté du nom sacré du chantre divin d'Achille et l'Ulysse ; il laisse à la postérité ses *Essais sur l'Homme et sur la Critique*, des odes, des fables, les épîtres, son poème sur *une boucle de cheveux enlevée*, et cette *Dunciade* où brille son talent, et lans laquelle il a voulu punir des critiques dirigées contre lui, mais que sa grande renommée le lispensait si complètement de composer.

Ces palmes de la poésie et de la philosophie qui ombragent la tombe du traducteur d'Homère vont resplendir sur un trône, au milieu des symboles de la puissance souveraine et des trophées de la victoire. Le grand Frédéric avait publié, peu de temps après avoir hérité du sceptre de la Prusse, l'examen de l'ouvrage de Machiavel intitulé *le Prince ;* on imprimera son *Code Frédéric*, un recueil de poésies françaises, une histoire du Brandebourg, où il juge de si haut les princes qui l'ont précédé, l'histoire de la guerre de sept ans, des considérations sur l'état des cours de l'Europe, les mémoires de la guerre de 1778, de nouvelles poésies, et cette nombreuse correspondance dans laquelle le génie de la raison et du bonheur des peuples proclame tant de vérités, détruit ou combat tant d'erreurs, et donne pour les progrès de

à révéler au vulgaire le moins instruit toutes les merveilles de la science, à les lui faire comprendre, à lui en inspirer l'amour, mais encore des portraits tracés avec un art inimitable, une fidélité des plus rares, et où néanmoins les défauts même sont présentés de manière à faire naître l'intérêt, l'affection et le respect; et combien de vues nouvelles, de pensées profondes, de réflexions ingénieuses, présentées dans cette histoire avec des précautions qui les protègent sans les voiler, ont, pendant trente ans, combattu avec un grand avantage les erreurs et les préjugés les plus dangereux !

Il avait travaillé à deux tragédies et à des romans avec mademoiselle Bernard, née comme lui à Rouen, et dont les poésies ont eu beaucoup de succès.

Claudine-Alexandrine de Tencin, sœur du cardinal du même nom, est auteur du *Siége de Calais*, des *Mémoires de Comminges* et d'autres romans; et l'on doit à madame de Graffigny les *Lettres d'une Péruvienne*, ainsi que plusieurs autres ouvrages.

Jacques Saurin, ministre de la religion protestante, met au jour un grand nombre de sermons où l'éloquence est inspirée par le génie.

Le cardinal de Polignac compose en beaux vers latins son *Anti-Lucrèce*, dans lequel il oppose la doctrine de Descartes à celle d'Épicure.

Santeuil avait chanté le Très-Haut, les mystères de la religion et les saints qu'elle vénère, dans des hymnes latines animées par le feu des prophètes et des poetes sacrés.

Crébillon, saisissant avec force le sceptre de la terreur, la fait régner sur la scène tragique.

La tragédie d'*Inès de Castro*, de La Motte, fait répandre autant de larmes que l'*Atrée et Thieste* de Crébillon a inspiré d'effroi, La Motte joint à un triomphe aussi beau les succès qu'il doit à ses églogues et à un grand nombre d'opéras.

On applaudit le *Philosophe marié*, le *Glorieux*, l'*Homme singulier*, et d'autres comédies de Néricault-Destouches, successeur de Regnard.

Nivelle de La Chaussée peint, dans ses pièces de théâtre, les sentiments les plus capables d'attendrir, est blâmé par ceux qui veulent réserver à la tragédie le droit de faire couler des larmes, mais fait naître, pour les infortunes dont l'humanité ne gémit que trop souvent, l'intérêt le plus propre à inspirer l'envie de les soulager.

La tragédie de *Gustave* et la comédie intitulée la *Métromanie* immortalisent Alexis Piron.

Jean-Baptiste Rousseau semble avoir hérité de la lyre de Pindare, et ses chants paraissent ceux d'un inspiré dans ses odes sacrées, dans les autres odes qu'il fait entendre à l'Europe ravie, et dans ses *cantates* dont il créé les formes si imposantes et si variées.

es in-folio. Diderot et d'Alembert pren-
tion de publier une Encyclopédie
mencent d'élever cet immense
périystile duquel d'Alembert
universellement admirée : plu-
u littérateurs dignes de partager
concourent à former ce dépôt des
ces humaines. Parmi tant d'articles im-
, relatifs aux sciences et aux arts, ce Dic-
aire encyclopédique présente d'autres arti-
, consacrés à la métaphysique, à la morale, à la politique; et le nombre des lecteurs de ce grand ouvrage devient chaque jour d'autant plus considérable que chacun peut y trouver, avec plus de facilité, les renseignements qu'il désire et la réponse à ses questions.

Le dix-huitième siècle voit paraître avec éclat un des hommes les plus étonnants de tous ceux qui depuis Homère ont mérité les hommages de la postérité. Voltaire, dont la fécondité du génie semble ne pas connaître de bornes, donne à l'Europe la *Henriade*, *OEdipe*, *Marianne*, des *Lettres philosophiques*, *Zaïre*, *Alzire*, l'*Enfant prodigue*, *Mérope*, *Mahomet*, dont le grand Benoît XIV accepte la dédicace, *la Mort de César*, *le Siècle de Louis XIV*, *l'Essai sur l'histoire universelle*, *Brutus*, *Tancrède*, l'*Histoire de Charles XII*, et des pièces fugitives inimitables. Il fait plusque composer d'admirables ouvrages; il défend avec courage

des innocents persécutés, ou justifie leur mémoire; il attaque avec d'autant plus de force ce qu'il regarde comme des erreurs, des préjugés ou des crimes, que ses raisonnements sont souvent environnés des plus belles images et des plus hautes conceptions que puisse inspirer le génie poétique. L'ancienne Grèce l'aurait placé non-seulement à côté de Sophocle et d'Euripide, mais parmi ses philosophes les plus célèbres.

Des peintres habiles et renommés avaient succédé aux grands peintres des siècles précédents.

Les Parrocel peignent avec feu les batailles.

Michel Corneille avait orné de ses tableaux les maisons royales, l'église des Invalides et la galerie de Chantilli.

Charles de La Fosse orne des siens et la belle habitation de lord Montaigu en Angleterre, et la chapelle de Versailles, et le dôme des Invalides, et le chœur de Notre-Dame de Paris.

C'est dans ce même chœur que l'on admire le *Magnificat*, tableau peint de la main gauche par Jouvenet, dont la main droite avait été paralysée, et à qui on avait dû avant cet accident quatre tableaux célèbres de Saint-Martin-des-Champs, et la *Descente du Saint-Esprit*, représentée au-dessus de la tribune royale de la chapelle de Versailles.

Bon Boullogne et Louis Boullogne, ces deux frères, si recommandables par leur amitié touchante, placent des tableaux qu'on admire dans

plusieurs églises de Paris, dans l'hôtel-de-ville de cette capitale, dans les salles de l'académie de peinture et dans celles de Meudon, de Marly, de la ménagerie de Versailles et de Fontainebleau.

Antoine, fils de Noël Coypel, ajoute à la célébrité du nom qu'il porte, par ses premiers essais, donne des leçons de son art au duc de Chartres, lui apprend à manier le pinceau de manière à montrer qu'il aurait pu devenir un grand peintre s'il n'avait pas dû tenir les rênes de l'état, en reçoit les témoignages les plus honorables d'affection et d'estime, inspire un noble enthousiasme au poète Santeuil par son *Sacrifice de Jephté* et *la Mère de Jésus au pied de la croix;* représente dans le plafond de la chapelle de Versailles une *gloire* qui ajoute à sa grande réputation, peint la galerie du Palais-Royal, la rend rivale de celle dont Rubens a décoré le Luxembourg, ne craint pas de lutter avec Virgile en retraçant l'histoire d'Énée dans cette galerie du duc de Chartres devenu duc d'Orléans, et succède à Lebrun et à Mignard dans la place du premier peintre du roi.

François de Troy se distingue par ses portraits, et son fils par l'histoire d'Esther représentée dans quatre grands tableaux destinés à servir de modèles pour les tapisseries des Gobelins.

On s'empresse de voir dans le chœur de Notre-Dame, dans plusieurs autres églises, à Trianon et à Meudon les tableaux de Hallé.

Carle Vanloo, fils, petit-fils, arrière-petit-fils, frère et oncle de peintres habiles, mérite le titre de premier peintre du roi de France, que Louis XV devait lui décerner par l'Apothéose de saint Isidore que l'on voit dans une église de Rome, onze sujets de la Jérusalem délivrée, dont il décore à Turin le cabinet du roi de Sardaigne, la variété de son talent aussi propre à faire vivre l'histoire sur la toile qu'à peindre le portrait et à imiter la nature dans un paysage, et les ouvrages qui ont rempli pendant long-temps des salons, des maisons royales et des églises de Paris.

Carle Vanloo devait être remplacé par François Boucher, que l'on a surnommé l'Albane de la France, et qui aurait paru né pour justifier ce titre si, entraîné par son imagination, séduit par la flatterie, et trompé par des succès dus à des modes ridicules, il n'avait oublié la nature, détruit la grâce en exagérant la beauté, et établi, par de trop heureux exemples, une sorte d'école qui allait perdre pour long-temps les arts du dessin, lorsqu'un grand maître les a ramenés à la belle nature, aux inspirations du génie et à ce goût épuré qui a immortalisé les fameux artistes de la Grèce poétique.

Quelle différence entre Boucher, égaré dans une fausse route, et son maître Le Moine, qui peint sur le plafond du plus grand salon du château de Versailles l'Apothéose d'Hercule, dont on vante la va-

riété des détails, le mouvement des figures, la vivacité du coloris, la distribution de la lumière et l'enthousiasme de la composition !

Restout, élève de Jouvenet, et Desportes peignent l'un de grands tableaux, et l'autre des chasses.

On doit à Rigaud des portraits de grands hommes et de grands princes; Largillière, son rival et son ami, mérite par d'autres portraits de partager avec lui le titre de *van Dick de la France;* et Nattier, dont le pinceau produit aussi un grand nombre de portraits, est appelé par le poète Gresset *l'élève des grâces et le peintre de la beauté.*

Arlaud avait perfectionné la miniature; et dans un voyage en Angleterre il avait obtenu l'amitié du grand Newton.

Godefroy Kneller peint des portraits dans la patrie de cet immortel géomètre; Dryden et Pope célèbrent son talent.

L'Anglais Jacques Thornill, peintre d'histoire, embellit par de grandes et riches compositions le palais d'Hamptoncourt, la maison royale de Kinsington et l'hôpital de la marine de Greenwich.

Un autre peintre anglais, Guillaume Hogarth, inspire de l'enthousiasme à ses compatriotes par les sujets de ses tableaux, les sentiments moraux qui les ont fait choisir, le feu poétique qui les anime, et l'illusion qu'ils produisent.

Deyster se distingue à Bruges par le clair-obscur

de ses tableaux et la vérité de ses figures, comparées souvent aux portraits de van Dick.

Ferdinand van Kessel d'Anvers devient célèbre par ses paysages, ses plantes, ses fleurs, ses fruits, ses animaux.

On vante les grandes compositions de Gérard Lairesse, né à Liége, et mort à Amsterdam.

Vander Werff reçoit de l'électeur palatin de grands témoignages d'estime et de satisfaction pour les tableaux dont il enrichit la galerie de Dusseldorf, et dont le *fini* frappe les spectateurs.

Robert Oudenaerde, né à Gand, embellit les grands édifices et les églises de sa patrie de ses nombreux ouvrages.

Philippe Wouwermans, rival modeste de Bamboche, compose à Harlem un nombre extraordinaire de tableaux, dont on loue le dessin ainsi que la couleur, et qui représentent avec la plus grande vérité des paysages, des chasses, des concours de cavaliers, des attaques de cavalerie.

Vanden Weld, dit *le jeune*, et né à Amsterdam, va en Angleterre et y peint avec un grand succès pour les maisons royales les combats les plus glorieux des flottes britanniques; on le regardait comme un des plus grands peintres de marine. Plusieurs années devaient encore s'écouler avant que l'on vît paraître les fameuses marines de Joseph Vernet.

Le Hollandais van Huysum étonne par la vérité

et la beauté de ses fleurs et de ses fruits; et le Suisse Joseph Werner charme l'Italie, la France et l'Allemagne par des miniatures, dont les unes sont des portraits, et dont les autres représentent avec un art extraordinaire des sujets de grands tableaux d'histoire.

Le Napolitain Lucas Jordane, appelé en Espagne par Charles II, avait peint le Jugement dernier dans les voûtes de l'Escurial, le grand escalier de ce palais, la voûte de la chapelle de Madrid, la chapelle de Notre-Dame de Atocha, la sacristie de la métropole de Tolède et le grand salon de Buenretiro.

Charles Cignani, élève de l'Albane et chef de l'académie de Bologne, peint le Paradis dans la coupole d'une église de Forli, et compose des tableaux recherchés à Paris, à Rome et à Bologne.

Ceux de Carle Maratte attirent l'attention par l'expression des figures, la noblesse et le charme des têtes, la fraîcheur du coloris et la beauté des conceptions.

Subleiras, né à Usez en France, fait remarquer les siens parmi ceux de plusieurs palais de Rome: il en peint un pour l'église de Saint-Pierre; et le succès de cette production est si grand que le pape en ordonne l'exécution en mosaïque.

Solimène, qui avait reçu le jour dans les environs de Naples, commence d'acquérir la haute réputation à laquelle il devait parvenir en pei-

gant la voûte d'une chapelle dans l'église des Jésuites; ses peintures sont vivement désirées par plusieurs papes, l'empereur d'Allemagne, le roi de Portugal, le roi de Sardaigne, l'électeur de Mayence, le prince Eugène, la république de Gênes et celle de Venise.

Des églises de Cordoue, de Grenade et de Malaga avaient été ornées de tableaux de l'Espagnol Nino de Guévara.

Et quelle admiration devait inspirer les peintures poétiques exécutées en Espagne par le célèbre Mengs, dont la Bohême était la patrie, dont le grand talent s'était développé au milieu des chefs-d'œuvre de l'Italie, et qui, avant d'être appelé à Madrid par le roi Charles III, avait été nommé par Benoît XIV l'un des directeurs de l'académie de peinture établie au Capitole! Il était destiné à servir le bel art qui avait fait sa gloire, non-seulement par de nombreuses peintures, mais encore par un ouvrage dans lequel il devait exposer, en grand maître, les règles d'après lesquelles son génie avait conduit ses pinceaux.

De quelle utilité n'avait pas été aussi, pour tous ceux qui cultivaient les arts du dessin, le comte de Caylus, l'auteur de l'histoire de plusieurs peintres ou sculpteurs, d'un recueil de sujets de tableaux, de découvertes sur la peinture *encaustique* des anciens, celle dans laquelle la cire, remplaçant l'huile, donne une si grande durée aux couleurs,

des *antiquités égyptiennes, étrusques, grecques, maines et gauloises,* composées avec d'autant us de succès qu'il avait voyagé avec un zèle trèslairé en Italie, en Grèce, dans l'Asie mineure et rticulièrement dans la Troade et aux environs Éphèse.

Plusieurs des peintres dont nous venons de rapler les talents ont gravé leurs ouvrages ou d'autes tableaux, portraits ou dessins; ajoutons à leurs oms ceux de graveurs célèbres de cette époque, ls que Girard Audran, ses frères Claude II et ermain, et ses quatre neveux Claude III, Benoît, ean et Louis, Pierre van Schappers né à Anvers, on compatriote le chevalier Édelink, Duchange le Paris, Le Clerc qui a gravé plus de trois mille lanches, François de Poilly, Bernard Picart, Charles Simoneau, Nicolas Dorigny auquel on loit la gravure des cartons de Raphaël conservés à Hamptoncourt, les deux Drevet, Henri-Simon Thomassin, Nicolas-Gabriel Dupuis, qui donne au burin une touche nouvelle, et reproduit Énée sauvant son père Anchise du milieu des ruines de Troye embrasée; Cochin, Nicolas Baléchou, Jean Daullé dont on a surtout estimé les portraits, Laurent Cars qui a gravé tant de sujets d'après Le Moine, et qui a eu l'honneur d'être comparé à Girard Audran; le Hollandais Corneille Wischer, Schmidt de Berlin, si protégé par le grand Frédéric, et l'Anglais Jean Smith qui, des plus habiles

dans le genre auquel on a donné le nom de *manière noire*, a transmis à la postérité les traits de Newton, de Pope, de Loke, et de Pierre I[er], empereur de Russie.

Le sculpteur Tuby, né à Rome, se distingue par les figures et les bas-reliefs dont il orne les jardins de Versailles, le tombeau de la mère de Le Brun, celui de Colbert, celui du grand Turenne, et lutte pour ainsi dire avec l'un des plus grands sculpteurs de l'antiquité en copiant le fameux groupe de Laocoon.

Des statues ou des groupes dus à Regnaudin, à Théodon, à Le Gros, à Corneille van Clève, à Bousseau, à Adam, à Jean-Louis Le Moine ou à Pierre Le Pautre, avaient été placés dans les jardins de Versailles, dans celui des Tuileries, ou dans des églises de la capitale.

Le ciseau de Pierre Le Lorrain avait créé un Bacchus pour ces mêmes jardins de Versailles, un Faune pour ceux de Marly, et d'autres statues pour l'hôtel de Soubise, le palais épiscopal de Strasbourg, et le château de Saverne.

On veut devoir à Jean-Louis Le Moine la statue équestre de Louis XV, qui, placée sur le port si fréquenté de la ville de Bordeaux, doit y recevoir les saluts de tant de vaisseaux d'un commerce qui embrasse les deux mondes. Deux autres monuments que l'on voit à Paris, le tombeau de Mignard et

elui du cardinal de Fleury, concourent à la réputation de Le Moine.

On admirait parmi les ouvrages de Nicolas Coustou, neveu de Coisevox, la belle copie de la statue antique de l'empereur Commode représenté en Hercule, Apollon poursuivant Daphné, dans les jardins de Marly, le groupe de la Loire et de la Marne, le Berger, deux Nymphes, et le Jules-César du jardin des Tuileries, la Descente de Croix du chœur de Notre-Dame, et parmi les productions de son frère Guillaume, un Hercule sur le bûcher, Hippomène poursuivant Atalante, dans ces jardins de Marly où la Daphné de Nicolas fuyait devant Apollon, et les deux chevaux si renommés de ces jardins enchanteurs.

On voit dans l'église de Saint-Sulpice huit statues de Bouchardon, auquel on doit sept autres statues de la fontaine de la rue de Grenelle, un Amour adolescent, plusieurs autres ouvrages, et qui meurt en terminant la statue équestre de Louis XV.

Louise Roldan, née à Séville, avait excité à Madrid l'admiration des Espagnols et des étrangers par son Christ, et sa Vierge désolée au pied de la croix.

La statue d'Annibal, que l'on remarque dans le jardin des Tuileries, montre le talent de Sébastien Slotz, et son fils René-Michel Slotz, après avoir mérité de voir placer sa statue de saint Bruno dans

dans le genre auquel on a donné le nom de *manière noire*, a transmis à la postérité les traits de Newton, de Pope, de Loke, et de Pierre I[er], empereur de Russie.

Le sculpteur Tuby, né à Rome, se distingue par les figures et les bas-reliefs dont il orne les jardins de Versailles, le tombeau de la mère de Le Brun, celui de Colbert, celui du grand Turenne, et lutte pour ainsi dire avec l'un des plus grands sculpteurs de l'antiquité en copiant le fameux groupe de Laocoon.

Des statues ou des groupes dus à Regnaudin, à Théodon, à Le Gros, à Corneille van Clève, à Bousseau, à Adam, à Jean-Louis Le Moine ou à Pierre Le Pautre, avaient été placés dans les jardins de Versailles, dans celui des Tuileries, ou dans des églises de la capitale.

Le ciseau de Pierre Le Lorrain avait créé un Bacchus pour ces mêmes jardins de Versailles, un Faune pour ceux de Marly, et d'autres statues pour l'hôtel de Soubise, le palais épiscopal de Strasbourg, et le château de Saverne.

On veut devoir à Jean-Louis Le Moine la statue équestre de Louis XV, qui, placée sur le port si fréquenté de la ville de Bordeaux, doit y recevoir les saluts de tant de vaisseaux d'un commerce qui embrasse les deux mondes. Deux autres monuments que l'on voit à Paris, le tombeau de Mignard et

lui du cardinal de Fleury, concourent à la répu-
ion de Le Moine.

On admirait parmi les ouvrages de Nicolas Cou-
u, neveu de Coisevox, la belle copie de la sta-
: antique de l'empereur Commode représenté
Hercule, Apollon poursuivant Daphné, dans
jardins de Marly, le groupe de la Loire et de la
rne, le Berger, deux Nymphes, et le Jules-César
jardin des Tuileries, la Descente de Croix du
eur de Notre-Dame, et parmi les productions
son frère Guillaume, un Hercule sur le bûcher,
ppomène poursuivant Atalante, dans ces jardins
Marly où la Daphné de Nicolas fuyait devant
ollon, et les deux chevaux si renommés de ces
dins enchanteurs.

On voit dans l'église de Saint-Sulpice huit sta-
s de Bouchardon, auquel on doit sept autres
tues de la fontaine de la rue de Grenelle, un
iour adolescent, plusieurs autres ouvrages, et
. meurt en terminant la statue équestre de
uis XV.

Louise Roldan, née à Séville, avait excité à Ma-
d l'admiration des Espagnols et des étrangers
son Christ, et sa Vierge désolée au pied de la
ix.

La statue d'Annibal, que l'on remarque dans le
lin des Tuileries, montre le talent de Sébastien
tz, et son fils René-Michel Slotz, après avoir
rité de voir placer sa statue de saint Bruno dans

dans le genre auquel on a donné le nom de *manière noire*, a transmis à la postérité les traits de Newton, de Pope, de Loke, et de Pierre Ier, empereur de Russie.

Le sculpteur Tuby, né à Rome, se distingue par les figures et les bas-reliefs dont il orne les jardins de Versailles, le tombeau de la mère de Le Brun, celui de Colbert, celui du grand Turenne, et lutte pour ainsi dire avec l'un des plus grands sculpteurs de l'antiquité en copiant le fameux groupe de Laocoon.

Des statues ou des groupes dus à Regnaudin, à Théodon, à Le Gros, à Corneille van Clève, à Bousseau, à Adam, à Jean-Louis Le Moine ou à Pierre Le Pautre, avaient été placés dans les jardins de Versailles, dans celui des Tuileries, ou dans des églises de la capitale.

Le ciseau de Pierre Le Lorrain avait créé un Bacchus pour ces mêmes jardins de Versailles, un Faune pour ceux de Marly, et d'autres statues pour l'hôtel de Soubise, le palais épiscopal de Strasbourg, et le château de Saverne.

On veut devoir à Jean-Louis Le Moine la statue équestre de Louis XV, qui, placée sur le port si fréquenté de la ville de Bordeaux, doit y recevoir les saluts de tant de vaisseaux d'un commerce qui embrasse les deux mondes. Deux autres monuments que l'on voit à Paris, le tombeau de Mignard et

lui du cardinal de Fleury, concourent à la réputation de Le Moine.

On admirait parmi les ouvrages de Nicolas Couou, neveu de Coisevox, la belle copie de la stae antique de l'empereur Commode représenté ı Hercule, Apollon poursuivant Daphné, dans s jardins de Marly, le groupe de la Loire et de la arné, le Berger, deux Nymphes, et le Jules-César ı jardin des Tuileries, la Descente de Croix du ıœur de Notre-Dame, et parmi les productions : son frère Guillaume, un Hercule sur le bûcher, ippomène poursuivant Atalante, dans ces jardins : Marly où la Daphné de Nicolas fuyait devant pollon, et les deux chevaux si renommés de ces rdins enchanteurs.

On voit dans l'église de Saint-Sulpice huit staıes de Bouchardon, auquel on doit sept autres atues de la fontaine de la rue de Grenelle, un mour adolescent, plusieurs autres ouvrages, et ui meurt en terminant la statue équestre de ouis XV.

Louise Roldan, née à Séville, avait excité à Marid l'admiration des Espagnols et des étrangers ar son Christ, et sa Vierge désolée au pied de la roix.

La statue d'Annibal, que l'on remarque dans le ırdin des Tuileries, montre le talent de Sébastien lotz, et son fils René-Michel Slotz, après avoir ıérité de voir placer sa statue de saint Bruno dans

l'église de Saint-Pierre de Rome qui renfer
de chefs-d'œuvre, et d'élever le tombeau
quis Caponi dans une autre église de Ro
de Saint-Jean des Florentins, revient en Fra
plusieurs ouvrages de différents genres
sa réputation.

Balthazar Permoser fait admirer à Dre
Vienne les ouvrages sortis de ses mains,
culièrement sa statue de la Charité, celle
Eugène et un groupe de la peinture et de
ture qui s'embrassent.

Vers la fin de l'époque que nous rapp
quelques années plus tard, Pigale fait ins
nom parmi ceux des sculpteurs célèbres,
Mercure, une Vierge destinée pour l'égli
valides, la statue du Silence, un groupe de
et de l'Amitié, une statue de Louis XV, u
statue d'une femme célèbre par sa beaut
sa puissance, le mausolée du comte d'
placé dans une chapelle de Notre-Dame, et
et poétique tombeau qui devait attirer tant
gers dans le temple de Saint-Thomas de Str
ce tombeau où reposent les cendres du m
de Saxe, et où des grenadiers de l'armée fr
devaient rendre un si noble et si touchan
mage à leur grand général.

L'architecte Robert de Cotte avait fait co
le péristyle de Trianon, et donné les des
portail de plusieurs églises de la capitale,

229

mme
des

e de
lu-
rope
nom-
at le
é de
alie,
dans
pro-
ndre
ibles
nants
ture.
posé
iens.
Blan-
grand

d'au-

Hôtel-Dieu de Lyon, la salle de concert ainsi que le théâtre de cette ville, et s'immortalise en créant cette admirable église de Sainte-Geneviève que les amis éclairés des arts citent parmi les temples fameux avec Saint-Pierre de Rome, Sainte-Sophie de Constantinople et Saint-Paul de Londres.

On devoit à Jean Waesbruck, de la Grande-Bretagne, les châteaux et les parcs de Blenheim du duc de Marlborough, et de Howard du comte de Carlisle, ainsi que plusieurs autres belles résidences.

Jean-Antoine et Mathias de Rossi s'étaient noblement distingués par les édifices qu'ils avaient fait construire à Rome. Le second, nommé après le Bernin architecte de l'église de Saint-Pierre, avait élevé un tombeau dans cette première église du monde chrétien, et bâti la douane de Ripa-Grande, le grand escalier, le portique et le dernier étage du palais de Monte-Citorio.

Dominique Martinelli donne les dessins de plusieurs ponts que l'on construit en Allemagne, du palais du prince de Lichtenstein, et de divers autres palais dans lesquels on observe de très-heureux effets de son goût et de son imagination.

Philippe Juvara présente au duc de Savoie, devenu roi de Sicile, le plan d'un magnifique palais qui doit être bâti à Messine, construit auprès de Turin l'église de la Superga et la chapelle de la Vennerie, est appelé à Lisbonne par le roi de

Portugal, et donne les dessins d'un palais royal et de l'église patriarcale dont on vante la beauté.

On avait continué de perfectionner en Italie, en Allemagne et en France cet art de la musique dont les productions, sources fécondes des sentiments les plus touchants et les plus nobles, ont été regardées par les véritables philosophes comme liées de si près avec la morale et le bonheur des nations.

Campra, né à Aix en Provence, et maître de musique de Notre-Dame de Paris, compose plusieurs opéras, donne au public sa célèbre *Europe galante*, et ajoute à ces ouvrages un grand nombre de *cantates* et cinq livres de motets, dont le succès est d'autant plus grand que le clergé de France avait le bon esprit d'imiter ceux d'Italie, d'Espagne et d'Allemagne, de faire entendre dans ses temples la mélodie et l'harmonie les plus propres à y retenir les fidèles, et de ne pas rendre anti-musicaux les organes si tendres et si flexibles de la jeunesse en les laissant altérer par des chants barbares et contraires à ceux qu'inspire la nature.

Michel-Richard de La Lande avait composé soixante motets très-recherchés par les musiciens.

Nicolas Bernier et Esprit-Joseph-Antoine Blanchard enrichissent la chapelle du roi d'un grand nombre de productions du même genre.

Destouches fait jouer son opéra d'*Issé*, et d'autres ouvrages dramatiques.

On applaudit aussi l'opéra de *Jephté*, de Michel Montéclair, connu d'ailleurs avantageusement par ses cantates, des motets et une messe funèbre.

Bientôt un homme supérieur, Jean-Philippe Rameau, s'empare du premier rang de la musique en France, son *Hippolyte et Aricie* à la main donne à l'harmonie de nouvelles richesses, expose dans un ouvrage savant la théorie qu'il a créée, développe plus que jamais son talent dans *Castor et Pollux*, dans *Dardanus* et dans d'autres opéras, répond aux clameurs de l'envie par de nouveaux triomphes; et se place parmi les compositeurs français à une hauteur très-grande, où l'élèvent particulièrement ses symphonies ou ouvertures; plusieurs de ses chants, ses chœurs et ses airs de danse.

Jean-Jacques Rousseau, dont on aime à retrouver le génie et la sensibilité créant une production musicale pleine de charmes, donne non-seulement les paroles, mais encore la musique du *Devin du villlage*, cet ouvrage original, où la mélodie la plus simple, la plus naturelle, la plus agréable, se marie à l'harmonie la plus propre à la faire valoir sans voiler sa beauté.

Duni allait le suivre et faire entendre ses chants variés, pittoresques, simples et suaves; et bientôt devait paraître l'époque fameuse où Gossec, Philidor, Grétry, Gluck, le créateur de la véritable tragédie lyrique, Piccini, Sachini, et après eux

tant d'autres grands maîtres devaient, par leurs chefs-d'œuvre, faire briller de tant d'éclat la scène française.

Daquin fait mouvoir en maître toutes les puissances de l'orgue, cet admirable instrument qui seul compose un orchestre immense, et semble destiné à célébrer l'Éternel; il concourt pour l'orgue de Saint-Paul, s'élève par son talent au-dessus de ses émules, et l'emporte même sur Rameau.

Marchand se place aussi au rang des plus grands organistes.

D'Alembert va publier ses *Éléments de musique théorique et pratique*, dans lesquels il exposera avec beaucoup d'ordre, et par conséquent de clarté, les principes établis dans le *Traité de l'harmonie* de Rameau, et bientôt l'on verra paraître le Dictionnaire de musique de Jean-Jacques Rousseau.

Antoine Lotti, organiste et maître de chapelle de Saint-Marc de Venise, se distingue par ses opéras et sa musique d'église.

Leo élève à une très-grande hauteur l'école de Naples sa patrie, et montre en homme de génie dans ses tragédies, dans ses *Oratoires*, dans son *Ave maris stella*, et dans son *Miserere*, comment on peut allier le contre-point le plus savant, des modulations hardies, et des imitations fréquentes, avec le style le plus clair, le plus naturel, le plus

noble, et imprimer à tous ses ouvrages un caractère de grandeur.

Son compatriote Durante, élève de Scarlatti, compose des messes, des psaumes, des antiennes, des hymnes, des motets, forme par ses leçons de très-grands maîtres de l'école de Naples, et a la gloire d'être considéré comme le modèle que l'on doit imiter dans le choix de l'harmonie, la conduite des modulations, et l'art d'obtenir les plus grands effets par l'emploi des motifs, les formes que leur donne le génie, la variété qui en résulte, et l'intérêt que fait naître leurs retours habilement préparés.

Hasse, né en Allemagne, va à Naples, reçoit des leçons de Scarlatti comme Durante, est à la tête de plusieurs grands théâtres d'Italie, épouse la célèbre cantatrice Faustina, est nommé compositeur de l'Opéra de Dresde par le roi de Pologne, électeur de Saxe, donne au public un nombre très-grand d'opéras, d'*Oratoires*, de litanies, de *Te Deum*, de morceaux destinés pour la chambre, acquiert la plus grande réputation en Europe, et montre particulièrement son talent extraordinaire dans l'expression des paroles, la beauté de la mélodie, et la subordination de l'accompagnement au chant, qu'il regarde comme l'objet principal de ses productions.

L'habile et renommé Porpora est le maître de la fameuse chanteuse Gabrielli, et de ce Farinelli

auquel la beauté de sa voix et l'art avec lequel il la dirige, valent l'admiration et les bienfaits du pape Benoît XIV, et des souverains de Naples, de Vienne, d'Angleterre, de France et d'Espagne.

Logrosino est cité comme un très-habile compositeur d'opéras comiques, et introduit dans ses ouvrages ces morceaux d'ensemble, où plusieurs acteurs se réunissent pour présenter un grand tableau lyrique et dramatique, et que leur place la plus ordinaire à la fin des actes ou des scènes ont fait nommer des *finales* ou des *finals*.

Pergolèse cesse de vivre n'étant encore âgé que de vingt-sept ans; mais il avait composé la *Servante-maîtresse*, le *Maître de musique*, le *Salve regina*, et le *Stabat mater*, modèle parfait de l'expression la plus pathétique; et la gloire l'avait immortalisé.

Jomelli, élève de François Feo, célèbre compositeur napolitain, et de Leo, surnommé le Grand, demande des leçons au père Mortini, qu'il étonne par son talent, se lie étroitement avec Métastase, le digne successeur du poète dramatique Apostolo Zéno, remplit d'admiration Naples, Rome, Bologne, Venise, Vienne et Stutgard, par ses tragédies lyriques si nombreuses, les motets, les psaumes, les offertoires, les graduels, auxquels il travaille pour plusieurs églises, et principalement pour celle de Saint-Pierre dont il est maître de musique, met au jour un fameux *Miserere*, et mérite d'être placé

au rang des Leo et des Durante par la richesse de ses inventions, le beau caractère de son style, la science et la facilité de sa composition, le goût, la grâce et l'originalité de ses œuvres, et le sublime de plusieurs de ses pensées.

Antoine Bononcini, son frère, et Sarti composent un grand nombre d'opéras ou d'autres ouvrages lyriques.

Les musiciens d'Italie citent avec le plus grand éloge les cantates du baron d'Astorga, né en Sicile, et auteur de la pastorale de *Daphné*, et d'un *Stabat mater*.

Viviani, Locatelli et Giardini, dont on admire le talent lorsqu'ils jouent du violon, obtiennent aussi un grand succès par leurs concertos, leurs méthodes, leurs sonates, leurs *caprices*, leurs *quatuors*, leurs *quintetti*, ou d'autres morceaux de musique instrumentale, propres à faire valoir l'habileté de leurs élèves ou de leurs imitateurs.

Joseph Tartini acquiert comme eux une grande célébrité par sa belle manière de jouer du violon, ses sonates, ses autres productions musicales, et l'accroît par ses *principes* et ses *règles* sur la composition, où l'on trouve des expériences très-curieuses, et dont Jean-Jacques Rousseau a fait un grand éloge dans son Dictionnaire de musique.

Le fameux Hændel, né à Halle dans le duché de Magdebourg, et dont la mémoire doit être si onorée par les Anglais, fait exécuter un grand

nombre de tragédies lyriques à Hambourg, à Florence, à Venise, à Rome, à Naples, à Londres, fixe son séjour en Angleterre, y jouit de nouveaux triomphes, lutte dans ses dernières années contre une cécité qu'on ne peut guérir, ne cesse de composer de la musique qu'il dicte, et de l'exécuter sur son orgue, laisse en mourant à la postérité plus de quarante opéras, l'*oratorio* du Messie, plus de vingt autres *oratorios*, un nombre très-grand de cantates, de motets, de psaumes, de chœurs, de pièces sonates ou concertos pour l'orgue, le clavecin ou d'autres instruments, est honoré après sa mort comme pendant sa vie des hommages de la nation qui l'a adopté, est enterré dans Westminster au milieu des tombeaux des grands hommes et des rois.

Jean-Sébastien Bach, d'une famille allemande féconde en musiciens célèbres, réunit aux talents d'un très-grand organiste ceux d'un des plus savants harmonistes et des plus habiles compositeurs, et donne en Saxe ou à Berlin, et dans d'autres villes d'Allemagne, de nombreux morceaux de musique religieuse, des motets, des cantiques, des *oratorios,* des psaumes, des messes, des pièces d'orgue, des *concertos*, pour le clavecin, et quinze symphonies.

Reinhard Keiser fait exécuter à Hambourg, dans l'espace de quarante ans, plus de cent opéras, et mérite, par la facilité, le naturel et l'agrément de

sa mélodie, qu'on le regarde comme un des maîtres dont les ouvrages ont été le plus étudiés par Hasse et par Hændel.

Des cantates de ce grand musicien servent à former le talent du Saxon Charles-Henri Graun, dont la voix touchante ravit, dans les *adagio* ou morceaux exécutés avec lenteur; qui compose pour le grand Frédéric, dont il est maître de chapelle, et qui a pour lui autant d'affection que d'estime, des cantates, la musique de plusieurs odes, des concertos pour le clavecin, près de trente opéras, les récitatifs, les chœurs, et un duo de la pastorale de *Galatée* dont Frédéric fait l'ouverture et quelques airs, et qui se place parmi les auteurs *classiques*, par la beauté de ses pensées, l'expression de ses chants, la pureté de son harmonie, et un emploi de toutes les richesses du contre-point, aussi savant que sage.

Ces célèbres musiciens allemands sont les précurseurs de Hayden et de Mozart, destinés à porter à un si haut degré l'art qu'ils honoreront, et qui feront faire de si grands progrès, non-seulement à la musique vocale, mais encore à celle qui n'exerce son empire que par des instruments, et à laquelle Bocherini de Lucques doit donner un pouvoir magique sur l'âme, par sa douce et enchanteresse sensibilité.

Des spectacles, où tous les arts sont réunis à

celui de la pantomime et de la déclamation pour s'emparer de tous les sens, élever les pensées, ennoblir les sentiments, toucher profondément les âmes, corriger par le ridicule et faire adorer les vertus, se multiplient chaque jour, se répandent dans les plus petites villes, et pénètrent dans les contrées les plus éloignées des grandes cités.

Le commerce et l'industrie déplacent la fortune, lui font parcourir de nouvelles routes, l'accumulent dans de nouveaux dépôts.

Quatre voix puissantes parlent à l'Europe, qui les écoute avec ravissement; elles retentissent jusque dans les solitudes. On croit entendre les oracles de la sagesse. Montesquieu révèle les droits des peuples; Rousseau les grave dans les cœurs; Buffon montre les admirables spectacles de la terre et des cieux sortant des mains créatrices de l'être des êtres, et les lois de la nature ou de son auteur ineffable, donnant une sanction sacrée à celles dont les hommes attendent leur bonheur; et Voltaire, dévoilant tous les attributs accordés à la raison humaine par la raison éternelle et divine, en revêt les décisions de tous les charmes du génie, de l'esprit et du talent.

Les lumières de la civilisation, bien loin d'être renfermées dans les sanctuaires, dans les palais ou dans les portiques, illuminent le monde, et leur éclat, comme celui du soleil, parvient jusques aux

chaumières. L'état social est changé; les classes que séparaient de grands intervalles se touchent et se mêlent. Les barrières établies par la force commencent à disparaître; les principes politiques qui ont si souvent sauvé de l'abîme l'Angleterre, qui les chérit et les vénère avec une admirable fidélité, sont exposés dans toutes les langues, frappent tous les hommes accoutumés à réfléchir, et paraissent émanés de ce code divin donné à la terre par son sauveur.

L'homme de génie entrevoit un monde nouveau destiné à les adopter, à les faire fleurir, à les avoir pour garants de son indépendance et de sa prospérité.

La grande révolution commencée à l'époque des croisades, continuée presque sans interruption depuis la découverte de l'imprimerie, hâtée par les guerres générales qui ont mêlé les peuples, et par les fautes des gouvernements qui ont montré leur imprévoyance, déclaré leur faiblesse par leurs erreurs, et exalté les passions par leurs injustices, approche de son accomplissement. Les plus grands efforts ne peuvent pas lutter long-temps contre la nature des choses ou plutôt contre les lois éternelles de Dieu. Si les lois civiles ne sont pas modifiées par une sagesse attentive à mesure que le corps social change en obéissant à ces lois éternelles, les intérêts du plus grand nombre, blessés par ce défaut d'accord, élèvent des réclamations

qui deviennent bientôt violentes; les révolutions suivent ces réclamations terribles lorsqu'on refuse de les satisfaire; et les résistances, augmentant la force des explosions, produisent les bouleversements les plus funestes.

FIN DU TOME DIX-HUITIÈME ET DERNIER.

TABLE

DU DIX-HUITIÈME VOLUME.

L.

M.

N.

O.

P.

R.

S.

T.

FIN DE LA TABLE DU TOME DIX-HUITIÈME
ET DERNIER.

